

La fin de la campagne pour le second tour de l'élection présidentielle

Parole donnée...

On entend beaucoup, ces temps-ci, M. Chirac faire référence aux valeurs françaises traditionnelles en général, à l'honneur et à la dignité en particulier. C'est bien compréhensible, même s'il y a quelque paradoxe à exploiter dans le cadre de la campagne électorale la libération des trois otages français qui étaient détenus au Liban. Ne nous dit-on pas que la date de leur élargissement, à quatre jours du second tour, est tout à fait fortuite ? Qu'elle n'a pas été choisie par le gouvernement mais par Téhéran, sinon par les ravisseurs eux-mêmes ? Serait-ce bien digne et bien honorable, dans ces conditions, que d'accepter que des terroristes s'engagent dans la vie politique française, qu'ils influencent d'une manière ou d'une autre le choix par les Français de leur président ?

Un événement encore plus récent, mineur en apparence, soulève des interrogations du même ordre : le retour en France du capitaine Dominique Prieur, cet agent des services français compromis dans l'opération malencontreuse qui se solda en 1985 par le sabotage du « Rainbow Warrior » dans le port d'Auckland, en Nouvelle-Zélande.

Aux termes d'un accord négocié par M. Chirac avec les autorités néo-zélandaises sous l'égide du secrétaire général des Nations unies, les deux agents français capturés en Nouvelle-Zélande et condamnés à de lourdes peines de prison pour leur participation à cette opération anti-Greenpeace avaient été libérés en juillet 1986. En échange de quoi les autorités françaises s'étaient solennellement engagées à maintenir les deux officiers sur une base située sur l'atoll polynésien de Hao, pendant trois ans.

Un premier accord avait été porté à l'accord entre Paris et Wellington lorsque M. Chirac, prétextant des raisons de santé, autorisa le commandant Alain Mafart à revenir à Paris pour suivre les cours de l'École de guerre. Avec le retour du capitaine Prieur en France, cet accord, naguère présenté comme une grande victoire de la diplomatie chiracienne, est réduit à l'état de chiffon de papier. Et la parole de la France à un simple bavardage de circonstance.

Le gouvernement ne manquera pas de mettre en avant l'état du capitaine Prieur, qui attendait un enfant pour le début de l'an prochain. On se gaussa aussi des protestations indignées et passablement hypocrites de Wellington, mais on ne nous fera pas croire que l'état du capitaine Prieur exigeait que son sort fût réglé à quarante-huit heures du second tour, au prix de nouvelles difficultés pour la France dans une région où elle en a déjà beaucoup.

La mesure décidée unilatéralement par le premier ministre sera, il est vrai, bien accueillie par un électoral militaire dont on dit qu'il n'est pas resté insensible à la rhétorique d'un Jean-Marie Le Pen. D'autant qu'elle permet de remettre sur le tapis l'affaire Greenpeace, l'une des plus sombres pages des années « actives » du septennat de M. Mitterrand. Il n'empêche : les valeurs françaises chères à M. Chirac paraissent en l'occurrence céder devant l'urgence de faire fléchir de tout bois.

(Lire nos informations page 34.)

M 0147 - 0607 0 - 4,50 F



3790147004500 05070

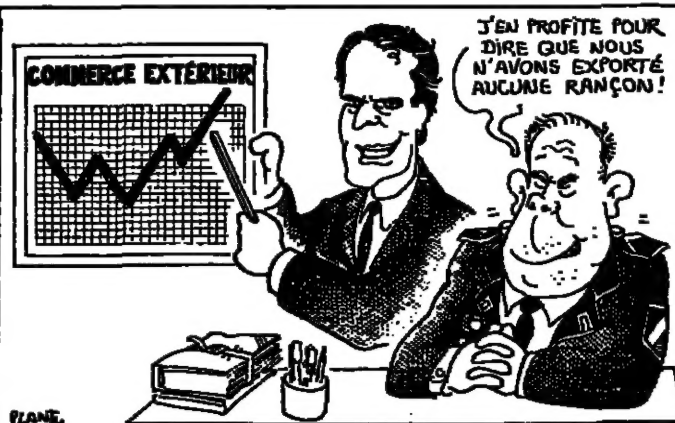
M. Chirac mobilise ses partisans à Paris pour accroître ses chances face à M. Mitterrand

Une manifestation était prévue, le vendredi 6 mai, en fin d'après-midi, place de la Concorde, à Paris, à l'initiative de personnalités proches de la majorité, auxquelles se sont joints les comités de soutien à M. Jacques Chirac. Toutefois, le premier ministre lui-même, qui devait être reçu à Clermont-Ferrand par l'ancien président Giscard d'Estaing, n'envisageait pas d'être présent à cette manifestation destinée à favoriser un ultime sursaut en sa

faveur, à quarante-huit heures du second tour de l'élection présidentielle. M. Mitterrand, lui, tenait une ultime réunion à Toulouse. Les dernières heures de la campagne ont été dominées par les retombées du drame d'Ouvéa - qui a fait vingt et un morts. La libération des otages français de Beyrouth, elle, a été l'objet d'une satisfaction largement partagée, bien que le PS ait posé la question du prix payé pour ce retour.

Lire également

- Les socialistes et la « troisième force » Page 9
- M. Chirac à Marseille Page 10
- « Electeurs », par Philippe Boucher Page 12



La libération des gendarmes d'Ouvéa a fait vingt et une victimes

La présidence au poker

par Jean-Marie Colombani

« On ne fait pas d'omelette sans casser les œufs », l'oraison funèbre prononcée par M. Charles Pasqua après l'intervention militaire d'Ouvéa restera dans les annales de la République. Elle traduit un état d'esprit, une certaine idée de la politique. Les œufs cassés sont au nombre de vingt et un, que M. Jacques Chirac trie ainsi : deux soldats « français » et dix-neuf « Canaques », encore que le premier ministre s'interroge sur le point de savoir si ces dix-neuf-là sont bien des hommes comme les autres.

L'omelette n'est-elle qu'électorale ? C'est bien là l'essentiel ou, comme dit M. Raymond Barre, « le plus triste ». Si ces événements laissent un goût amer, c'est qu'il est difficile de résister à l'idée que l'on a cherché à faire voter, en métropole, avec le sang d'Ouvéa. Il est difficile de résister à l'idée qu'en quarante-huit heures, M. Chirac a voulu jouer la présidence au poker.

La politique des coups - des « coups de théâtre », dit M. Jospin - l'emporte sur la politique tout court. Raymond Aron reprochait naguère à M. Valéry Giscard d'Estaing de méconnaître que l'histoire est tragique. Il faut craindre que M. Chirac ne sache pas que l'histoire existe sans lui, et qu'elle existera après lui. A Ouvéa, l'autorité de l'Etat était en jeu, c'est vrai, après l'odieuse assassinat de quatre gendarmes par des militants indépendantistes, lui aussi tristement destiné à peser sur les élections locales. Mais elle peut chercher sa voie dans la négociation plutôt que dans la force. Le premier ministre a paru considérer que l'histoire se résume en une seule date, une date-butoir, le 8 mai.

L'horizon ainsi borné évite d'ouvrir les yeux sur ce qui se passera le 9. La France continuera, bien sûr. Mais quelle France ? Une France otage, isolée, divisée ? Si l'on en croit la réaction de ses alliés, la France risque d'être isolée dans deux régions du

monde décisives pour elle, le Proche-Orient et le Pacifique.

Elle sera prisonnière, pendant quelques mois, des engagements pris par M. Chirac au Proche-Orient. Elle est prisonnière, en Nouvelle-Calédonie, non pas d'une famille politique, d'un parti, d'une faction, de « rebelles », comme dit M. Giraud, mais d'un homme et des intérêts qu'il représente, M. Jacques Lafleur, le régent du territoire. Y aurait-il eu drame à Ouvéa si le gouvernement avait su résister au chantage de ce député qui menaçait de quitter le RPR si les élections régionales - scrutin qui a mis le feu aux poudres - n'étaient pas organisées avant, ou le même jour (le 24 avril), que le premier tour de l'élection présidentielle ? Or la paix civile passait en Nouvelle-Calédonie par le maintien du statu quo, c'est-à-dire d'un équilibre institutionnel et politique (statut Fabius-Pisani) qui camouflait une partition de fait entre le sud de l'île contrôlée par les Blancs, l'intérieur et les îles gérées et dirigées par les Noirs.

(Lire la suite page 10.)

Une France à aimer

par ANDRÉ FONTAINE

COMMENCÉE dans l'apathie, la campagne électorale s'achève dans la passion, une partie du pays retrouvant à cette occasion son goût, aussi ancestral que suicidaire, pour la guerre civile. La libération des otages du Liban, dans ce climat nauséabond, apporte un soulagement d'autant plus profond qu'on n'osait plus y croire, et que, Jean-Marie Le Pen à part, tout le monde y applaudit.

Il n'en va pas de même de celle des gendarmes d'Ouvéa, payée d'un prix qui fait craindre le pire pour la suite et qui, à l'heure, dès maintenant, le soupçon : le bémol apporté par Raymond Barre à la satisfaction officielle est significatif. Et l'on ne saurait oublier qu'avant le massacre de quatre militaires français, à la fin avril, il y a eu l'acquiescement, par la cour d'assises de Nouméa, en octobre dernier, des mépris pour avoir tué à Hienghène, en décembre 1984, dix Canaques. L'avocat général avait requis contre eux des peines de neuf et de sept ans de réclusion. Comment des gens qui se sentent méprisés, tenus

en citoyens de seconde zone, n'en auraient-ils pas éprouvé un sentiment de révolte ? « Les nations, comme les hommes, meurent d'imperceptibles imperfections », dit Giraudoux dans la *Guerre de Troie*. Cette imperfection-là n'était pas précisément imperceptible.

Qu'il s'appelle Mitterrand ou Chirac, l'élu du 8 mai ne saurait oublier en tout cas que sa charge lui fait un devoir de protéger toutes les populations qui vivent sous le drapeau français. Ce qui implique que personne ne puisse avoir le sentiment que, un quart de siècle après l'indépendance de l'Algérie, il subsiste, sur une terre qui relève de la République, une situation coloniale. Tout pousse à craindre, à défaut, que les rapports entre les diverses communautés du territoire ne cessent inexorablement de se dégrader, comme on l'a vu, comme on le voit encore, en bien des points de la planète, dès lors que des populations appelées à vivre au contact n'éprouvent plus l'une pour l'autre que méfiance et peur.

(Lire la suite page 12.)

Jean-Paul II en Amérique latine

Le neuvième voyage du pape dans le sous-continent

PAGE 6

La tension en Pologne

L'état se resserre autour des grévistes de Gdansk

PAGE 5

Le retour des otages

Critiques et demandes d'éclaircissement de Londres et de Washington

PAGES 3 et 4

Commerce extérieur : + 1,8 milliard

Excédentaire pour la première fois depuis quinze mois

PAGE 29

Le Monde

SANS VISA

■ Québec, Montréal, même pays. ■ Escalas. ■ La table. Pages 17 à 20

En raison de l'actualité, le page « Jeux » sera publiée demain (numéro daté 8-9 mai). En revanche, nous publions aujourd'hui (page 28) la grande grille de mots croisés qui paraît habituellement le samedi.

Le sommaire complet se trouve en page 36

Vingt ans après le « printemps étudiant » de 1968

Traces de mai

Mai 1968 : il y a vingt ans la révolte étudiante ébranlait la société française. A l'occasion de ce vingtième anniversaire, le Monde publie un numéro spécial des Dossiers et Documents de douze pages, reprenant de nombreux articles publiés pendant les événements ainsi que des analyses sur leurs conséquences.

par Bruno Frappat

Récréation pour une nation lassée de solennité, révolte autoritaire, parenthèse ludique sans lendemain, prurit momentané, mime infantile des vraies révolutions, logomachie sans référence, ouvrière de salon : les appréciations méprisantes (sécourantes ?) sur mai 68 n'ont pas manqué, sur le moment. Et,

depuis vingt ans, elles n'ont fait que se conforter à l'observation du retour au réel, la crise - la vraie, celle qui dure depuis quinze ans - ayant permis de remettre les utopies au magasin des accessoires pour temps d'opulence.

Peut-on, deux fois dix ans après le « grand chambardement », porter un regard serein sur ce qu'on appela alors - faute d'y rien comprendre - les « événements » de mai avant de s'en tenir à l'expression de « mai 68 », à la fois vague et percutante ? Dès le 6 juin de cette année-là, Edgar Morin écrivait dans le Monde : « Il nous faudra des années et des années pour comprendre ce qui s'est passé. » En 1988, en écho, lui répond la perplexité de René Rémond lorsque celui-ci évoque, dans un ouvrage rétrospectif, « l'énigme que la crise de 1968 continue

d'être pour les historiens et les observateurs (1) ».

Enigme par ses causes, étrangeté par son déroulement - cet emballement inattendu qui, d'une minuscule revendication des étudiants de Nanterre réclamant de recevoir des filles, à la grève générale, fit vaciller le pouvoir de de Gaulle, - et, enfin, mystère de son incidence sur l'évolution ultérieure de la société. Si énigme il y a, c'est peut-être parce que nous avons encore le nez dessus, bien que nous affectons d'avoir l'esprit ailleurs - à la Bourse plutôt qu'à l'Odéon - et de ne plus rien attendre des leçons de mai 68.

(Lire la suite page 14.)

(1) Mai 68. Publications de la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine. Nombreuses illustrations, 304 p., 250 F.

Cartier



Les bijoux Cartier sont en vente exclusivement dans les joailleries Cartier et les boutiques Must de Cartier, un certificat attestant leur authenticité les accompagne.

HÔTEL GEORGE V, 31 AVENUE GEORGE-V. PARIS 47.23.54.00
HÔTEL HILTON, 18 AVENUE DE SUFFREN. PARIS 45.66.50.69

A L'ÉTRANGER : Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,80 dr. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 18 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 \$; Côte d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 10 kr. ; Espagne, 155 pes. ; G.-B., 60 p. ; Grèce, 150 dr. ; Italie, 1.700 L. ; Libye, 0,400 DA ; Luxembourg, 30 L. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 130 esc. ; Sénégal, 325 F CFA ; Suède, 12,50 sc. ; Suisse, 1,80 fr. ; USA, 1,50 \$; USA (West Coast), 1,75 \$.

Débats

IDENTITÉ ET DIFFÉRENCES

Le pouvoir du possible

par DANIEL SIBONY (*)

QUOI ? Sur l'emploi, l'éducation, la sécurité, les libertés, « ils » sont d'accord ou presque ? Quand la différence se voit, à ce point, c'est peut-être qu'il était pur elle est insupportable, ou qu'elle exige plus d'acuité. Alors, en plein remous électoral, peut-on s'offrir d'y penser ? de retrouver les différences en attente et les identités inquiètes ?

Car il s'agit bien de *différence* et d'*identité* : de savoir vivre ce rapport de soi à l'autre, et à soi-même passant par l'autre. Cela dépasse, et de loin, le seul rapport aux immigrés qui pourtant fait symptôme. L'Europe, maître mot de cette campagne, pose la question aussi vivement : les votes Le Pen d'Alsace-Lorraine, c'est moins la peur des Arabes que celle de voir entrer non les blindés allemands comme naguère, mais les produits et capitaux, aussi blindés et intrusifs : voir entrer dans la terre mère la chose de l'étranger.

Même le chômage est un rapport à l'étranger, à l'étrange. Un chômeur qui a perdu son emploi auquel il s'était identifié, se retrouve désidentifié, étranger à soi, en proie à une traversée intérieure et objective qui peut le faire rêver d'une identité absolue sans réplique et sans faille, d'un repli sur l'élémentaire : être Français et vouloir le rester. Cela peut le faire rêver d'un pouvoir absolu, qui clame cette identité et en supprime les risques, les secousses, l'histoire.

Ce repli narcissique peut prendre la forme d'une dépression sournoise, d'un vide où rien ne vaut la peine —

à fatigue — et où l'on protège grâce à ce nihilisme le peu d'identité qui reste. Sans parler des jeunes chômeurs, en deçà du premier emploi, qui sur les rails de l'école arrivent tout droit aux voies de garage : le voyage forcé laisse un rêve de « trip » total ; entre-temps c'est le vide total où l'on est identique à soi.

On le voit, l'essentiel se passe aux frontières de ce qui nous sert d'identité. La maladie identitaire, c'est de mal supporter les ruptures d'identité au point d'en vouloir une qui ne soit liée qu'à elle-même, sans ces traces « étrangères », sans les périls de l'altérité. Être identique à soi : on est prêt à se couvrir d'autant d'images qu'il faut pour ça.

Autisme agressif

Or, et voici où cela se corse, la question fondamentale du politique, aujourd'hui, c'est la question du lien : avec qui d'autre faire lien ou alliance ? Si ce n'est qu'avec soi, le lien s'enroule sur soi et c'est l'étouffement narcissique ; si c'est avec l'autre, il faut pouvoir supporter nos différences avec cet « autre », son écart avec lui-même, nos écarts avec nous-mêmes... cela fait beaucoup. Mais ce sont ces tensions qui font vivre les liens, les transforment et leur évitent l'étranglement totalitaire, narcissique.

Le sexuel est mis à plat depuis longtemps, mais la pulsion de lien demeure bête, frustrée, exaspérée. Ceux dont on disait qu'ils n'ont rien à perdre que leurs chaînes y tiennent fort, car, parce que sans elles ils n'auraient rien. Les liens se ratatinent en petits maillons. Petit symptôme massif : malgré cette différence pourtant énorme et passionnante qui s'appelle « différence sexuelle », on va plutôt vers les replis de l'homme seul, de la femme seule, du couple seul... Et côté institutions, des kyrielles de petites chapeles.

Voici donc l'étrange malaise, collectif et subjectif : c'est qu'à défaut du possible on se met à vouloir l'impossible (non pas l'inaccessible : rien de plus accessible qu'un état totalitaire où tout est déjà « pu », où il n'y a plus rien à pouvoir). Le malaise c'est qu'à défaut de lien viable avec ses risques, ses ratages, ses possibles, on veut du lien... invivable.

Eh bien ! le vote Le Pen c'est une flamme d'autisme agressif et réussi où le rapport à l'autre est vécu comme impossible ; où faute de pouvoir soutenir l'échange et le lien incertains on tire sur soi la couverture des certitudes élémentaires : la pure France avec Jeanne d'Arc qui caracole, vierge intouchable par l'étranger sauf dans la mort. La terre mère a « tremblé » de désir pour ses fils « impossibles » et les a repris dans ses draps et ses draps.

Voilà pourquoi il est vital qu'un pouvoir soit d'abord le relais d'où se transmette le possible ; le haut lieu

d'où tradirait moins les signes du pouvoir que le goût de conjuguer le verbe pouvoir, les tentations d'y pouvoir quelque chose à ce dans quoi on patage. C'est une transmission délicate qui suppose qu'en prenant un pouvoir on prend le risque de le perdre. Si les socialistes l'ont perdu en 1986 c'est qu'après l'euphorie de l'avoir ils ont tant craint de le perdre qu'ils ont bougé le moins possible ou qu'ils ont fait comme les autres. Résultat : peu d'audaces.

Si pouvoir c'est transmettre du possible avec ses risques, ses ratages, ses reprises, cela concerne aussi la refonte des valeurs. C'est la refonte de liens qui tiennent, qui soient assez souples pour laisser du jeu et assez riches — de mémoire par exemple — pour exercer du rappel, des forces de rappel qui rattrapent, permettant le risque de se perdre pour s'y retrouver autrement, plus tard. Sur ce point la rhétorique volontariste est plutôt creuse et elle inquiète : « *Allez, il vous faut courir avec tous ces Européens sur le*

Stade du progrès, foncez, ce sera passionnant ! — Mais j'ai pas de souffle ! vous savez, je tousse, j'ai peur de cracher du sang... — Allons bon, c'est des idées que vous vous faites. Si vous êtes dans des derniers ça vous stimulera encore plus !

Ce pourrait être aussi bien le dialogue d'un père sadique qui pousse son fils phobique à qui il n'a rien transmis d'autre que le cliché de sa « volonté ». Ou encore, si dans certaines régions la présence des immigrés n'est qu'un échange avec les patrons qui les ont « importés », l'appel à les valoriser semble un vœu pieux. « *Respectez l'autre comme vous-mêmes. — Mais c'est que je ne respecte que dans ma certitude fragile de valoir mieux que l'autre... tout en sachant qu'il n'en est rien.* » Corina, le lien réduit à soi.

Un bonchage pervers, c'est une solution totale aux cassures d'identité, aux risques du possible, aux

(*) Psychanalyste, mathématicien.

tensions du désir. Ce n'est pas toujours « méchant », cette clôture totalisée du désir, mais cela va des effets de secte, d'auto-intoxication, de délinquance, de terrorisme, de racisme, aux vacuités hétérosexuelles mais sûres d'elles et agressives... Là s'étale la question du pouvoir car l'impuissance même devient pouvoir : l'impuissance face à l'autre, c'est-à-dire à tout ce qui échappe, devient pouvoir d'effacer l'autre.

D'où l'importance que l'idée même de pouvoir soit renouvelée au possible. Il n'y a pas un pouvoir qui rende les gens heureux, il y a des gens plus ou moins heureux de leur désir de vie et qui cherchent à pouvoir le soutenir, le prolonger vers le possible : il y a le vouloir faire ceci ou cela ; c'est un désir adressé au possible, c'est-à-dire à ce qui se peut de toute sa force car c'est possible, j'aimerais dire « possible » pour dire ce lien élémentaire au verbe pouvoir, face aux régressions élémentaires de l'impuissance exaspérée.

Un fil essentiel pour cette mutation des valeurs et du rapport au

verbe pouvoir, c'est que l'identité est non seulement partagée, inachevée, infinie, mais que c'est un processus ouvert, sans fin ni mot de la fin : l'identité est un désir de différence infinie qui ne revient pas au même, une pulsion de lien qui intègre pertes et manques comme des ressorts du mouvement. Le contraire de l'intégrisme en politique. Et face aux crises d'identité il y a mieux que les prothèses d'identité : la recherche des points sensibles où le possible déconnecté s'est remis au point mort. C'est un travail élémentaire : à même les éléments de vie, à même l'élément de la vie.

Alors, est-ce faute de cela que les différences entre les deux débats l'autre soir n'étaient pas toujours sensibles ? Heureusement il y a la différence de « style » : l'un des deux accusa l'autre d'avoir gracié deux individus qui plus tard allaient devenir terroristes. Veut-il donc à ce point s'assurer de l'avenir, le mettre sous clef de peur qu'il ne s'échappe ou ne fasse faux bond ? qu'il ne soit indéterminé ? mais qu'est-ce d'autre que l'avenir ?

Aux portes de la violence

par ALAIN TOURAINE

La société française n'est plus formée de classes sociales ; elle se répartit en trois grandes catégories, définies par leur rapport à la modernisation. Les avant-gardes modernisatrices attendent de changements nécessaires des résultats favorables pour elles-mêmes et, à terme, pour l'ensemble du pays. Les vastes catégories protégées, soit par la solidité de leur activité collective, soit par des garanties légales et contractuelles, forment la nouvelle classe moyenne solidement organisée autour de sa conscience d'intégration. Enfin, il existe des catégories très diverses qui se sentent menacées par la crise, la modernisation inévitables, le triomphe du marché rebaptisé Europe, la fin des protections assurées par l'état corporatif. La distance entre ces trois catégories ne cesse d'augmenter.

Catégories fragiles

La masse centrale de la société française — les classes moyennes salariées : fonctionnaires, employés, techniciens et une partie importante du monde ouvrier — en appelle certes à une société intégrée, ouverte et tolérante, mais n'est-ce pas une manière d'affirmer sa propre centralité ? Face à la montée des mécontentements et des révoltes, elle ne va guère au-delà de la dénonciation des mauvais bergers. La France se dualise, et ce sont ceux qui se sentent marginalisés qui cherchent à transférer sur plus marginaux qu'eux l'obsession de l'exclusion dont ils se sentent menacés et dont ils menacent à leur tour ceux qu'ils rejettent comme inférieurs.

Ces catégories, fragiles et menacées, ont longtemps été incorporées à la politique démocratique par le gaullisme, qui associait au sentiment national une volonté de modernisation et un discours populiste. Mais le 24 avril 1988, le gaullisme est mort ; il était depuis longtemps dilué

dans un libéralisme qui ne rassure que les plus forts. Le Front national pénètre rapidement et massivement dans toutes les catégories qui ne sont plus intégrées ni par le gaullisme ni par le communisme à la vie politique. Ne cherchons pas à ce parti politique une définition en termes de base économique et professionnelle ; il se tient trop divers. Mais sa force est grande partout où la société est désintégrée et inquiète d'un avenir ressenti comme hostile et incontrôlable, ce qui provoque la recherche primordiale de la sécurité et de l'intégration nationale et le rejet irrational de tout ce qui est étranger.

La chute du populisme démocratique gaulliste et la force sans cesse croissante des classes moyennes salariées et de leur principal expression politique, le Parti socialiste, laissent et laisseront de plus en plus ces catégories menacées en dehors du système politique. Le danger est grand — et il n'a pas fini de croître — de voir inquiétées et refus se transformer en violence. Celle-ci a été, jusqu'ici, presque complètement absente ; ce calme ne durera pas. La violence risque fort d'apparaître, en particulier dans les villes de la zone méditerranéenne ou dans des zones industrielles en crise.

Existe-t-il une prévention politique de ce danger ? C'est d'abord de la droite qu'elle devrait venir, puisque c'est la droite qui lui a donné dans le passé une expression démocratique. L'exemple de M^{me} Thatcher montre comment une droite autoritaire et modernisatrice résorbait la pression d'un National Front. Mais l'Angleterre vit depuis longtemps dans un système bipartisan qui donne au Parti conservateur comme au Parti travailliste une grande capacité d'intégration des révoltes sociales. Dans la France d'aujourd'hui, la droite est écartée, et aucun leader politique n'aura pen-

dant longtemps la capacité de la réunifier. Chaque fois que le RPR se rapprochera du Front national, il perdra des alliés barbares et vice versa. Le centre gauche se trouve probablement installé pour longtemps au pouvoir ; mais comment peut-il éviter la révolte de ceux qui se sentent marginalisés ?

Des gestes spectaculaires en faveur des vrais exclus ne peuvent qu'accroître les tensions. Un appel aux exigences du marché et de la modernisation ne peut aboutir qu'à un même résultat. Il existe même un danger encore plus grand : celui d'une vaste alliance défensive, immobilisante, de tous ceux, appartenant aux secteurs protégés comme aux secteurs en crise, qui ont peur des dures exigences de la concurrence internationale.

Retrouver les thèmes sociaux

Il faut conclure à l'absence de solution tant que la politique ne reposera pas à nouveau sur la volonté de créer un nouveau type de société et sur les conflits sociaux qu'une telle volonté implique. Tant que la politique sera commandée par le thème de l'intégration nationale, auquel la classe moyenne donne un sens libéral mais aussi protecteur de ses intérêts et auquel les catégories menacées donnent un sens de plus en plus agressif, le système politique sera incapable de jouer son rôle de transformation de demandes sociales en éléments de fonctionnement de la démocratie.

Si la France est le seul pays où une extrême droite déchaînée a conquis une large influence, c'est d'abord parce qu'elle a cessé depuis trop longtemps de parler d'elle comme société et qu'elle s'est identifiée aux intérêts et aux discours d'un Etat technocrate et prétentieux. De

la remplacement des catégories sociales par les catégories nationales — intégration, exclusion, minorités — au centre de la vie politique. La France est américanisée et n'a cessé de s'éloigner du modèle social-démocrate, c'est-à-dire de la liaison de forces sociales et d'agents politiques. Cette américanisation a beaucoup d'avantages mais elle entraîne avec elle les effets négatifs qui marquent depuis longtemps la vie publique et sociale de l'Amérique : violence, racisme, indifférence de l'opinion face aux jeux de la politique.

Plus nous serons dans une vie politique organisée autour du thème de l'intégration sociale, plus nous connaîtrons des mouvements politiques ou sociaux réactionnaires et autoritaires, révéloquant l'intégration pour soi et demandant l'exclusion pour d'autres. La seule manière d'arrêter de tels mouvements est de sortir de ce type de vie politique, de retrouver les thèmes sociaux au-delà des thèmes nationaux, d'associer un effort réel de modernisation aux revendications des catégories sacrifiées ou affaiblies. Il faut que la politique, qui s'est dissociée presque complètement de la société, dans une vision libérale, se lie à nouveau à elle. La société a sombré dans le silence, le syndicalisme s'est décomposé, les nouveaux mouvements sociaux ont été broyés par l'obsession de l'intégration, qui ne laisse pas de place pour le conflit et le débat.

Une société ne choisit jamais qu'entre les conflits et la violence, entre les débats internes et l'opposition brutale, entre ceux qui sont intégrés et ceux qui sont exclus. Retrouvons le plus vite possible la volonté de créer une société définie à la fois par ses orientations, ses conflits et ses négociations. Si nous n'en sommes pas capables, nous serons condamnés à la violence de la société américaine sans avoir son dynamisme.

APPEL

Chaos sur la montagne Sainte-Geneviève

Une guerre sourde des menues bureaucraties qui règnent sur la France vient de mettre le chaos sur le grand pavillon de l'ancienne Ecole polytechnique, promis à l'Europe. Ainsi est faite une certaine « profondeur de la France ».

Au président de la République, à son prédécesseur, à celle qui fut la première titulaire de la présidence du Parlement européen, au président de la Commission des Communautés européennes, nous adressons un appel urgent et intense.

Soyez ceux et celle qui vont restituer à la vie scientifique et créatrice de l'Europe, pour l'avenir commun, ce site de pensée qui fut déjà le sien, d'Albert Le Grand à Leibniz et Henri Poincaré, à l'axe nord de la montagne Sainte-Geneviève.

Selon le mot de Jean Monnet, ce sera « une action concrète, sur un point limité mais décisif ».

JEAN-PIERRE FAYE.

ROBERT EDWIN HERZSTEIN

WALDHEIM

Les années obscures

Par l'un des spécialistes les plus avisés de la période nazie, une enquête rigoureuse reposant sur la découverte de documents révélateurs qui éclairent les « années obscures » de l'homme qui se voulait sans passé.

Plon

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Édité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Pauvert (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wouss.

Rédacteur en chef : Daniel Vernet.

Correspondant en chef : Claude Salas.

ABONNEMENTS PAR MINITEL 36-15 - Tapes LEMONDE code d'accès ABO

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437 ISSN : 0395 - 2037

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Tapes LEMONDE

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montesson, 75007 PARIS

Tél : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Tél : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Tél : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Tél : (1) 42-47-97-27

Tél : (1) 42-47-98-72

Tél : (1) 42-47-98-72

Tél : (1) 42-47-98-72

Tél : (1) 42-47-98-72

Tél : (1) 42-47-98-72

Tél : (1) 42-47-98-72

Tél : (1) 42-47-98-72

Tél : (1) 42-47-98-72

Tél : (1) 42-47-98-72

Tél : (1) 42-47-98-72

Tél : (1) 42-47-98-72

Tél : (1) 42-47-98-72

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐

6 mois ☐

9 mois ☐

1 an ☐

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Veillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

صك زامن الإلهام

Etranger

La libération des otages français détenus au Liban

- Paris affirme n'avoir rien cédé aux ravisseurs
- Téhéran salue l'« attitude positive » de la France à son égard

M. Chirac a été entendu à Téhéran. Quelques heures seulement après que le premier ministre eut remercié l'Iran pour son intervention directe en faveur de la libération des otages français au Liban et annoncé que le rétablissement de relations normales avec ce pays pouvait être envisagé, le gouvernement iranien a salué l'« attitude positive » de Paris envers la République islamique.

« En tenant compte de l'évolution intervenue dans les relations entre les deux pays depuis la nomination de M. Chirac et l'attitude positive de la France à l'égard des conditions iraniennes, l'Iran a demandé aux Libanais d'aider la France », en vue de la libération de Marcel Carton, Marcel Fontaine et Jean-Paul Kauffmann, a ainsi déclaré, jeudi 5 mai, le vice-premier ministre iranien, M. Alireza Mosayeri. Et celui-ci d'ajouter que Téhéran répondrait ultérieurement à la demande française de rétablissement des relations diplomatiques (rompues en juillet dernier à l'initiative de Paris).

Les dirigeants iraniens confortent ainsi leur réputation de tacticiens, cherchant d'une part à inverser les rôles et à placer la France en position de demandeur, alors que, en l'occurrence, la décision de rompre est venue de Paris et que Téhéran a été réellement affecté par cette rupture. Et ce, à un moment où l'Iran cherche par tous les moyens à sortir de son isolement. Nécessité d'autant plus d'actualité que les récents revers que la République islamique

a subis dans la guerre du Golfe la placent en position de faiblesse.

M. Mosayeri a, d'autre part, joué sur un registre abondamment utilisé par les Iraniens depuis des années : Tablier sur les rivalités politiques françaises et tentatives d'exploitation de la cohabitation en partant du principe que M. Chirac — pourtant l'un des architectes de l'aide militaire à l'Irak — était plus favorable à Téhéran que M. Mitterrand.

On peut imaginer la surprise de M. Mosayeri s'il a entendu les propos du chef de l'Etat, vendredi sur RMC, dénonçant l'utilisation d'armes chimiques par Bagdad. Cette utilisation « et le massacre des populations kurdes soulèvent le cœur », a déclaré M. Mitterrand, qui a ajouté que cela « pourrait repousser le problème de nos amis ». Il a toutefois tempéré ses paroles en soulignant que « si l'Irak était enfoncé, les réactions en chaîne dans tout le monde arabe iraient jusqu'aux rivages de l'Atlantique ».

La persévérance iranienne à « favoriser » M. Chirac paraît toutefois quelque peu hasardeuse à la veille d'une élection pour laquelle tous les sondages donnent M. Mitterrand comme vainqueur. On ne cache d'ailleurs pas, parmi les négociateurs franco-libanais — membres de ce qu'il est convenu maintenant d'appeler « l'équipe Marchiani », (1) qui a mené les tractations à Beyrouth — que les incertitudes liées à l'échéance du 8 mai ont joué un rôle

dans le retard apporté à la libération des otages. Et le problème de la capacité de M. Chirac à remplir les engagements pris n'a pas joué un rôle capital dans ce retard, il a « effleuré » l'esprit des ravisseurs et à « influé quelque part », indique-t-on pudiquement de même source.

Les causes premières de ce retard — et notamment de l'échec de la tentative du 23 avril dernier — tiennent à des « contraintes externes », liées notamment à la situation au Liban et aux dissensions au sein du régime iranien, affirmé-on encore au sein de l'équipe Marchiani.

« AUCUN SUBSIDE »

On dément en tout cas, au diapiéson des déclarations officielles, qu'une quelconque rançon ait été versée aux ravisseurs qui « n'ont rien touché ». C'est ce qu'avait dit et répété le ministre de l'Intérieur, jeudi : « Nous n'avons accordé quelconque subside que ce soit à personne. Nous n'avons cédé à aucune revendication » (nos dernières éditions du 6 mai). Déclaration qui laisserait supposer que le gouvernement a réalisé une grande première : obtenir la libération d'otages sans la moindre contrepartie.

Quant à la possibilité que le prix de ces otages puisse être l'élargissement de terroristes détenus en France, M. Pasqua l'a écarté. Interrogé sur Antenne 2 sur l'éventualité d'une prochaine libération d'Anis

Naccache, responsable du meurtre de deux personnes lors d'une tentative d'attentat, en 1980, contre l'ancien premier ministre iranien Chahpour Bakhtiar, M. Pasqua a simplement répondu : « Pas de notre part, et pas à notre initiative ». M. Mitterrand a, de son côté, indiqué que la question de la grâce de Naccache ne lui avait « pas été posée ». La remise en liberté de ce dernier a longtemps figuré parmi les conditions du Dihad islamique pour la libération de ses otages français.

Enfin, grande absence des remerciements adressés, jeudi, par M. Chirac à l'arrivée à Villacoublay de Marcel Carton, de Marcel Fontaine et de Jean-Paul Kauffmann, l'Algérie ne paraît pas avoir joué, cette fois-ci, le rôle de médiateur privilégié qu'on lui avait prêté. C'est, en tout cas, ce que l'on assure, tant officiellement — notamment M. Pasqua — qu'officieusement.

Alger, il est vrai, n'a pas oublié l'affaire Abdallah, ce Libanais condamné en France à la détention à perpétuité après que les Algériens eurent obtenu la libération, en 1985, de M. Gilles Sydney Peyrolles (qui avait été enlevé dans le nord du Liban) contre la promesse faite aux ravisseurs d'une libération de ce même Abdallah.

YVES HELLER.

(1) Du nom de M. Jean-Charles Marchiani, représentant de M. Pasqua dans l'affaire des otages.

Le contentieux franco-iranien porte sur plusieurs milliards de francs

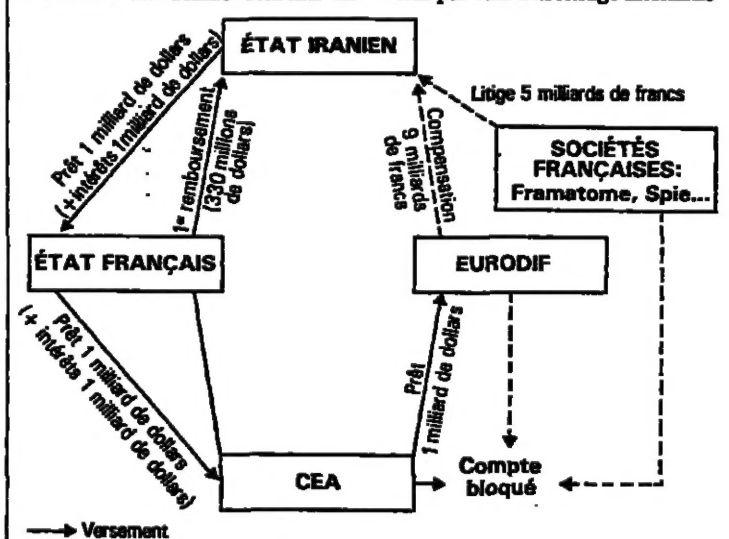
Les participants français à la négociation ayant permis la libération des trois otages du Liban se sont-ils engagés à des « contreparties » vis-à-vis de l'Iran et de la Syrie ? S'ils l'ont fait, ils n'ont pu que laisser dans le flou, apparemment de bonne source, la « cuisine », c'est-à-dire le détail des sommes à payer, par le prochain gouvernement ! Et le flou est vaste puisque les estimations varient du simple au triple. Seule chose à peu près sûre, le contentieux s'élève à plusieurs milliards de francs.

Les sommes en jeu sont, en effet, énormes et les dossiers fort compliqués. Premier en liste : le contentieux opposant depuis 1979 la France à l'Iran au sujet du prêt de 1 milliard de dollars consenti en

Il s'engage, ce faisant, à payer sa part des frais fixes de l'usine et à enlever, après sa mise en route — en 1981 — 10 % de l'uranium enrichi produit. L'Iran a, en outre, commandé deux centrales nucléaires à un groupement d'entreprises françaises conduites par Framatome.

Or, après la révolution islamique, Téhéran, renouant à ses ambitions nucléaires, annule les commandes de centrales et cesse d'acquiescer ses obligations vis-à-vis d'Eurodif. Le CEA cesse, de son côté, de régler les intérêts et bloque le remboursement du principal, normalement prévu de 1982 (après la mise en service de l'usine) jusqu'en 1992.

S'estimant lésés, Eurodif et les constructeurs de centrales réclament par voie d'arbitrage international



Les réactions à l'étranger

Critiques et demandes d'éclaircissement de Londres et de Washington

Au soulagement général enregistré, jeudi 5 mai, dans les principales capitales occidentales après la libération de trois otages français au Liban s'ajoutent, partout, les mêmes interrogations mêlées d'inquiétude sur les conditions de cette libération.

Dès jeudi, M. Jean-Benoît Raimond, ministre des affaires étrangères, a reçu pendant une demi-heure au Quai d'Orsay les ambassadeurs de quatre pays : Etats-Unis, Grande-Bretagne, Allemagne de l'Ouest et Italie — pour les informer de ces conditions. Il leur a communiqué, indiqué-on de source française, toutes les informations dont dispose la France sur les circonstances de la libération des otages et sur le processus utilisé. L'ambassadeur des Etats-Unis, M. Joe Rodgers, avait auparavant été reçu par M. Charles Pasqua, ministre de l'Intérieur. La conversation, selon le porte-parole de l'ambassade américaine, a porté sur « les circonstances entourant la libération des otages français et sur la question des otages encore en détention ».

• A WASHINGTON. — Il n'en reste pas moins, souligne notre correspondant à Washington, Jan Krausz, que l'administration américaine s'est efforcée de tempérer ses réactions en formulant ses critiques au conditionnel. Après s'être déclaré « heureux » pour les anciens otages français, le porte-parole de la Maison Blanche a domé le ton en ajoutant : « Nous espérons qu'aucun marché du type que nous condamnons dans notre propre politique à l'égard du terrorisme n'a été conclu ».

L'ancien secrétaire d'Etat Henry Kissinger s'est, lui, montré beaucoup plus brutal. « Je trouve que la France a agi de manière honteuse », a-t-il déclaré jeudi à la chaîne ABC. Je suis très déçu qu'un premier ministre français, et un premier ministre conservateur, ait pu agir de cette manière. Selon M. Kissinger, le simple fait qu'une corrélation apparaisse entre l'apparement des dettes françaises à l'égard de l'Iran et la libération des otages « donne aux Iraniens l'impression qu'on peut agir sur la France en prenant des otages ».

Interrogé au cours de la même émission d'ABC, M. Peggy Say, sœur du journaliste Terry Anderson — l'un des neuf otages américains au Liban — a, en revanche, eu une réaction bien différente. Les otages américains « ne méritent-ils pas autre chose que d'être sacrifiés ? », a-t-elle demandé. « Je crois que ne rien faire n'est pas la meilleure réponse », a-t-elle dit, faisant allusion à l'attitude qu'elle croit être désormais celle du département d'Etat américain dans ce type de situation.

« Des clarifications »

• A LONDRES. — Les réactions sont plus réservées. Après s'être « félicité » de la libération des trois Français, le gouvernement britannique a fait savoir qu'il avait demandé « des clarifications » à Paris, ce à quoi M. Pasqua a répondu que le gouvernement français n'a pas « de leçons à recevoir, pas plus de M. Thatcher que de quiconque ». Plus tard dans la journée de jeudi, presse de questions posées par des conservateurs à la Chambre des communes, le premier ministre a répondu : « Nous avons interrompu le gouvernement français, mais il nous a assuré n'avoir payé aucune rançon ».

M. David Owen, chef du Parti social-démocrate, a qualifié, pour sa part, de « cynique » l'accord conclu par Paris. « Il y aura des retours de flamme », a-t-il ajouté, en ce qui concerne les otages étrangers au Liban, parmi lesquels figurent trois Britanniques. M. John Waite, le cousin de Terry Waite — l'un des ces trois derniers — a déclaré, de son côté : « Malheureusement, quand des marchés sont conclus par des pays comme la France — si tel est le cas et cela y ressemble très fort — la situation de Terry et celle de John MacCarthy (autre otage britannique) empireront ».

Dans la presse, le Times estime que cette libération, à la veille de l'élection présidentielle, « ne peut qu'augmenter les soupçons britanniques qu'un marché a été passé ». Le Financial Times y voit « un important atout électoral pour M. Chirac, mais aussi une arme qui pourrait aisément se retourner contre ses utilisateurs ».

• A ROME, les médias italiens soulignent à la fois le succès, les ombres et les connotations électorales de cet événement. « Khominy a voté Chirac », assure La Repubblica, en ajoutant : « Une fois de plus, il a joué la carte des otages à la veille d'élections dans un pays occidental ».

La Stampa de Turin estime pour sa part que la question du « prix à payer pourrait devenir un boomerang pour Jacques Chirac ». Le journal conservateur Il Tempo écrit de même : « Ce coup de théâtre constitue un atout redoutable dans les mains de Jacques Chirac ».

• A MADRID, où de nombreux journaux espagnols soulignent la concordance de vues entre MM. François Mitterrand et Jacques Chirac à propos du terrorisme, la libération des trois otages français est ressentie comme un succès du gouvernement Chirac. Le quotidien El País va plus loin en estimant qu'il s'agit d'un « succès personnel » du ministre Charles Pasqua. Pour Diario 16 (indépendant), « Jacques Chirac rentabilise politiquement la libération » (des trois otages).

• A GENEVE, tous les journaux de Suisse romande ont fait leur « feu » sur la libération des otages français. « Le plus beau cadeau »,

écrit la Suisse. Mais, sous le titre « La joie et la honte », le quotidien 24 Heures de Lausanne consacre un éditorial très critique à l'événement. Cette joie, dit-il, Mitige car, pratiquement depuis le jour de leur enlèvement, ces hommes étaient devenus les enjeux de la plus basse politique ». écrit-il notamment, en ajoutant : « Il faut maintenant se demander à qui ce bonheur profite ».

• A BRUXELLES, le Soir s'interroge : « Atout pour Jacques Chirac ? Voilà un événement exceptionnellement heureux qui peut bouleverser nombre de données politiques... Ce brusque succès couronnant les efforts de l'équipe gouvernementale de Jacques Chirac peut-il apporter à celui-ci le bon million de suffrages qui semblait devoir lui manquer dimanche prochain ? ». La Libre Belgique (centre droit) estime « vraisemblable que, d'une manière ou d'une autre, l'affaire des otages sera exploitée politiquement ».

• AUX PAYS-BAS, deux journaux d'Amsterdam s'interrogent sur les conséquences politiques de la libération des trois otages.

« Pour les socialistes, écrit De Telegraaf, la libération des otages, trois jours avant le second tour ne saurait être le fruit du hasard, et elle ne peut avoir été obtenue, que grâce à un marché douteux de la part de Chirac. » Il va de soi, écrit de son côté De Volkskrant (centre gauche), que le premier ministre, M. Chirac, et le ministre, M. Pasqua, vont s'efforcer de présenter la libération des otages comme un succès de leur politique ».

• A BONN, le gouvernement ouest-allemand a officiellement exprimé, vendredi 6 mai, sa « joie et satisfaction » pour la libération des otages français du Liban. Son porte-parole, M. Friedhelm Ost, a souligné que le gouvernement espérait que les autres étrangers encore détenus au Liban verront aussi la fin de leur souffrance » et remerciait le président Mitterrand et le premier ministre Jacques Chirac pour leur évocation du sort de ces derniers à l'occasion de la libération des Français.

Derrière cette satisfaction officielle se cache pourtant une sourde irritation devant l'absence totale d'informations sur le déroulement des négociations et les conditions dans lesquelles la libération des otages français a été obtenue, nous indique notre correspondant à Bonn, Luc Rosenzweig. Dans les milieux proches de la chancellerie, on estime qu'au moment où le gouvernement allemand tente lui-même d'obtenir la libération d'un de ses ressortissants, M. Rudolf Cordes, enlevé à Beyrouth en janvier 1987, une meilleure coopération aurait pu lui faciliter la tâche.

• A MOSCOU, l'agence Tass a très brièvement annoncé la libé-

tion des trois Français. En notant qu'ils avaient été « les otages d'une des organisations musulmanes agissant au Liban ».

A Athènes, où le gouvernement grec a accueilli « la bonne nouvelle », le quotidien 24 Heures (droite) note que cette libération intervient « au moment le plus favorable pour le premier ministre Jacques Chirac ».

• A BEYROUTH, enfin, le premier ministre libanais par intérim, M. Salim Hoss, a adressé jeudi des messages de félicitations au président de la République et au premier ministre, et s'est déclaré « très heureux » de cette libération.

MM. Carton, Fontaine et Kauffmann demandent qu'on n'oublie pas les autres captifs occidentaux

Lors de son arrivée à Villacoublay, jeudi 5 mai, Jean-Paul Kauffmann a évoqué le souvenir de son ancien compagnon de détention, Michel Seurat, mort en captivité, comme il l'avait déjà fait quelques heures plus tôt au micro de RTL (le Monde du 6 mai). « D'une certaine façon, a-t-il dit, j'ai un peu honte d'être là aujourd'hui ».

D'abord et avant tout, ma pensée va à Marie Seurat, sa femme, et à ses deux filles.

Michel, au début, prenait la situation avec une certaine philosophie : il prenait des notes, il écrivait. Et puis, il disait : « Moi, je suis prêt à attendre trois ans pour revoir mes deux filles ». Je lui disais : « Mais, trois ans ! Tu es fou, tu te rends compte ? Trois ans ? »

Et puis c'est lui qui a disparu. On l'a vu pour la dernière fois le 23 décembre 1985. Il n'était plus à tenir debout. Il a été transféré dans un endroit à côté de notre cellule. Et puis on l'a entendu pendant encore quelques jours, il toussait effroyablement. C'est quelque chose de terrible (...).

Il aurait pu mourir auprès des siens et puis il est mort tout seul. C'est quelque chose d'affreux. Je ne peux pas l'oublier.

Il ne faut pas oublier les autres otages étrangers », a-t-il souligné, en citant notamment le nom de Terry Waite.

Nous avons vécu un cauchemar vingt-quatre heures sur vingt-quatre. J'ai eu des chaînes aux pieds avec mes compagnons depuis février 1987. On n'a pas vécu, on a survécu », a enfin déclaré Jean-Paul Kauffmann qui a toutefois estimé « qu'ils ne revenaient pas des camps de la mort ».

Pour sa part, Marcel Fontaine a réitéré qu'il avait, un moment, partagé sa cellule avec un otage américain, le journaliste de l'agence Associated Press, Terry Anderson. Expliquant comment il avait enduré ses trois ans de captivité, Marcel Fontaine a indiqué : « En lisant des livres, en jouant aux dominos et aux échecs avec mon copain américain, Anderson. Je ne fais que penser à lui. Il faut tout faire pour qu'il sorte de là ». Terry Anderson, chef du bureau d'AP à Beyrouth, lui a répondu le 16 mars 1985, six jours avant Marcel Fontaine et Marcel Carton.

Réagissant à ces propos, M. Peggy Say, sœur de Terry Anderson, a déclaré qu'elle viendrait en France pour rencontrer Marcel Fontaine : « C'est bon, a-t-elle dit, de savoir que Terry est vivant. Pensez-vous que M. Fontaine sait-il quelque chose. J'espère qu'il pourra me donner des indications sur ce que je dois faire maintenant. C'est merveilleux pour les Français. Mais c'est encore plus décevant et frustrant de comparer ce que fait leur gouvernement et ce que fait le nôtre ».

Enfin, M. Joëlle Kauffmann a affirmé jeudi que, selon son mari, les ravisseurs avaient dit aux otages français que les trois otages britanniques étaient vivants. La Grande-Bretagne est sans nouvelle de ses trois ressortissants enlevés au Liban, le pasteur anglican Terry Waite, le journaliste John MacCarthy et l'enseignant Brian Keenan. Le Foreign Office a confirmé être entré en contact avec le gouvernement français pour être informé des conditions de la triple libération intervenue mercredi.

nal des sommes énormes : 9 milliards de francs pour le premier, 5 milliards pour les seconds. Ils obtiennent auprès des tribunaux la saisie conservatoire du prêt iranien, dont les échéances comme les intérêts dus sont systématiquement versés par le CEA sur un compte bloqué.

Depuis lors, les arbitrages se poursuivent et le remboursement reste bloqué, les deux parties étant incapables de se mettre d'accord sur les compensations dues par Téhéran, et donc sur le solde à régler par Paris.

Un premier pas a été fait en novembre 1986, lorsque la France a accepté de rembourser — par anticipation des échéances à venir — 330 millions de dollars (près de 2 milliards de francs). En revanche, le second versement de 330 millions de dollars évoqué par la presse anglo-saxonne lors de la libération à l'autome dernier des deux premiers otages n'a jamais été officiellement confirmé.

En tout état de cause, l'Etat a dû, s'il y a effectivement consenti, « payer de sa poche », les sommes correspondantes étant toujours saisies sur le compte du CEA et ne pouvant pas être légalement touchées. De même, si le gouvernement veut régler une troisième tranche de 2 milliards de francs, voire aller au-delà, anticipant ainsi le résultat des arbitrages en cours entre l'Iran, Eurodif et les constructeurs de centrales, c'est le Trésor qui devra avancer les sommes. Les sommes à verser par la France devraient atteindre au moins 2 milliards de francs — si la seconde tranche a été réglée — ou 4 milliards dans le cas inverse.

L'autre contentieux — avec la Syrie — paraît mineur en comparaison. Il s'agit d'arriérés dus à Damas en contrepartie d'un protocole financier de 200 millions de francs accepté par Paris. La France accepterait de passer l'éponge sur des sommes après tout modestes par rapport à celles évoquées plus haut.

Le gouvernement laisse donc à son successeur plusieurs litiges particulièrement épineux et dont l'impact est important. Pour le budget français — à titre de comparaison — les recettes escomptées de l'impôt sur les grandes fortunes n'atteignent que 6 milliards de francs. Pour l'Iran, épais par huit ans de conflit et à court de réserves financières, les remboursements français équivalent tout bonnement à quelques mois de survie... et de guerre avec l'Irak.

VÉRONIQUE MAURUS.

(1) Le dollar valait alors 4,70 F.

M. Mitterrand a rendu visite aux otages libérés

M. François Mitterrand a rendu visite, le jeudi 5 mai, aux ex-otages, MM. Marcel Carton, Marcel Fontaine et Jean-Paul Kauffmann, à l'hôpital du Val-de-Grâce, où ils ont été admis en observation pour quarante-huit heures, immédiatement après leur retour en France à l'issue de trois ans de détention au Liban.

de la violence

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM : _____

PRENOM : _____

ADRESSE : _____

CITEZ LE JOURNAL : _____

COULEUR : _____

AN : _____

NUMERO : _____

DATE : _____

REMARQUES : _____

Proche-Orient

La libération des otages français détenus au Liban

Le pourquoi, le comment

« A tous ceux qui seraient prêts à récupérer cette libération d'un des fins partisans, à tous ceux qui déjà crient : « c'est grâce à moi, c'est grâce à lui », à tous ceux qui voudraient dès maintenant demander le pourquoi, le comment, le combien, à tous ceux là je dis : ne faites pas aux ravisseurs le cadeau de divisions entre Français » : cette adjuration de M. Michel Rocard, qui s'exprimait le jeudi 5 mai à Paris au cours d'une réunion prélectorale, pourra-t-elle retenir longtemps les interprétations variées, questions et doutes qui se font jour, ici et là, maintenant que Marcel Carton, Marcel Fontaine et Jean-Paul Kauffmann sont de retour sur le sol français ?

S'exprimant au nom du premier ministre, M. Charles Pasqua, ministre de l'Intérieur, a solennellement assuré que rien de contraire aux intérêts et à l'honneur de la France n'avait été abandonné aux ravisseurs ou à qui que ce soit pendant les négociations qui ont abouti à la libération des otages. « Nous n'avons eu aucun contact direct avec les ravisseurs », a assuré, jeudi soir sur Antenne 2, M. Pasqua, ajoutant : « Je suis habilité à prendre cet engagement non seulement pour moi, mais aussi pour le premier ministre : nous n'avons accordé aucune subside que ce soit à personne. Nous n'avons été à aucune revendication. Pas un franc, pas un dollar, pas un deuschemark. »

Et M. Alain Juppé, porte-parole du candidat Jacques Chirac, de préciser de son côté : « Il n'y a pas eu de concession qui serait condamnable pour obtenir la libération des otages. Si les choses se sont passées ainsi », a affirmé peu après M. Pierre Bérégovoy, directeur de campagne de M. François Mitterrand, faisant allusion aux assurances données par M. Pasqua, il n'y a dès lors « aucune réserve » à faire sur la façon dont ont été libérés les otages. « Ce qui ne serait pas acceptable, a ajouté l'ancien ministre socialiste, c'est que des concessions politiques aient été faites qui remettent en cause la politique extérieure de la France dans cette région. »

M. François Léotard, secrétaire général du Parti républicain, et M. Alain Carignon, ministre (RPR) de l'Environnement, sont venus le 5 mai ajouter leurs voix à toutes celles qui avaient déjà refusé l'idée d'une quelconque exploitation politique de la libération des otages.

Comme on pouvait s'y attendre, les réactions et commentaires relatifs à cet événement ont souvent été accompagnés de considérations concernant l'issue meurtrière d'une autre prise d'otages : celle d'Ouvéa.

M. Philippe de Villiers, proche de M. Raymond Barre, a mis en parallèle « l'efficacité et la dignité » avec lesquelles Jacques Chirac a pu faire libérer nos otages au Liban « et la maestria avec laquelle il a pu faire libérer nos gendarmes retenus par des terroristes canaques ».

M. de Villiers en tire la conclusion que « pas une voix barbare » ne doit manquer à M. Chirac dimanche prochain. A Lyon, le jeudi 5 mai, l'ancien premier ministre lui-même avait exprimé un point de vue nuancé. Après s'être réjoui de la libération des otages du Liban et de ceux d'Ouvéa, il avait exprimé sa tristesse « devant tant de vies perdues » et formulé le vœu qu'en Nouvelle-Calédonie « dans le respect des lois de la République, il puisse y avoir un retour à la paix (...), au dialogue entre communautés ».

« Bonheur à la une. Sang à la deux » : M. Lionel Jospin, secrétaire du Parti socialiste résume et compare ainsi les deux actions spectaculaires dans l'édition de la Lettre du PS, du 6 mai. Il en tire la conclusion que « Jacques Chirac et son équipe travaillent l'opinion en force dans une formidable tentative de manipulation en cette fin de campagne ».

Des critiques précises ont d'autre part été formulées ou développées le 5 mai peu après l'arrivée des otages en France. L'ancien ministre socialiste Jack Lang conteste l'intention émise par M. Chirac de rétablir des relations normales entre la France et l'Iran : « Dix-huit mois après les attentats qui ont ensanglanté Paris

à l'automne 1986, les terroristes courent toujours. Est-ce pour plaire à Khomeiny que M. Chirac et Pasqua ont laissé s'enfuir hors de France plusieurs inspirateurs de ces attentats ? Voilà, qu'à présent le gouvernement Chirac annonce sa volonté d'établir des liens nouveaux avec le mouvement terroriste de Téhéran. Pourquoi cette complaisance de M. Chirac à l'égard du dictateur iranien ? Pourquoi cette bienveillance du chef de l'Etat terroriste iranien à l'égard du candidat Chirac ? »

De son côté, M. Jean-Marie Le Pen se déclare « navré et inquiet » de la joie manifestée à l'occasion de la libération des otages. Il estime que l'Etat a négocié avec « des organisations terroristes », contrairement « aux engagements internationaux ». Pour le responsable du Front national, « la France déjà humiliée et bafouée a dû en plus payer rançon ».

M. K.

Le cardinal Decourtray : « Monstrueuse injustice »

Le cardinal Albert Decourtray, président de la Conférence épiscopale française, a publié, le jeudi 5 mai, le communiqué suivant : « Apprenant la libération des otages français au Liban, nous nous réjouissons avec eux et leurs proches. Il était temps que prennent fin tant de souffrances et que cesse le scandale de cette détention. Mais nous n'oublions pas que d'autres otages restent victimes de la même monstrueuse injustice. »

« Nous disons notre immense soulagement et notre sympathie aux otages de Nouvelle-Calédonie qui viennent, eux aussi, de retrouver la liberté et à leurs familles. »

« Nous pensons à tous ceux qui sont morts, au Liban, en Nouvelle-Calédonie et ailleurs, victimes de violences injustes, et à tous les leurs. Nous redisons encore une fois avec Jean-Paul II que pour le règlement de tout conflit la priorité doit toujours être accordée au dialogue. Que toutes les communautés catholiques de France prient pour la paix. »

L'échec de la médiation iranienne entre Amal et le Hezbollah

Téhéran a compromis son influence au Liban sud au profit de Damas

Les violents affrontements interchiites ont abouti, il y a un mois, à la quasi élimination du Hezbollah au Liban sud. Conduite par Fayatollah Jannati, une mission de médiation venue de Téhéran, a tenté, en vain, de réconcilier les intégristes chiites pro-iraniens avec les milices Amal de M. Nabih Berri.

BEYROUTH de notre envoyée spéciale

« C'est la Maison Blanche qui a planifié le drame du Liban sud. Mais ce qui est passé est passé. Il est désormais nécessaire de rester sur nos gardes pour ne plus permettre l'éclosion de tels complots. » En rejetant ainsi sur le « grand Satan » américain la responsabilité des violents combats interchiites qui ont abouti, il y a un mois, à la quasi-élimination du Hezbollah (intégriste chiite pro-iranien) du Liban sud, l'ayatollah Jannati, membre du Conseil iranien de surveillance de la Constitution venu au Liban en mission de médiation, occulte le fond du débat qui oppose maintenant ouvertement le mouvement Amal au Hezbollah.

Celui-ci demeure, en effet, la question de la représentation des chiites, la communauté aujourd'hui la plus nombreuse du Liban, que l'Iran, à travers le Hezbollah, a tenté et tente encore de s'approprier pour avoir une carte dans le jeu libanais face au mouvement Amal, principal allié de la Syrie.

Conduite par Fayatollah Jannati, la mission de médiation iranienne, qui vient de passer dix jours à Beyrouth en tentant de réconcilier les deux mouvements chiites, n'a pas convaincu les dirigeants d'Amal. « L'accord » annoncé par les seuls Iraniens, qui prévoient de régler « par le dialogue » les différends entre Amal et le Hezbollah, a permis à

Téhéran de s'offrir à bon compte un rôle de médiateur mais n'a rien réglé sur le fond.

Chef du mouvement Amal, M. Nabih Berri a rejeté toutes les demandes du Hezbollah de rouvrir des permanences au Liban sud et de rendre les armes saisies au cours des combats qui, du 5 au 8 avril, ont fait au minimum une soixantaine de morts et cent cinquante blessés. La tension sur le terrain demeure très vive entre les miliciens des deux mouvements et plusieurs incidents ont opposé la semaine dernière le Hezbollah à Amal dans l'ouest de la Bekaa.

Latent depuis de longs mois, le conflit Amal-Hezbollah pour le contrôle du Liban sud a éclaté — mais alors seulement en paroles — à l'occasion de l'enlèvement du 17 février du lieutenant-colonel américain William Richard Higgins, numéro deux de l'Organisation des Nations unies pour la surveillance de la trêve (ONUST).

La déconfiture des intégristes

Amal avait vivement dénoncé ce rapt commis dans une zone en principe sous sa protection et l'avait senti comme un défi à son autorité. Il avait réagi en perquisitionnant chez les militants du Hezbollah, notamment au siège des pasdarans à Tyr. Une décision condamnée avec violence par le mouvement pro-iranien qui accuse Amal de collusion avec « l'impérialisme » et Israël. Depuis lors, les accusations verbales pleuvaient et il ne fait pas de doute qu'Amal cherchait l'occasion d'un affrontement pour enfin rester le seul maître du Liban sud, région à majorité chiite.

Que Damas ait bûni le durcissement d'Amal ne fait pas de doute, dans la mesure où la montée du Hezbollah au sud risquait de compromettre tout éventuel accord régional dans une zone stratégique à la frontière nord d'Israël, où sont aussi déployés quelque six mille soldats de la FINUL (Forces intérimaires des Nations unies au Liban).

Un nouvel incident provoqué par des miliciens du Hezbollah et les gardes du corps de l'ambassadeur d'Iran, sur un barrage d'Amal, près de la ville de Nabatiyé, fut le prétexte au déclenchement de ce conflit, au cours duquel le mouvement intégriste a perdu quasiment tout le Liban sud, sur lequel il avait fait porter son effort, avec un début de succès certain, depuis près de deux ans.

Distribué sans compter, l'argent iranien attirait à lui de plus en plus de gens, séduits aussi, en particulier dans les villages, par le travail politico-social efficace du Hezbollah, que celui-ci avait su habilement séparer de son action militaire. Celle-ci n'a jamais été, en effet, populaire au Liban sud. Le slogan du Hezbollah, « La libération du Liban sud sera le prélude à celle de Jérusalem », effraie une population qui veut avant tout retrouver sa terre et qui se souvient avec rancune de la présence armée palestinienne à l'origine des représailles et de l'occupation israélienne.

Amal, qui affirme lutter contre l'occupation israélienne, entend bien d'ailleurs arrêter cette résistance à la frontière internationale du Liban, estimant que la libération de Jérusalem relève de la responsabilité collective des Arabes. En revanche, devant l'absence de projet politique réel d'Amal, son échec à améliorer le sort matériel des gens et à leur assurer un minimum de sécurité, le Hezbollah et la « résistance croyante », intégristes d'Amal, avaient réussi à s'acquiescer des sympathies.

Esclaves et « enfants gâtés »

En voulant aller trop vite et en négligeant totalement la dimension libanaise de la communauté chiite, sa culture, qui n'a rien de « persane », l'Iran a remis en cause cette évolution, compromettant par la même occasion les intégristes au sein d'Amal. Ils se retrouvent aujourd'hui avec amertume bannis de ce mouvement et sans utilité pour le Hezbollah, qui les avait infiltrés dans cette formation chiite modérée.

Téhéran a compromis ainsi, pour un temps au moins, son influence dans une région du Liban majoritairement chiite et surtout la seule où elle jouissait d'une certaine liberté d'action, puisque le Liban sud est hors de portée des troupes syriennes.

Homme fort du mouvement chiite Amal au sud, M. Daoud Daoud n'a pas caché son sentiment en affir-

mant devant la délégation iranienne : « Nous refusons d'être traités en esclaves par l'Iran. Disons-le franchement, nous étions traités en fils de la servante, tandis que d'autres (le Hezbollah) étaient traités en enfants gâtés. Le République islamique d'Iran doit traiter ses fils sans distinction. »

Sans pouvoir parler de deux branches au sein du Hezbollah, il est certain qu'une divergence est apparue au cours de cet affrontement entre l'Iran jusqu'au-boutiste dans les combats et la sensibilité plus libanaise des intégristes, représentés en l'occurrence par cheikh Fadallah, qui, selon ses proches, était hostile à ce conflit. Il est significatif que les miliciens du Hezbollah originaires du Liban sud aient très vite déposé les armes dans un combat qui leur apparaissait sacrilège, laissant aux plus militants des intégristes, souvent venus de la Bekaa avec des Iraniens, la responsabilité de la poursuite de la bataille. Certains militants ne cachent pas ainsi que, par leur « fanfaronade », les Iraniens ont détruit en trois jours un travail d'implantation de plusieurs années.

Comment vont maintenant réagir Téhéran et ses alliés libanais ? D'abord sur le terrain : si la vingtaine ou la trentaine d'Iraniens présents et tous les miliciens non originaires de la région ont été « priés » de quitter la zone, les autres sont restés. Ainsi en est-il des cadres du Hezbollah, moins en vue, et dont, pour certains, nul ne soupçonne l'appartenance à ce mouvement. Si des armes et des caches ont été livrés, il en subsiste, au dire des experts, nombre d'autres qui n'ont pas été touchés. Il ne semble pas toutefois que l'heure soit à la reconquête.

La perte du Liban sud n'a été pour l'Iran que la première d'une série de défaites. La chute de Fan, reconquise par les Irakiens, fut ressentie par les alliés de Téhéran à Beyrouth aussi durement que celle du Liban sud. Les circonstances incitent plutôt aujourd'hui les militants du Hezbollah à garder un profil bas et à éviter de nouveaux affrontements qu'Amal, grisé par cette victoire, survenue après sa lourde défaite face aux Palestiniens, pourrait être tenté de provoquer.

« L'Iran doit revoir aujourd'hui toute sa stratégie au Liban », affirme un spécialiste, qui date de l'entrée des troupes syriennes à Beyrouth-Ouest, en février 1987, le début du reflux du Hezbollah, sensible aujourd'hui jusque dans la banlieue sud de la capitale libanaise, où les intégristes se cantonnent de plus en plus dans leur fief traditionnel.

Le jeu de la Syrie

Ce débat de désaffection à Beyrouth ne profite pas toutefois à Amal, qui n'a réussi à attirer à lui ni les intellectuels chiites ni nombre de religieux, exaspérés certes par les « cheiks » formés en six mois par les Iraniens, mais aussi par le comportement peu scrupuleux de la milice chiite modérée.

Cet échec iranien ne peut que satisfaire la Syrie, qui est certes prête à tolérer un mouvement intégriste au Liban, qu'elle peut utiliser à l'occasion comme un facteur de désintégration ou comme un épouvantail dans ses négociations, avec les Occidentaux notamment, mais sûrement pas à voir l'Iran jouer un rôle politique au Liban. Dans les relations stratégiques irano-syriennes, le Liban n'est en fait que de peu de poids et l'Iran a sans doute, aujourd'hui particulièrement, plus besoin de Damas, son seul allié sur la scène arabe, que le contraire.

Comme l'affirme un universitaire, « dans le marché conclu et renouvelé entre la Syrie et l'Iran, le Hezbollah a la certitude de préserver un noyau important, ne serait-ce que civil, mais il était entendu aussi que c'était la décision politique syrienne qui définissait les limites de chaque force. Le Hezbollah a voulu transgresser cette ligne rouge. Il a été sanctionné et cela recommencera. »

Comme dans l'épisode de la caserne Fathallah, où l'armée syrienne avait, lors de son entrée à Beyrouth-Ouest, tué vingt-trois militants du Hezbollah, l'Iran attendra sans doute des jours meilleurs pour repartir à l'offensive. La Syrie, qui contrôle tous les mouvements iraniens au Liban, va continuer la politique d'équilibre qu'elle mène avec succès en tolérant et en contenant à la fois un mouvement qui ne peut être que fondamentalement hostile au régime laïc baasiste syrien.

FRANÇOISE CHIPAUX.

AVEC AMERICAN AIRLINES, JUSQU'AU 25 MAI,
LA FLORIDE EST A PORTÉE DE RÊVE.

2795F
A PARTIR DE PARIS
ALLER-RETOUR
VERS RALEIGH/DURHAM,
ATLANTA ET 19 VILLES
DE FLORIDE.

Pour célébrer la création de notre nouveau vol quotidien sans escale de Paris-Orly vers Raleigh/Durham, nous proposons des réductions à faire rêver vers le Sud-Est des U.S.A., et notamment 11 villes en Floride, desservies à partir de notre nouveau terminal.

Mais il faut saisir l'occasion rapidement : vous devez réserver votre billet jusqu'au 25 mai inclus et votre voyage doit avoir lieu entre le 27 mai et le 30 juin. Pour ce prix spécial de 2.795 F aller-retour, vous avez le choix entre Orlando - le fief de Disneyworld, Tampa, St-Petersburg, Ft-Myers, Miami, Ft-Lauderdale, West Palm Beach, Jacksonville, Sarasota, Daytona Beach ou Melbourne si vous allez en Floride, ou bien encore Raleigh/Durham même, Atlanta ou Charleston en Caroline du Sud et Charlotte en Caroline du Nord.

A Raleigh/Durham, vos formalités d'immigration et de douane ne sont pas un problème. Nous y avons

notre propre terminal et vous serez les seuls passagers transatlantiques à y atterrir.

Ce tarif est publié sous réserve d'approbation gouvernementale. Durée minimale du séjour : 7 jours. Emission et règlement du billet dans les 24 heures suivant la réservation. Les billets ne peuvent donner lieu à aucun remboursement. Tout changement dans les réservations après le départ entraînera des frais supplémentaires de 580 francs. Conditions de vente susceptibles d'être modifiées sans préavis.

Pour vos réservations ou toute information complémentaire : contactez votre agence de voyages ou appelez-nous au (1) 42.89.05.22.

American Airlines

DOB NEEDHAM

صكنا من المأهل

Proche-Orient

Le berger s'était trop approché... Il a été tué

ISRAËL

JERUSALEM
de notre correspondant

Les bergers s'approchaient de trop près : ils menaient leurs troupeaux aux alentours des maisons et le mouvement ne pouvait être que suspect. C'est du moins ce qu'a pensé jeudi 5 mai une Israélienne, habitante de la colonie de peuplement de Shilo, en Cisjordanie, et c'est ainsi qu'a été tué quelques instants plus tard un berger palestinien.

La résidente de Shilo avait donné l'alerte « parce que les troupeaux étaient beaucoup plus proches qu'à l'habitude », et plusieurs colons armés sont allés à la rencontre des bergers. Ceux-ci, trouvant sans doute à leur tour le comportement des colons pour le moins « suspect », les ont accueillis à coups de pierres, les Israéliens ont tiré, tuant un berger, en blessant un autre.

Telle est la version de l'affaire donnée vendredi par les radio et les quotidiens israéliens, cependant qu'un des colons était interrogé par la police et qu'un compte rendu officiel n'avait encore été publié. Mais, en elle-même, l'affaire est révélatrice du climat régnant en Cisjordanie et des relations tendues entre Palestiniens et colons.

Ces derniers - cible privilégiée des lancers de pierres - n'hésitent pas à tirer : depuis le début

du soulèvement ils ont été impliqués dans au moins quatre incidents au cours desquels des Palestiniens ont été tués. Jamais aucun des colons soupçonnés d'avoir tiré n'a été inquiété, et tous ont été remis en liberté après avoir été brièvement interrogés par la police. Le 24 février, un colon de la région de Naplouse avait été condamné à six mois de « travaux d'utilité collective » : sans jamais avoir été placé en situation de légitime défense, il avait tué un Palestinien de treize ans.

L'affaire de Shilo porte à huit le nombre de Palestiniens tués cette semaine, un bilan aussi lourd que ceux enregistrés au plus fort du soulèvement. Elle a eu lieu alors que l'armée prenait une mesure sans précédent depuis décembre en imposant pour trois jours en Cisjordanie un arrêt complet de toute activité commerciale. Il s'agit de sanctionner les commerçants « coupables » d'avoir participé, mercredi dernier, à une journée de grève générale. Plus aucun commerce n'est autorisé à ouvrir et, à Hébron, de source palestinienne, les soldats sont allés jusqu'à détruire le matériel des marchands ambulants.

A Jérusalem, M. Itzhak Shamir a signé, vendredi, l'ordre d'expulsion de M. Mubarak Awad, Palestinien de nationalité américaine, qui appelle à un large mou-

vement de désobéissance civile dans les territoires. M. Awad avait été arrêté à son domicile vers minuit. Le consulat des Etats-Unis avait rapidement protesté, paraissant redouter que cette arrestation fût un premier pas vers une expulsion et la fermeture du Centre pour la non-violence que M. Awad a fondé à Jérusalem. Il a trois jours pour se pourvoir auprès de la Haute Cour.

ALAIN FRACHON.

● Prorogation de la garde à vue d'une rédactrice de *Derech Hanizotz*. - La garde à vue de Mme Rony Ben Eftat, rédactrice de l'hebdomadaire proche du PC israélien, *Derech Hanizotz-Tarzi El Sharan*, a été prorogée, jeudi 5 mai, de dix jours par le tribunal de première instance de Patah-Tikva, près de Tel-Aviv.

Trois autres rédacteurs de ce journal, publié en arabe et en hébreu, sont actuellement sous les verrous : l'époux de Mme Ben Eftat, Yaakov Ben Eftat, un journaliste palestinien, M. Ribhi Al Aruri, et M. Michel Schwartz.

Les quatre journalistes, qui sont soupçonnés d'avoir entretenu des « relations étroites » avec le Front démocratique de libération de la Palestine (FDLP) de M. Nayef Hawatmeh) nient catégoriquement les faits qui leur sont reprochés. - (AFP.)

L'opération au Liban sud

L'opinion s'interroge sur le bien-fondé de la « bataille de Maïdoum »

Jérusalem (AFP). - Le sévère bilan de la « bataille de Maïdoum » et les risques pris d'un affrontement direct avec les Syriens suscitent de sérieuses interrogations, dans l'opinion publique israélienne, sur le bien-fondé de l'opération militaire au Liban sud, achevée mercredi.

« L'opération de rattrapage n'a pas atteint son objectif initial : mettre hors de combat les groupes de commandos qui s'infiltraient en Israël. Ce n'était pas une raison pour frapper plus loin, même si l'élimination de dizaines de terroristes chérites est un bon point », estime le quotidien *Harets* (indépendant) qui donne le ton.

Deux capitaines israéliens et un sergent ont été tués et dix-sept militaires blessés, dont l'un grièvement, lors de combats acharnés qui ont opposé pendant plusieurs heures des parachutistes israéliens aux combattants chiites du Hezbollah.

La décision d'attaquer en force Maïdoum a été prise personnellement par le ministre de la Défense, M. Itzhak Rabin, qui n'a pas consulté les autres ministres, apprend-on de source informée. Elle a été contestée par plusieurs ministres travaillistes, notamment par le ministre sans portefeuille Eliahu Weizman, qui ont estimé qu'une opération de cette ampleur, à moins

de 10 kilomètres des lignes syriennes, comportait de sérieux risques de dérapage avec les forces de Damas. « Un affrontement avec la Syrie est une affaire trop sérieuse pour que le ministre de la Défense seul puisse décider d'en prendre le risque », estime, pour sa part, le quotidien *Maariv* (droite, indépendant).

« Le danger, c'est que nos responsables tiennent de fausses conclusions de l'absence de réaction syrienne au raid de Maïdoum. Rien ne prouve que Damas ne réagisse pas autrement, sans toutefois déclencher une garde le quotidien *Yedioth Aharonot* (indépendant).

A TRAVERS LE MONDE

RDA Visite à Washington d'un important responsable est-allemand

Huit mois après la visite du numéro un est-allemand, M. Erich Honecker, un des principaux dirigeants de la RDA, M. Hermann Axen, responsable des relations internationales au sein du bureau politique du Parti communiste est-allemand, vient d'achever, jeudi 5 mai, une série de conversations avec les dirigeants américains à Washington. Il a notamment été reçu, mardi 3 mai, par le secrétaire d'Etat, M. George Shultz.

Bien que les Etats-Unis et la RFA aient des relations diplomatiques depuis quarante ans, il s'agissait de la première visite d'un responsable est-allemand de premier plan à Washington depuis la création de l'Allemagne de l'Est en 1949. Elle confirme le souhait des dirigeants est-allemands d'établir de meilleures relations avec l'Occident.

Un responsable américain, qui a reçu l'anonymat, a indiqué que M. Shultz avait souligné lors de son entretien avec M. Axen la question des libertés individuelles en RDA, à propos desquelles le dernier rapport du département d'Etat sur les droits de l'homme dans le monde avait été particulièrement critique. Ce responsable a précisé que la RDA continuait de demander un accroissement du commerce bilatéral, mais qu'elle n'était pas disposée à accorder à ce pays des privilèges commerciaux tels que la clause de la nation la plus favorisée dont ont bénéficié certains autres pays du bloc de l'Est.

Soudan

Plus de 1 200 morts à la suite d'une épidémie de méningite

Plus de mille deux cents personnes, dont de nombreux enfants, sont morts à la suite d'une épidémie de méningite qui sévit depuis deux mois au Soudan, ont annoncé, jeudi

5 mai, des responsables sanitaires. Dans le centre du pays, mille nouveaux cas de méningite sont signalés chaque semaine, malgré l'arrivée au Soudan de vaccins et de médicaments, à la suite d'un appel à l'aide internationale.

Le spécialiste en épidémiologie Sedek Mahjoub a déclaré que le nombre des cas était certainement beaucoup plus élevé que ne l'indiquent les statistiques officielles, qui ne prennent en compte que les malades hospitalisés. - (Reuters.)

Yougoslavie

L'ancien PDG d'Agrokormerc obtient la suspension de son procès

Le procès des vingt-six responsables du complexe agro-alimentaire Agrokormerc, qui s'est ouvert le 5 mai devant la Cour suprême de Bosnie-Herzégovine, a été suspendu le même jour et reporté au lundi 9 mai. Les avocats de Fikret Abdic, ancien patron de l'entreprise, ont récusé l'ensemble des juges du tribunal de Bihac.

De l'ouverture du procès, l'ex-PDG d'Agrokormerc s'est présenté comme la victime d'une « conspiration politico-policière ». Il a estimé qu'il ne pouvait avoir droit à un procès impartial en Bosnie-Herzégovine en raison de la campagne menée contre lui par la police et la presse, et demandé que soit cité comme témoin le premier ministre, M. Branko Mikulic, originaire de cette République.

Par ailleurs, une conférence nationale de la Ligue des communistes yougoslaves se tiendra du 29 au 31 mai, à Belgrade, pour examiner les problèmes économiques et divers projets de réforme de l'organisation du parti. La crise actuelle, qui se traduit notamment par une inflation de 150 %, suscite une vague de mécontentement social. Environ deux mille ouvriers du textile se sont mis en grève, mercredi, à Djakovica, au Kosovo. Ils réclament un relèvement de 50 % de leurs salaires. - (AFP, Reuters.)

Afrique

ALGERIE Six interpellations après la profanation de la synagogue d'Alger

ALGER
de notre correspondant

La dernière synagogue d'Algérie qui, chaque samedi, accueille encore quelques fidèles a été profanée et mise à sac dans le courant de la semaine passée. Le ministre algérien de l'Intérieur, M. El Hadi Khediri, a lui-même annoncé, le jeudi 5 mai, au président du Consistoire d'Algérie, M. Roger Said, l'interpellation de six personnes dans le cadre d'une enquête lancée le matin même.

Rien n'a été épargné à l'intérieur de cette synagogue située au cœur du quartier algérois de Bab-el-Oued. L'un des profanateurs est entré par une petite fenêtre avant d'ouvrir une porte dérobée à ses complices. Les tables de la Loi ont été démolies, lacérées et piétinées. Elles jonchaient le sol sur une vingtaine de mètres.

Les livres de prières sont déchirés, une boîte d'allumettes abandonnée à côté d'un volume à demi-consommé laisse supposer qu'on a essayé d'incendier le lieu du culte. Les châles de prière sont soûlés d'excréments. Les lustres ont été systématiquement arrachés avec le plâtre, ainsi que les moulures du plafond et quelques boiseries murales.

FREDERIC FRITSCHER.

KAIROUAN AME DU MAGHREB

La cité sainte se souvient dans ses monuments, dans ses souks, dans ses mets, de sa splendeur passée. Un reportage en couleurs de Paul Balta.

Dans le numéro de mai d'ARABIES en kiosques et en librairies 78, rue Joffroy, 75017 Paris Tél. : 46-22-34-14.

Europe

POLOGNE

L'étai se resserre autour des grévistes de Gdansk

Retranchés, le vendredi 6 mai, derrière les grilles et des haies de « zornos » (ajutis anti-démocrates) qui veillent, longue malraque blanche au ciel, les grévistes des chantiers navals Lénine de Gdansk attendent l'assaut. Cette issue leur paraît pratiquement inéluctable à mesure que s'accroît la pression psychologique : ils savent que les forces de l'ordre sont brutalement intervenues la veille dans les aciéries de Nowa-Huta, près de Cracovie, ils savent aussi que l'accès aux chantiers est désormais hermétiquement bloqué et que le ravitaillement est devenu impossible. Les lignes téléphoniques sont coupées.

La rumeur fait son œuvre, faisant monter la tension d'un cran pour les quelques trois mille hommes qui, au côté de Léch Walesa, n'ont pas quitté les chantiers depuis le 2 mai : jeudi soir, le bruit courait que l'on avait vidé l'hôpital des chantiers de ses malades et envoyé un renfort d'infirmeries, en prévision de l'afflux de blessés que ne manqueraient pas de provoquer l'intervention des forces de l'ordre. Et d'étranges employés de la « défense civile » seraient entrés dans l'entreprise.

Le général Jaruzelski, souhaitant vraisemblablement éviter une opération violente contre Léch Walesa et les grévistes de Gdansk, compte peut-être ainsi sur un pourrissement de la situation. L'ancien président de Solidarité, dans un message enregistré sur cassette qu'il a réussi à faire parvenir à l'extérieur, s'est cependant déclaré déterminé à aller « jusqu'au bout », réclamant de nouveau le rétablissement du syndicat dissous, avant d'ajouter : « Je serai le dernier » à quitter les chantiers.

A Nowa-Huta, la situation était confuse vendredi matin, au lende-

main de l'intervention des forces de l'ordre, qui a fait, selon diverses sources sur place, une quarantaine de blessés. Des témoins ont compté quatre-vingt-seize camions de « zornos » entrant dans l'entreprise jeudi, au petit matin, d'autres parlent d'une brutalité « pire que celle du 13 décembre 1981 ». Selon le chef du comité de grève, qui est parvenu à échapper aux policiers (voir encadré), alors que trente-huit grévistes étaient arrêtés selon le gouvernement, la grève se poursuit et un nouveau comité de grève a été constitué. La censure avant l'intervention était de rentrer chez soi, en cas de recours à la force, et de faire grève sans occupation.

A Cracovie, un meeting à l'université a réuni, jeudi, cinq à six mille personnes, qui ont adopté une résolution de « plein soutien » aux grévistes de Nowa-Huta, exprimant « l'indignation » de la communauté universitaire - étudiants et enseignants - après l'assaut. Cette résolution réclame aussi « un authentique élargissement de la démocratie à travers le pluralisme syndical et politique ». Des mouvements de grève localisés ont aussi éclaté dans les universités de Varsovie, Gdansk et Wrocław, ainsi que dans les transports publics de Szczecin et dans des entreprises de Gdynia, sur la côte balte.

Un nouveau Walesa ?

Les vœux de Léch Walesa, qui implorait cette semaine les grévistes polonais de se trouver un autre leader, vont-ils être exaucés ? Une forte personnalité, dont l'image auprès de ses collègues ne ressortira que grandie par la clandestinité dans laquelle l'a poussé l'intervention des « zornos » jeudi, s'est détachée depuis le début du conflit aux forges Lénine de Nowa-Huta.

Il s'appelle Andrzej Szewczuk (prononcer : Cheshchouk) et est un nom un peu difficile à scander pour un leader, regrette certains à Varsovie. C'est lui qui a déclenché la grève le 26 avril en appuyant simplement sur un bouton. Ce bouton allume la lumière rouge qui signale, dans les laminoirs, les accidents ou les pannes. Après quelques bousculades avec des

responsables qui tentaient d'éteindre la lumière, d'autres ouvriers rejoignent Szewczuk-niec. La grève avait commencé.

Malgré ses trente-huit ans, il n'a pas vécu la grande période de Solidarité : en 1980-1981, il purgeait une peine de six ans de prison pour vol d'une machine à écrire. Avant cela, il avait participé aux émeutes de la côte balte en 1970. A Nowa-Huta, la semaine dernière, il a spontanément pris la tête du comité de grève.

Grand, soigné, « une belle gueule » selon ceux qui l'ont approché, ce meneur sait aussi parler : « La Pologne n'a qu'un seul cœur, qui ne sera jamais fendu », a-t-il lancé aux grévistes le 1^{er} mai.

GRANDE-BRETAGNE

Les élections locales traduisent une remontée du Parti travailliste, au détriment des partis centristes

LONDRES
de notre correspondant

Le Parti travailliste britannique a nettement progressé lors des élections locales et municipales qui ont eu lieu jeudi 5 mai dans un tiers des circonscriptions de l'Angleterre et dans toute l'Ecosse. Mais cette avancée de l'ordre de 5 %, est due essentiellement à l'affaiblissement des deux petits partis de centre. Elle ne constitue pas vraiment un désastre pour le Parti conservateur de M. Thatcher, pour qui il s'agissait du premier test depuis sa réélection à la tête du gouvernement en juin 1987.

Les travaillistes ont encore accru leur mainmise sur le Nord. Ils ont conquis des municipalités dans les Midlands, accentuant ainsi un peu plus la division entre le nord du pays, travailliste et appauvri, et le sud, conservateur et prospère. L'échec de ce qui reste du Parti social-démocrate après le refus de M. David Owen d'accepter la fusion avec les libéraux est presque total. Cette formation ne présentait des candidats que dans une circonscription sur dix. Sa présence a considérablement gêné les démocrates sociaux et libéraux de M. David Steel, qui, bien que davantage présents, ne sont guère mieux lotis.

Les précédentes élections dans les mêmes circonscriptions avaient eu lieu en 1984. Sur 3 800 sièges en jeu, les travaillistes en gagnent 107, les conservateurs en perdent 5, les démocrates sociaux et libéraux 59, les sociaux-démocrates 13, tandis que les nationalistes écossais en gagnent 43. Les travaillistes conquirent des villes telles que Aberdeen, Cambridge et Southampton. Ils maintiennent leur contrôle sur Edimbourg, Liverpool, Birmingham, Leeds et Bristol. On ne voit pas jeudi à Londres.

Birmingham était l'objet d'une âpre bataille, les conservateurs espérant visiblement emporter cette grande ville industrielle. En obtenant 2 sièges supplémentaires au conseil municipal, les travaillistes ont brisé cette offensive. Birmingham était d'autant plus un symbole qu'elle est désormais par sa taille la plus importante municipalité du pays depuis la dissolution par M. Thatcher du conseil du Grand Londres. Les travaillistes disposent d'une majorité de 15 sièges au conseil municipal qui compte 117 membres.

A Liverpool, autre ville-test, la majorité travailliste passe de 3 à 13 sièges. La présence de candidats concurrents des deux formations centristes s'est révélée désastreuse pour l'un et pour l'autre. Liverpool est une des rares grandes villes du pays où ces formations jouent un rôle-clé. Sur les 99 sièges du conseil

municipal, les démocrates sociaux et libéraux en gardent 39 ; les sociaux-démocrates 2 seulement.

L'emprise du Labour sur l'Ecosse a encore augmenté. Les conservateurs caressaient l'espoir de reprendre Edimbourg, qu'ils avaient perdu en 1984, mais ont obtenu des résultats pratiquement identiques à ceux d'il y a quatre ans. Les récents débats sur la création d'un impôt local par tête d'habitant égal pour tous, riches ou pauvres, a certainement joué en faveur des travaillistes.

La grève des infirmières, les inquiétudes concernant l'avenir du service national de santé, sont allées dans le même sens.

Le scrutin vient à point pour le leader travailliste, M. Neil Kinnock. Il démontre que ses campagnes contre le nouvel impôt local et le lent grignotage du système de protection sociale entreprise par M. Thatcher sont payantes. Un récent sondage plaçait pour la première fois depuis sept ans les travaillistes devant les conservateurs, avec 41,5 % d'opinions favorables, contre 40,5 %. Si des élections générales et non pas locales avaient lieu jeudi, conservateurs et travaillistes auraient, selon les projections des ordinateurs, obtenu approximativement le même nombre de sièges à Westminster.

DOMINIQUE DHOMBRES.

BELGIQUE

M. Wilfried Martens va former son huitième gouvernement depuis 1979

M. Wilfried Martens (social-chrétien) a été chargé, le vendredi 6 mai, par le roi Baudouin, de former le nouveau gouvernement de centre gauche belge.

BRUXELLES
de notre correspondant

Les congrès des cinq partis (sociaux-chrétiens flamands et francophones, socialistes flamands et francophones, fédéralistes flamands) qui composent la coalition avaient approuvé, le jeudi 5 mai, le programme laborieusement mis au point par leurs responsables.

M. Wilfried Martens, déjà sept fois premier ministre depuis 1979, avait été désigné « quasiment à l'unanimité » par son parti social-chrétien flamand, pour diriger la future équipe.

Si cette majorité s'est retrouvée dans les congrès des autres partis flamands, les choses, en revanche, ont été beaucoup plus compliquées du côté francophone. Au Parti social-chrétien, 66 % des délégués ont approuvé l'accord gouvernemen-

tal et seulement 60 % au Parti socialiste. Celui-ci, qui avait pourtant triomphé aux élections générales du 13 décembre, semble vivre une des périodes les plus difficiles de son histoire. Des fédérations importantes, comme celles de Charleroi et de Liège, ont, en effet, voté contre la participation au gouvernement, de même que M. José Happart, le bourgmestre des Fournes, qui avait été à l'origine de la crise du précédent gouvernement Martens et qui fut une des « locomotives » du Parti socialiste lors de la dernière campagne électorale.

Les « minoritaires » du parti reprochent essentiellement à l'accord gouvernemental d'avoir sacrifié des intérêts wallons, et notamment ceux des habitants des Fournes et de la banlieue de Bruxelles. Le président du PS, M. Guy Spitzack, a défendu, pour sa part, le projet de programme en insistant sur la nécessité du compromis, mais aussi sur les autres points positifs obtenus lors des négociations.

JOSE-ALAIN FRALON.

Nouvelle émission accablante à la télévision sur la mort à Gibraltar de trois militants de l'IRA

La BBC a, à son tour, diffusé jeudi soir 5 mai en Irlande du Nord un magazine télévisé accablant sur les circonstances dans lesquelles trois membres de l'IRA ont été tués en mars dernier à Gibraltar par une unité antiterroriste britannique. Comme le magazine « Death on the Rock » diffusé jeudi 28 avril par l'ITN, ce reportage, réalisé par la BBC Northern Ireland pour le compte de l'émission « Spotlight », comporte les interviews de plusieurs témoins affirmant avoir vu des SAS (Special Air Services) abattre sans sommation les trois terroristes et les achever au sol.

Devant la Chambre des communes, le premier ministre, M. Margaret Thatcher avait vainement demandé à la chaîne de télévision de renoncer à son émission en faisant appel « au sens des responsabilités qui ne semble pas être présent en la circonstance ». Le secrétaire au Foreign Office, Sir Geoffrey Howe, avait personnellement contacté par téléphone le président de la BBC, M. Marmaduke Hussey, en vue de la déprogrammation de l'enquête. - (AFP.)

Amériques

NICARAGUA : ministre de l'intérieur
et l'un des fondateurs du Front sandinisteLe commandant Borge souffle
le chaud et le froid sur l'oppositionMANAGUA
de notre correspondant
en Amérique centrale

Le commandant Tomas Borge est content de lui. Il vient de prouver aux quelques journalistes qu'il avait invités dans son bureau du ministère de l'intérieur qu'il n'y a pas, contrairement aux rumeurs persistantes, de désaccord entre lui et le président de la République, le commandant Daniel Ortega. « Les journalistes affirment que nous sommes des ennemis mortels, toi et moi », dit-il au président Ortega qu'il a au téléphone. « Alors je t'appelle pour savoir pourquoi tu m'en veux autant. » Nous n'avons bien sûr pas droit à la réponse, mais M. Borge est satisfait de l'effet produit.

Le ministre de l'intérieur, qui est aussi le seul survivant des fondateurs du Front sandiniste de libération nationale (FSLN), reconnaît cependant qu'il y a des divergences entre les neuf commandants de la direction nationale, principale source du pouvoir au Nicaragua. « Comme disent les marxistes, affirme M. Borge, il n'y a pas de contradiction entre nous, mais des désaccords secondaires, et c'est mieux ainsi, car nous parvenons à des décisions collectives plus valables après discussion. » C'est ainsi que M. Borge, en dépit de bien des réticences, propose même que l'opposition interne (non armée) soit associée aux discussions de paix avec la Contra. « Après tout, dit-il, ces deux groupes défendent les mêmes intérêts. » Mais, ajoute-t-il aussitôt : « Nous mobiliserons le peuple tout entier pour en finir si les négociations échouent. »

Il est de notoriété publique que le commandant Borge avait une préférence pour une solution militaire pour en finir avec les rebelles. Il avait même déclaré juste avant l'ouverture du dialogue que « les étoiles tomberaient du ciel et que les rivières renverseraient leur cours » le jour où les sandinistes accepteraient de parler avec la Contra. Aujourd'hui, pourtant, il semble vouloir aller plus loin que ses collègues dans le dialogue, il évoque même la « possibilité d'intégrer dans l'armée sandiniste » certains « contras » repentis. Et il se profile pour annoncer qu'un premier pas en ce sens vient d'être fait avec quelque deux cents Indiens Miskitos de la côte Atlantique.

Recevant, le mercredi 4 mai, le chef rebelle Maximo Axtin, qui avait demandé à bénéficier de l'amnistie avec ses hommes, le commandant Borge a déclaré que, dans le cas des Miskitos, « il n'y avait ni vainqueur ni vaincu », dans la mesure où la révolution sandiniste devait réparer les erreurs commises à l'égard de cette minorité indienne.

(moins de cent mille personnes sur une population totale de 2,7 millions d'habitants). En revanche, a-t-il ajouté, les autres rebelles qui sont « vraiment des contre-révolutionnaires » ne seront pas traités avec autant de générosité, mais ils pourront bénéficier de l'amnistie déjà négociée dans le cadre du plan de paix.

Tous les dirigeants sandinistes et la presse officielle sont d'accord pour insister sur la profondeur de la crise que traverse la direction de la Contra. Après avoir éliminé pendant plusieurs semaines l'existence de divergences sérieuses entre l'aile militaire, l'ex-colonel Enrique Bermudez, les rebelles reconnaissent aujourd'hui qu'ils affrontent quelques difficultés depuis la signature des accords de Sapo le 23 mars dernier. Les commandants Tonio et Fernando — noms de guerre de Walter Calderon et de Diogenes Hernandez (qui faisaient partie de l'équipe de négociation de la Contra) auraient été sanctionnés pour avoir accepté de signer un document trop favorable aux sandinistes.

BERTRAND DE LA GRANGE.

COLOMBIE

L'enlèvement
d'un diplomate français
confirmé

M. Jean-Christophe Rampal, l'attaché de presse de l'ambassade de France à Bogota, disparu depuis le vendredi 29 avril, a bien été enlevé par la guérilla colombienne de l'ELN (Armée de libération nationale, de tendance castriste). Cela a été confirmé, le jeudi 5 mai, par l'ambassade dans un communiqué.

Onze personnes étaient déjà détenues par la guérilla. Jeudi matin, c'est une journaliste vedette de télévision colombienne qui a été enlevée à son tour par l'ELN. — (AFP.)

● ETATS-UNIS : nomination d'un nouveau directeur à l'Agence nationale pour la sécurité. — Le vice-amiral William Studeman a été choisi par le président Ronald Reagan pour devenir le nouveau directeur de l'Agence nationale pour la sécurité (NSA), chargée notamment de l'espionnage électronique et de la protection de la sécurité des communications des organes du gouvernement américain. Il succède au général William Odom, qui part à la retraite le 1^{er} septembre. Sa nomination doit être confirmée par le Sénat. — (AFP.)

EQUATEUR : le deuxième tour de l'élection présidentielle

Les outrances verbales du candidat populiste

Le deuxième tour de l'élection présidentielle en Equateur a lieu dimanche 3 mai. Après le premier tour, le 31 janvier dernier, deux candidats restent en lice : M. Rodrigo Borja, social-démocrate qui semble en position de l'emporter, et un outsider « peu connu », le populiste Abdala Bucaram, connu pour ses excès de langage et sa recherche d'une ressemblance physique avec Adolf Hitler.

« Hitler est un des plus grands génies de l'humanité. » Voilà qui est clair, mais qui ne laisse pas de surprendre dans la bouche d'un aspirant à la présidence de la République, même en Equateur. Le candidat populiste, M. Abdala Bucaram, ne cesse de se distinguer par ses outrances verbales, manant tour à tour l'invective et les insultes les plus grossières contre son adversaire social-démocrate, M. Rodrigo Borja. Et, comme il n'en est pas à une balourdise près, il s'est récemment fait tailler une moustache à la Hitler, façon d'ajuster le look à la parole.

Interrogé sur les raisons de ce choix, d'un esthétisme douteux, M. Bucaram a répondu au quotidien *El Pais* que c'était « plus sexy ». « D'un côté, a-t-il ajouté, j'admire beaucoup Hitler, mais, de l'autre, je le condamne aussi. Pour ce qui est des concepts et des idées, je pense qu'il était sanguinaire et dégoûté. Mais cela ne signifie pas qu'il ne faille pas admirer ses qualités intellectuelles en matière d'organisation, parce que le Parti national-socialiste a indiscutablement été la plus grande organisation politique jamais formée dans l'histoire de l'humanité. »

Personnage très controversé et, à trente-cinq ans, cadet des dix concurrents en lice lors du premier

tour du 31 janvier, M. Bucaram avait causé la surprise en prenant la deuxième place au candidat du gouvernement de droite sortant. Qualifié de « commandant des humbles » par ses partisans, il avait axé sa campagne sur une vigoureuse dénonciation de l'oligarchie.

Pour le second tour, il prétendait mener « un combat d'homme à homme avec son adversaire ». « Moi, dit-il, je suis le spectacle. Le peuple veut voir Abdala parce que, à lui seul, c'est un show. Les gens pleurent, ils rient, ils découvrent leurs passions en Abdala [...], alors que Borja n'est qu'un homme qui ne fait que parler. Lui, c'est un tigre ; moi, c'est un lion. On m'aime ou on me déteste. »

Issu d'une famille de commerçants d'origine syro-libanaise, M. Bucaram se défend de représenter un clan politique. Sa sœur, Elisa, vient pourtant d'être élue à la mairie de Guayaquil, première femme à occuper pareilles fonctions en Equateur, et trois de ses frères ont été ou sont députés de son parti. « Nous ne formons pas un clan, rétorque M. Bucaram ; nous sommes une famille qui se respecte et dirige ce pays durant les quarante prochaines années. »

Mais il peut aussi y avoir parfois désaccord au sein d'une même famille : ainsi, ses neveux, les enfants de l'ancien président Roldos, n'hésitent pas à traiter leur oncle de « néo-fasciste » et l'accusent de s'être servi de la mort de leurs parents, en 1981, dans un accident d'avion, pour assurer ses ambitions personnelles.

JEAN-CLAUDE BUIRRE.



PANLHO

La bête noire des militaires. Collectionnant les procès — il se vante d'en avoir déjà en quarante-quatre, — M. Bucaram est aussi devenu, par ses écarts de langage, la bête noire des militaires. Il y a quelques jours, il a été vertement tancé par un général pour avoir déclaré que les forces armées n'étaient bonnes qu'à marcher.

Issu d'une famille de commerçants d'origine syro-libanaise, M. Bucaram se défend de représenter un clan politique. Sa sœur, Elisa, vient pourtant d'être élue à la mairie de Guayaquil, première femme à occuper pareilles fonctions en Equateur, et trois de ses frères ont été ou sont députés de son parti. « Nous ne formons pas un clan, rétorque M. Bucaram ; nous sommes une famille qui se respecte et dirige ce pays durant les quarante prochaines années. »

Mais il peut aussi y avoir parfois désaccord au sein d'une même famille : ainsi, ses neveux, les enfants de l'ancien président Roldos, n'hésitent pas à traiter leur oncle de « néo-fasciste » et l'accusent de s'être servi de la mort de leurs parents, en 1981, dans un accident d'avion, pour assurer ses ambitions personnelles.

JEAN-CLAUDE BUIRRE.

Le neuvième voyage du pape en Amérique latine

Jean-Paul II aux sources de la théologie de la libération

Jean-Paul II devait quitter Rome le samedi 7 mai pour l'Uruguay. Ce pays sera la première étape du nouveau voyage — le neuvième — que le pape entreprend jusqu'au 19 mai en Amérique latine, qui, ensuite, le conduira en Bolivie, au Pérou, puis au Paraguay. C'est la première fois qu'il se rend en Bolivie et au Paraguay. Il avait fait une brève escale le 31 mars 1987 à Montevideo (Uruguay) et avait déjà visité en 1985 le Pérou, qui est l'un des pays les plus marqués par la polémique sur la théologie de la libération.

Le pape retrouve l'Amérique latine et, malgré l'extrême diversité des quatre pays qu'il visite, le même chapitre d'épreuves : disparités sociales énormes ; poids écrasant de la dette extérieure ; crise des matières premières, en l'occurrence l'étain en Bolivie, qui est, avec l'Haïti, la lanterne rouge du sous-continent ; dictatures, comme celle du général Stroessner au Paraguay, et fragiles démocraties, comme celle du Pérouien Alan García, cibles des terroristes du Sentier lumineux.

Les relations de Jean-Paul II avec l'Amérique latine ont ressemblé, au début du pontificat, à un mariage de raison. La naissance de la théologie de la libération, au Pérou précisément, avec Gustavo Gutierrez, et la fameuse conférence interépiscopale latino-américaine de Medellin (Colombie, 1968) qui avait énoncé l'option préférentielle pour les pauvres, étaient antérieures à son élection. Elles ont forgé des Eglises puissantes, actives dans les luttes sociales et politiques, exposées aux risques de dérapage théologique, mais regroupées à elles seules près de la moitié de la population catholique dans le monde.

Jean-Paul II a donc pris le train en marche, assistant, à peine élu, à la deuxième conférence-phare de Puebla (Mexique, 1979) pour honorer la promesse de visite faite par Paul VI. Bien des contre-feux ont été allumés par la suite, notamment la reprise en main du CELAM (Conférence épiscopale latino-américaine), conduite, avec l'appui de la curie romaine, par un cardinal très « wojtylien », Mgr Lopez Trujillo de Colombie. Le Nicaragua, en particulier, devenant une sorte de « modèle polémique », où la hiérarchie était appelée à la résistance ouverte contre le régime sandiniste.

Ces corrections de tir ont été d'autant plus durement ressenties dans les milieux catholiques progressistes que ceux-ci venaient de subir de plein fouet, dans les années 70, la répression militaire au Brésil, en Argentine, au Chili, en Amérique centrale. Aujourd'hui, ils comptent leurs martyrs (Mgr Angelini, argentin, assassiné en 1976, Mgr Romero, salvadorien, en 1980) et leurs prophètes à la retraite (Mgr Helder Camara au Brésil, Mgr Proano en Equateur, les cardinaux Silva Henríquez, symbole de la résistance à Pinochet au Chili, et

Landazuri-Ricketts en fin de carrière à Lima). « La génération de Medellin est déjà entrée dans l'histoire », écrit justement Joseph Comblin (1).

Un tournant
majeur

L'avenir est-il aussi sombre qu'il y paraît pour les Eglises d'Amérique latine ? La multiplication des voyages du pape dans cette région du monde — le neuvième, soit une moyenne d'un par an — ne serait pas seulement l'effet de la domination numérique du catholicisme latino-américain, mais l'indice d'un retour-

congrégation romaine pour la doctrine de la foi publiée un document sévère dénonçant l'utilisation par les théologiens de la libération d'analyses marxistes et du concept d'« Eglise populaire ».

Les évêques les plus engagés laissent passer l'orage. Le cardinal Landazuri-Ricketts, chef de file de l'Eglise péruvienne, choisit la minorité qui refuse de condamner le Père Gustavo Gutierrez. Il est l'artisan d'un texte de compromis publié en février 1986. De même, quand il est convoqué à Rome en septembre 1984, Leonardo Boff est défendu par le président de la puissante conférence des évêques du Brésil.

cours trouve une nouvelle confirmation dans l'encyclique du 19 février dernier : « Dans certaines parties de l'Eglise catholique, en particulier l'Amérique latine, écrit le pape, s'est répandue une nouvelle manière d'aborder les problèmes de la misère et du sous-développement, qui fait de la libération la catégorie fondamentale et le premier principe d'action ». Il en souligne les « valeurs positives » mais aussi les « risques de déviation ».

La polémique
continue

Si le ton n'est plus à Rome celui de la condamnation, la méfiance des milieux progressistes en Amérique latine reste grande. Des évêques réputés conservateurs sont nommés. Au Pérou, précisément, qui va visiter le pape, trois évêques sont membres de l'Opus Dei, et la perspective de la succession du cardinal Landazuri-Ricketts, à Lima inquiète.

Les adversaires de la théologie de la libération n'ont pas désarmé. Un séminaire très critique s'est tenu en février dernier à Caracas à l'initiative du cardinal Lopez Trujillo, d'un évêque brésilien, Mgr Kloppenburg, et du jésuite belge Veckemans, qui vient de prendre la tête d'une organisation réputée pour son soutien aux chrétiens des pays de l'Est. Aide à l'Eglise en détresse. La dix-septième conférence des chefs d'état-major des armées américaines, réunie en novembre dernier à Mar-del-Plata (Argentine), avait également pris pour thème : « Subversion et théologie de la libération ».

La nouvelle visite du pape en Amérique du Sud est très attendue dans ce contexte. On le voit mal prendre le contre-pied de ses déclarations récentes. Mais on peut se demander quel sera le niveau exact de son soutien à des Eglises qui, dans les quatre pays visités, se montrent actives dans les conflits de la terre, les campagnes pour l'éducation, le développement économique et la démocratisation.

Il en verra l'illustration au Paraguay de Stroessner, où l'Eglise soutient la création de ligues paysannes et a promu un espace de concertation, boycotté par le parti Colorado au pouvoir, baptisé « Dialogue national » en vue de préparer l'après-Stroessner. De même, en Bolivie, où les mineurs se reconvergent dans la culture de la cocaïne, les évêques ont déclaré le 31 juillet 1986 : « Il est urgent de proposer des alternatives prenant en compte les exigences élémentaires de la justice ».

En Uruguay, le clergé est également à la tête de la lutte pour l'abrogation de la loi d'amnistie des militaires coupables d'atteintes aux droits de l'homme après le coup d'Etat de 1973. Au Pérou, enfin, les communautés ecclésiales de base sont très engagées dans les associations de quartier, les mouvements de promotion féminine et l'action syndicale. Le pape, à nouveau, n'aura d'autre ressource que de leur proposer la voie étroite entre la solidarité auprès des plus démunis et le rejet de la violence.

HENRI TINOCO.

(1) Contribution au livre *Le Retour des certitudes : événements et orthodoxie depuis Vatican II*. Le Centaure, 314 pages, 135 F.

(2) DIAL. Diffusion de l'information sur l'Amérique latine, 17 avril 1986, 47, quai des Grands-Augustins, Paris-6.

Asie

CHINE : la visite du ministre japonais des affaires étrangères

Embellie dans les relations entre Pékin et Tokyo

PÉKIN
de notre correspondant

Le Japon et la Chine semblent décidés à repartir d'un bon pied dans leurs relations, devenues bouillottes ces dernières années, en mettant à profit l'arrivée au pouvoir, dans les deux pays, de nouvelles équipes dirigeantes. C'est en tout cas l'impression qu'on veut donner les deux pays au cours d'une visite de quatre jours en Chine du ministre japonais des affaires étrangères, M. Sosuke Uno, venu préparer celle du premier ministre, M. Takeshita, prévue pour le mois d'août.

La visite du chef de la diplomatie nipponne, qui a quitté Pékin jeudi 5 mai, avait été précédée de quantité de griefs publics de la Chine envers Tokyo. Les plus récents en date portaient sur des déclarations du directeur général de l'Agence nationale japonaise des terres, M. Okuno, dans lesquelles Pékin avait vu une défense du rôle du Japon dans la seconde guerre mondiale, ainsi que sur des prédictions commises par des manifestants

anti-chinois sur un consulat de Chine au Japon.

La hantise sinoise des Chinois devant la remontée de l'extrême droite militaire japonaise n'est toutefois pas dénuée d'arrière-pensées, à en juger par l'évolution des commentaires de Pékin au cours de la visite de M. Uno. On a beaucoup parlé de ces griefs à son arrivée en Chine. Mais, dans sa seconde entrevue avec le premier ministre, M. Li Peng, il n'en a plus été question qu'en termes vagues, selon des sources japonaises. Entre-temps, M. Uno avait signé deux prêts d'un montant total de 1,5 milliard de dollars destinés à financer divers projets d'assistance. La presse chinoise a, du coup, mis un bâton dans ses récriminations et s'est contentée de mentionner discrètement la conclusion du séjour du ministre.

Celui-ci a, de son côté, pris soin de réitérer la volonté de son gouvernement de respecter les termes de la normalisation sino-japonaise pour des « relations de bon voisinage à long terme ». En contrepartie, il a obtenu l'accord des Chinois pour la protection des

investissements japonais, les deux pays exprimant leur souhait qu'un accord soit conclu à « bientôt » sur ce point, jugé crucial par les milieux d'affaires nippons. Sans nourrir d'illusions sur le caractère fragile de cette embellie, on se montre satisfait, du côté japonais, de cette visite qui ramène la coopération obligatoire des deux pays sur un sol plus ferme.

F. D.

● VIETNAM : la tension avec la Chine. — Hanoi a accusé, jeudi 5 mai, Pékin d'avoir occupé un récif dans l'archipel des Spratleys, que les deux pays revendiquent et qui a été le théâtre de violents incidents en mars. Le Vietnam a également accusé la Chine d'« entraver » les négociations sur le Cambodge et d'être son refus de contacts directs avec le prince Sihanouk. Enfin, à Bangkok, le porte-parole du commandement américain pour le Pacifique a déclaré que, contrairement aux fois précédentes, le retrait de troupes vietnamiennes du Cambodge de novembre 1987 avait été un véritable « retrait et non un mouvement de relève de troupes ». — (AFP.)

L'armée et la gendarmerie en « état d'alerte absolue » en Nouvelle-Calédonie

Le bilan de l'assaut d'Ouvéa s'établit à vingt et un morts et treize arrestations

Le bilan de l'assaut donné, le jeudi 5 mai, sur l'île d'Ouvéa par l'armée et les forces de l'ordre pour libérer les vingt-trois otages détenus par le commando du FLNKS s'établit finalement à vingt et un morts. Le chef présumé du groupe indépendantiste, Alphonse Dianou, est mort des suites de ses blessures et, sur le terrain, trois cadavres de militants du FLNKS ont été retrouvés par les forces de l'ordre. Cela porte à dix-neuf le nombre des victimes du côté indépendantiste auxquelles s'ajoutent les deux morts survenus chez les agents de la DGSE qui ont participé à l'opération. Treize autres membres du commando, capturés, ont été écroués vendredi matin à Nouméa.

Le bureau politique du FLNKS ayant appelé ses militants à la « mobilisation générale » et le secrétaire général de l'Union calédonienne, M. Léopold Jorjé, ayant annoncé que « cela va

bouger partout d'ici à dimanche », l'armée et la gendarmerie ont été mises, sur le territoire, en « état d'alerte absolue ».

A Paris, près de trois mille personnes ont manifesté, jeudi soir, du Cirque d'hiver jusqu'à l'hôtel de Ville, pour protester contre cette intervention militaire en scandant : « Troupes françaises hors de Kanaky ! », « FLNKS solidarité ! », « Pons, Pasqua, assassins ! », « Indépendance pour Kanaky ! » et « Eloi Machoro, ton combat continue ! ». Quelques frictions sans gravité ont opposé les manifestants aux policiers aux abords de l'hôtel de Ville. « Nous nous battons jusqu'à ce que le dernier membre du GIGN, le dernier parachutiste et les derniers policiers de la répression aient quitté le territoire », a notamment affirmé M. Pierre Juquin, au cours d'une prise de parole improvisée. Après de celui-ci se tenaient notamment MM. David Assouline,

Alain Krivine (LCR), Jean-Claude Le Scornet (PSU), Pierre Bauby (PAC). Représentant le FLNKS en France, M. Wassasi Iopou, avait auparavant qualifié de « boucherie coloniale » le bilan de l'assaut d'Ouvéa, en accusant MM. Chirac et Pons d'avoir « exécuté les ordres de Le Pen pour appâter son électeur ». M. Assouline a appelé les manifestants à participer, samedi à 14 heures au métro Charonne, à un nouveau rassemblement en faveur du FLNKS « malgré l'interdiction de Pasqua ». Cinq cents personnes environ ont également manifesté à Lyon sans incident.

Dans les milieux politiques, les conditions dans lesquelles a été conduit l'assaut d'Ouvéa, et ses conséquences, suscitent, au-delà de l'approbation que recueille la libération des otages, diverses réserves, et pas seulement à gauche, ainsi qu'un témoignage certaines convergences entre l'UDF et M. Mitterrand.

Une « visite organisée » dans « la grotte des guerriers »

NOUMÉA
de notre envoyée spéciale

Deux révolvers et une « pitié de confiance » ont fait la différence. Les révolvers seraient arrivés en pièces détachées dans les rations alimentaires des otages d'Ouvéa. La confiance est née, on ne sait pourquoi, entre le capitaine de gendarmerie Philippe Legorjus, commandant du GIGN, et l'ancien séminariste, Alphonse Dianou, chef politique du commando. Les deux hommes s'appellent par leurs prénoms, ils parlent de leurs armes, du matériel radio. Il reste vingt et un morts, vingt-trois otages libérés et l'histoire d'un groupe de combattants indépendantistes, déjà aguerri, mais encore naïf.

Après le black-out, les journalistes ont eu leur conférence de presse et leur visite des lieux, le vendredi 6 mai, guidée par le général Vidal, mais pas encore l'autorisation de se rendre à Gossanet. Ils ont pu parvenir dans la grotte grâce à un Transall, un Puma et de bons chauffeurs de marche, et ils ont pu jurer les neuf postes défensifs

tenus par le commando, sur le chemin de ronde, autour de la caverne. Ils ont pu descendre dans la grotte hérissée de stalactites de calcaire, tester le conduit de cheminée par lequel les otages se sont enfuis. Ils ont vu des armes, une mitrailleuse A-52, sept fusils mitrailleurs, des pistolets, des bandes de munitions. Ils ont vu aussi un roman d'Henri Vincenot, le journal *Non-violence actualités*, des jeux de cartes et le cahier sur lequel on comptait les points. Des colonnes sur une page : « Samy, Jeannot, Eric... » Eux, nous.

Au lendemain de l'attaque, un haut responsable militaire ne comprend pas encore ce drame fait d'incohérences. Pour l'armée, l'embellissement d'Ouvéa était une sorte de « premier acte de résistance » organisé. Elle ne pouvait laisser faire. Mais, étonne un officier, les membres du commando « ne semblent jamais avoir tué de sang-froid ».

Avant de partir, les membres du commando ont fait leurs adieux à leurs familles. Ils ont installé leurs otages dans une grotte où ils se sentaient invulnérables. « La grotte des

guerriers », décrit le général Vidal. « Ici, tu peux chercher à me bombarder, la bombe remontera », a dit Alphonse Dianou, le chef des ravisseurs, au capitaine Legorjus. Les hommes du GIGN ne portaient pas l'uniforme de leur groupe lorsqu'ils ont été capturés, mais les ravisseurs ont reconnu leur spécialité par un insigne découvert dans la poche d'un gendarme.

Les indépendantistes, qui ne pardonnent pas au GIGN la mort d'Eloi Machoro, ont parqué ces gendarmes à part, mais ils ont laissé le capitaine Legorjus libre d'aller et venir et de faire du renseignement. « J'ai obtenu une certaine confiance », dit le capitaine. Ces hommes, qui se croyaient invulnérables dans leur sanctuaire de corail, étaient organisés en commando. Ils étaient séparés, les uns sur les postes défensifs, d'autres tenant deux postes de combats principaux au bord de la grotte, protégés par le fusil mitrailleur A-52. Les deux « stagiaires » libyens en remontaient à leurs camarades. Un gendarme qui s'était endormi a été condamné à passer une journée au fond de la grotte avec les otages. L'un d'eux a gravé sur la croûte d'un fusil MAS 36 de

gendarmerie la date de l'attaque de la brigade de Fayoué : « 22/4 ».

Les ravisseurs étaient une vingtaine selon le capitaine Legorjus, mais accompagnés d'un « noyau logistique d'une dizaine de personnes qui allaient et venaient ». Les ravisseurs possédaient deux postes de radio et écoutaient notamment Radio Vanuatu. Ils avaient entre dix-huit et trente ans, catholiques et protestants mélangés.

« Yoyo macabre »

Les périodes de tension succédaient aux accalmies. « Un yoyo macabre », dit un officier. Les ravisseurs exigeaient du capitaine Legorjus qu'il revienne « au contact », mais ils ne l'ont envoyé qu'au début. Ils se méfiaient de l'eau des vivres envoyés par les militaires, obtenaient des tribus voisines leur propre ravitaillement, mais n'ont plus contrôlé au bout de quelques temps les rations envoyées aux otages. Les deux révolvers ont été introduits dans la grotte lundi. Un assaut avait été réalisé quelques jours auparavant avec les clefs d'une paire de menottes. Mardi, M. Pons, le

ministre des DOM-TOM, a écrit aux généraux Vidal et Jérôme pour leur demander leur opinion sur une action de force. Le feu vert du premier ministre a été obtenu selon M. Pons mardi à 23 heures. La confiance pourtant semblait donner des résultats. Déçus dans l'obscurité, les gendarmes du GIGN avaient reçu l'autorisation de sortir quelques instants pour leur toilette. Mais la tension augmentait depuis quelques jours : « La tension avait remonté la veille », dit le général Vidal. La veille, c'est-à-dire le 4 mai, soit au lendemain de la décision de l'attaque, lui fait-on remarquer. Le général rectifie et parle d'aggravation perceptible depuis plusieurs jours, les ravisseurs s'installant. Ils avaient demandé un intermédiaire, une équipe de télévision. Le capitaine Legorjus n'était parvenu depuis quatre jours à la grotte, bien qu'il ait maintenu des contacts radio avec les ravisseurs.

Sur un cahier, trouvé aux environs de la grotte, quelques mots à moitié illisibles sur des pages collées par l'humidité : « Il est question d'un intermédiaire, d'une tente pour abriter une équipe d'Antenne 2 ». Par terre, on trouve aussi une carte

d'identité appartenant à l'un des blessés, né en 1948.

Les militaires, appuyés par le GIGN, ont attaqué la plate-forme jeudi à 6 h 15, couverts par le bruit des hélicoptères pour faire diversion. La manœuvre n'a pas été aussi bien réussie que prévu, l'un des groupes d'encerclement n'ayant pas retrouvé exactement le poste de combat caché par la végétation. Entre cette première phase et l'assaut final, il s'est écoulé environ quatre heures. Le capitaine Legorjus a tenté de négocier une reddition et le gendarme mélanésien détenu dans la grotte a lui aussi essayé de parlementer. Les ravisseurs savaient, depuis 7 h 30 environ, selon le général Vidal, que les otages étaient armés. Ils refusaient de se rendre. « On n'a plus confiance », a lancé un membre du commando.

Alphonse Dianou haranguait ses hommes à l'entrée de la grotte lorsqu'il a été blessé grièvement. Les soldats l'ont récupéré après l'assaut, lui ont fait une piqûre de morphine et il est mort dans l'hélicoptère. Son frère a été fait prisonnier.

CORINE LESNES.

Sauvageries

ON le pressentait. On le redoutait. On ne voulait pas le croire. On mettait certains dérapages verbaux sur le compte de la fatigue des acteurs en cette fin de campagne.

Ainsi, quand M. Charles Pasqua déclara, le jeudi 5 mai, sur Antenne 2, pour justifier l'assaut de l'armée contre les preneurs d'otages d'Ouvéa, sans finir sa phrase, que le gouvernement avait « le choix entre la mort de vingt-trois Français et... », l'on avait souri. Le ministre de l'Intérieur avait sans doute relâché à temps qu'il risquait, en allant plus loin dans son propos, de prêter une énormité.

Puis, quand on apprit que, en visite électorale en Guadeloupe, M. Pierre Messmer venait de résumer le bilan de cette intervention militaire en disant : « Il y a des Canaques qui sont morts mais il y a aussi des Français qui sont morts », l'on fut enfin à l'indulgence, estimant que l'ancien premier ministre qui rêvait naguère de faire de la Nouvelle-Calédonie « un petit Luxembourg » avait commis une simple maladresse parce qu'il voulait peut-être distinguer les métropolitains des Calédoniens.

La doute est-il encore permis après les déclarations de la même veine multipliées, jeudi soir, par M. Chirac lors de sa tournée médiatique ? Quand le premier ministre-candidat pousse son éloge de l'armée jusqu'à dire que, par la réussite de l'opération engagée à

Ouvéa contre « les rebelles », les « soldats français » tués « ont rendu l'honneur à notre pays », comment ne pas avoir l'impression que dans son esprit les insurgés canaques n'appartiennent pas à la communauté nationale ?

Et quand M. Chirac dénonce ces militants du FLNKS meurtriers de quatre gendarmes le 22 avril en évoquant « la barbarie de ces hommes, si tant est - précise-t-il - qu'on puisse les qualifier ainsi », comment ne pas voir dans cette appellation la marque du jugement sommaire généralement répandu à Nouméa : les Canaques sont des sous-hommes qui ne sauraient donc être considérés que comme des sous-citoyens.

Voilà qui a le mérite de la clarté mais qui augure mal de la volonté de « dialogue » et de « réconciliation » affichée par ailleurs. Voilà qui justifie aussi les réticences aux droits de l'homme les plus élémentaires dès qu'il s'agit de traiter au fond le problème politique de cette Nouvelle-Calédonie soumise désormais à une partition de fait entre les zones contrôlées par les « rebelles » et celles placées sous l'autorité des « loyalistes ».

Tout cela mériterait d'être traité avec la déraison que méritent les effets de tribune si de pareils discours n'étaient pas de nature à conforter l'extrême droite calédonienne dans sa tentation de répondre à la violence par la violence contre « les indigènes », selon l'expression en usage aujourd'hui encore dans les vieilles familles de Nouméa.

Au moment où, sur place, les chefs politiques du mouvement indépendantiste sont menacés de mort, en cas de réélection de M. Mitterrand, par un mystérieux Comité national contre l'indépendance, pris au sérieux par la police, de telles outrances ne sauraient contribuer à l'apaisement. Comment ne risquerait-elles pas, en outre, de radicaliser encore davantage, si l'on ose dire, la communauté canaque, alors que l'état-major du FLNKS appelle ses militants à la « mobilisation générale ».

Quel bond en arrière depuis la table-ronde de Nainville-les-Roches, en juillet 1984, quand les dirigeants canaques et leurs adversaires conservateurs s'accordaient, dans une déclaration commune, sur la nécessité de « confirmer définitivement l'abolition du fait colonial » !

ALAIN ROLLAT.

Cent quarante et un ans de violences

L'histoire de la Nouvelle-Calédonie est jalonnée, depuis cent quarante et un ans, de violences et de massacres. Voici quelques-unes des dates principales :

● 1847 : en juillet, un groupe de Canaques attaque la mission installée à Balade, sur la côte est : le frère Marmoutin est tué, un autre blessé ; en août, les Canaques assiègent la mission de Pouébo : l'arrivée de la corvette militaire *La Brillante* sauve les missionnaires, 4 marins sont tués. Le capitaine du Bouzet dirige une opération de représailles : cases brûlées, cocotiers abattus, etc. En octobre, les Canaques tuent 8 soldats exploitant des bois de santal dans la vallée des Colons, près de la future Nouméa.

● 1850 : à Balade, les Canaques attaquent l'Alcôve : 12 marins sont tués. Une expédition punitive s'ensuit.

● 1851 : le chef de Bondé, Tahapé, organise l'opposition au christianisme et à la France. A Maré, massacre de l'équipage de la *Lucy-Ann*.

● 1853 : le 24 septembre, l'amiral Febvrier-Despointes « prend possession » de la Nouvelle-Calédonie au nom de la France. La cérémonie a lieu à Balade, devant les missionnaires et 150 Canaques convertis au christianisme. « A partir de ce jour », dit l'amiral, « cette terre est française et propriété nationale ».

● 1856 : en mars, 7 chercheurs d'or tués à Houailou. Premier recensement de Port-de-France (futur Nouméa) : 113 militaires, 16 civils. En novembre, 4 militaires sont tués par des Canaques à la vallée des Colons. Attaques contre les missionnaires. Expédition punitive jusqu'à Yaté. En décembre, attaque et incendie de la mission de Saint-Louis par la tribu du chef Kuindo : 4 morts. Kuindo, arrêté, se soumet.

● 1857 : les chefs Jack et Kandio (tribus du Mont-d'Or) attaquent et tuent 13 Européens et 15 Canaques convertis.

● 1858 : en janvier, à Henghène, massacre de l'équipage et pillage d'un sentier anglais. Le *Styx* vient en mission de représailles. En juin, le chef Kuindo est condamné et exécuté par sa tribu à cause de son ralliement aux Français et de la vente de terrains à une compagnie. Guerre entre les tribus de Henghène, Wagap et Touho.

● 1860 : en janvier, incursions des Maloums sur le territoire de Païta : 2 colons et 3 femmes sont

tués et mangés. En juin, attaque et incendie d'un comptoir caldoche par la tribu de Méa. Au cours d'une expédition de représailles, le chef Kari et 3 guerriers canaques sont tués.

● 1861 : en février, à Thio, assassinat du colon Damaud par la tribu de Yo. A Koua, assassinat d'un Européen et de 2 Canaques chercheurs d'or. En juin, expédition militaire contre la tribu de Nakery : 10 villages et 250 cases brûlées. Les Canaques se réfugient dans le montagne.

● 1865 : en juin, le colon Tailard assassiné à Wagap. En juillet, les Pouanichatché attaquent et tuent les équipages de la *Reine-des-îles* puis du *Secrét* à Gatope, près de Voh. De septembre à novembre, expédition de représailles : le village de Pouanichatché est entièrement brûlé et tous ses habitants tués.

● 1867 : Port-de-France est devenue Nouméa depuis un an. En octobre, suite à la prise de leurs terres par des colons, les Canaques de la tribu de Pouébo tuent un marchand des logis et un gendarme avant d'attaquer une maison dont le propriétaire est tué, ainsi que ses deux enfants et un serviteur canaque. Tout est dévasté dans la région par une vague de prise de 300 guerriers, 9 Canaques seront guillotins. En décembre, à Gatope, l'équipage d'un bâtiment est massacré pour venger l'enlèvement des femmes canaques par un autre bâtiment de « frères de la côte ».

● 1868 : en mai, 10 Canaques de la tribu des Mulébas sont condamnés à mort et guillotins. En octobre, 1 caporal et 5 soldats, venus réquisitionner des travailleurs canaques, sont tués, à Poinçonne, par 25 guerriers de la tribu des Taniou. Le colon Casso est tué. Le colon Antonio est tué et mangé.

● 1878 : insurrection généralisée sous la conduite du chef Atai. De janvier à décembre nombreux combats. Au total plus de 1 200 Canaques tués au cours des affrontements, sans compter les fusillés et les déportés aux îles Belap, à l'île des Pins et à Tahiti. La tête du chef Atai, tué le 1^{er} septembre, lors d'un guet-apens organisé avec le concours du chef Nondo, est envoyée à Paris dans un bocal de formol.

● 1879 : fin de l'insurrection. En janvier, un lieutenant tué ; le chef Niauwa de Moméa fusillé ; le chef Dionnet exécuté ; le chef Gelima, à la tête des Canaques de

Canala, attaque les Méarés dont le chef Naira, successeur d'Atai, est tué. Mort du chef Daou et de 13 guerriers dans un combat entre les Canaques de Koné et ceux de Muéu. Soumission et exil aux îles de l'archipel de l'Est, Messadiou et Scinglé. En mai, reddition de 1 200 guerriers canaques qui seront déportés. En octobre, 4 Canaques fusillés à Houailou.

● 1897 : arrêté interdisant la vente d'armes de munitions et d'explosifs aux Canaques.

● 1915 : départ du premier contingent canaque pour la Grande Guerre (700 hommes).

● 1917 : nouvelle insurrection. Un ancien bagnard tué à Pouébo ; en mai, 3 colons tués près de Koné. Attaques de plusieurs fermes. En septembre, le chef Noël attaque le poste militaire de Voh.

● 1918 : le chef Noël, dont la tête a été mise à prix, est décapité par un ancien bagnard.

● 1919 : 5 des Canaques arrêtés après l'insurrection de 1917 sont condamnés à mort ; 8 acquittés.

● 1932 : décret permettant l'accession des Canaques anciens combattants à la citoyenneté française, de même qu'à ceux ayant dix ans d'armée ou de fonction publique, à condition de savoir lire et écrire le français.

● 1940 : décret astreignant les Canaques aux obligations militaires.

● 1953 : premier conseil général élu au suffrage universel. Apparition de l'Union calédonienne (UC).

● 1962 : attentats à l'explosif à l'assemblée territoriale et au local de l'UC.

● 1974 : en septembre, première manifestation publique des Foulards rouges, qui réclament une « Calédonie libre ». Condamnation de plusieurs dirigeants canaques.

● 1978 : conflit des Canaques avec un exploitant minier à N'Goya : les gendarmes ouvrent le feu. 14 policiers blessés au cours des affrontements.

● 1979 : en septembre, nombreuses manifestations sur tout le territoire. 3 Canaques grièvement blessés à Touho. 7 militants de Témala emprisonnés.

● 1981 : 19 septembre, assassinat à Nouméa du secrétaire général de l'Union calédonienne, Pierre Declercq, d'origine européenne.

● 1983 : en janvier, 2 gendarmes sont tués, et 4 autres blessés par des Canaques, près de

Koindé. En mai un jeune mélanésien est tué d'un coup de fusil par un Européen.

● 1984 : en octobre, nombreux baraquements indépendantistes sur les routes du territoire avant les élections régionales boycottées par le FLNKS. En novembre, séquestration à Lifou du sous-préfet des îles Loyauté, 4 CRS tués par balles. Mort d'un Européen et d'un Canaque lors d'une fusillade près de Bondé. En décembre, près de Henghène, 10 militants du FLNKS, dont les deux frères de M. Tjibaou, sont tués au cours d'une embuscade tendue par un groupe de mélanésiens « loyalistes ».

● 1985 : le 11 janvier, un jeune caldoche de dix-sept ans est tué par un Canaque en brousse. Le 12 janvier, le « chef de guerre » du FLNKS, Eloi Machoro, et l'un de ses lieutenants, Marcel Nonnaro, sont abattus par les troupes du GIGN. Le 21 janvier, la mine de nickel de Thio est envahie par un groupe d'indépendantistes. En mars, un gendarme est tué d'un coup de machette. Le 8 avril, une enseignante d'origine européenne est tuée à coups de pierre.

● 1987 : le 22 août, à Nouméa, dispersion brutale d'une manifestation pacifique organisée par le FLNKS. Le 13 septembre, référendum d'autodétermination boycotté par le mouvement indépendantiste. Le 30 septembre, 2 gendarmes tués de plusieurs coups de feu dans la tribu de Tiaoué. Le 29 octobre, les 7 auteurs de l'embuscade de Henghène sont acquittés par la cour d'assises de Nouméa. Le 6 novembre, à la tribu de Saint-Louis, un jeune canaque est tué par les gendarmes lors d'une opération de police judiciaire.

● 1988 : le 22 février, à Poinindé, un groupe de Canaques attaque une vingtaine de gendarmes et en garde 9 en otages pendant douze heures. Le 22 avril, sur l'île d'Ouvéa, un « commando » du FLNKS attaque la brigade de gendarmerie de Fayoué, tue 4 gendarmes et en prend une trentaine d'autres en otage. Le 24 avril les élections régionales sont boycottées par le FLNKS. Le 5 mai, l'armée et les services secrets donnent l'assaut à la grotte où se « commando » défilent toujours 23 otages, dont le commandant du GIGN et un magistrat : 19 indépendantistes canaques sont tués, ainsi que 2 agents de la DGSE. Les otages sont libérés sains et saufs. Le FLNKS appelle à la « mobilisation générale ».

Politique

Les milieux politiques partagés sur le recours à la manière forte à Ouvéa

M. Soisson favorable à l'annulation des élections régionales

M. Jean-Pierre Soisson, député de l'UDF, délégué national de l'UDF aux DOM-TOM, a répondu à nos questions sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie.

« Que pensez-vous de la libération par la force des gendarmes d'Ouvéa ?
— Les deux piliers de l'Etat républicain sont le corps préfectoral et la gendarmerie. Quand l'un ou l'autre est menacé, il doit être défendu. Les gendarmes d'Ouvéa devaient donc être libérés. Il faut que le FLNKS comprenne qu'aucune négociation ne pouvait être engagée tant que des gendarmes étaient retenus en otage.

« Comme l'a déclaré à Lyon Raymond Barre : « Il était indispensable que l'ordre de la République soit rétabli, que les lois de la République soient respectées ». Elles doivent l'être par tous et de la même façon par toutes les communautés.
— Lors du débat sur le statut du territoire à l'Assemblée nationale, le 23 novembre 1987, j'avais mis en garde M. Bernard Pons contre le risque qu'il prenait, contre le danger que représentait l'organisation d'élections régionales avant l'élection présidentielle. J'avais souligné, au nom de l'UDF, que soient d'abord recherchées les voies de l'apaisement. Je regrette de n'avoir pas été entendu, comme je regrette la voie suivie par le FLNKS.

« Éviter la guerre »

— Dans ces conditions, quelle politique pourrait être demain engagée ?
— La guerre de Calédonie n'est pas une fatalité. Le prochain gouver-

ment devra tout mettre en œuvre pour l'éviter. Il faut que la négociation s'engage. Elle sera plus difficile qu'elle ne l'a jamais été. Elle suppose l'existence sur le territoire d'un fort pouvoir d'Etat. Comme je l'avais déclaré le 8 juillet 1986 à l'Assemblée nationale, « dans une période transitoire, il appartient à l'Etat de conduire le développement et de rapprocher les communautés ».

« Sans doute l'enchaînement des événements amènera aussi à décider l'annulation des élections régionales, la modification des limites territoriales, à reconnaître à la communauté mélanésienne la possibilité d'organiser sa promotion dans le cadre de régions ayant une réalité économique.

« Quelles répercussions, à votre avis, la crise calédonienne peut-elle avoir sur la politique intérieure ?

— L'opinion publique ne s'intéresse à la Calédonie — comme à l'outre-mer d'ailleurs — que lorsque survient un drame. Il faut lui expliquer que la France ne saurait se limiter à la seule métropole : l'outre-mer apporte à notre société une autre respiration. Les communautés multiraciales qui la composent sont par définition des sociétés de tolérance et d'ouverture, dès lors qu'elles sont acceptées dans leurs différences.

« Oui, il faudra passer les plumes en Nouvelle-Calédonie. Il faudra accepter l'évolution politique, économique et sociale pour que soient préservées les chances de la présence française dans le Pacifique sud. »

Propos recueillis par DANIEL CARTON.

La violence et le dialogue

M. Mitterrand a ensuite longuement développé son analyse d'une situation qu'il a qualifiée de « coloniale », faisant remarquer que, sous les gouvernements socialistes, des terres avaient été rendues aux Canaques, alors que la plus grande partie des distributions opérées par l'office foncier depuis 1986 avaient profité à des Européens. Pour lui, si « les calédoniens ont le droit, naturellement (...), de rester dans leur patrie, d'y vivre, d'y exercer toutes les compétences et les responsabilités de citoyens (...), les Canaques aussi. Or, aujourd'hui, le système colonial veut que l'ethnie plus minoritaire que l'autre, d'origine européenne, tiennent absolument tous les leviers de commande et surtout tous les leviers de commande économiques ».

« Comme on lui faisait remarquer que le RPR accusait d'avoir des liens privilégiés avec M. Tjibaou, le président a répliqué que, depuis 1981, il avait reçu six fois celui-ci et cinq fois les représentants des autres communautés.

L'autre responsable de l'exécutif, M. Jacques Chirac, a surtout rendu hommage aux armées, lors de ses meetings électoraux, et dans ses messages à M. André Giraud, ministre de la Défense, à M. Bernard Pons, ministre des DOM-TOM, à qui il a adressé « ses chaleureuses félicitations », et au général Vidal, commandant supérieur des forces armées en Nouvelle-Calédonie : « Je vous demande de transmettre à tous ceux qui ont participé au succès de cette action délicate la satisfaction du gouvernement. Je m'incline devant le sacrifice des deux militaires tués au cours de cet engagement, et je forme des vœux de prompt rétablissement pour les blessés. »

A Marseille, M. Chirac a justifié cette intervention militaire, car il n'admet pas que « des gens se réfugient dans la violence pour bafouer les valeurs qui font de notre pays un pays civilisé ». A Lyon, après avoir remercié l'armée, il a rendu à notre pays son honneur. Il a ajouté : « J'appelle tous les Calédoniens responsables, quelles que soient leurs origines, à s'engager ensemble sur la voie de la compréhension mutuelle, du dialogue et de la résolution pacifique des problèmes qui se posent. »

M. Barre : Tristesse

Ce dernier passage a dû être approuvé par M. Raymond Barre, mais le reste... Car l'ancien candidat avait, lui, déclaré : « Il était indispensable que l'ordre soit rétabli en Nouvelle-Calédonie, et que les lois de la République y soient respectées. Mais vous comprendrez qu'étant donné mon équilibre personnel, mon attachement aux départements d'outre-mer, je puisse éprouver quelque tristesse devant tant de vies perdues. Je formule le vœu que, dans le respect des lois de la République, il puisse y avoir en Nouvelle-Calédonie un retour à la paix, au dialogue entre les communautés, au développement économique, social et humain, meilleures garanties de la présence de la France sur ce territoire du Pacifique. »

Réagissant à cette déclaration au journal d'Antenne 2, à 13 heures, M. Charles Pasqua fut sans nuance : « On ne fait pas d'omelette sans casser

des œufs (...). Lorsque les négociations n'aboutissent pas, on doit à ce moment utiliser tous les moyens pour que force reste à la loi. On peut toujours se lamenter, ça ne sert à rien. »

D'anciens supporters de M. Barre ne trouvent rien à redire à cette opération. Ainsi M. François Léotard, lors d'un meeting à Grenoble a déclaré : « Quand on provoque la violence dans une région qui s'est toujours prononcée démocratiquement pour la France, on récolte la violence. Pour ma part, j'ai toujours préféré l'isolement à la meschance. » Quant à M. Alain Madelin, il s'est déclaré « très fier » d'appartenir à ce gouvernement, et M. André Rossinot a jugé : « L'autorité de l'Etat a été rétablie dans des conditions conformes à la loi de la République. Tous les démocrates s'en réjouissent. »

Sur ce point, au moins, la droite reçoit le soutien de l'extrême droite. M. Jean-Marie Le Pen a, en effet, souligné sur RMC : « En Nouvelle-Calédonie, le gouvernement a fait ce que j'aurais fait. »

A gauche, en revanche, les réactions sont beaucoup plus mitigées. Sur RTL, M. Michel Rocard s'est déclaré satisfait qu'« une prise d'otages ait pris fin », mais a ajouté : « Quand on méprise les autres, quand on les rejette vers les mauvaises terres (...), on les accule à disparaître ou à devenir des délinquants violents. » Sur Europe 1, il a précisé : « Les choses d'un retour à la sérénité et au dialogue passent par la victoire de M. François Mitterrand. »

M. Laurent Fabius a été plus brutal, parlant à Evreux d'un « carnage ». Quant à M. Michel Delebarre, il a fait remarquer à Aurillac : « Nous avons ramené la paix en Nouvelle-Calédonie par le dialogue (...). Jacques Chirac est le porte-parole et l'artisan d'un colonialisme ringard, qui se situe à l'inverse du message gaulliste. »

M. Jospin : Bonheur à la « une », sang à la « deux »

Le premier secrétaire du PS, M. Lionel Jospin, mêlant la libération des otages du Liban et de Nouvelle-Calédonie, a déclaré jeudi soir : « Bonheur à la « une », sang à la « deux ». Jacques Chirac et son équipe travaillent l'opinion en force dans une formidable tentative de manipulation de cette fin de campagne. » Il a ajouté : « La politique de Bernard Pons et de Jacques Chirac débouche sur des affrontements graves entre Français. »

A la gauche du PS, on est encore plus net. A Corbeil-Essonnes, Georges Marchais a affirmé : « Chirac et Pasqua ont obéi à Le Pen, qui avait réclaté qu'on règle le problème de coups de fusils. » Dans un communiqué, le PSU accuse le gouvernement de mener « une politique coloniale bestiale en Nouvelle-Calédonie », et s'en prend « au mythe de l'intégrité territoriale ».

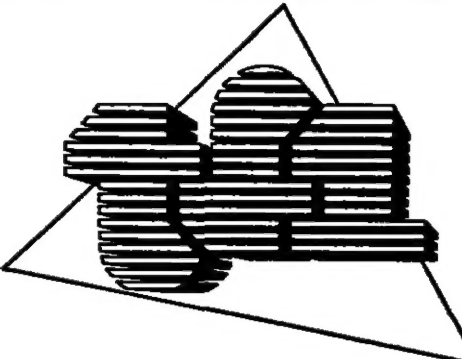
Dans les milieux syndicaux, les réactions sont tout aussi divergentes. Les syndicats de policiers proches de la droite se félicitent de l'action du gouvernement, que l'Union des syndicats catégoriels de la police nationale (USCP) juge « courageuse ». La Fédération professionnelle indépendante de la police (FPIP) constate que « la fermeté est toujours payante ». La CGC, elle aussi, l'approuve, en parlant de sa « satisfaction » après la libération des gendarmes. En revanche, la CFDT condamne « le refus permanent du gouvernement Chirac de reconnaître l'identité du peuple canaque ». Quant à la CGT, elle demande l'« ouverture immédiate » de négociations permettant « une solution politique répondant à l'aspiration légitime du peuple canaque à l'indépendance ». Le SNIP-EGC et le SNES demandent, l'un et l'autre, l'ouverture « du dialogue », après que le second ait estimé que les événements étaient l'aboutissement d'une « logique de guerre coloniale ».

Les autorités protestantes sont tout aussi critiques. Ainsi, le pasteur Jacques Stewart, président de la Fédération protestante de France, liant la libération des otages du Liban et de Nouvelle-Calédonie, constate que « celle des uns fait l'objet de longues et délicates négociations, celle des autres s'arrache brutalement au prix de la vie de nos dix-sept concitoyens ». Quant à la CIMADE, elle « demande et exige l'arrêt immédiat des opérations militaires (...), l'ouverture de véritables négociations prenant en compte les revendications légitimes du peuple canaque ». Le MRAP a une position identique, ainsi que la Ligue des droits de l'homme, dont le président remarque que « le gouvernement a voulu faire le forcing avant le scrutin de dimanche, et cela a abouti à un bain de sang prévisible ».

Le candidat des Verts, M. Antoine Waechter, a trouvé la formule la plus brutale dans sa simplicité : « La France se comporte en Nouvelle-Calédonie comme les colons anglais face aux Sioux. Cela montre que la vie humaine n'a pas la même signification selon que l'on est Blanc ou Mélanésien. »

Th. B.

RTL



LE POINT

8 MAI 19H50

L'EVENEMENT A LA UNE

soirée animée par Patrick POIVRE D'ARVOR retransmise simultanément sur RTL

20H

LE NOM DU PRESIDENT

Analyse des premières estimations par Michèle COTTA, Paul-Jacques TRUFFAUT et Jacques DUQUESNE.

20H30

émission en direct avec le public,

ANNE SINCLAIR

Le grand débat politique : Jean-Marie Le Pen, Georges Marchais, Michel Rocard, Philippe Seguin, Simone Veil.

BRUNO MASURE

la réaction des jeunes,

PHILIPPE CALONI

la parole aux intellectuels,

FRANÇOIS DE CLOSETS

le point de vue des chefs d'entreprise,

DOMINIQUE BROMBERGER

les premières impressions de la presse étrangère.

22H30

LES FRANÇAIS

s'expriment au travers de sondages effectués entre 20 h et 22 h

"Faut-il dissoudre l'Assemblée ?" "Quel Premier Ministre attendent les Français ?"

24H

LA SOIREE CONTINUE SUR TF1 ET RTL

et vous pourrez retrouver tous les résultats détaillés dans Le Point du mardi 10 mai.



ÉLYSÉE

مكتبة المصلح

Politique

La campagne pour le second tour de l'élection présidentielle

Les socialistes se défient d'une expérience de « troisième force »

M. François Mitterrand a affirmé, le jeudi 5 mai sur Europe 1, que « les socialistes ont un droit éminent de l'aider à former un gouvernement, auquel seraient associées des personnalités [extérieures au PS] pas forcément parlementaires. » Le président-candidat a observé que, « dans l'état actuel des choses, il sera difficile de trouver une traduction parlementaire » à cette ouverture, car « les membres de la majorité [ont] un amour-propre légitime pour ne pas donner le sentiment de changer de bord ».

Avant que le double dénouement des affaires d'otages ne vienne brouiller les cartes, les socialistes ne s'inquiétaient guère de l'échéance du 8 mai. L'après 8 mai, en revanche, masquait déjà diverses interrogations — voire inquiétudes — que pourrait avoir dissipées, en partie, l'intervention de M. François Mitterrand sur Europe 1, jeudi, à condition que des déclarations ultérieures du président ne venaient pas, de nouveau, nourrir le doute.

Quelles sont les intentions réelles de M. Mitterrand s'il est réélu ? Dans la mosaïque d'opinions et de sensibilités qui compose le PS, le sentiment dominant est le suivant : entraîner rapidement le parti sur les chemins de la reconstruction d'une « troisième force » — c'est-à-dire un renversement d'alliances officiel et institutionnalisées — lui ferait courir le risque de l'éclatement. Dans tous ses textes, le PS réaffirme son refus d'une alliance avec la droite.

Les socialistes veulent donc croire — sans en être tout à fait sûrs — que M. Mitterrand saura jusqu'où ne pas aller trop loin dans cette voie. Le président-candidat, au demeurant, a tenu jeudi un discours propre à les tranquilliser : tout en renouvelant sa certitude d'une « recomposition » du paysage politique — à terme — à la suite de sa réélection, tout en annonçant, de nouveau, une large ouverture du gouvernement, il n'a pas semblé désireux de bousculer, dans l'immédiat, des lignes de frontière parlementaires « cristallisées ». D'autant qu'il en admet la difficulté pour l'instant.

Or le PS, s'il frémait à l'idée d'une alliance de gouvernement avec le

centre ou une partie de la droite, s'est désormais rangé, sous l'effet de la patiente pédagogie mitterrandienne, à l'idée d'un gouvernement qui ne soit socialiste homogène. Quant au choix des hommes, le président, là encore, a pu rassurer le PS en affirmant, jeudi, qu'il choisirait des personnalités « pas forcément parlementaires » et en ajoutant : « Je dis à ceux qui sont dans l'actuelle majorité et qui pourraient être tentés de réfléchir après le 8 mai : « Ne vous essouffiez pas, on a le temps. »

La « stérilisation »

De toute façon, M. Pierre Méhaignerie, ministre CDS, répète qu'il n'est pas candidat à la « stérilisation » (allusion à l'itinéraire de M. Olivier Stirn, ancien secrétaire d'Etat de M. Valéry Giscard d'Estaing, devenu membre du PS). Il avait de nouveau écarté, mercredi, à Toulouse, l'idée de ministres contrariés dans le nouveau gouvernement de M. Mitterrand. Ironie de l'histoire : mercredi encore, M. André Laignel, l'un des anciens symboles du « sectarisme » socialiste, expliquait, dans le *Quotidien de Paris*, que M. Simone Veil était une femme très fréquenteable... le jour même où ladite M^{me} Veil faisait savoir qu'elle voterait pour M. Chirac.

Il serait, enfin, difficile d'attirer au gouvernement des élus significatifs, membres d'une autre formation que le PS, sans leur offrir des garanties sur leur avenir. Autrement dit, dans la perspective des élections cantonales de septembre 1988, puis municipales de mars 1989, le PS devrait remettre à plat sa politique d'alliances locales, ce qui n'est pas une mince affaire et engage l'avenir.

De son côté, M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, a trouvé, mercredi sur France-Inter, un moyen astucieux de régler une partie du casse-tête de l'« ouverture ». Il propose tout simplement que le PS s'ouvre aux radicaux de gauche, aux gaullistes de gauche, aux anciens communistes, etc., afin de constituer « une force plus large encore ».

L'engagement présidentiel, à pas comptés dans la voie d'une « recomposition » du paysage politique, semble aller dans le sens d'une dissolution de l'Assemblée nationale, ce qui répond au souhait de la plupart des dirigeants socialistes, si le score de M. Mitterrand, le 8 mai, le permet. M. Jospin résumait un sentiment répandu lorsqu'il affirmait mercredi : « Si François Mitterrand était élu président — surtout s'il l'était avec une majorité significative, — on n'aurait pas tout à fait qu'il remettrait les clés de la victoire dans les mains de ceux qu'il aurait battus ».

An demeurant, M. Jospin — qui est habituellement un fidèle interprète de la pensée du président, — affirme, en privé, qu'il ne faut pas prendre M. Mitterrand au pied de la lettre lorsque celui-ci ne paraît pas enthousiasmé à l'idée d'une majorité absolue PS. Mais, tout comme le président, l'ensemble des socialistes pensent aujourd'hui qu'une telle majorité impliquerait à l'Assemblée, une attitude moins triomphaliste qu'au début du précédent septennat. A la limite, une majorité absolue apporterait plus une sécurité qu'elle ne répondrait à un souhait. C'est, par exemple, ce que pense M. Laurent Fabius.

Autre indice propre à rassurer les socialistes sur les intentions de M. Mitterrand : le président s'est démarqué de M. Rocard, qui souhaite montrer, au fil de la pratique politique quotidienne, que de nouvelles convergences existent, avant d'en tirer des conséquences institutionnelles. M. Mitterrand a discerné là une intention « généreuse », mais pas très réaliste.

Dernière interrogation majeure de l'après-8 mai pour les socialistes : l'attitude à adopter face à M. Le Pen. Après que son candidat en eut tiré les bénéfices au premier tour, le PS s'inquiète de la progression du FN et ne sait plus trop qu'en penser. La réponse en termes de « demande sociale » est-elle suffisante ? Un débat là-dessus est en train de s'engager, au Parti socialiste.

JEAN-LOUIS ANDREANI.

Des syndicalistes d'horizons divers appellent à voter pour M. Mitterrand

Trois cent cinquante-six syndicalistes ayant des responsabilités nationales, régionales et départementales dans différentes organisations (CGT, CFDT, FEN, FO, Fédération générale autonome des fonctionnaires, UNEF-ID et UNEF-SE) ont, sous le titre « Unité 88 » lancé, un appel à voter « à gauche » au deuxième tour de l'élection présidentielle : « Pour nous, syndicalistes, notre action est synonyme de progrès, de justice, de solidarité et de liberté : elle rejoint les valeurs qui sont celles de la gauche. C'est pourquoi, pour nous, la droite et la gauche ce n'est pas pareil. »

Le texte de ces syndicalistes d'horizons politiques divers (PS, PC, Ligue communiste, « renouveaux », sans parti), qui avaient déjà appelé à voter à gauche au premier tour, se poursuit ainsi : « C'est dans l'unité qui rassemble, sur des revendications convergentes et mobilisatrices, que le syndicalisme prouvera son efficacité. Le résultat de l'élection présidentielle ne peut lui être indifférent. » Les signataires appellent les salariés « à faire barrage aux idées de l'extrême droite, qu'elles soient explicites dans ses propres rangs ou implicites dans les alliances transparentes ou non avec la droite ». « Pour tout cela, nous syndicalistes, appelons les salariés à confirmer sans réserve leur choix au deuxième tour : à gauche. »

Parmi les signataires figurent les deux membres socialistes du bureau confédéral de la CGT, MM. Daniel Angleraud et André Deluchat, et des responsables nationaux de la FEN comme MM. Louis Astre, Guy Le Neouannic et Jean-Paul Roux.

De leur côté, alors que leur confédération s'est abstenue de prendre position, plusieurs organisations de la CFDT ont appelé à voter pour M. François Mitterrand au second tour. La CFDT-Assurances appelle à reconduire M. Mitterrand à la tête de l'Etat, « tout en étant consciente que le pouvoir politique ne peut à lui seul apporter toutes les réponses

sans un mouvement social et syndical fort ». L'Union régionale CFDT de Basse-Normandie appelle « à voter Mitterrand en mettant en garde contre toutes recompositions politiques au centre sans rupture avec les pseudo-solutions libérales, qui seraient tout aussi impuissantes à contrer la montée du Front national ».

Pour l'Union confédérale des ingénieurs et cadres UCC-CFDT, « le 8 mai, au moment de déposer son bulletin dans l'urne, chacun d'entre nous refusera d'apporter sa voix à un candidat qui se risquerait à encourager un courant fascisant ». Pour la fédération des banques CFDT, il faut « tout faire pour que Chirac soit battu ».

La CFTC, la CGC et FO ont affirmé qu'ils ne donnaient pas de consigne de vote pour le second tour. Dans un éditorial de *FO-Hebdo*, M. André Bergeron invite le futur gouvernement à « prendre conscience » du problème posé par le score du Front national : « Ceux qui subissent les conséquences de difficultés de toutes sortes finissent par avoir le sentiment que plus personne ne les écoute. Et c'est ainsi qu'ils perdent confiance dans les partis politiques traditionnels et, d'une certaine manière, dans le mouvement syndical. Alors, ils se tournent ailleurs avec toutes les conséquences qui, à terme, peuvent en résulter. »

● M. Edouard Chammougon député (app. RPR) de Guadeloupe refuse le vote Chirac. — Les déclarations de M. Charles Pasqua sur ses « valeurs » communes avec le FN n'ont pas été appréciées par M. Edouard Chammougon, député (app. RPR) de Guadeloupe, qui a décidé de ne pas appeler à voter pour le premier ministre pour le second tour. « Je suis un député noir antillais (...) qui se hérisse contre ce racisme inné et cette xénophobie, et je refuse par conséquent de suivre cette majorité que j'ai toujours défendue. »

M. Rocard : « Ceux qui ont voté Hitler en 33... »

M. Michel Rocard, lors d'un meeting, le jeudi 5 mai à Paris (11^e), a rappelé que le « malaise » que représente le résultat de Jean-Marie Le Pen au premier tour des élections présidentielles appelle « le traitement social de l'électorat Le Pen », ce qui impose de « partir du concret et de l'aborder avec un esprit d'ouverture, de réalisme et de dialogue ».

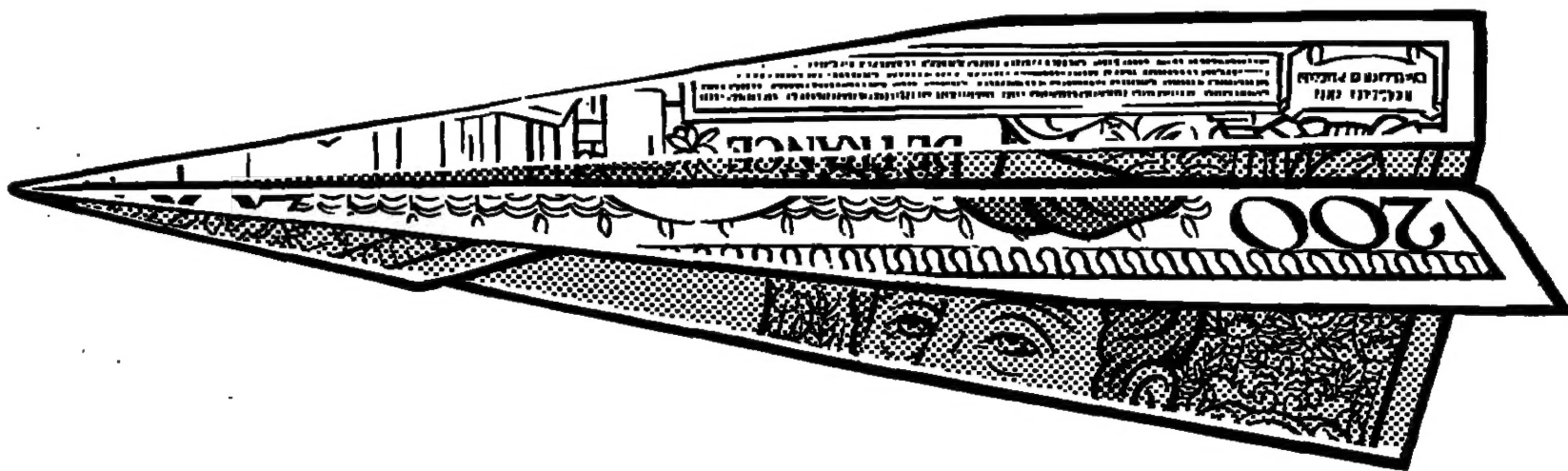
Mais l'ancien ministre socialiste s'est aussi adressé directement aux électeurs populaires du Front national en estimant « qu'ils se sont fourvoyés ».

« Les problèmes qu'ils rencontrent (...) » a souligné M. Rocard, sont les mêmes que ceux des autres Français ». Le député des Yvelines a lancé aux « Français qui veulent

protester : qu'ils s'abstiennent ! qu'ils votent nul, ou s'ils y tiennent, qu'ils votent blanc, mais qu'ils ne votent pas raciste ». « Leur message de protestation », a-t-il poursuivi, « aurait été aussi clairement entendu (...) et cela aurait évité de donner une emprise accrue à qui en fera forcément mauvais usage ».

Tout en rappelant que parmi les électeurs du Front national, « il y a sans doute de braves gens », M. Rocard n'a pas hésité à les comparer à « ceux qui ont voté Hitler en 33 », tout en affirmant « qu'ils ont été les premiers d'abord à regretter ce qui s'est passé ensuite, puis à en être eux-mêmes en fin de compte victimes ». Je leur dis simplement, a conclu M. Rocard : « réfléchissez-y avant ».

Paris-Londres 790f A/R* Bien entendu, vous pouvez refuser...



Vous voulez faire des économies? Partez à Londres. British Airways vous propose 8 vols par jour, 8 occasions pour vous de faire une bonne affaire.

BRITISH AIRWAYS

The world's favourite airline.

*Tarif soumis à des conditions particulières, consultez vite votre agent de voyages.



Politique

La campagne pour le second tour de l'élection présidentielle

Les VUES de Raymond Depardon



Jeu 5 mai, 17 h 30

Hôtel de Ville de Paris, Bernadette Chirac. Elle raccompagne M^{me} Georges Pompidou venue regarder une exposition de jeunes peintres. Elles ont parlé des otages et d'art. Mercredi, elle était avec son mari à Strasbourg

vendredi, à Clermont-Ferrand, pour le dernier jour de la campagne. Le regard clair, toujours très élégante, elle porte cet après-midi un tailleur de chez Guy Laroche. Attentionnée, elle me dit en partant : « Soyez prudent avec votre vélo dans Paris. »

La présidence au poker

(Suite de la première page.)

Le pays enfin sort des derniers jours d'une campagne nauséuse. Le miroir aux alouettes de la cohabitation, déjà fêlé, s'est soudain brisé le 28 avril lors du face à face télévisé entre le premier ministre et le président de la République. Pendant deux ans, les Français s'étaient peu à peu imprégnés de l'idée qu'ils vivaient, grâce à la cohabitation, dans une démocratie adulte, moderne. Un président de gauche et un premier ministre de droite avaient appris, pensait-on, à vivre ensemble sans haine et sans crainte. Et voilà que la cohabitation s'est effondrée sous les coups bas, les faux procès et les injures dont le camp de M. Chirac porte une bonne part de la responsabilité.

Voilà qu'à la veille de l'élection du président de la République au suffrage universel, scrutin qui est l'acte-symbole de la V^e République,

une manifestation s'organise, place de la Concorde, la mal-nommée, pour... la défense de la V^e République. Soudain resurgissent les mauvais prophètes qui considéraient que la gauche est, par nature, illégitime et son représentant un usurpateur.

Un objectif illusoire

Voilà qu'une opération militaire est décidée, alors que, selon l'Élysée, s'organise une médiation qui implique un consensus entre le président de la République et le premier ministre. Nul ne peut assurer qu'elle aurait réussi, mais il est mieux vala la tenter pour que chacun garde encore quelque foi dans les vertus du dialogue.

Comment penser que l'opération d'Ouvéa n'était pas fondée sur un objectif simple : drainer, sous le coup d'une émotion forte, un électo-

rat incrédule, ceux des électeurs de M. Le Pen tentés par l'abstention ?

Cet objectif est pourtant illusoire car M. Chirac n'est plus assez fort aujourd'hui pour ramasser cette mise-là, qui, à terme, pour remplir à nouveau les poches de M. Le Pen. Le premier ministre, au fond, essaie de rejouer l'histoire qu'il connaît, en pensant que les mêmes causes peuvent produire les mêmes effets : on joue sur un réflexe national, sur un réflexe d'ordre, en présentant la Nouvelle-Calédonie comme une Algérie new look. Manque simplement à l'appel de Gaulle lui-même.

Plus grave : qui ne voit qu'une telle façon d'agir discrédite — à terme bien sûr, car dans l'immédiat M. Chirac profitera de ce sursaut — la politique et ceux qui la font. L'histoire montre que le discrédit de la politique profite d'abord à l'extrême droite.

JEAN-MARIE COLOMBANI

Ceux qui se sont « exprimés » au premier tour doivent « décider » dimanche prochain

déclare M. Chirac à Marseille

MARSEILLE de notre envoyé spécial

Tout au long de son périple du jeudi 5 mai — Lyon, Ajaccio, Marseille — M. Jacques Chirac a semblé revivre cette nuit pendant laquelle, sur son ordre, les militaires avaient « engagé une action contre les rebelles et les terroristes, en Nouvelle-Calédonie, afin de libérer les otages français pris par surprise et sauvagement traités ». Le premier ministre a rendu hommage à l'armée et, particulièrement, aux « deux soldats français » tués, qui « par leur courage et leur sacrifice ont rendu l'honneur à notre pays ».

A Lyon, en réponse aux « vives pertes » déplorées par M. Raymond Barre, M. Chirac a parlé des deux soldats tués et de ceux qui ont été blessés, « à l'issue d'une opération menée par une poignée de terroristes qui ont été neutralisés ». Il a ajouté : « Je partage sans réserve le propos de Raymond Barre sur la nécessité d'un effort de développement, de dialogue, d'appeler tous les Calédoniens responsables, quelle que soit leur origine et quels que soient leurs engagements, à s'engager ensemble sur la voie de la compréhension. » Pour le premier ministre, cependant, comme il l'a dit le soir à Marseille, les indépendantistes qui avaient mené l'opération d'Ouvéa sont des « rebelles » et des « terroristes », et il a dénoncé « la barbarie de ces hommes, si tant est qu'on puisse les qualifier ainsi ».

Ma volonté, a-t-il déclaré à Ajaccio, c'est celle de l'ouverture et du dialogue, mais je ne négocierai jamais quoi que ce soit sous la contrainte. Qualifié, à Marseille, par M. François Léotard, de « capitaine courageux », M. Chirac a répété ce qu'il venait de dire en Corse : « Je n'admettrai pas, ni en Nouvelle-Calédonie ni ailleurs sur le territoire de la République, que des gens se réfugient dans la violence. »

Le premier ministre s'est félicité de la libération des otages du Liban, en regrettant la mort de Michel Serrati et en formulant une pensée pour les otages étrangers, pour la libération desquels « la France pourra agir, car c'est, aussi, notre problème ». La promesse qu'il s'était faite lorsqu'il avait été nommé premier ministre a été tenue. « J'avais dit, a souligné M. Chirac, que je gouvernerai jusqu'au dernier jour et que personne ne m'arrêtera en cause mon autorité de chef du gouvernement. Chacun doit savoir que, quel que soit le résultat de l'élection présidentielle, la France sera gouver-

née jusqu'à la nomination du prochain premier ministre. »

Tous les moyens nécessaires

Cette autorité, M. Chirac l'a affirmée à Ajaccio, devant plusieurs centaines de ses partisans enthousiastes, en observant qu'« il y a un problème en Corse » et que « la réponse se trouve, d'abord, dans un développement économique harmonieux », mais en appelant, aussi, les élus à s'aviser que « les jeunes gé-

nées la dignité, la liberté et la sécurité de chacun ».

M. Chirac est prêt à tous les efforts d'aide économique et fiscale, mais, a-t-il souligné, « cela ne servirait de rien si quelques-uns, ici, avec, hélas ! la complicité de beaucoup — c'est une des faiblesses de la Corse — créaient un climat incompatible avec le développement ». « Tous ensemble, a-t-il conclu, nous devons engager l'effort, nécessaire pour ramener ou réduire quelques égarés. »

A Marseille, devant une assistance de plusieurs milliers de personnes qui lui ont réservé un accueil délirant, M. Chirac a observé qu'il reprend à son compte « les principales propositions de Raymond Barre ». « C'est d'un projet commun que je me sens, aujourd'hui, porteur », a-t-il affirmé. Puis il s'est adressé à ceux qui, ayant pu « s'exprimer dimanche dernier », vont devoir « décider dimanche prochain », notamment à ceux que préoccupe la défense de « l'identité nationale ». Il a dénoncé l'« escamotage » des vrais débats auquel M. François Mitterrand se livre, selon lui, en voulant rassembler autour de lui contre « le Front national », courant qu'il a « créé et amplifié » par sa politique, pendant cinq ans, et en établissant le scrutin proportionnel.

« Je suis un homme de dialogue, de concertation, mais je suis un homme allergique à tous les oukases, d'où qu'ils viennent, et je n'ai pas l'intention d'en recevoir de gens pour lesquels, de surcroît, je n'ai ni estime ni respect », a déclaré M. Chirac, avant d'appeler les jeunes à se mobiliser pour créer « une société de confiance, ouverte sur le monde, ouverte sur l'Europe, ouverte sur les autres ».

P.J.



« rations doivent être comprises », de même que l'« identité » de la Corse doit être « respectée ». « Ceux qui contestent, quelle que soit la nature de leur contestation, ont le droit d'être écoutés et entendus », a dit M. Chirac, mais, face à ceux pour qui « la violence sert de réflexion », il faut « assumer tous les moyens nécessaires pour que soient respec-

L'ivresse

On aurait pu parier, mais c'était peut-être d'avance, Jacques Chirac n'a pas résisté, ou si peu, à l'ivresse de se faire accompagner, tout au long de sa journée électorale, par les fantômes des otages de Beyrouth, de « celui qui n'est pas revenu, Michel Serrati », des gendarmes d'Ouvéa et des mystères entourant encore l'opération militaire de Nouvelle-Calédonie.

Et aurait-il voulu oublier, s'abstraire, que les foules regroupées à Lyon, à Ajaccio ou à Marseille l'auraient sans doute paré de l'aura d'une nuit riche en rebondissement. Les supporters du premier ministre candidat ont placé, jeudi, leur espoir de victoire dans les émotions fortes des dépêches d'agence. Aurait-il voulu négliger l'occasion qu'on l'aurait sans doute accueilli quand même comme un général d'armée au retour d'un combat gagné.

Plus qu'un autre, Jacques Chirac est sans doute sensible aux atmosphères de fesse et de souffre. Il s'y laisse entraîner. A Lyon, seule la présence de Raymond Barre a « déjoué le républicain » à un « un, un, un », sa fougue. Le candidat de l'UDF avait, dans son rappel des événements de Nouvelle-Calédonie, mêlé « tant de vies perdues », canaques et militaires unis dans un même drame. Le candidat de la majorité ne pouvait pas faire moins que de s'en tenir, pour quelques heures encore, à cette pondération. Dans la salle de presse, voisine de sa tribune, défilait encore les images du retour des otages. On commençait la soirée récit de Jacques Chirac, premier ministre, à l'aéroport de Villacoublay.

Mais cette résistance du fléau et de la convenance ne pouvait être que de courte durée. Ajaccio et la Corse se préparaient à la part des choses. Galvani, malgré une nuit de veille, dopé par ce court brutal d'une histoire précipitée, Jacques Chirac épousait alors les attentes mythologiques de la foule insulaire. Déjà, il n'évoquait plus l'action des gendarmes d'Ouvéa, mais celle des « militaires français », comme si la France des quatre continents, une France des songes coloniaux, revenait visiter, habiter le candidat avant le second tour de l'élection présidentielle.

Pour les Corses, il retrouvait une langue d'un autre âge, des images enfouies. Il brassait les actions de gloire des siècles passés. « Lorsqu'il s'agit de l'honneur et de la grandeur de la

France, [...] il y a toujours eu des Corses pour se mobiliser plus que les autres. »

Et puis, comme l'occasion était décidément trop belle, Jacques Chirac choisit de rendre confiance aux insulaires lassés de leur propre violence. La Nouvelle-Calédonie devenait la menace exemplaire qui attendait les extrémismes, là ou ailleurs. « Nous ne sommes pas en Corse, dans une jungle de civilisation [...]. Il était prêt, fort des événements de la nuit, à « utiliser les moyens nécessaires, tous les moyens nécessaires pour que soit respectée la liberté de chacun ». La Corse chiraquienne comprenait, elle appelait même de ses vœux d'autres opérations d'Ouvéa. L'assaut. La fau. La gloire. Jeudi, Jacques Chirac charria des nostalgies pour donner du moral à ses troupes.

Dialogue avec l'Histoire

Lui-même se perdait un peu dans ces phantasmes de grandeur trop simple. Les heures passaient, la fatigue définitivement vaincue pour la journée, il enfilait ses mots. Maltristée le matin, l'évocation du retour des otages du Liban et surtout le récit d'Ouvéa s'enfilait l'après-midi, et plus encore le soir, à Marseille.

Il rendait cette fois, devant des militants emportés, « hommage à l'armée française », « engagée » contre « des rebelles et des terroristes » pour libérer des « otages français ». Ce n'était plus la Nouvelle-Calédonie, mais la prise de Kolwezi. La violence avait été « réduite », comme un dernier carré. Les preneurs d'otages n'étaient plus des Canaques, mais des « barbares », des « hommes », que Jacques Chirac héritait à « qualifier ainsi ».

Poussé par la foule, il affirmait qu'« aucune négociation ne pouvait être ouverte avec des reviseurs », oubliant, dans son élan, que les Américains le soupçonnaient d'avoir payé trop cher la vie de nos otages. Habitué, tourmenté, il invoquait, comme un mandat gouvernemental, « Chacun doit savoir que la France sera gouvernée, jusqu'à la nomination du prochain premier ministre, par moi ! » Personne n'en doutait. Il ne restait plus que quelques jours, mais qu'importait ! Jeudi soir, Jacques Chirac ne dialoguait plus qu'avec l'histoire.

PHILIPPE BOGGO.

CORRESPONDANCE

Une lettre de M. B.-C. Savy

A la suite de l'article *Histoires d'off* (Le Monde du 30 mars), M. B.-C. Savy, député de la Nièvre, nous demande d'apporter les précisions suivantes sur la campagne « La faillite tranquille » des clubs Avenir et Liberté :

Dans votre numéro du 30 mars, vous vous étonnez, quand, annonçant la caravane publicitaire dans Paris, portant les affiches « La faillite tranquille », je n'ai pas fait savoir que j'étais député apparenté RPR. Lorsqu'un député fait mention de son titre, il n'est pas d'usage qu'il indique à quel groupe il appartient, ou à quel groupe il est apparenté. C'est à peu un secret que vous n'avez aucun mal à le découvrir.

Vous posez également la question de savoir qui paie la campagne d'Avenir et Liberté, et ce qu'elle coûte. Elle est tout simplement payée par les dons et cotisations des adhérents des clubs et la partie de la campagne qui a été affectée à cet affichage mobile, a coûté de l'ordre de 200 000 francs. Étant donné l'importance de notre organisation et le nombre de nos adhérents, il ne s'agit pas là d'une participation qui puisse soulever d'arrière-pensées.

Ce n'est pas parce que vous vous imaginez que nous tenions à rester « off » qu'il faut l'être vous-même en laissant planer un doute sur des problèmes très simples. Nous sommes convaincus que le retour d'un président socialiste ressuscitera la faillite qu'il a amenée en France pendant les années 81/86, et nous tenons tout simplement à le faire connaître aux Français.

La percée du Front national en Seine-Saint-Denis

Une lettre de M. Jean-Claude Gayssot (PCF)

Après la publication dans le Monde du 4 mai du reportage de Daniel Schneidermann, consacré à la percée du Front national en Seine-Saint-Denis, M. Jean-Claude Gayssot, député de ce département, secrétaire du comité central du Parti communiste, nous a adressé une lettre dont voici les principaux passages :

Votre journal vient — une fois de plus — de se distinguer dans ce qu'il faut bien appeler une véritable agression contre notre parti. Votre « une » et une demi-page serrée de mépris affiché sur les faits, pour la Seine-Saint-Denis et sa population, pour les électeurs communistes de ce département, cela fait beaucoup [...].

Vous écrivez — c'est le titre — « La Seine-Saint-Denis, du communisme au Front national ». Et tout est fait pour insinuer l'idée que ce sont les électeurs communistes qui ont voté pour Le Pen. Avec bien entendu l'indispensable allusion à Doriot, pour faire bon poids ! Et pourtant ce jugement péremptoire est à l'opposé des rares éléments précis cités dans l'article même : le choix de Le Pen par les « gendarmes de Rosny », par le « patronat d'Aubervilliers », par les « commerçants juifs des Lilas » (précisez la finesse du trait !). Tout cela ne contribue guère à fonder la thèse qu'il s'acharne à tout prix à élayer [...].

En lisant les pesantes assertions de votre journaliste, je me dis que, décidément, il y avait sans aucun doute beaucoup de communistes

méconnus en Alsace puisque Le Pen y fait plus de 20 % des voix !

Pourquoi ne pas préférer à l'égrégation hasardeuse des témoignages l'analyse des faits, qui montre avec une particulière acuité en Seine-Saint-Denis — mais c'est vrai ailleurs — que la montée du Front national provient d'une radicalisation de l'électorat de droite, et que l'électorat communiste manquant s'est au contraire pour l'essentiel porté, à cause du mécanisme même de l'élection présidentielle et des comportements qu'il induit, sur François Mitterrand dès le premier tour.

Et pourquoi ainsi mépriser l'électorat communiste en l'assimilant à l'électorat du Front national ? Votre journal lui-même a publié il y a quelques jours un sondage sur les opinions des différents électeurs. On y voit que, sur les grandes questions de société (peine de mort, droit à l'avortement, société multiraciale, Bourse...), l'électorat communiste y est — et de loin — le plus progressiste et que, à l'inverse, celui du Front national y est le plus réactionnaire. Bref, qu'il ne s'agit pas de deux électeurs proches au point de pouvoir s'identifier mais de deux électeurs clairement opposés, dont on perçoit sans peine lequel est porteur d'avenir.

A moins que ce constat et cette évidence ne s'appliquent pas aux électeurs communistes de Seine-Saint-Denis !

En réalité ce département, populaire et industriel s'il en est, ne cesse d'être frappé par l'austérité imposée par les gouvernements de droite et

socialiste. Ce n'est donc pas le paradis. Beaucoup reste à faire.

Mais ce n'est pas l'enfer que vous en faites. Les réalisations dans le domaine social, pour lutter contre les injustices et les plus flagrantes, pour venir en aide aux familles en détresse, pour favoriser l'expansion de l'enfant, sont indiscutables.

Imaginez que vous appliquiez à d'autres partis le traitement que vous infligez au nôtre ? Oui, imaginez ce qu'il vous faudrait écrire de vos amis socialistes puisque, à Confians-Sainte-Honorine, à Belfort, à Villeurbanne, à Bondy, à Epinay-sur-Seine, à Lille... il y a une percée de Le Pen supérieure à la moyenne nationale. Et que faudrait-il dire de Marseille, où les « taupes lepénistes » ont percé « le béton » d'un fief socialiste de trente-cinq ans pour devenir le premier parti de la ville.

[L'Humanité du vendredi 6 mai reproche au Monde de refuser à ses lecteurs le lecture de ce texte. La lettre de M. Gayssot est datée du 4 mai, mais peut-être l'Humanité l'avait-elle reçue avant nous ? Le député de Seine-Saint-Denis n'avait en tous cas pas pris connaissance quand il nous a écrit de l'entretien accordé à M^{me} Jeannette Thorez-Vernier à l'Événement du jeudi. La venue de l'ancien secrétaire général du PCF y est déclarée un effet : « Il est ridicule de prétendre comme le fait l'Humanité, que ce serait essentiellement à droite que le chef du Front national a pué de nouveaux suffrages. Les faits démontrent que c'est dans les basses couches communistes de Paris, dans les arrondissements de Paris, dans les départements industriels où sévissent les bas salaires, le chômage, qu'il a réalisé ses plus grands pourcentages.]

En réalité ce département, populaire et industriel s'il en est, ne cesse d'être frappé par l'austérité imposée par les gouvernements de droite et

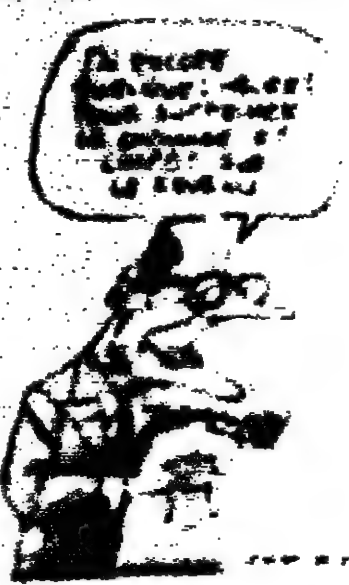
صكنا من الأهل

présidentielle

et « exprimés » au premier tour
leider » dimanche prochain
re M. Chirac à Marseille

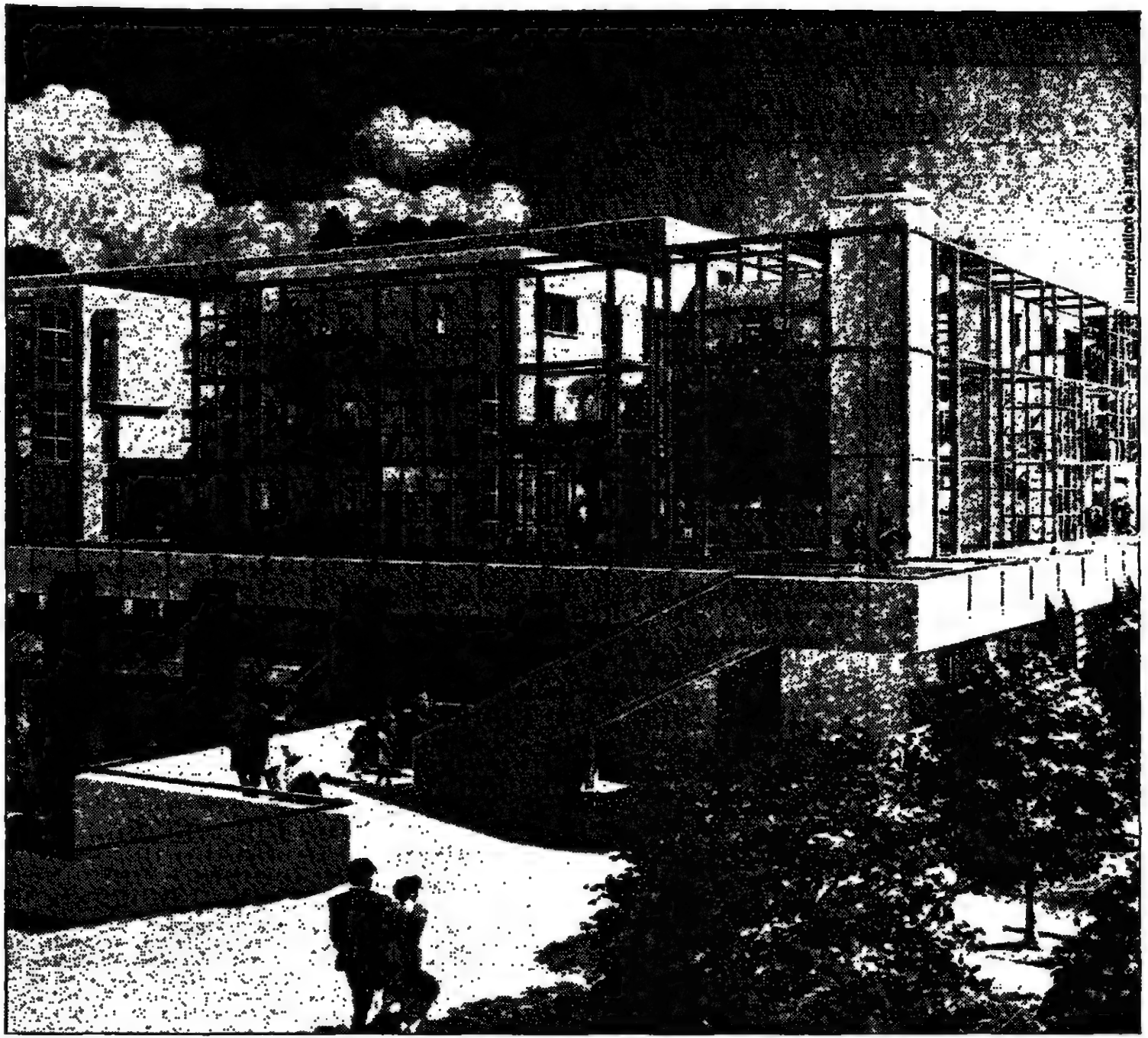
Tout le service administratif

Cette semaine, M. Chirac a
annoncé qu'il allait quitter
son poste de ministre de l'Intérieur
pour se consacrer à sa campagne
électorale. Cette décision a été
prise après une longue réflexion
et a été annoncée à la presse
par le ministre lui-même.



L'ivresse

Le vin est un produit de la culture
et de la civilisation. Il a toujours
été consommé par l'homme. Mais
c'est à partir du XVIIIe siècle que
le vin a commencé à être considéré
comme un produit de luxe. C'est
alors qu'il a commencé à être
consommé par les classes sociales
supérieures. C'est aussi à cette
époque que le vin a commencé à
être consommé par les classes
sociales inférieures. C'est ainsi
que le vin a commencé à être
consommé par tous les Français.



PARIS

« Les Villas du Parc »

Carrefour des Sciences et des Arts, le Parc de la Villette est
le fleuron des réalisations contemporaines de la capitale.
Face à la Cité des Sciences et de l'Industrie, CAPRI construit
une résidence de qualité composée « d'immeubles villas »
organisés autour d'agréables patios paysagés.
Les appartements, du studio au 5 pièces duplex avec balcons
et jardins d'hiver, sont spacieux et lumineux.
Une résidence aux couleurs du temps, dans un quartier où
tradition et modernité se mêlent harmonieusement.

Bureau de vente sur place : Angle Avenue Corentin Cariou et Boulevard Mac Donald
ouvert tous les jours de 14 h à 19 h sauf mardi et mercredi - Tél. 40.36.06.49



GROUPE CAISSE DES DÉPÔTS DÉVELOPPEMENT

Je souhaite une documentation sur « Les Villas du Parc »

Nom :

Adresse :

Tél. dom. :

Tél. bur. :

CAPRI Immeuble PFA 92076 Paris La Défense Cedex 43

MONTPELLIER LES 28, 29, 30 SEPTEMBRE 88

Georges FRÊCHE,
Président du Comité d'Organisation,
Président de Montpellier
L.R. Technopole

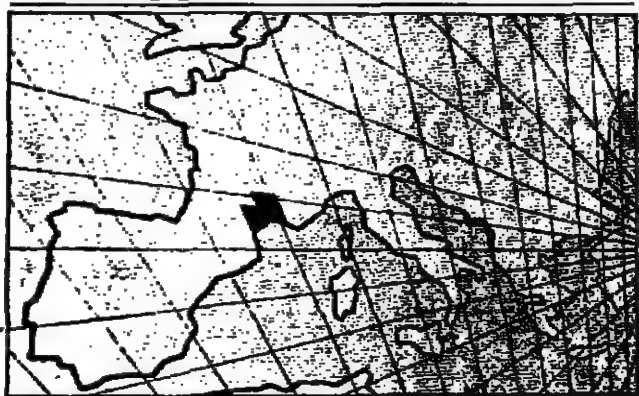
Michael RYAN,
Président du Club International
des Technopoles

et

vous accueillent au

4^e CONGRÈS INTERNATIONAL DES TECHNOPOLES

MONTPELLIER



L.R. TECHNOPOLE



**CLUB DES TECHNOPOLES
INTERNATIONAL ASSOCIATION
OF SCIENCE PARKS**

A partir de modèles divers (Silicon Valley aux Etats-Unis, Sophia Antipolis en France...), technopôles et parcs scientifiques se sont multipliés à la fin des années 70 et dans le courant des années 80.

Cette multiplication est liée à la révolution technologique en cours. Quelle que soit la diversité des expériences, une certitude commune les relie : celle que l'avenir passe par la densification des relations recherche-industrie.

En tant que Président de Montpellier L.R. Technopole, je serais heureux de vous accueillir à Montpellier en 1988 et de vous convier à réfléchir, à partir des premiers résultats obtenus, sur les effets de diffusion que peuvent avoir les technopoles et les parcs scientifiques sur le tissu économique environnant, à la fois du point de vue géographique et du point de vue de leur impulsion au bénéfice des PME.

C'est donc à un examen de conscience très volontariste que je vous invite avec le ferme espoir que nous saurons aider ainsi à dégager les nouvelles formes de croissance du 3^e millénaire.

Frêche

Georges FRÊCHE
député-maire de Montpellier

Pour tous renseignements : MONTPELLIER L.R. TECHNOPOLE - 40 bis, rue Fabert, 75007 Paris - Tél. : (1) 47 53 89 78

**En l'an 2000, à Montpellier
l'intelligence ne sera pas uniquement artificielle**



L'ÉTAT DE LA FRANCE PENDANT LA RÉVOLUTION (1789-1799)

Sous la direction de Michel Vorelle

La Révolution française de 1789 en actes, un événement historique majeur étudié par le menu, ses causes et ses conséquences, immédiates ou lointaines. C'est ce que propose cet ouvrage original, qui permettra à un large public de (re)découvrir la Révolution, ses temps forts, ses longues respirations sociales et culturelles.

■ 195 articles présentent la vie quotidienne, les acteurs, l'économie, la politique, les arts et la culture, l'armée et les guerres, l'environnement mondial, les répercussions idéologiques et juridiques de la Révolution.

■ 95 historiennes et historiens ont confondu leur savoir afin d'offrir, sans a priori, sans esprit d'école, une image vivante et contrastée de cette extraordinaire décennie.

■ Une chronologie mondiale rappelle les principaux événements contemporains de la Révolution.

■ Une bibliographie générale sélective et 127 bibliographies thématiques indiquent les meilleures sources pour approfondir telle ou telle question.

■ 34 cartes et schémas complètent utilement cet ouvrage.

■ Un index de 1250 entrées facilite la lecture.

Parmi les auteurs :

Maurice Agulhon, Jean Bart, Yves Benot, Jean-Paul Bertaud, Serge Blanchu, Olivier Blanc, Françoise Brunel, Jacques Dupâquier, Arlette Forge, Florence Gauthier, Jacques Godechot, Jean-Pierre Goubert, Jean-Yves Guennep, Dominique Julia, Claude Manceron, Raymond Monnier, Marie-Vic Ozouf-Marignier, Claude Potlière, Bernard Plongeron, George Rudé, Denis Woronoff.

608 pages, relié, 198 F.

LA DÉCOUVERTE



Politique

Vingt ans après le « printemps étudiant » de 1968

Traces de mai

(Suite de la première page)

Il y a d'abord le souvenir qu'en garde la France. Il est massif. Les enquêtes d'opinion attestent qu'aux yeux des Français mai 68 est l'événement le plus important depuis la seconde guerre mondiale. Plus important que la guerre d'Algérie, la croissance économique, les crises, les guerres du Proche-Orient ! Il faut que ce « grand déchaînement », ce « carnaval », cet « accès de démence collective » dont parle blémement Raymond Aron — avant d'admettre bien plus tard qu'il avait changé la France... en mieux... — ait été une rude et profonde secousse pour que, vingt ans après, les Français en aient gardé au cœur un si vif souvenir. En bien ou en mal. C'est un fait : mai 68 a marqué l'imaginaire national et son mythe fait partie de l'âme collective du pays. Il fait référence, soit comme repoussoir, soit comme un bonheur perdu. Et le mythe est transmis par ceux qui l'ont vécu (ou subi) à ceux qui n'étaient pas nés mais grandiront dans l'idée de cette terrible année, comme les jeunes révoltés de 1968 avaient grandi dans le resserrement des guerres après lesquelles ils étaient nés.

Un mythe et un malentendu. Certains ne veulent en conserver que le souvenir de quelques autos brûlées dans Paris et de la frayeur que leur inspirèrent les « enragés », comme disaient les journaux. D'autres, à l'inverse, embellissent à l'envi la libération de la parole, le déferlement des mots. Comme si, avant, on ne s'était jamais rien dit et si, après, on ne se serait jamais rien dit de comparable. Souvenir amer d'une révolution qui faillit avoir lieu, et s'achèvera par la claque des urnes et cette Chambre « introuvable » de juin 1968, où l'on vit autant de députés gaullistes qu'il y avait de pavés rue Gay-Lussac.

Souvenir exalté de cette « illusion lyrique » dénoncée alors par Malraux, mais qui faisait tellement de bien à ceux qui la ressentait. Souvenir traumatisant des fuyards du capital gagnant la Suisse à toutes jambes. Souvenir grotesque des automobilistes de la Pentecôte 1968, enfila libres d'aller en cortège s'embrasser sur les routes de France, et pique-niquant pour oublier. Souvenir amers de toutes ces pertes entendues alors, de ces paroles définitives proférées, dans un camp comme dans l'autre, et dont l'exacte retranscription pourrait donner lieu à un solide bétisier.

« Histoire d'Amour »

Où souvenirs radicaux d'une période lumineuse comme une lecture de jeunesse, l'été, au soleil. « Il faut », écrit Philippe Sollers (dans le *Figaro magazine*, s'il vous plaît...) « que quelqu'un se dévoue pour dire que mai 68 a été, avant tout, une histoire d'amour [...] la nostalgie de l'été, la peur rétroactive et confuse qu'il inspire est là ». Une mémoire radicalement individuelle, dans ce pays, porte en lui quelques parcelles de cette fantasmagorie. Il est naturel qu'elles diffèrent de l'un à l'autre, mais cela ne dispense pas de se demander ce qui, au-delà des biographies retrouvées, a laissé trace dans la France, au-delà de l'anecdote.

Deux excès contraires, en ce domaine : mai 68 n'a servi à rien, feu de paille médiatisé — comme on ne disait pas encore — à l'étranger ; mai 68 a changé la vie et « rien n'est plus comme avant ». Parmi les excès de la première catégorie on peut ranger ceux qui, aussitôt remis les pavés de mai — qu'on vendait ces jours-ci à Drouot, 120 F pièce... — ont mis un monochor sur leur frayerie et ont entrepris de minimiser le mouvement. Ce sont les adeptes du déni de Mai : ce fut un hoquet de l'histoire, le dernier relâchement du dix-neuvième siècle des révolutions. D'autres, moins dénégateurs mais tout aussi cruels, estiment que

mai 68 aura été une vaste supercherie préparant, sous des dehors collectifs et conviviaux, la montée de l'individualisme malséant et narcissique qui triompherait dans les années 80.

A l'inverse, un courant, que l'on pourrait qualifier de béat, a cru qu'en 1968 tout avait basculé. Qu'on était passé cette année-là, pour reprendre une expression que Jack Lang utilisait à propos d'un autre mois de mai... — « des ténébreux à la lumière ». Que rien ne serait comme avant, que toutes les évolutions, toute la modernité auraient trouvé leur source à la faveur de ce grand craquement. « Tout est possible ! » s'était écrit un syndicaliste André Barjonet, au fameux meeting de Charléty. Pendant des années, on le croirait encore, jusqu'à la triste fin des « Lip » autogérés... Car tout ne serait pas possible. Le gauchisme finirait par s'autodétruire collectivement, ses dirigeants se dissolvant, à titre individuel, dans les

soixante-huitards étaient reconnus majeurs, à retardement !

On le voit, il serait aussi vain de dire que mai 68 a tout changé que de prétendre l'inverse. Il faudrait plutôt tenter, secteur par secteur, un compte des pertes et profits de cette révolution étrange du « baby boom » : la première qui n'ait connu aucune guerre et ait eu le privilège de grandir quand l'expansion paraissait devoir durer toujours. « 68 », écrit encore René Rémond, « n'a rien laissé dans les institutions, le droit ou la législation (...) mais 68 a modifié en profondeur les mentalités et les comportements ; rien n'est, depuis, tout à fait comme avant ». Pour le droit c'est vite dit : la section syndicale d'entreprise est une conquête de mai (plutôt de juin...) 1968, et la « loi Faure » sur les universités en fut une conséquence directe. Mais c'est vrai que l'essentiel est ailleurs : dans les têtes.

Que peut-on affecter à mai 68



alvéoles d'une société finalement assez accueillante pour les plus doués d'entre eux, dans la pub, la presse, etc... la révolution culturelle n'excluant pas les soucis de carrière.

Le féminisme — cette progéniture incontestable de mai — a force d'être récupéré dans sa partie admissible (avortement libéralisé, partage des tâches, accès à un peu plus de responsabilités) finirait pas s'étioler ou se radicaliser, se réfugiant dans des chapelles aussi minuscules qu'inaudibles. Toutes les luites marginales se heurteraient soit à la récupération marchande, soit à l'acceptation partielle de leurs différences, soit à une fermeture qui redevenirait de saison (des luites homosexuelles à celles des prisonniers des révoltes de prostituées à l'anti-psychiatrie...)

Loins de se crispier durablement, la société française entendit certaines leçons de mai et la « droite civile » — comme écrivait plus tard Serge July — sut amortir efficacement le choc de ces mouvements sociaux partiels dont on pouvait, partiellement accepter les revendications dès lors qu'elles ne menaçaient pas tout l'édifice. Ce fut, au fond, la mission essentielle du gauchisme que d'intégrer habilement, à partir de 1974 — six ans après — tout ce qui pouvait l'être sans risque. Et ce n'est pas un hasard s'il revint à ce président-là, et non à Georges Pompidou qui restait le symbole d'une forme paternaliste d'autorité, d'instaurer le droit de vote à dix-huit ans. Les

dans les mentalités et les comportements de l'époque ? Peut-être, par-dessus tout, un certain type de relation à l'autorité, dans l'entreprise, à l'école, dans la famille et la nation. Le pouvoir absolu — fût-il paternel — n'est plus toléré. Et le pouvoir le sait. Tous les pouvoirs ont compris l'importance de la « communication », de l'explication, de l'adhésion aux décisions qui engagent l'avenir d'une collectivité. Commander ne suffit plus, il faut se faire comprendre. Quant à la famille, valeur-refuge par les temps qui courent, elle se porte très bien, merci, au moins dans les sondages ! Est-ce dû au reflux vers la sphère privée face à l'incertitude des temps ? N'est-ce pas plutôt la conséquence du fait qu'à la différence de ce qu'elle était naguère elle représente désormais un espace de liberté ? Du moins quand elle fonctionne... Depuis vingt ans, la paternité et le patronat de droit divin en ont pris un vieux coup.

« Vingt ans après », écrit Laurent Joffrin, « c'est la part culturelle de mai qui triomphe silencieusement. La révolution des mœurs est faite ». (2) Proclamation peut-être optimiste, si on en juge par les relents de retour à l'ordre moral et d'aspiration aux limites qu'exprime le résultat du premier tour de l'élection présidentielle avec son nouvel effet Le Pen. Mais largement fondée, si l'on veut bien se souvenir du caractère « bloqué » (Michel Crozier), pour ne pas dire « coincé », de la France au milieu des années 60. Incontestablement, mai 68 a fait sauter des verrous. Il y a eu des manœuvres de retardement — notamment au temps de Georges Pompidou, souvenons-nous de l'interdiction loufoque d'*Hara Kiri hebdo*... mais, globalement, la détente des mœurs a été acceptée. C'est un autre débat de savoir si cette liberté nouvelle n'a pas eu des effets redoutables (divorces innombrables, sexualité tous azimuts, enfants perdus des crises parentales, toxicomanies rampantes). Reste que nul ne saurait aspirer à un retour au temps où le chef de l'État pouvait interdire un film inspiré de la Religieuse de Diderot !

Mai 68 aura fait peu de victimes sur le terrain — grâce au sang-froid du préfet de police de l'époque, Maurice Grimaud — mais beaucoup de victimes dans les têtes. On peut dater de cette année-là le début du déclin du Parti communiste et le commencement de la fin du prophétisme révolutionnaire. Ce sont bien les soixante-huitards qui, en mûrissant, ont assassiné — à la lumière du réel — les grandes figures qui encombraient leur romantisme mythologique : Mao, Castro, Guevara. Beaucoup d'entre eux ont joué un rôle moteur dans le décrochage de la société française — et notamment de la classe intellectuelle — par rapport à l'imaginaire du manichisme. La crise, il est vrai, les y a aidés. Henri Weber, qui fut l'un d'eux, décrit nettement la fin du manichisme : « Si la société parfaite n'existe pas, écrit Henri Weber, qui fut l'un d'eux, la société absolument mauvaise non plus. » En réduisant le champ des possibles, ajoute-t-il, en ramenant la vieille anxiété, l'antique crainte des lendemains, la crise rappelle chacun au principe de réalité » (3).

« Une réforme réussie »

Au total, qu'aura laissé d'essentiel mai 68 à la société des vingt années qui suivraient ? Henri Weber et Laurent Joffrin le résument tous deux dans une consécration de la démocratie occidentale. « La génération de mai 68 », écrit le premier, « est la garante des conquêtes démocratiques et libérales acquises au cours des vingt dernières années ». « Mai 68 », écrit le second, « ne fut pas une révolution ratée, mais une grande réforme, une insurrection démocratique. Car, vingt ans après, il en restera non une révolution manquée, mais une réforme réussie. » Quant à Hervé Hamon et Patrick Rotman, les fameux duettistes de *Génération*, ils estiment qu'avec la crise qui surviendrait peu d'années après 1968, « ce qui s'est effondré, peu à peu, ce qui s'est effrit, c'est la clé de voûte : l'anticapitalisme » (4).

Ainsi tout serait clair. Mai 68 provoqua une crise de régime mais n'aurait finalement pas été une tentative de révolution politique : un remaniement culturel, une entrée en modernité, une initiation pour les temps nouveaux qui seraient marqués par l'effondrement du marxisme, l'assimilation du prolétariat, l'acceptation du profit, la fin pathétique des « modèles » socialistes, le refus des autoritarismes. En bref, les épousailles de la France modernisée avec la démocratie. On peut le dire, en effet, vingt ans après. Mais cela suffit-il à rendre compte de cette sorte de jouissance de l'événement qui se vécurent alors ? Peut-on encore en parler et tenter de faire comprendre — sans trop radoter — l'exaltation puis la détresse de ce printemps bouleversé ? Confusément, on sent que non.

BRUNO FRAPPAT.

(2) Mai 68, histoire des événements, Laurent Joffrin, éd. du Seuil, coll. « Points politiques », 376 p., 42 F.

(3) Vingt ans après, que reste-t-il de 68 ? Henri Weber, éd. du Seuil, 224 p., 89 F.

(4) Génération II : les années de poudre, Ed. du Seuil, 696 p., 139 F.

Politis

LE NOUVEL HEBDO DU JEUDI

MAI 68 SOUS LES PAVÉS VINGT PAGES ! UN NUMÉRO DE RÉFÉRENCE

● L'esprit de mai ● Une vague venue de loin ● Les merveilleuses histoires de l'Onde Étienne (BD) ● Le mai des syndicats ● Que reste-t-il de nos révolutions ? Ben Said/Weber ● Geismar/Castro ● Vos lettres ● Les livres, les photos, les affiches de mai ●

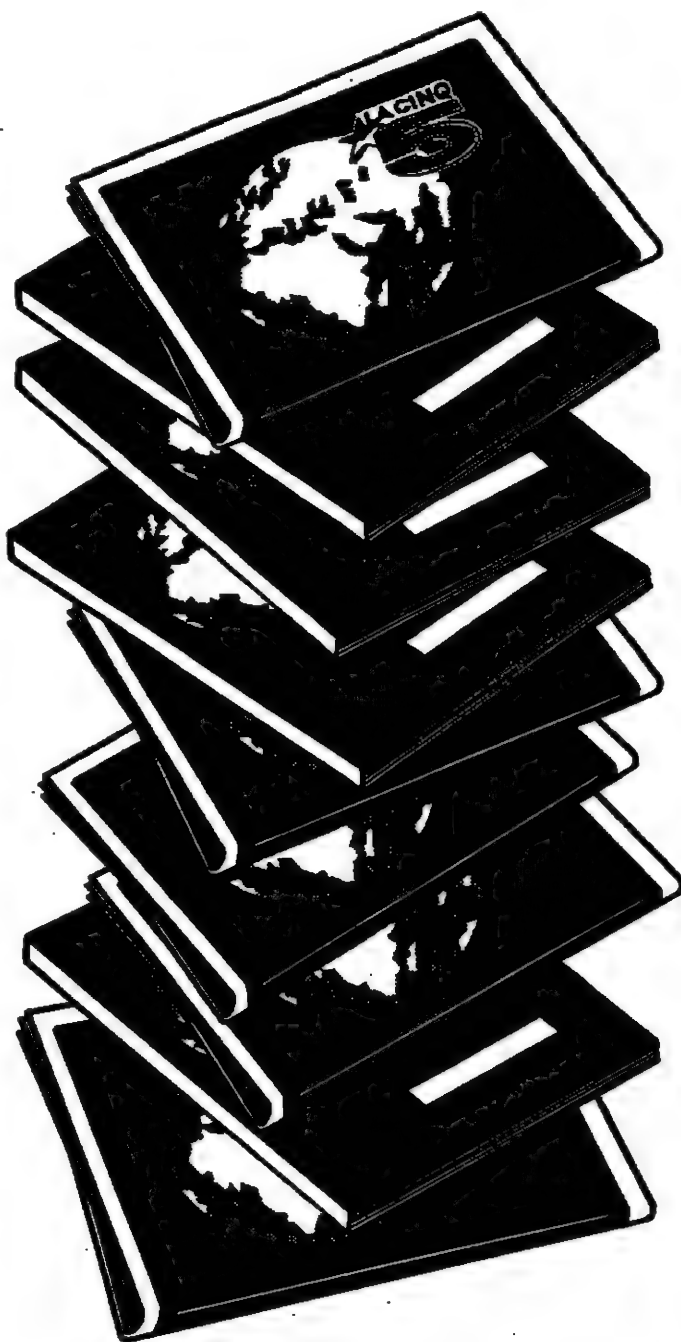
GOUVERNEMENT ? ... c'est page 234 du

Dictionnaire de la CONSTITUTION CUJAS 640 p. 98 F.

REFERENDUM ? ... c'est page 396 du

Dictionnaire de la CONSTITUTION CUJAS 640 p. 98 F.

TRAVAILLEURS
UNIS



SAMEDI

LE JOURNAL
PERMANENT
5H 7H15

CIRCUIT
11H30 12H

RÉUSSITES
12H 12H30

REPORTERS
12H30 13H

LE JOURNAL
13H 13H30

LE JOURNAL
IMAGES
18H55

LE JOURNAL
19H58 20H35

TÉLÉ MATCHS
23H30 0H50

LE MINUIT
PILE

LE JOURNAL
DE LA NUIT



DIMANCHE

LE JOURNAL
PERMANENT
5H 7H15

LE JOURNAL
13H 13H30

TÉLÉ-MATCHS
15H30 17H10

LE JOURNAL
19H58 20H35

LE MINUIT
PILE

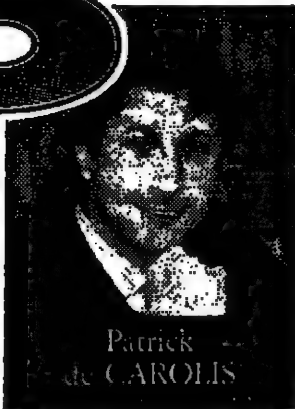
LE JOURNAL
DE LA NUIT

L'INFO SUR LA CINQ.

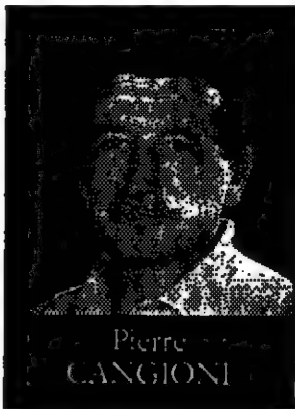
Le week-end, rien ne vaut un bon fauteuil,
quelques bons journaux et quelques bons magazines.



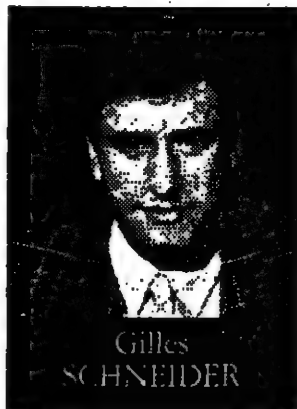
LA TÉLÉ QUI NE S'ÉTEINT JAMAIS.



Patrick
de CAROLIS



Pierre
CANGIONI



Gilles
SCHNEIDER



Marie-France
CUBADDA

PATRICK DE CAROLIS: SAMEDI 12 H - 12 H 30 REUSSITES, 12 H 30 - 13 H REPORTERS.
PIERRE CANGIONI: SAMEDI 11 H 30 - 12 H CIRCUIT, 23 H 50 - 0 H 50 TELE-MATCHS, DIMANCHE 15 H 30 - 17 H 10 TELE-MATCHS.
GILLES SCHNEIDER: SAMEDI ET DIMANCHE 13 H - 13 H 30 LE JOURNAL. MARIE-FRANCE CUBADDA: SAMEDI ET DIMANCHE 19 H 58 - 20 H 35 LE JOURNAL.

Société

JUSTICE

Réticences au ministère de l'économie

Les surprises financières des nouvelles prisons

Officiellement, le programme des 15 000 nouvelles places de prison dont M. Chandon a choisi de doter la France avant 1992 va, comme l'on dit dans ses services, à « un train d'enfer ». Une fois oubliées les querelles des premiers temps entre les tenants du « tout privé » et ceux du « tout public », balayé d'un revers de manche un directeur de l'administration pénitentiaire, M. Arène Lax, qui ne semblait pas faire l'affaire, vite expédiée la nomination, à la tête de la toute nouvelle direction déléguée à la création de nouvelles prisons, de M. René Eladadi, ingénieur en chef des Ponts et chaussées, le fameux « programme 15 000 » semblait en bonne voie.

Le 16 décembre, on connaissait le nom des groupes lauréats : Fougerolles-Sodeco, Spies-Batignolles-Lyonnaises des eaux, Grands travaux de Marseille et Dumez Bouygues, pourtant bien en cour, n'avaient pas été retenus et ne cachait pas son amertume. Le 17 décembre, on présentait les maquettes à la presse qui saluait l'exploit en soulignant la rapidité des entreprises plutôt que l'originalité des choix (le Monde du 18 décembre 1987). Le 22 mars, la commission des marchés, fonctionnant auprès du ministère de l'économie et des finances, rendait un avis favorable aux quatre marchés de construction d'un montant global de 4,5 milliards de francs qui avaient, en réalité, été passés au cours de l'automne. Le 13 avril, la chancellerie était avec les responsables du monde pénitentiaire la signature des conventions liant — pour ce qui est de la construction de ces vingt-neuf établissements — les entreprises et l'Etat. Huit jours plus tard, M. Chandon posait la première pierre du centre de détention de six cents places de Bapaume (Pas-de-Calais).

Lorsque le « programme 15 000 » avait été présenté (le Monde daté 20-21 décembre), on s'était réjoui des économies offertes par la solution dynamique, voire « révolutionnaire », aménagée par le garde des sceaux. Les nouvelles prisons allaient non seulement mettre fin à une surpopulation pénale indigne d'un pays civilisé, mais aussi être strictement gérées à des coûts défiant toute concurrence.

En moyenne, annonçait-on, chaque place construite coûterait 270 000 F contre 400 000 F, et le prix de journée serait de 120 F en moyenne contre 170 F. Il ne restait plus alors qu'à boucler les marchés de fonctionnement : les entreprises privées, pour un marché global de 8 milliards de francs sur dix ans,

s'engageaient à assurer la gestion, la maintenance de leurs établissements, l'« hôtellerie » des détenus (nourriture, habillement, buanderie...), le chauffage, le secteur médical à l'exception des hospitalisations lourdes et, point capital, la formation, les structures favorisant la réinsertion des détenus.

Un surcoût trop élevé

Il apparaît pourtant que quelque chose gripe cette belle mécanique. Le 29 avril, au cours d'une réunion interministérielle présidée par M. Benmakhlouf et Rameix, conseillers techniques au cabinet du premier ministre, le représentant de M. Edouard Balladur, M. Christophe Blanchard-Digne, appuyé par ses collègues du budget, faisait valoir que le surcoût du marché de fonctionnement était « très élevé et qu'il aurait une incidence budgétaire importante si les mêmes conditions devaient s'appliquer à l'ensemble des places en construction ». Il demandait « le réexamen des marchés en cours d'élaboration ou de mise au point, en gardant à l'esprit que l'un des motifs du recours au secteur privé pour assurer le fonctionnement des nouvelles prisons était l'anticipation des économies de gestion ».

Bilan de la réunion : outre l'octroi de 40 millions de francs pour financer les réparations urgentes des prisons de Saint-Maur et d'Ensisheim, récemment dévastées par des mutins, les tranches conditionnelles du « programme 15 000 » « seront offertes dans la limite des autorisations de programme disponibles ». Cela conduit, « sur proposition du ministère de la justice, à reporter l'affermissement de la deuxième tranche conditionnelle de la zone nord ». Enfin, il faudra poursuivre la mise au point des marchés de fonctionnement. Autrement dit, il faut serrer les pécunies.

En revanche, le seul marché « bouclé », celui de Fougerolles-Sodeco sera soumis « sans retard » par le ministère de la justice à la commission centrale des marchés. En réalité, cela était déjà fait depuis une semaine environ. La commission ad hoc, intitulée « commission spécialisée des marchés d'approvisionnement généraux », présidée par le contrôleur général des armées Bergeron, devait, pensait-on, se réunir le 10 mai prochain. L'examen du dossier aux ministères des finances et du budget a fait grincer quelques dents. D'autant que, dans le même temps, les services de M. Balladur

recevaient l'audit, qu'ils avaient demandé à la chancellerie de faire réaliser par un cabinet indépendant, sur la gestion des établissements pénitentiaires fonctionnant aujourd'hui.

Un panel représentatif — prisons vétustes ou non, grandes et petites — était choisi. Selon l'audit, le prix du « détenu/jour » se situe autour de 90/95 francs. On est loin des 170 francs avancés au départ par la chancellerie. En moyenne, les entreprises privées lauréates du concours présentent des prix allant de 110 à 145 francs. Fougerolles-Sodeco, pour 3 800 places, présente un marché de 220 millions de francs par an pour dix ans, avec un prix de journée se situant entre 125 et 135 francs. Le privé, qui n'a aucune raison de jouer au philanthrope, baissant les coûts de construction, se rattrapait-il sur le fonctionnement ?

A la chancellerie, on a beau plaider que les chiffres de l'audit ne sont pas représentatifs, car ils ne tiennent pas compte des efforts faits en faveur de la réinsertion prévue dans le programme des 15 000 places plus que du coût des quartiers spéciaux destinés aux toxicomanes (c'est l'une des innovations de M. Chandon en dépit de l'hostilité de nombre de médecins et de praticiens du monde pénitentiaire), qui reviendront à 5 millions de francs par maison d'arrêt, les argentiers tiennent.

Au premier abord, cette attitude taquine ne surprend pas le ministère de la justice, où l'on sait bien que les financiers se font toujours un peu tirer l'oreille lorsqu'il s'agit de payer. L'on ne s'y étonne pas que les finances ne soient guère sensibles aux arguments « humanitaires » de la justice.

Mais la veille de l'élection présidentielle, chez M. Balladur et Juppé certains trouvent singulière la tête de la chancellerie à vouloir absolument faire figurer le dossier Fougerolles-Sodeco à l'ordre du jour du 10 mai alors qu'il devait être examiné en même temps que le dossier Dumez, le 24 mai. La chancellerie, après de vigoureuses interventions, semble obtenir provisoirement gain de cause.

Reste que, au ministère des finances, le malaise est perceptible. Certains verraient d'un bon œil le report de l'examen du dossier. « Ces dossiers sont anormaux ; ils laissent penser à des combinaisons souterraines », nous a déclaré l'un de ceux qui ont dû les examiner.

AGATHE LOGEART.

DÉFENSE

Paris et Londres se disputent un contrat de 37 milliards de francs

Le Canada choisira en juin ses sous-marins nucléaires

MONTREAL
de notre correspondant

Qui, de la France ou de la Grande-Bretagne, réussira à vendre au Canada douze sous-marins d'attaque (lance-torpilles) à propulsion nucléaire pour ce pays puisse défendre toutes ses côtes, atlantique, pacifique et arctique ? Moins de deux mois avant que le gouvernement canadien n'annonce officiellement son choix, les spéculations vont bon train. Si l'on se fie à la radio privée CFRC de Montréal, les Britanniques, avec leur sous-marin de type Trafalgar, seraient d'ores et déjà assurés de remporter cet énorme contrat (Après de 8 milliards de dollars canadiens au total, soit environ 37 milliards de francs), au détriment du modèle français Améthyste.

Le quotidien *The Independent* de Londres croit cependant, quant à lui, que l'état-major canadien aurait, au contraire, opté pour le submersible français.

Ces rumeurs — toutes démenties par les autorités canadiennes — ont été relancées à la suite de la visite officielle à Washington du premier ministre, M. Brian Mulroney, la semaine dernière. Le président Reagan a en effet assuré son interlocuteur qu'il ne s'opposerait pas à ce que le Canada se procure la technologie nucléaire américaine, utilisée pour la propulsion des sous-marins britanniques, si Ottawa retenait ces derniers.

Cette promesse lève une première hypothèse pour la Grande-Bretagne et son Trafalgar. En 1958, les Britanniques se sont en effet engagés à ne pas revendre la technologie

nucléaire américaine à des pays tiers sans l'accord de Washington. Difficile, dans ces circonstances, d'espérer décrocher le contrat canadien avant d'avoir obtenu l'indispensable bénédiction américaine. M. Thatcher n'a pas ménagé les pressions pour que cette exemption soit accordée à temps par la Maison Blanche.

Tous les obstacles n'en ont pas pour autant disparu. Le Sénat et la Chambre des représentants peuvent bloquer le transfert de technologie en adoptant une résolution commune. Or plusieurs sénateurs ont déjà averti qu'ils examineraient le dossier avec la plus grande attention en tenant compte des réticences de la marine américaine. La décision de principe du Canada d'acheter dix à douze sous-marins à propulsion nucléaire (pour remplacer trois bâtiments vétustes et inopérants sous la calotte glaciale de l'Arctique) a été très mal reçue au sein de l'état-major de la marine américaine. Les amiraux, aux Etats-Unis, verraient d'un mauvais œil les futures incursions de nouveaux sous-marins sous les glaces canadiennes, où les bâtiments américains (et soviétiques) peuvent se promener en toute impunité.

Perce la glace de l'Arctique

Les promoteurs du submersible français (la société SNA Canada, filiale de la direction des Constructions navales et de Technicatome) ne manquent pas de souligner que la France a développé sa technologie nucléaire en toute indépendance et qu'elle est prête à réaliser un transfert complet vers le Canada, ce qui n'a été proposé à aucun pays.

Les responsables de la SNA ont dépensé, ces derniers mois, autant d'efforts que leur concurrent pour faire valoir leurs atouts. Les spécialistes canadiens ont surtout retenu que la version proposée de l'Améthyste est plus compacte (79 mètres de long) que le Trafalgar (85 mètres) et moins onéreuse. La construction d'un sous-marin français devrait coûter 350 millions de dollars canadiens, celle d'un sous-marin britannique 500 millions. L'Améthyste sera servi par soixante-dix membres d'équipage alors qu'il faudra cent trente personnes pour manœuvrer le Trafalgar, un peu plus rapide (32 nœuds) que son concurrent (25 nœuds).

Le contre-amiral Anderson, responsable du projet d'acquisition, a aussi noté que le sous-marin britannique était le seul à avoir fait ses preuves dans l'Arctique, où il a déjà percé une couche de 90 centimètres de glace. Pour répondre à l'exigence fixée par le Canada (venir à bout d'une couche de 1 mètre de glace), les constructeurs français ont conçu un mât brise-glace rétractable.

Les responsables français savaient que la tâche serait ardue lorsqu'ils ont décidé de proposer leur submersible à la marine canadienne, équipée depuis des lustres par les Britanniques. Mais, donné perdant au départ, l'Améthyste a finalement tout autant retenu l'attention que son rival. L'évaluation des retombées pour l'industrie canadienne devrait peser beaucoup à l'heure du choix, qui est attendu pour la fin de juin.

MARTINE JACOT.

MÉDECINE

Expérimentés en France et en Suisse

Deux nouveaux tests permettent de déceler les faux séronégatifs

Deux chercheurs de la faculté de médecine de Genève ont rendu public, le jeudi 5 mai, une série de résultats tendant à démontrer que les tests habituellement utilisés pour le dépistage du SIDA ne permettent pas, en pratique, de mettre en évidence la totalité des cas de contamination par le virus.

Ces spécialistes suisses (le professeur Bernard Mach et le docteur Michel Loch) ont eu recours à un procédé récemment mis au point permettant d'amplifier et d'identifier la présence de fractions du génome du virus du SIDA.

Appliquant cette technique très sophistiquée à seize personnes ayant différents partenaires sexuels séropositifs, les spécialistes suisses ont découvert cinq cas de contamination. Ces seize personnes étaient pourtant apparemment séronégatives à partir des tests habituels de dépistage, qui visent à mettre en évidence la présence d'anticorps, c'est-à-dire de substances synthétisées par l'organisme humain en réaction à l'infection par le virus du SIDA.

Cette technique, si elle est beaucoup plus fine et beaucoup plus performante, ne peut encore être appliquée sur une grande échelle, comme par exemple à l'occasion du dépistage systématique chez les donneurs de sang, situation pour laquelle, en dépit des progrès effectués, un certain risque de contamination demeure, comme le reconnaît en France la direction générale de la santé (le Monde daté 2 mai). Il s'agit là d'un problème essentiel auquel sont et seront de plus en plus souvent confrontés les autorités sanitaires.

Une autre technique développée en France pourrait apporter des résultats comparables et permettre

de dépister les faux séronégatifs. Les bases fondamentales de ce procédé ont été publiées il y a quelques mois dans l'hebdomadaire scientifique *Nature* (1). L'équipe française annonçait alors avoir découvert qu'une fraction du patrimoine génétique du virus du SIDA (gène F) était capable de synthétiser une substance particulière (ou protéine F) proche des substances fabriquées par certains « gènes du cancer » humain.

Plusieurs arguments laissent penser alors que l'identification de la protéine F pourrait être le chaînon manquant des marqueurs de l'infection de l'organisme humain par le virus du SIDA. En d'autres termes, la présence de cette protéine pourrait témoigner de l'existence d'une phase de latence et donc d'une contamination possible qui ne peut être, en pratique, actuellement mise en évidence. La technique est actuellement brevetée et étudiée sur plusieurs milliers de sérum.

« Nous avons, dans ce domaine, pris une très large avance, mais notre travail en est toujours au stade de la recherche, de la vérification de notre hypothèse de départ, nous a expliqué M. Jean-Pierre Lecocq, directeur scientifique de la société Transgène. Si un tel travail est conclu, ce dépistage permettra une identification très précise de l'infection. Il ne remplacera pas les techniques actuelles, mais il pourra les compléter. »

JEAN-YVES NAU.

(1) Ce travail avait été publié dans le numéro de *Nature* daté du 23 novembre 1987. Il réunissait des chercheurs de la société Transgène, de l'Institut Pasteur, de l'INSERM (unité 249) et de la société Pasteur Vaccins.

Journées portes ouvertes à l'Institut Curie

Dans le cadre de la semaine Europe contre le cancer, l'Institut Curie ouvrira ses portes au grand public le samedi 7 mai. Les visiteurs pourront ainsi rencontrer chercheurs, médecins, infirmières et visiter les laboratoires et les salles de diagnostic, afin de mieux comprendre le mécanisme du cancer et son traitement par le biais de films, d'expositions et de présentation de matériel.

Le musée, installé dans les locaux mêmes où Marie Curie travailla, sera ouvert pour la circonstance, tout comme le chantier du nouvel hôpital, dont l'ouverture est prévue

en 1992, qui vient de faire l'objet de fouilles archéologiques.

Une vingtaine de mini-conférences d'une trentaine de minutes seront animées par des spécialistes, ainsi que cinq grands débats sur les thèmes « Risque nucléaire/risque génétique », « Stratégie en médecine et en chirurgie du cancer », « La relation avec le médecin traitant », « Vers un dépistage efficace du cancer », « Tradition, image de marque, compétition à propos du cancer ».

* Institut Curie, 26, rue d'Ulm, 75005 Paris. Tél. : (1) 43-29-12-42.

ARCHÉOLOGIE

Importante découverte d'une statue

Le Gaulois de Rostrenen

Une petite statuette gauloise haute de 43 centimètres, représentant sans doute une divinité masculine, vient d'être découverte près de Rostrenen (Côtes-du-Nord), au cours d'une brève fouille de sauvetage (de la mi-avril à la fin mai). Elle est la première qui ait jamais été découverte en Bretagne et même dans les régions environnantes et elle est une des rares à avoir été trouvées dans une stratigraphie intacte. Elle était dans le remplissage volontaire d'un fossé et était recouverte de débris de poteries bien datées (de quelques décennies avant la conquête romaine) et d'amphores italiques du début du premier siècle avant Jésus-Christ. Cette découverte est donc l'une des plus importantes qui aient été faites par les archéologues français depuis une ou deux décennies.

La statue est en pierre (un micacéste local), dont le grain donne à l'œuvre une facture assez fruste. Elle est typiquement gauloise avec son petit diadème et son torse. En revanche, elle vient une lyre sur la poitrine, ce qui n'est pas du tout habituel pour les divinités gauloises.

La fouille, menée sous la direction de MM. Claude Le Potier et Jean-Charles Arramond, est faite grâce à l'appui et au financement du conseil général des Côtes-du-Nord, en un endroit « sensible » où les travaux étaient prévus pour améliorer une route départementale.

Le secteur était « sensible », car on y avait déjà repéré trois tumulus de l'âge de bronze, une enceinte romaine (?), une enceinte médiévale et un captage (?) de source gallo-romaine. En fait, on y a trouvé surtout un site occupé par les Gaulois du troisième au premier siècle avant Jésus-Christ.

Ce site comprend, notamment, des fossés (dont certains ont été comblés volontairement et même damés), des calages de poteaux et un souterrain à demi effondré. De tels souterrains, liés à des habitats, sont typiques de l'âge du fer armoricain (les Gaulois sont les auteurs au moins du second âge du fer dit de la Tène). Mais le rôle exact de ces souterrains n'est pas encore compris.

Y. R.

Les attentats de septembre 1986 à Paris

La police pense avoir identifié l'un des principaux poseurs de bombes

Le principal poseur de bombes des attentats de septembre 1986, à Paris, serait un jeune Libanais de vingt-deux ans, Habib Haidar, né à Baalbek, militant du mouvement intégriste pro-iranien Hezballah, indique-t-on de source policière et judiciaire.

Trois des inculpés, Abdel Hamid Badaoui, Omar Agnani et Fathi Bourguiba, membres d'un réseau pro-iranien, accusés d'avoir perpétré les attentats, arrêtés depuis mars 1987, l'auraient formellement reconnu sur photo, en début de semaine. La photo de Habib Haidar, serait parvenue de Beyrouth où des enquêteurs envoyés de Paris seraient allés, récemment, le chercher. L'origine de ce document n'a pas été indiquée.

La photographie devrait être prochainement publiée par voie d'affiche, ainsi que dans la presse. Les autorités judiciaires sont, en effet, en quête de témoignages sur Habib Haidar, recherchant notamment ses lieux d'habitation dans la capitale durant l'année 1986.

Habib Haidar serait le fameux Bassam, dont le nom était apparu parmi les suspects recherchés dès avril 1987 (le Monde du 25 avril). Les enquêteurs le soupçonnaient d'être venu spécialement de Beyrouth pour poser les bombes entrées, auparavant, chez les membres du réseau pro-iranien démantelé depuis.

Les attentats de Paris avaient été revendiqués par un Comité de solidarité avec les prisonniers politiques arabes du Proche-Orient (CSPPA), qui réclamait la libération de terroristes condamnés en France : Anis Naccache, auteur d'un attentat manqué contre Chirac Baklar, ancien premier ministre du chah d'Iran, Waroujan Garbejian, auteur de l'attentat d'Orly, en juillet 1983, et Georges Ibrahim Abdallah, chef des Fractions armées révolutionnaires libanaises.

ESPACE

Nouveau retard pour la navette

Le prochain vol de la navette américaine Discovery, qui devait en principe avoir lieu le 4 août prochain, vient d'être à nouveau reporté. Il devrait avoir lieu à la fin du mois d'août ou au début du mois de septembre, et au mieux, selon la NASA, le 25 août. « Ce retard n'est pas important, ce qui compte, c'est que nous volerons cet été », a déclaré l'administrateur de la NASA, M. James Fletcher, qui a précisé que ce glissement du calendrier était dû à un changement des procédures de l'agence spatiale américaine dans la mise en place et l'assemblage des fusées d'appoint de la navette.

Les Américains ne veulent, en effet, prendre aucun risque avec ces fusées qui furent à l'origine, en janvier 1986, de la catastrophe de Challenger. Ce jour-là, le joint d'un de ces boosters (fusées d'appoint) avait laissé s'échapper des gaz brûlants sur le réservoir de combustible de l'engin, qui avait aussitôt explosé. Depuis, ce joint a été redessiné et les résultats des tests qu'il a subis le 22 avril ont été concluants malgré la présence d'un défaut volontairement introduit sur cette pièce essentielle.

En revanche, les choses semblent moins bien se présenter au Congrès qui examine actuellement le budget de l'agence spatiale américaine. La Maison Blanche a présenté un budget de 11,5 milliards de dollars et la NASA ne peut guère espérer mieux que 10,7 milliards de dollars, selon les élus. Ces réductions budgétaires, affirme M. Fletcher, cloueraient au sol le programme spatial civil américain et mettraient en terme à trente années de progrès.

« L'avenir apparaît sombre », a-t-il dit, ajoutant qu'il n'était « guère plaisant » d'imaginer que les Etats-Unis sont devenus « une nation spatiale civile de second ordre, voire de troisième ordre ».

ÉDUCATION

Festivals de théâtre dans des lycées

Le théâtre est en vogue dans de nombreux établissements scolaires, où des enseignants font, de plus en plus, appel à des comédiens professionnels pour animer des ateliers d'expression dramatique qui donnent lieu, en fin d'année scolaire, à des représentations publiques.

Dans le Val-de-Marne, le troisième festival « Les lycéens brûlent les planches », organisé par les associations locales soutenues par le conseil général, présente, jusqu'au 7 mai, une série de spectacles où les élèves de plusieurs établissements — professionnels notamment — ont mis en scène leur « galère » et leurs espoirs (au Théâtre Romain Rolland de Villejuif). Tél. : (1) 47-26-15-02.

A Créteil, une monumentale et étrange « machine navale », confectionnée par les élèves du lycée technique Branly, naviguera le 28 mai sur le lac, avant d'y sombrer définitivement à la nuit tombante dans un jeu d'eau et de lumière (*Don Juan navire*). Tél. : (1) 48-58-19-21.

A Saint-Jean-de-Luz (Pyrénées-Atlantiques), le festival « Faut qu'on s'occupe », présente, du 11 au 15 mai, plusieurs productions d'ateliers de création (16) 59-25-77-66. Enfin, à Paris, le recréateur et les affaires culturelles organisent plusieurs spectacles de théâtre lycéens au Théâtre national de Chailly, du 1^{er} au 3 juin. Tél. : (1) 47-27-81-15.

Le Monde

SÉLECTION IMMOBILIÈRE

chaque mercredi
(éditions datées jeudi)

Renseignements : 45-55-91-82.
Poste 4138

Le Monde SANS VISA

Le Monde sans visa • Samedi 7 mai 1988 17



Québec, Montréal, même pays

par Jean-Louis André

CINQUANTIÈME étage de la tour Victoria, en plein centre de Montréal. De ces hauteurs, la ville semble folle. Folle d'espace, d'orgueil (« La fierté a une ville, Montréal », proclame la devise de la municipalité) ; folle, surtout, comme l'aiguille d'une boussole attirée par d'étranges et contradictoires champs magnétiques. A perte de vue, les rues sont sans couleur à force d'en avoir trop. La brique rouge des vieilles maisons anglaises, les façades noircies des immeubles cossus du siècle dernier, les coupoles en cuivre et les toits en aluminium peints en rouge ou en vert, les parois-miroirs des gratte-ciels... Europe ? Amérique ? Ville d'histoire, une des seules en Amérique du Nord à avoir conservé des vieux quartiers datant du XVIII^e siècle ou métropole du futur ? Capitale du plaisir et de la culture ou cité laborieuse qui relève, chiffres à l'appui, le défi américain ? Tout cela à la fois : ici, on n'est surtout pas aux États-Unis, même si New-York n'est qu'à une heure d'avion. On n'est pas non plus en France, même si 60 % de la population est francophone. On est, comme le chantait Robert Charlebois, en « *presque Amérique* », et tout est dans ce « *presque* ».

Comme toutes les grandes métropoles d'Amérique du Nord, Montréal a sa « *city* », ses gratte-ciels, ses immeubles en chantier. Une autoroute, qui la traverse de part en part, de grandes avenues qui ressemblent à des voies rapides, régulièrement paralysées vers 17 heures, quand sortent des bureaux les hommes d'affaires en costumes sombres, mallette noire sous le bras.

Et pourtant... Même au cœur de son quartier d'affaires, rue Sainte-Catherine, Montréal vit à d'autres rythmes. Il faut, par exemple, prendre le temps de

s'arrêter, entre Eaton et La Baie, les deux grands magasins qui se font face. Au fond, comme sur un écran, les ogives gothiques d'une cathédrale anglicane se reflètent sur les glaces teintées de rose de l'immeuble « des coopérants ». Un raccourci sur l'histoire.

« C'est là, il n'était pas là v'là six mois », lance un passant en

A Québec, cité-refuge des valeurs francophones, et surtout à Montréal, on est en « presque Amérique ». Mais tout est dans ce « presque ».

montrant l'édifice qui abritera une compagnie d'assurances. Encore quelques commentaires sur cette ville qui pousse comme un champignon, sur ces architectes qui ne savent plus quoi inventer, puis il disparaît dans une bouche de métro, englouti par la ville souterraine, qui double, de ses kilomètres de galeries, toute la vie de surface.

Le dernier disque de Renaud

Curieuse, dans ce décor, cette manière de prendre son temps, d'échanger quelques mots avec un touriste français, un peu comme si le prestige du Vieux-Québec, malgré les querelles de l'histoire, n'avait jamais été terni. C'est vrai qu'il suffit de flâner dans le quartier du « *magasinage* » pour aller de Cascharel en Saint-Laurent, tandis que de toutes les boutiques sortent quelques notes du dernier disque de Renaud, Cabrel ou Étienne Daho... Mais au-delà, c'est toute l'identité du Québec qui est en jeu.

L'humiliation que lui infligea la France lors du traité de Paris, en cédant la Belle Province aux Anglais en échange des Antilles, est dans toutes les mémoires, mais elle est largement compensée par la fameuse déclai-

ration de de Gaulle qui donna à l'idée nationaliste un crédit inédit, ou encore par le rôle que joue la France dans l'organisation des sommets francophones.

Car c'est bien de cela qu'il s'agit : se rapprocher de la France (un vétérinaire, installé là-bas, a même créé une association militante pour que les Québécois aient

tranquille ». Indépendance ou simplement spécificité reconnue et respectée au sein de l'État fédéral ? L'échec du référendum, organisé en 1980 par le Parti québécois (PQ), a largement affaibli l'idée séparatiste, bien que le PQ, par un curieux paradoxe, ait été porté à nouveau au pouvoir un an après. « Ce qui intéresse les Québécois », explique, amer, Pierre Marc Johnson, chef de l'opposition, c'est surtout la deuxième voiture, le troisième poste de télévision, ou les vacances au soleil. »

L'affirmation paraît exagérée : il suffit de s'accouder au comptoir d'un des bars de la rue Saint-Denis pour entendre commenter, avec passion, les accords du Lac Méach, ratifiés par M. Bourassa, qui reconnaissent, constitutionnellement, la spécificité de la province québécoise... Ce qui n'exclut pas certains regards lourds de sous-entendus lorsque votre voisin vous annonce, pour lier connaissance, « *je suis canadien* ».

Moins revendiquée sur le plan politique, l'identité québécoise semble aujourd'hui une préoccupation de la vie quotidienne. Et pour cause. Rue Sainte-Catherine, c'est le royaume des fast-foods, des sex-shops. Sur les palissades d'un chantier les affiches publicitaires hâtivement placardées sont imprimées en anglais. Sans même une traduction française. « Au Québec, nous ne sommes que six millions de francophones », explique un Montréalais. « Toute mon enfance, j'ai cru qu'un bonbon se disait « *candy* », parce qu'il n'y avait que ce mot écrit sur la boîte. Notre français, c'est une goutte d'eau dans la mer anglophone. »

L'inquiétude est permanente, d'autant que les manquements à la loi 101, qui fait du français la seule langue officielle de la province, sont de plus en plus fréquents. « Avec les mots et la langue, c'est tout un mode de vie qui risque de nous gagner. Certains

comparent le Québec à la Finlande. C'est oublier que l'image du bonheur peut être américaine, mais qu'elle n'a jamais été russe. »

« Fun », « Shopping » et « magasinage »

Fait significatif : la jeunesse québécoise, pourtant si pointilleuse lorsqu'il s'agit de remplacer « shopping » par « magasinage » ou « week-end » par « fin de semaine », ne parle, quand elle va s'amuser que de « fun », de séries américaines ou de rock anglosaxon. Il suffit d'une soirée au Business, la boîte branchée de Montréal, pour comprendre que ces gamines aux cheveux teints en rose, ces adolescents drapés dans leurs manteaux noirs, n'ont rien à envier à leurs copains new-yorkais, et n'écourent pas seule-

ment Gilles Vigneault ou Robert Charlebois (même si la consommation de disques nationaux reste, au Québec, très élevée).

« C'est là un véritable problème, sensible à tous les niveaux », explique Guy Rocher, sociopolitologue et professeur à l'université de Montréal. « Même les intellectuels ont chez nous du mal à penser le modèle américain, à le formaliser et à le repérer jusque dans ses manifestations parfois insidieuses. »

Cette relative uniformation a eu, à Montréal du moins, un effet positif : rapprocher les zones de silence qui ont longtemps coexisté dans un mépris réciproque, effacer la rivalité qui oppose, depuis des siècles, francophones et anglophones.

(Lire la suite page 19.)

Club Aventure
EXPÉDITIONS • RANDONNÉES

ÇA MARCHE !

60 VOYAGES INSOLITES
DANS LE CATALOGUE 88

Club Aventure

catalogue gratuit sur demande
122 rue d'Assas - 75006 Paris ☎ (1) 46.34.22.80

NOM _____
ADRESSE _____
VILLE _____
CODE POSTAL _____

ESCALES



Collections privées pour tous

Voici un voyageur qui se propose d'entraîner ses clients à la découverte des grandes collections privées que l'Europe a réussi à préserver. La Fugue (32, rue de Washington, 75008 Paris, tél. : 43-59-10-14) a notamment inscrit à son court et chic catalogue un voyage à Prague et à Dresde, du 26 mai au 1^{er} juin. Point fort, dans cette dernière ville, les trois mille pièces d'orfèvrerie, de joaillerie et d'artisanat rassemblées par les princes de Saxe. Six nuits dans des hôtels de luxe, 10 900 F. Également sélectionné par La Fugue, un déplacement à Vienne du 3 au 6 juin avec la

collection de Pietra Dura de l'empereur Léopold II au palais impérial (8 100 F). Dans la même veine : les princes collectionneurs de l'Allemagne du sud, du 17 au 19 juin ; les trésors d'art de la route romantique, du 19 au 24 juillet.

Greens à la ligne

Prendre une première leçon de golf avec un « pro », évaluer son grand jeu, signifier ses approches, entrer un put de 15 m, sortir d'un bunker, admirer un champion en action ou essayer les clubs de son choix. Plonger sa ligne dans un cours d'eau et en tirer carpes et gardons, apprendre des maîtres du genre leur

technique et leurs secrets, s'initier à la pêche au poisson mort manié, tester une nouvelle canne, suivre un concours international ou une démonstration de lancer. Tirer ses premières carottes, découvrir les différents territoires de chasse et la faune qui leur est propre, assister à une présentation de chiens d'arrêt ou à une exhibition d'oiseaux de proie, décocher quelques flèches ou piéger le renard. Enfin, se mettre en selle ou assister à des démonstrations de saut d'obstacles, de dressage, d'attelage, de voltige ou de cascades. Et ce, à deux pas de la tour Eiffel ! C'est ce que propose, quatre jours durant, de 10 à 19 h, le Country Show International, qui aura lieu du 12 au 15 mai, à l'hippodrome d'Auteuil.

Une « première » en France (les Anglais nous ont précédés), qui s'annonce déjà comme la plus importante manifestation jamais consacrée à la chasse, au golf, au cheval et à la pêche. Avec, pour originalité, quatre villages offrant chacun des stands d'exposition (plus de 300 au total) et une zone d'animation et de démonstrations ouverte à tous. L'objectif étant de permettre au visiteur, non seulement de regarder et de se documenter, mais aussi de tester sur place du matériel, de pratiquer son loisir favori, de s'initier ou de se perfectionner grâce aux conseils de spécialistes.

Une initiative due au groupe de presse Larivière, qui édite, notamment, *Connaissance de la chasse* et *Connaissance de la pêche* et qui n'a pas hésité, pour l'occasion, à réempoissonner la rivière qui serpente sur le site d'Auteuil. Difficile, assure-t-on, de revenir bredouille. De quoi attirer de nombreux enfants. L'accès sera gratuit pour les moins

de douze ans, il coûtera 45 F aux autres.

En passant par les parades

Spécialisés depuis une dizaine d'années dans les circuits en Espagne avec les parades comme principale attraction, les responsables de Marsans International (7, rue Arsène-Houssaye, 75008 Paris, tél. : 43-59-72-36 et agences de voyages) proposent, dans leur brochure 1988, plusieurs des formules qui ont fait leur succès.

Ainsi peut-on relever, dans la combinaison avion-voiture-hôtel, trois circuits individuels à la carte de neuf jours et huit nuits qui empruntent des itinéraires différents. Le premier part de Saint-Jacques-de-Compostelle et y revient après avoir fait escale à Pontevedra, Verin, Benavente, Leon, Villafranca. Son prix (5 600 F) comprend les vols Paris-Saint-Jacques aller et retour, la location d'une voiture et huit nuits dans les parades ; des étapes en chambre double avec petit déjeuner.

La route des vins et de la gastronomie, au départ de

Barcelone, permet de savourer les cuisines locales (mouton « à la pastora », poulet « al chilindron », chevreau grillé, soupe de poissons). Elle traverse les vignobles de Carinena, Rioja, Navarra, en Aragon et fait retour à Barcelone. Aux mêmes conditions, 5 200 F par personne.

Le circuit andalou égrène les noms de Tolède, Cordoue, Séville, Carmones, Jerez, Grenade, Malaga... : 5 700 F. Pour ces trois circuits, vols au départ de Lyon, Nice et Marseille, également.

Un hôtel et une plage à Goa

Les voyageurs, eux aussi, ont leurs explorateurs. Ils semblent, du moins pour ceux qui sont les mieux organisés, mettre un point d'honneur à repérer et à lancer sur le marché, à chaque nouvelle saison, un bout de territoire encore mal connu des amateurs de coins précieux et tranquilles. C'est à Nouvelles Frontières (87, bd de Grenelle, 75738 Paris Cedex 15, tél. : 42-73-10-64) qu'il revient d'avoir repéré l'hôtel Vagator Beach Resort, à



Goa, sur les rives de la mer d'Arabie, en Inde.

La région bénéficie d'un climat océanique tropical chaud, sans grands écarts de température entre l'hiver et l'été (30° le jour et la nuit, de novembre à mai). Il vaut mieux, cependant, éviter la mousson (mi-juin à mi-septembre) et ses fortes averses. Une longue plage d'un kilomètre longe les bungalows de l'hôtel. Abritée, elle permet de se baigner par tous les temps dans une eau à 26°.

Nouvelles Frontières assure l'organisation du séjour : les vols Paris-Bombay (4 200 F aller-retour) et Bombay-Goa (300 F environ), une semaine à l'hôtel (600 F par personne en chambre double). Pour les repas, prévoir 20 F pour le petit déjeuner et 35 F pour le déjeuner et le dîner.

Sentiers pentus

Depuis plusieurs années, une petite association de marcheurs s'est spécialisée dans les randonnées sur les sentiers de Catalogne et des Pyrénées. Passade (BP 18, 65320 Vièze, tél. : 68-05-94-88) va désormais plus loin dans ses expéditions et

« ouvre » des voies en Espagne et au Portugal. Retenons ici deux exemples de circuits qui ont pour ultime avantage de se faire au contact de l'habitant dans des paysages non encore touchés par le tourisme de masse.

De Montségur à Montserrat : une grande traversée nord-sud pour rallier deux des lieux les plus prestigieux de l'Occident et de la Catalogne. La randonnée s'effectue, avec un véhicule suiveur, par les hauts plateaux de Seut, du Capcir et de Cerdagne, puis à travers les régions catalanes du Bergueda et de Bages. Hébergement en gîtes, auberges et tentes. Prix : 3 480 F par personne, pour quatorze jours, à partir de Montségur ou de Quillan. Départs le 8 mai, le 29 août ou le 2 octobre.

Un autre circuit va son chemin sur les plus hautes montagnes du Portugal, dans la Serra da Estrela, à la découverte des traditions pastorales et de l'accueil chaleureux des montagnards. Itinéraire en boucle dans la Serra avec une journée en compagnie de randonneurs portugais puis visite de Guarda et de Viseu. Douze jours au départ de Bayonne : 3 750 F. Départs les 3 et 15 juillet et les 3 et 15 août.

STOCKHOLM-HELSINKI
WEEK-ENDS 4 JOURS
CROISIÈRES BALTIQUES
FINNJET-SILJA LINE

PARIS/PARIS
de 4 690 F à 5 570 F.
Les deux capitales
baltiques à bord des
sommets géants blancs
réputés dans le monde entier.

Demandez la brochure SCANDITOURS à votre
agent de voyages ou à SCANDITOURS
10, rue Anber, 75009 PARIS - Tél. : (1) 47.42.80.00

La qualité scandinave **SCANDITOURS**

RÉSIDENCES CAMPAGNE MER MONTAGNE

LOUE à FRÉFUS (Var)
Dans VILLA avec JARDIN,
un APPARTEMENT
pour 4 personnes.
Juin, juillet, août, septembre.
Tél. (16) 94-51-82-82.

PROVENCE
BUISS-LES-BARONNIES
Luxe chambre d'hôtes
1/2 pens. 115 F. Confort, calme.
Amb. familiale. Randonnées.
Tél. heures repas
75-28-10-82 - 75-28-73-59.

COTE D'AZUR
CARAVANING RÉSIDENTIEL
à 8 km des plages. Lots arborés et
viabilisés avec ou sans caravane.
À partir de 75 000 F.
EUROPAZUR, 182, rue Jean-Jaurès,
83600 FRÉJUS - Tél. 94-51-55-88.

A 15 km SAINT-ÉMILION (33)
sur la 8, BELLE DEMEURE XVIII^e
2 tours, cour intérieure 5 p. cuisine,
salle-de-bains, 4 p. à aménager - cave,
grenier, dépendances - Point de vue
300 000 F.
L'IMMOBILIER MODERNE
LIBOURNE (33) - Tél. : 57-51-24-81.

VACANCES VERTES A NAJAC AU CŒUR DU ROUERGUE, ENTRE AUVERGNE ET LANGUEDOC AVEC « FRANTOUR TOURISME »

Départ du 21 mai au 13 octobre 1988

Prix par personne : de 1 615 F à 2 030 F, comprenant :
- le trajet en train PARIS-NAJAC et retour,
- une semaine de séjour en pension complète avec vin aux repas.

CONDITIONS TARIFAIRES POUR REJOINDRE NAJAC, AU DÉPART DE TOUTES LES GARES DE LA S.N.C.F.

ATTENTION

CONDITIONS SPÉCIALES

Pour tous les départs compris entre le 21 mai et le 25 juin 1988, les conditions suivantes sont accordées :
- gratuité pour les enfants jusqu'à 4 ans,
- pas de supplément pour chambre individuelle,
- réduction de 350 F par personne et par semaine.

RENSEIGNEZ-VOUS

- dans les agences FRANTOUR TOURISME,
- dans les gares S.N.C.F. de PARIS,
- dans les gares du R.E.R.,
- par correspondance : B.P. 62-06, 75362 PARIS CEDEX 08,
- par téléphone : (1) 45-63-03-14.

Grand Concours "Découvrez l'Europe de 1992."

Le Monde le GUIDE du ROUTARD AIR FRANCE

BULLETIN RÉPONSE

Pour répondre : entourez la bonne réponse ou écrivez-la en toutes lettres.

1 Une cathédrale a été construite dans une mosquée. Dans quelle ville européenne se trouve-t-elle ?	10 AIR FRANCE propose ses tarifs "Jeunes" aller simple en Europe. Sur combien de semaines, au départ de Paris et de la province, ces tarifs étaient-ils disponibles en février 1988 ?
2 La première Casavola repue par AIR FRANCE a été mise en service sur la ligne Paris-Rome-Athènes-Istanbul. A quelle date (mois et année) ?	11 Parmi ces 3 endroits de Paris, quel est celui où l'on peut découvrir le plus grand pan de la muraille de Philippe Auguste ?
3 Quel Anglais, de la fin du XIX ^e siècle, héritier par les Irlandais, donna son nom sans le vouloir à la postérité ?	12 AIR FRANCE est la compagnie aérienne qui dessert — en vols réguliers — le plus d'escales en Europe. Quel sens, au 1 ^{er} avril 1988, le nombre de ces escales (territoire national exclu) ?
4 En 1987, combien d'escales la compagnie AIR FRANCE a-t-elle ouvert en Europe ?	13 De ces cinq pays, lequel est le premier producteur de bananes ?
5 Sur quelle île se trouvent les falaises qui servent au tournage des "Canons de Navarone" ?	14 Combien de villes européennes seront desservies par AIR FRANCE au départ de Nice pendant la saison d'été, d'avril à octobre 1988 ?
6 Combien y a-t-il actuellement de sièges en classe affaires sur les AIRBUS A 300B2 (moyen courrier) d'AIR FRANCE desservant la ligne Paris-Londres ?	15 Où se trouve le village dont le nom possède 46 lettres ?
7 Quel est le célèbre bateau de guerre scandinave qui ne navigue jamais ?	16 Combien la compagnie AIR FRANCE a-t-elle effectué de vols (un aller + un vol) entre Paris et ses neuf escales en République Fédérale d'Allemagne au cours de l'année 1987 ?
8 AIR FRANCE recevra, à partir de mai 1988, ses nouveaux AIRBUS A 320, l'avion commercial moyen courrier technologiquement le plus avancé du monde. De quel type de réacteurs sont-ils équipés ? (réponse la plus précise possible).	Question subsidiaire : En quoi le quotidien LE MONDE est-il un journal européen ? (réponse en trois lignes maximum)
9 Quelle ville fut construite au XVI ^e siècle par un prince, puis pratiquement abandonnée pendant 400 ans ?	

NOM _____
PRÉNOM _____
ADRESSE _____
CODE POSTAL _____ LOCALITÉ _____

Ce bulletin, une fois complété, doit être adressé dûment affranchi avant le :

31 MAI 1988 à :
GRAND JEU CONCOURS
« DÉCOUVREZ L'EUROPE DE 1992 »
BP N° 4 - 93260 LES LILAS

صكنا من الله صل

FOOTBALL : Portrait d'un espoir

La jeune gloire d'Eric Cantona

L'équipe de France espoirs ne sait pas encore quand elle disputera la finale du championnat d'Europe contre la Grèce. Les deux fédérations n'arrivent pas à se mettre d'accord sur les dates. D'ordinaire, un tel problème d'indisponibilité pour une compétition secondaire aurait été réglé dans l'indifférence. Cette fois, la France se passionne pour ces espoirs qui ont brillamment éliminé la RDA, l'URSS, l'Italie et l'Angleterre. A leur tête, un atout personnel : Eric Cantona.

AUXERRE
de notre envoyé spécial

Il ne joue en première division que depuis deux saisons. Il ne porte le maillot de l'équipe de France que depuis quelques mois. Mais, déjà, il n'est question que de lui. A l'Olympique de Marseille, au Matra Racing, à l'A.S. Roma, même, on racle les fonds de tiroirs pour rassembler les milliards de centimes (plus de 20 parait-il) que réclame l'A.J. Auxerre pour son transfert.

En quelques matches avec l'équipe de France espoirs, Eric Cantona a crevé l'écran, vaincu les dernières réticences à son sujet. Cocktail savant de puissance physique, de technique et d'intelligence de jeu, il s'est imposé comme un attaquant de grand avenir. Aujourd'hui, les gazettes sont pleines de ses exploits après s'être

régalées de ses frasques. A vingt et un ans, ce garçon est déjà un personnage. Il n'a pas attendu l'immunité de sa gloire nouvelle pour shooter avec ardeur dans les conventions du football professionnel.

Ses critiques, distillées d'une voix douce, légèrement assaisonnée d'accent marseillais, visent essentiellement « ceux qui placent leur réussite personnelle au-dessus de tout sentiment ». Déçu par « l'entourage pas très sain du football », il a été tenté de tout laisser tomber. Il l'a dit, puis il s'est ravisé : « Je me suis fait une raison après avoir beaucoup réfléchi sur la vie, dit-il. Le milieu du football est à l'image de la société. Pourquoi le quitter, si je dois trouver les mêmes comportements ailleurs ? »

Cantona reste dans le foot, mais il part d'Auxerre, « le club à qui je dois tout mais dont les moyens ne sont plus à la hauteur de mes objectifs ». Ce départ surprise, peu de temps après la signature d'un contrat de huit ans, trahit un tempérament déviant. « Je suis complètement instable, reconnaît-il. Normal, je suis Géméaux. Mais l'instabilité, c'est quelque chose de charmant. S'il y a un titre de film que je déteste, c'est La vie est un long fleuve tranquille. Moi, je préfère les fleuves d'Afrique ou d'Amérique du Sud. Ils sont imprévisibles et ils peuvent vous emporter brusquement ».

Le cours de la vie d'Eric Cantona va donc changer. Actuellement installé avec sa femme Isabelle dans une ferme isolée, dépourvue de téléphone, il risque de se retrouver dans une grande ville. « Je dénicherais toujours un coin de verdure »,

affirme-t-il. J'ai besoin de la nature, elle a toujours le même langage, on ne peut pas être déçu par elle. Cette ermite qui maraudait son plaisir aux marges du football professionnel serait-il un brin misanthrope ?

Touche humanistes

Souvent à l'écart, toujours sur la réserve, l'homme a le sourire parcimonieux, le regard farouche. Mais, à chaque phrase, le discours est ponctué de touches humanistes. « Je cherche à aimer les gens, à les connaître. L'important, c'est d'être aimé par ceux qu'on aime. Je l'ai compris depuis peu. J'ai pris conscience de ma sottise. J'étais trop sensible, trop passionné. En quittant Auxerre, il s'aperçoit qu'il avait plus d'amis qu'il ne le croyait.

Le repli sur soi n'est pas chez lui un signe d'hostilité à l'égard de son entourage. « Je suis capable de donner beaucoup à ceux qui le méritent, dit-il. Mais je réfléchis beaucoup, sur tous les sujets, pour nourrir mon expérience de la vie. » Alors, un intellectuel, Cantona ? « Je suis un intellectuel d'instinct, car je ne suis pas allé longtemps à l'école », dit-il. Il a remplacé cette instruction sacrifiée au football par une curiosité de tous les instants : il se passionne pour la photo, le yoga ; il écrit, il peint, il lit avec avidité. « Je suis un peu tout, mais j'ai une préférence pour les choses compliquées : la philosophie, la psychanalyse. Je mets plus longtemps que les autres à comprendre, mais j'y arrive ».

Cette volonté, c'est aussi la qualité première de Cantona sur un terrain. Il refuse l'étiquette de surdoué. « Je suis un gros travailleur »,

confesse-t-il. Je sais que je ne réussirai que par le travail. »

Dès lors qu'il entre en jeu, rien ne peut le distraire de son but ultime : marquer, gagner. « Je suis comme un acteur de théâtre. Quand il entre en scène, personne ne doit savoir s'il vient ou non de se disputer avec sa femme. » Cette façon de cloisonner sa vie est la manifestation d'une étonnante maturité chez un garçon de vingt et un ans.

Le football n'est pas tout pour lui, mais il refuse d'envisager l'avenir au-delà de sa carrière sportive. « J'ai tellement changé depuis deux ans, dit-il. Qui peut dire ce qui se passera dans huit ou dix ans ? » Son départ de Bourgogne est une bonne affaire pour l'A.J. Auxerre, et pour lui l'occasion de progresser dans un grand club. « Mon idole, c'est le basketteur américain Abdul Jabbar, encore capable de faire des progrès à quarante ans, explique-t-il. Quand l'arrêtera-t-il ? Je ne sais pas, car il n'y a pas de limites dans le sport. »

D'ici là, il poursuivra sa quête d'absolu. Le buste droit, fièrement campé sur deux jambes puissantes, il s'efforcera d'entraîner le football français dans son sillage, parce qu'il se sent confusément l'étoffe d'un leader. « C'est quelqu'un qui doit s'affirmer comme un homme avant d'être un sportif. »

Persuadé que les Bleus retrouveront leur lustre « avec le temps et du travail », il ne désespère pas d'éprouver très vite avec l'équipe de France à la même instant de bonheur qu'avec les espoirs : « Sautez de joie, pleurez, toutes ces sensations qui font la beauté du sport. »

JEAN-JACQUES BOZONNET.

TENNIS : Tournoi de Wimbledon

165 000 livres au vainqueur



Dans la coupe que brandissait Pat Cash après sa victoire sur Ivan Lendl en finale du Tournoi de Wimbledon 1987, il y avait un chèque de 155 000 livres sterling. Cette année, le vainqueur de la plus ancienne épreuve du Grand Chelem remportera 165 000 livres, c'est-à-dire près de 1,7 million de francs. La dotation totale du Tournoi disputé du 20 juin au 3 juillet passera, elle, de 2 470 020 livres à 2 612 126 livres. La gagnante de la finale dames recevra 148 500 livres, 9 000 de plus qu'en 1987.

CYCLISME : la course Paris-Moscou

Petites reines au pays des soviets

On en parlait depuis longtemps. C'est maintenant officiel. La course cycliste Paris-Moscou se déroulera du 7 au 27 mai 1988. Elle remplacera la célèbre Course de la paix, qui aura lieu cette année pour la dernière fois (départ le 9 mai de Bratislava). Cette ultime édition de l'épreuve la plus importante des pays de l'Est coïncide avec son quarantième anniversaire.

La compétition, placée sous le signe de la fraternité des peuples — tantôt Prague-Berlin-Varsovie, tantôt Varsovie-Berlin-Prague, — que les Français Bernard Guyot et Jean-Pierre Danguillaume inscrivent à leur palmarès est probablement morte de son isolement. A l'inverse, Paris-Moscou va s'inscrire dans le phénomène de mondialisation du cyclisme, dont le Tour de France a déjà donné un exemple avec la participation des amateurs colombiens et la victoire de l'Américain Greg LeMond.

L'itinéraire, long de 3 000 kilomètres, n'est qu'ébauché. Les coureurs commenceront par faire Paris-Brest-Litovsk à la frontière germano-soviétique, un nom qui évoque le traité de paix de 1918. Au cours de ce long trajet, ils franchiront les Vosges ainsi que les monts du Taunus, en République fédérale allemande, et les monts des Géants dans les Sudètes. Les principales étapes ont été prévues à Halle, Berlin, Dresde, Prague, Wrocław, Lotz et Varsovie. Ensuite, l'organisation battra le record des transferts. Un pont aérien de quelque 1 200 kilomètres entre Prague et Moscou, seulement interrompu par un critérium à Minsk, permettra de rejoindre rapidement la capitale soviétique où un final contre la montre désignera le vainqueur.

L'intérêt dominant de cette épreuve inscrite au calendrier amateurs réside dans sa formule open. Elle autorisera une vaste confrontation entre les amateurs de l'Est et les professionnels occidentaux. Ceux-ci franchiront pour la première fois à cette occasion le mur de Berlin qu'ils avaient longé, côté ouest, l'an passé, au début du Tour de France.

On se plaît à imaginer un match opposant Laurent Fignon, Jean-François Bernard, Mottet, LeMond, Kelly, ou Roche, s'il a recouvré la totalité de ses moyens, à Ludwig Ekimov et à l'élite des routiers des républiques populaires. Quel qu'en soit le résultat, on pourra estimer qu'un grand pas a été accompli vers la licence unique. Mais on peut craindre aussi que Paris-Moscou ne souffre de la concurrence, en cette période de l'année, du Tour d'Espagne, du Tour d'Italie, du Tour de Romandie et des 4 Jours de Dunkerque, voire de Bordeaux-Paris. A moins que ce ne soit le contraire. Un bon alibi en tout cas pour les pros qui ne seraient pas tentés par la lointaine aventure en direction de l'Est.

JACQUES AUGENDRE.

SKI ALPIN : la démission de Jean-Pierre Puthod

L'échec d'un système

Nouvel épisode dans la crise structurelle de la Fédération française de ski (FFS) : un communiqué du président, Bernard Chevallier, a annoncé, le 4 mai, la démission du directeur technique national (DTN), Jean-Pierre Puthod. Nommé à ce poste en juin 1987, celui-ci a refusé de voir ses fonctions limitées à celles de directeur du ski alpin.

L'ÉCHEC de l'expérience Puthod à la direction technique du ski est inhérent à la nature de l'organisation du sport en France. D'une part, il y a le mouvement associatif, composé d'élus bénévoles qui définissent la politique de chaque fédération. D'autre part, il y a les cadres techniques, nommés par le secrétariat d'Etat aux sports, qui appliquent ces politiques au sein des fédérations. Bref, le conflit de pouvoir est en germe entre les « élus » et les « fonctionnaires ».

Dans le cas particulier du ski, l'administration a estimé, en 1987, après la déroute des équipes de France aux championnats du monde de Crans-Montana (Suisse), que la structure fédérale avait trop de

carences pour préparer efficacement les Jeux olympiques de 1992, qui venaient d'être attribués à Albertville.

En dépit des mises en garde qui lui ont été adressées de toutes parts, Gilles Bouhaguet, qui trouvait là une occasion de redorer le blason de la direction des sports, dont l'utilité avait été contestée avant sa nomination, a obtenu la désignation d'un DTN. Le directeur des sports pensait avoir trouvé pour occuper ce poste — vacant depuis le départ de Walter Trilling en 1982 — l'oiseau rare. Jean-Pierre Puthod, ancien coureur universitaire, diplômé de HEC et patron d'une pépinière savoyarde, paraissait réunir toutes les conditions pour réussir dans la tâche qui lui était assignée : le redressement du ski national. En tout cas, fort de l'appui de l'administration, celui-ci s'engagea à fond dans la modernisation de la fédération.

Manque d'expérience ou de maturité ? Jean-Pierre Puthod fit naître des conflits qu'il n'était pas préparé à gérer. Le plus médiatisé fut sa rivalité avec le Suisse Roland Francey, directeur des équipes de France depuis 1984, avant les Jeux olympiques de Calgary. Quand, à la fin de cet hiver, l'entraîneur helvétique annonça qu'il ne demandait pas le renouvellement de son contrat, Jean-Pierre Puthod parut avoir gagné. En fait de guerre, il n'avait remporté qu'une bataille. Son action avait suscité, dans les disciplines nordiques et artistiques, des réactions de rejet. Toutefois, la plus grosse erreur du DTN a été de vouloir passer par-dessus les élus de la fédération.

Successeur

Autant Jean Barthélemy avait été un président effacé, autant son successeur Bernard Chevallier est déterminé et ambitieux. Maire des Contamines (Haute-Savoie), proche de la majorité parlementaire, président du puissant Syndicat des monteurs de ski, il a géré le « putsch Puthod » en politique habile. Quand le DTN s'est retrouvé en position de faiblesse, il lui a fait une proposition inacceptable : diriger seulement le secteur alpin de la fédération. Il n'y a plus guère de points communs entre les trois disciplines — alpine, nordique, acrobatique — couvertes

par la FFS. Mais, en acceptant, Jean-Pierre Puthod aurait reconnu qu'il avait des torts, au moment où, au contraire, il pouvait s'attribuer le mérite du titre olympique de Franck Piccard en super-géant, le premier chez les hommes depuis 1968.

La rupture a été scellée lors du challenge des moniteurs. Jean-Pierre Puthod n'a pas assisté à la présentation du nouvel encadrement des équipes masculine et féminine (le Monde du 27 avril). Et l'annonce de sa démission montre que la direction des sports n'a pas pu imposer son DTN à la fédération. C'est une issue logique, dans la mesure où les élus ont toujours le pas sur les exécutifs. Un conflit analogue, à la Fédération d'escrime, avait évolué de la même façon.

Cette crise peut avoir des conséquences sur l'administration du sport : au moment où l'Association des DTN a demandé aux deux candidats à la présidence de la République que leurs fonctions ne soient plus sous la tutelle du secrétariat d'Etat, la direction des sports, en entrant en conflit avec la FFS, a fait un faux pas qui met en cause son existence une nouvelle fois.

Mais cette crise peut aussi amorcer un nouveau processus de désagrégation de la Fédération de ski : devenu le véritable PDC de la FFS, Bernard Chevallier n'est pas assuré pour autant d'être confirmé dans son mandat par la prochaine assemblée générale, plusieurs comités régionaux étant prêts à faire opposition à sa réélection, surtout si les amis politiques du président ne restent pas au pouvoir après le 8 mai.

La démission de Jean-Pierre Puthod n'aurait alors été qu'un simple épisode dans le jeu de massacre suicidaire auquel le ski français se livre depuis trop longtemps.

ALAIN GRAUDO.

LES HEURES DU STADE

Athlétisme Super marathon dans grandes écoles. — Du 7 au 14 mai, dans le Haut-Atlas marocain	Escrime Challenge Martel à l'épée. — Samedi 7 et dimanche 8 mai à Poitiers.	Coupe de France. — Quarts de finale aller, mardi 10 mai.	Rugby Championnat de France. — Quarts de finale : samedi 7 et dimanche 8 mai (A2, samedi à 15 h 15, Toulon-Toulouse ; Canet Plus, dimanche 8 mai à 15 h 15, Agen-Racing).
Basket-ball Finale aller du championnat de France. — Limoges-Choleat, samedi 7 mai à Limoges.	Football Championnat de France (34 ^e journée). — Samedi 7 mai, sauf Marseille-Niort, vendredi 6 mai (Canet Plus, 20 h 05).	Coupe d'Europe des vainqueurs de Coupes. — Ajax Amsterdam-FC Malines, mercredi 11 mai à Strasbourg.	Rugby à XIII Finale Coupe de France. — Saint-Estève-Le Pontet, samedi 7 mai à Narbonne.
Cyclisme Tour d'Espagne. — Jusqu'au 15 mai.	Karaté Championnats d'Europe. — Jusqu'au dimanche 8 mai à Gènes.		

Heureusement, l'Irlande n'est qu'à 1000 F des présidentielles.

Votez pour le car-ferry : il a baissé ses tarifs de 42% et offre un aller et retour voiture comprise à 945 F par personne en pleine saison si vous êtes deux à partir. Très bon programme, non ?
Ou votez pour l'avion : avec une baisse de 49% et un aller et retour haute saison qui démarre à 1090 F, c'est un excellent candidat.

De toute façon, ne vous réfugiez pas dans une abstention morose : savoir profiter des circonstances est un devoir civique.

Office National du Tourisme Irlandais
9, boulevard de la Madeleine, 75001 Paris - (1) 42 61 84 26 - Minitel : 3616 + Irlande.



Allez loin sans aller loin.

Culture

THÉÂTRE

« Les Galantries du duc d'Ossonne », de Jean Mairet

La nuit des abricots

Antoine Vitez accueille dans la grande salle de Chaillot la comédie de Jean Mairet, les Galantries du duc d'Ossonne, présentée par Jean-Marie Villégier.

Ce duc était espagnol, comme Don Juan. Il s'appelait Don Pedro Giron, et de 1615 à 1619, il fut, à trente-cinq ans, vice-roi de Naples.

Il est souvent venu en France, il était un ami de notre Henri IV. Mais revenons à cette pièce que nous pouvons voir à Chaillot.

A Naples, le Duc se rend un soir au théâtre. Il en sort ébloui. C'était quelle pièce ? Il n'en sait rien. Il est resté, toute la soirée, paralysé. A la vue d'une femme.

Le Duc a tout pouvoir, à Naples. Les jeunes filles, on les invite, sous un prétexte ou un autre. Les femmes mariées, on éloigne le mari, même sans prétexte.

« Qui était cette femme, au théâtre ? — Emilie, Votre Majesté. C'était elle ? — Mariée. — La mari ? — Un certain Paulin, un type pas commode, baroudeur, violent, genre officier de la Légion. »

Le Duc rentre chez lui. Un peu embêté car il ne veut pas se créer d'histoires. Mais un huissier se présente : Paulin est là !

« Majesté, dit Paulin, voici la chose, en deux mots car je suis tranquille, le temps presse. Ma femme, Emilie, a un amant, Camille. Plutôt : avait. Ce soir, j'ai tué Camille. Un témoin m'a dénoncé. Vous seul pouvez me tirer de là. »

« Mais bien sûr, dit le Duc. Ma garde va à l'instant vous conduire dans un endroit sûr, à une demi-journée d'ici. »

« Merci. Je serai là dans vingt minutes, je repasse chez moi prendre quelques... »

« Surtout pas ! C'est trop de risques ! Vous partez, tout est déjà prêt. »

Avant de partir, Paulin a tout de même pris soin de mettre son Emilie à l'abri. Paulin a une sœur, Flavie. « Flavie, mon petit, lui a-t-il dit, je m'absente, toi tu ne lâches pas Emilie ! Pas d'une semelle. Mais, la nuit ? — La nuit, paroi ! Tu dors dans la même lit, j'ai supprimé son Camille, mais elle serait capable d'en emmener un autre, tu ne la lâches pas. »

Stupé Paulin écarté, le Duc court à la maison d'Emilie. Que voit-il : un homme qui escalade le mur, jusqu'à une fenêtre ouverte, par une échelle de soie. En pleine nuit !

Un phénomène, cette Emilie ? Le Duc escalade à son tour, et découvre, là-haut, dans la maison, que l'homme est en fait Emilie elle-même. Elle s'est déguisée en homme pour aller voir son amant, Camille, que Paulin n'a pas tout à fait tué.

« Tiens donc, dit le Duc, chiffonné. — Eh oui, dit Emilie, j'y retourne... »

Mais, ce disant, Emilie regarde le Duc. Il n'est pas seulement le vice-roi de Naples, il est vraiment très beau garçon. Il a même, comme elle dit, « du charme ». »

« Majesté, j'en ai peine vous le demandez, mais vous pourriez m'attendre là, je vais faire vite. »

« Attendez ! C'est qu'il ne fait pas chaud, ici ! »

« Attendez-moi sous l'édredon, c'est tout plume d'ore, il est très chaud. Ne vous inquiétez pas, dans le lit il y a quelque chose de très vieille gouvernante. Petite, sache, elle ne prend pas de place. »

Le Duc se met à l'aise, un peu. Se rapproche du lit d'Emilie.

Dans ce lit, Emilie savait bien qu'était en vérité étendue sa belle sœur, Flavie. Une jeune fille, et une beauté. Flavie a tout entendu. Elle fait semblant de dormir. Semblant de rêver au vice-roi. Semblant de s'éveiller.

« Majesté ! Non ! Que faites-vous ? — C'est Emilie qui m'a conseillé... — Alors, juste au bord du lit, n'est-ce pas... »

Au petit matin, Don Pedro, duc d'Ososonne, vice-roi de Naples, a pris la décision ferme de « garder » les deux merveilleuses : Emilie et Flavie. Quelques heures plus tard, Emilie se détermine, de son côté, à dispatcher ses émois entre le vice-roi et son Camille. Lequel Camille, très vite remis de ses blessures, s'en vient trouver Flavie, afin de savoir à quoi s'en tenir, comment préparer sa vengeance, puisqu'elle est la sœur de son assassin, Paulin.

Splendeurs

Camille la connaît bien, Flavie. Mais jamais il ne l'avait vue aussi attachante que ce matin. Elle irradie une gaieté, une beauté. Flavie et Emilie, se dit Camille, ne seraient-elles pas moins monochromes, moins monotones, qu'Emilie toute seule ?

Et voilà comment la pièce de Mairet, les Galantries du duc d'Ososonne, court à grand train vers une soirée folle à quatre convives, lorsque Paulin, subit, refait surface.

« Emilie, dit-il, ma chère petite, j'ai pu m'échapper très peu de temps, déshabille-toi dare-dare, moi, tu vois, je fais la même chose, y'a pas une seconde à perdre ! »

« Sortez tous les épees, les dagues, il est pris comme un rat, mes amis ! Nous le tuons ! crie, derrière une porte, Camille, sans doute en chemise, et sans armes. »

« Vite, mon chapeau ! » dit Paulin, qui prend ses jambes à son cou.

Voilà ! La fine soirée, à quatre partenaires, qui va mettre le point final à toute cette comédie, peut enfin avoir lieu.

« Allons bras dessus, bras dessous, dit le Duc, la paix est faite ! — C'est une « paix fourrée », remarque la servante. »

« Mais... pas un ne dort, de tous vos domestiques... S'ils venaient épier nos secrets pratiques... », dit le Duc.

Mais Flavie le rassure : « Ils ne viennent jamais sans mon commandement. Et, parlant tout bas à

l'oreille de la servante, elle lui donne ses ultimes recommandations, pour la fiesta italienne... Et elle relève le visage, et l'auteur ne nous permet d'entendre que les tout derniers mots du « programme », ces mots qui, depuis la création de la pièce en 1632, restent le grand mystère : « ... la ronde ou la carrée ». »

Certains ont dit : c'est une chambre. D'autres proposent : c'est une table.

Malgré l'allusion de cette servante à la « paix fourrée », aucun universitaire n'a osé se hasarder vers des évocations plus... gymniques de « la ronde ou la carrée », par exemple vers l'une de ces figures collectives qui apparaissent lorsque, comme le dit Sade plus tard, « le groupe se forme ». »

Les Galantries du duc d'Ososonne est l'une de ces œuvres étranges, une de ces « lies au trésor », dont la charge émoive ne faiblit pas au cours des temps. Elle n'a rien d'un vaudeville, ou d'un conte libertin, tant les choses y sont dites et accomplies simplement, sans sous-entendus. La vie était très libre pendant ces années du règne de Louis XIII. Et l'auteur, si doué, Jean Mairet, n'a pas fait de la scène un métier : il a écrit quelques grandes choses, puis, à trente ans et quelques, il cesse d'écrire, et vit un demi-siècle en pensant à autre chose.

La soirée est de toute beauté, à Chaillot, car la mise en scène a été dirigée par Jean-Marie Villégier, qui, à l'opéra comme au théâtre, sait créer les splendeurs. La scène blanche d'une robe de soie, un coup de soleil sur du chêne blond, une main qui se tend, la faiblesse d'une voix, rien qu'un instant, et c'est cela, c'est le théâtre, dans sa substance irremplaçable, c'est ce qui touche vraiment, réel, des déraisons ou raisons d'être. Décors de Carlo Tomasi, costumes de Patrice Cauchetier.

« Je vous conjure de faire bonne chère à mon Duc d'Ososonne », disait Mairet en présentant sa pièce. Ce qui voulait dire « faire bon accueil », et non pas « faire un bon repas », quoique au moment de passer aux choses du délire, le vice-roi demande à Flavie : « Si vous aviez encore de certains abricots... »

MICHEL COURNOT.

★ Théâtre national de Chaillot, 20 h 30.

Les « Acteurs Producteurs Associés », à l'Athénée

On a déterré la hache du jeu



« Succubation d'Incube » par les Acteurs Producteurs Associés

Depuis un an, des comédiens réfléchissent à leurs conditions de travail.

Ils ont créé les APA, Artistes Producteurs Associés et pris l'initiative des « Conversations d'artistes » présentées jusqu'au 14 mai au Théâtre de l'Athénée.

Les APA : le sigle sous lequel se sont regroupés une quarantaine de comédiens sonne un peu comme un nom de guerre. Pourtant aucune hache n'a été déterrée. Ni contre les metteurs en scène, ni contre l'institution, ni contre la pauvreté des budgets théâtraux. Mais les APA entendent secouer un peu le théâtre ambiant, au premier chef la leur. Las de se cantonner dans des plaintes autour d'une table de bistrot, un petit groupe — dont André Wilms, Evelyne Didi, André Marcon, Anouk Grinberg, Sophie Louachevsky — ont pris l'initiative de réunir sur un projet commun des gens naturellement individualistes. « Le pari, dit André Wilms, relevait de l'exploit théâtral. »

Une association loi de 1901 est créée. Les membres se recrutent par cooptation. Ils entendent prendre l'initiative, choisir (plutôt que toujours être choisis) textes, metteurs en scène, conditions de travail, devenir eux-mêmes producteurs. « Notre

seule force, c'est notre salaire », disent-ils.

Ils ont d'illustres prédécesseurs : les Artistes Associés d'Hollywood. Mais les « APA » sont lucides. Habités pour la plupart du secteur subventionné, ils ne sont pas des stars, savent ne pas peser « lourd » sur le marché. Même s'ils ont, pour certains, travaillé avec les grands metteurs en scène d'aujourd'hui : Vitez, Plançon, Lavelli, Bourdet, Engel ou Bob Wilson. « En aucun cas, les APA ne sont une ANPE-bis », dit encore André Wilms.

Ils se rebellent contre l'« individualisme forcené », les « plans de carrière », la « logique acceptée comme inéluctable de la loi de l'offre et de la demande qui contraint chacun à ne penser son travail que sous la forme de « coups ». A l'heure où en France la majorité des troupes constituées a disparu, ils ont la nostalgie d'une aventure collective différente de celle qu'aujourd'hui secrètent les institutions qui suivent souvent une logique de crise financière « morale ».

Conversations d'artistes

L'ambition et l'enthousiasme des APA ne sont pas restés lettre morte. Montées en quinze jours de répétition, avec un budget dérisoire de 5 000 F, les Conversations d'artistes présentées actuellement à l'Athénée sont leur première action, emblématique à plus d'un titre. Leur lieu d'accueil, à lui seul, l'est déjà : dirigé

par Josyane Horville, il est le seul théâtre parisien entièrement consacré à l'accueil des jeunes compagnies. Et les APA chez Louis Jouvet, c'est un heureux symbole. Symbole encore, que le regroupement de ces dix-neuf spectacles sous le signe de la conversation, du dialogue.

« Petites formes » ou propositions de spectacles plus ambitieux, ces Conversations d'artistes, ont la force des spectacles d'urgence. Mais rien de bricolé. Chacun joue le jeu. Y compris les spectateurs professionnels, comédiens ou metteurs en scène qui paient à l'entrée leur cote part à l'aventure : soit 100 F la soirée. Pour, à la carte : écouter André Marcon et François Berléand dans l'Entretien avec le professeur Y, une auto-interview de Céline, quinze comédiennes se glissant avec impudence dans la peau des surréalistes qui débattent de la sexualité (Succubation d'Incube), suivre Evelyne Didi (A la recherche d'une conversation), sur d'assez lettres de Marie à Pierre Curie mort, Des metteurs en scène se sont associés aux APA : Alain Françon, André Engel. Des comédiennes passent du côté de la mise en scène : Michèle Foucher avec le Ton de Platon, Anne Alvaro avec le Journal de Janos, d'après John Berger, Malté Nahy avec Matissse...

ODILE QUIROT.

★ Conversations d'artistes, au Théâtre de l'Athénée Louis-Jouvet. Jusqu'au 14 mai. Mardi, mercredi, jeudi, à 20 heures. Vendredi 18 h 30 et samedi 18 h 30, sauf le samedi 7 mai, à partir de 15 h 30 (47-42-67-27).

COULISSES

La Fougasse en Cévennes

Une magnanerie isolée depuis plusieurs années au cœur des Cévennes à la limite du Gard et de la Lozère, sans électricité et dont l'accès ne peut actuellement se faire que par des sentiers de montagne, va revivre cet été, le temps de trois soirées théâtrales, du 11 au 14 août.

La Fougasse tragique, compagnie théâtrale montpelliéraine, y donnera un spectacle musical (le fil, texte et mise en scène de Colas Valet, musique de Christian Lavigne). La pièce à laquelle la direction régionale de l'action culturelle, le Centre culturel du Languedoc et l'association Les Chemins de la soie apportent aussi leur concours, nous ramène en 1920, met en scène des fleuves interdits de parole pendant le travail, et pour qui le chant était alors devenu la forme d'expression.

La Fougasse tragique s'est d'ailleurs déjà installée dans une filature à Ganges, ancienne capitale européenne du bas de soie jusqu'à la guerre de 1914, à 45 kilomètres au nord de Montpellier. Elle y créera les 20 et 21 mai une pièce inédite de Pierre Bouchet. Vient glacié sur les plateaux d'Ardèche, à propos de l'auberge rouge.

R. B.

Le Val-de-Mame du Moyen Age à nos jours

Les archives départementales du Val-de-Mame présentent, jusqu'au 30 juin, une exposition sur la tradition théâtrale dans le département depuis le Moyen Age. On découvre des compagnies qui, au siècle dernier, effectuaient leur tournée en roulotte ou en péniche et puis, plus près de nous, les troupes de théâtre ouvrier qui, pendant l'entre-deux-guerres, jouaient dans les cafés, dans les rues, au cours des meetings politiques, à la sortie des usines.

F. G.

★ Archives départementales du Val-de-Mame, 10, rue des Archives, 94000 Créteil. Tél. 44-99-52-21.

ARTS



Deux expositions célèbrent le vingtième anniversaire de mai 68. Un anniversaire discret où les affiches qui couvraient les murs de Paris ont de nouveau la parole.

Vingt ans après avoir fleuri sur les murs de Paris, les affiches de mai 68 sont presque devenues un genre à part entière. Elles ont, de ce fait, une valeur marchande. Une certaine d'entre elles viennent d'ailleurs d'être dispersées aux enchères, avec un certain succès. Signe des temps, c'est l'affiche intitulée Retour à l'ordre — un troupeau de moutons — qui a fait le meilleur prix. Quelques soixante-huitards purs et durs se sont émus de cette récupération. Aussi exposent-ils, sans commentaire, une sélection de ces images à la Galerie Beaubourg. Ce qui n'empêche pas cette dernière de vendre des T-shirts à l'effigie de Coluche-Boudin.

Mais si récupération il y a, elle est déjà ancienne. Dès le mois d'août 1968, un volume qui reproduit les principaux graphismes sortis des « ateliers populaires » est mis en vente en Grande-Bretagne. Il sera suivi de beaucoup d'autres, plus ou moins luxueux. Alors, une légende prendra forme autour de ces travaux exécutés dans la fièvre et l'improvisation. La savante exposition organisée par Laurent Gervereau à la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine (BDIC) rétablit la genèse de cette élaboration collec-

Affiches de 68

Quand les murs avaient la parole

tive, mais surtout nous donne à voir les principaux thèmes abordés par les contestataires du printemps 68.

Leur principale cible est, bien entendu, de Gaulle. Caricaturé sous toutes les formes, on le reconnaît à son profil. Il est réduit, la plupart du temps, à la silhouette d'un pantin autoritaire et stérile. Deux défauts majeurs pour ceux qui ne jurent que par la liberté et la jeunesse. La charge contre le père, ou plutôt le grand-père, est toujours violente et souvent réussie. L'une des premières affiches sortie de l'Ecole des beaux-arts, La chienne, c'est lui, est parmi les plus impressionnantes. Une autre le montre en ombre chinoise bâillonné d'une main lourde un jeune homme. Après le général, l'enseignant des basses œuvres, le CRS à gueule de batracien, gnome menaçant abrité derrière son bouclier frappé du sigle infamant : SS. Parfois derrière son micro, il remplace le journaliste, autre tête de Turc de la génération colbère. La presse, la radio, la télévision mentent. Les affiches le répètent inlassablement. Car le vrai combat, c'est la prise de la parole. Mais celle-ci doit se faire à travers un langage différent.

Sur les affiches, la raideur des caractères imprimés est remplacée par le spontané du graphisme manuel. Le texte intervient en haut ou en bas de l'espace pour épauler l'image. L'aspect brut de l'ensemble est renforcé par un encrage opaque et une impression généreuse.

La simplification des formes, la symbolique de l'expression, la vigueur des slogans viennent du mode d'élaboration de ces affiches. L'Ecole des beaux-arts est occupée le 14 mai. Le 17, une assemblée générale adopte une motion, « révoquant le droit de porter un jugement de valeur sur toute œuvre d'art, quelle qu'elle soit ». Dans la foulée, elle décide d'appuyer le mouvement par des œuvres graphiques de combat. Chacun est donc couronné à élaborer une maquette — anonyme — qui sera épinglée sur un mur, parmi les

autres. Avant d'être tirées en sérigraphie, sur du papier-journal récupéré dans les imprimeries, les œuvres sont passées au crible de la critique publique et souvent modifiées.

Pas question, dans ces conditions, pour l'artiste de se mettre en avant. Du coup, c'est la cohésion temporaire du mouvement, l'enthousiasme du moment qui va donner un style inimitable à ces affiches qui sont tout, sauf l'addition d'individualités. Les artistes « officiels » qui tenteront de participer à l'« atelier populaire » en seront tenus à l'écart et, mal à l'aise, rateront presque toujours leurs travaux. Dufour, Zao-Wou-Ki, Alechinsky ou Vieira da Silva ne feront que plaquer artificiellement les mots d'ordre de mai 68 sur une matière appauvrie.

La machine de guerre installée à l'Ecole des beaux-arts, relayée assez vite par celle des arts décoratifs, tourne à plein rendement vers la mi-juin, quand le mouvement a du plomb dans l'ail. Pour les élections législatives, les murs vont retrouver les barioles traditionnelles et soudain bien vieillies des partis politiques institutionnels. Après une brève flambée au cours de l'été, pour appeler aux « universités d'été », les affiches de mai disparaîtront complètement. Les dernières d'entre elles seront réalisées en Tchécoslovaquie en août, et à Mexico en septembre, par les étudiants qui avaient séjourné à Paris pendant les « événements ».

Curieusement les héritiers directs de cette saison, les « groupuscules » de la décennie suivante, retrouveront eux aussi un réalisme pesant qui, il est vrai, faisait ses preuves en Chine comme à Cuba. Les murs n'auront flambé que le temps d'un printemps.

EMMANUEL DE ROUX.

★ Galerie Beaubourg, 23, rue de Renard, Paris-3^e, jusqu'au 27 mai. ★ BDIC, hôtel des Invalides, Paris-7^e, jusqu'à la fin juin. L'exposition est accompagnée d'un catalogue instructif, très illustré, publié sous la direction de Geneviève Dreyfus-Armand et Laurent Gervereau. 300 pages, 250 F.

VARIÉTÉS

Léo Ferré au Dejazet

La fraternité partagée

Ferré chante ses plus belles chansons. Pour un public encore une fois renouvelé.

A peine sorti d'une bronchopneumonie, Léo Ferré chante tous les soirs au Dejazet, lui qui n'avait jamais été malade en soixante-douze années. Seul, face à des jeunes de dix-huit à vingt-cinq ans qui lui font une ovation, chanson après chanson, et à qui, de temps en temps, il envoie discrètement un geste de connivence. S'accompagnant au piano et d'une bande magnétique, le vieux lion auréolé de cheveux blancs poursuit son aventure. Avec orgueil : « Le jour où je perds cet orgueil, dit-il volontiers, je me couche et je crève. »

Ferré reprend quelques-unes de ses plus belles chansons : *Vingt ans, Madame la Mère, Ostende, l'Affiche rouge, la Vie d'artiste, le Flémme de Paris, la Vie moderne, Y'en a marre, Thank you Satan*. Il chante aussi, avec sa manière flamboyante, quelques-uns de ses poèmes denses. Une seule fois, sur deux heures trente de récital, le chanteur bute sur un mot : « Remonte la bande, dit-il alors au régisseur se tenant dans les coulisses, on se trompe, on se trompe... »

Ferré est bien vivant. Tendre, lyrique, passionné. Avec de l'humour, de la malice et, surtout, plein d'amour. Avec en lui toute la force de l'espoir ou du désespoir. Toujours « anar », le chansonnier ressort de sa besace *Ils ont tous voté*, et termine drôlement *a capella* sur une chanson testament.

CLAUDE FLEOUTER.

★ Dejazet. Jusqu'au 8 mai, 20 h 15. Dans une courte première partie : Michèle Bernard.

GRAND CONCOURS tout Ferrat
EN DISQUES COMPACTS
PLUS DE 1000 LOTS À GAGNER !
1^{er} PRIX : UNE 205 PEUGEOT
Règlement point de vente n° 1 25 63 53 02
30 rue de Valenciennes PARIS 11

مكتبة من الأهل

Culture

THÉÂTRE

Marcel Maréchal joue Sganarelle Le frère de dom Juan

En 1989 Marcel Maréchal venait de prendre la direction du Théâtre du VIII^e à Lyon, invitait Patrice Chéreau à y monter Dom Juan et interprétait un Sganarelle roublard, ému, qu'on écoute, la gorge serrée, réclamer ses gages comme un enfant réclame sa mère, dans la solitude du plateau où son maître n'était plus. En 1988, dans son théâtre de la Criée à Marseille, Marcel Maréchal retrouve Sganarelle. Il est en même temps metteur en scène. Aurélie Doazan — qui a été une Agathe remarquable de l'Ecole des Femmes, tient le rôle redoutable d'Elvire, Pierre Arditi est dom Juan.

«Vingt ans ont passé, dit Marcel Maréchal, je n'ai pas oublié. Mais ce que je fais aujourd'hui n'a rien à voir. Il y a mon travail pendant ces vingt ans, mon évolution. Surtout par inclination personnelle et à cause de la mise en scène, je jouais contre dom Juan, contre le grand seigneur méchant homme, l'intellectuel traître à sa classe de sorte que je me sentais un peu seul. Le personnage, c'est vrai, peut facilement ramasser tout, mais ce n'est pas intéressant. J'aimerais le retenir un peu. Sans le gommer, mais pour mettre en valeur sa relation fascinée avec dom Juan. Je n'ai pas trop de difficulté, je connais Arditi depuis toujours. Il a fait ses débuts avec moi, nous nous entendons comme des frères.

«Selon moi, sans dom Juan — et même s'il n'est pas comme Laperouze une sorte de substitut de son maître, — Sganarelle n'existerait pas. Moins, qui était un directeur avéré, a choisi un dom Juan jeune pour faire passer les audiences du texte pour des arrogances de blanc bec. A l'époque, la tirade sur l'hypocrisie «Un vice à la mode et les vices à la mode passent pour vertus!», devant la cour, c'était sautillant. Donc, il a joué Sganarelle. Mais on sait bien qu'il parle par la bouche de dom Juan.

«Le discours de dom Juan fascine Sganarelle. Il lui dit : «Vous parlez comme un livre, la prochaine fois je mettrai mes raisonnements par écrit.» Il attache de l'importance aux discussions. Il est dominé par le non-conformisme de dom Juan, par son marche vers les terrains inconnus de la pensée. Il a peur, mais il n'est pas si poujadiste qu'on veut bien le dire. Simple, il n'a pas les moyens culturels, matériels de manifester le même courage que l'aristocrate habitué aux privilèges. Et si dom Juan prend le temps de lui parler, essai de le convaincre, c'est peut-être qu'il a besoin de s'adresser à quelqu'un dont les modes d'accès à la connaissance sont très loin des siens. Ils sont étroitement liés par une connivence amoureuse. En tout cas fraternelle.

«Dom Juan n'est pas un mythe, c'est un être humain, fragile, qui mène une démarche suicidaire tout en désireux de vaincre la vie, qui se laisse traverser de toute part et Sganarelle est touché par la fragilité de cet homme capable de lui apporter des réponses... Il est plus attentif qu'il y a vingt ans! A la limite, je pourrais dire que je poursuis un travail commencé il y a vingt ans.

«Je ne peux pas comparer avec Capitaine Bada, que j'ai joué peu avant et que j'ai repris l'an dernier. Cette fois, le projet est né du désir que nous avions, Pierre Arditi et moi, de travailler ensemble. Nous avons cherché d'abord une pièce contemporaine, mais finalement l'idée m'est venue de dom Juan. Il est juste à un moment de sa vie et de sa carrière où il peut le faire. Et j'avais peut-être envie de reprendre Sganarelle.

Propos recueillis par
COLETTE GORDARD.

★ Marseille, Théâtre de la Criée du 6 mai au 18 juin.

CINÉMA

«Mes amours de 68», de Goran Paskaljevic

Premières armes

En 1968, en Yougoslavie, dans une petite ville, loin de Belgrade, un jeune homme pas trop beau, Peter, amorce le virage le plus serré de sa

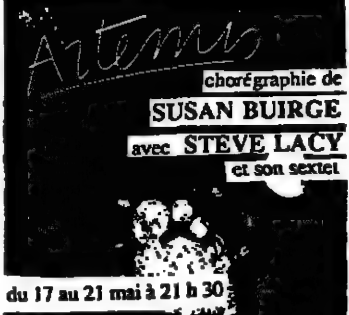
puberté, le dernier avant la ligne droite de la vie d'adulte. Il est obsédé par les filles, les femmes surtout, il suit en haletant la voisine, loup ses examens parce que la prof de sociologie a un corps de mannequin, perd la tête à la vue des belles bronzées sur la plage qu'un flot de vagues viennoises inonde.

Malheureusement, le père de Peter est un juge, gros, moustachu, bômé au-delà de la caricature, récemment inscrit au parti dans l'espoir d'accélérer sa carrière, et il n'apprécie ni les nouvelles qui viennent du printemps de Prague, ni la montée de la séve de son rejeton. Il l'envoie chez son cousin boulanger lui faire tomber la température, mais le gamin apprend vite à pécher la boulangère plutôt que les miches autorisées... Bref, rien de très nouveau et un humour assez gras.

Une jolie scène avec un grand-père polisson qui encourage son petit-fils à la débauche et à la vie. Peter réussit son bac et aboutit à ses fins dans les bras d'une ravissante Tchèque, la veille de l'invasion de Prague par les troupes du pacte de Varsovie.

Il y a de-ci, de-là des moments plaisants, une satire agréable de la bourgeoisie communiste provinciale, frivole et ultra-conformiste. Mais c'est un peu juste, un peu fluet et plus proche de la caleçonnette que de la politique. Si l'on veut bien juger des rapports de l'amour et de la révolution, de l'érotisme et de Prague, il est urgent de voir une deuxième fois le magistral film de Philip Kaufman, l'insoutenable Légèreté de l'être.

MICHEL BRAUDEAU.



Communication

Polémiques autour du pluralisme audiovisuel

FR 3 et RFO répondent aux attaques de M. Mitterrand

Les directions des sociétés publiques de l'audiovisuel FR 3 et RFO réagissent vivement aux propos de M. Mitterrand les mettant en cause.

Lors de son meeting au Bourget, M. Mitterrand avait attaqué «un poste national» qui «dérive tous les jours dans des doses de propagande domo ou rosigtrati dans un pays démocratique», mais qu'on pouvait toutefois oublier «car il sue l'ennui».

M. Mitterrand ayant précisé qu'il s'agissait de FR 3, la direction de la chaîne fait observer que «l'information tant régionale que nationale respecte scrupuleusement le pluralisme et l'équilibre entre les grandes familles politiques» et que «l'ensemble des professionnels a salué les efforts de FR 3 pour la création télévisuelle et les programmes culturels».

Par ailleurs, M. Mitterrand avait déclaré au magazine Globe que l'information sur RFO était «de type totalitaire, révélatrice d'un état d'esprit inquiétant pour la démocratie». La présidence de RFO

«déclare ce retour à une époque que l'on pouvait espérer révolue où les professionnels de l'audiovisuel servaient de tête de turc pour les hommes politiques».

De son côté, la rédaction parisienne de RFO a tenu une conférence de presse pour se dire «lassée de cette attitude systématique qui s'attaque à leur honneur professionnel».

Mettant à la disposition des observateurs les journaux nationaux de RFO réalisés à Paris depuis le 25 mars, les journalistes parisiens de la chaîne d'outre-mer veulent être jugés sur pièces.

Dans le même temps, la station de RFO à Tahiti observe une grève de vingt-quatre heures pour protester contre la présentation de certaines séquences du journal télévisé. Un différend oppose les journalistes et leur rédaction en chef à propos d'un droit de réponse à des propos de M. Gaston Flosse, secrétaire d'Etat chargé des problèmes du Pacifique sud.

Réunis en assemblée générale

Les journalistes de «France-Soir» protestent contre un éditorial favorable à M. Chirac

«Comment ne pas accorder sa confiance à un premier ministre qui a su rétablir l'ordre et faire respecter la loi, qui est parvenu à juguler en même temps l'inflation et le chômage, qui a abaissé les impôts et réhabilité l'image de la France, qui a mené de front la libération des trois otages du Liban et celle des vingt-trois prisonniers des rebelles canadiens...» Cet éditorial paru à la «vue» de France-Soir le 5 mai a provoqué les protestations d'une majorité de journalistes du quotidien de M. Robert Hersant. Réunis en assemblée générale à la demande de l'intersyndicat (CFDT, FO), ils ont adopté par 48 voix contre 23 (sur un total d'une centaine de journalistes) un texte déclinant toute

responsabilité dans cette prise de position politique en faveur de M. Chirac.

Les journalistes reprochent d'abord à M. Philippe Bouvard, directeur de la rédaction et auteur de l'éditorial, d'avoir signé «F.S.», engagement ainsi toute la rédaction du journal. Ils ajoutent : «Les journalistes de France-Soir se réjouissent de la libération des otages mais ils soulignent combien il est indigne et indécent de se servir de cet événement heureux à des fins partisanes et porteuses de division».

Philippe Bouvard a qualifié le vote de la rédaction de «masculade». Il semble pourtant qu'une majorité de journalistes de France-Soir soient de plus en plus irrités de l'engagement politique du titre aux côtés de l'actuelle majorité. «C'est devenu Chirac-Soir», murmure-t-on dans les couloirs. Un engagement politique qui est loin d'avoir eué la chute des ventes : - 13 % sur l'année précédente. Cette irritation se double d'une inquiétude sur l'avenir du titre. Le groupe Hersant n'a-t-il pas en préparation le projet d'un autre grand quotidien populaire : Paris-Star?

J.-F. L.

«La CFDT de la CNCL proteste contre la sous-traitance...» La CFDT de la CNCL proteste, dans un communiqué, contre la sous-traitance que pratique la commission pour certaines de ses missions comme l'observation des programmes, les décomptes des temps de parole des hommes politiques, ou le contrôle du spectre des fréquences.

Regrettant les conséquences sociales — salaires et précarité des emplois — ou déontologiques — perte d'autonomie et éventuellement de crédibilité — de ces transferts, la CFDT demande que la CNCL soit dotée de moyens suffisants pour suivre le développement rapide des services de communication. A la CNCL, on répond que le recours à la sous-traitance est liée à une période «de pointe», alors que la commission ne peut dépasser les effectifs permanents prévus par son budget.

La cour statuera le 11 mai prochain sur le point de savoir si les débats doivent être rouverts seul un arrêt de réouverture des débats pourrait en effet permettre à la partie civile de déposer valablement son mémoire.

A. Co.



ALICE CARROLL

PAR LE
THEATRE
DE LA CHAMAILLE

3 MAI —
— 22 MAI 48 3111 45

Lors du conseil d'administration

M. Bouygues remercie la rédaction de TF 1 pour sa «maturité»

Réuni le 5 mai, le conseil d'administration de TF 1 a examiné la situation de la chaîne. Situation satisfaisante puisque la Une caracole toujours en tête des sondages, avec une part de marché supérieure à 40 %. Pour la direction de la chaîne, ce succès est essentiellement dû à «une politique dynamique des programmes : la création de quarante-huit émissions nouvelles depuis septembre».

M. Francis Bouygues, PDG de la chaîne, a demandé aux membres du conseil d'administration de s'associer à lui pour «remercier la rédaction et tous les collaborateurs de TF 1 pour la grande maturité dont ils ont fait preuve» à l'occasion de la campagne électorale. Une campagne qui, selon M. Bouygues, s'est déroulée «sans contestation d'aucun parti».

M. Bouygues a tenu à préciser que les résultats de la chaîne étaient «à ce jour équilibrés mais que l'organisation du paysage audiovisuel ne permettait pas pour le moment de dégrèser la capacité bénéficiaire nécessaire pour assurer un dividende en rapport avec le prix d'acquisition de la chaîne et la mise en place d'une large politique d'investissement».

Par ailleurs, TF 1 vient de confier à Télédiffusion de France, pour une nouvelle période de trois ans, l'exclusivité de sa diffusion. Le contrat prévoit que le transport des signaux est assuré par les faiseurs hertziens de TDF mais qu'il pourra, à la demande de TF 1, être transféré sur satellite, solution moins coûteuse et qu'utilisent la 5 et M 6.

«TF 1 ramasse ses programmes du matin...» N'ayant pas réussi avec sa formule actuelle à rattrapper Antenne 2, TF 1 modifie à partir du 10 mai ses programmes du matin. De 6 h 30 à 7 h 30, une tranche d'information continue sera animée par Robert Marais. Sur un rythme rapide inspiré de celui des radios — la concurrence vécue en premier — se succéderont chroniques (dont une confiée à Gérard Carreyrou, ancien d'Europe 1), journaux en images ou à deux voix, rubriques pratiques, reportages, etc.

Après 7 h 30, place aux programmes pour enfants menés par Dorothée, avec l'espoir de dépasser à la Cinq son avance dans ce secteur. Enfin, à la rentrée, un journal orienté vers la forme et la santé clôturera la tranche à 8 h 25.

A la demande d'un responsable RPR

Saisie d'un hebdomadaire indépendantiste en Guadeloupe

POINTE-A-PITRE
de notre correspondant

M. Amédée Adélard, président de l'association Pointe-à-Pitre-Renouveau, qui est également l'un des membres du comité de soutien à la candidature de M. Chirac aux Antilles, a obtenu, le 5 mai, de la cour d'appel de Basse-Terre la saisie de l'édition du 25 avril de Lendipandans, l'hebdomadaire officiel de l'Union populaire pour la libération de la Guadeloupe (UPLG), principale formation indépendantiste de l'archipel. Le journal a été condamné à 5 000 francs d'amende.

M. Amédée Adélard avait été débouté en première instance le 27 avril par le tribunal de Pointe-à-Pitre. L'édition de Lendipandans, parue l'avant-veille du premier tour du scrutin présidentiel, avait mis en cause M. Adélard comme étant l'auteur des détournements d'argent évoqués dans le Canard enchaîné du 20 avril et révélés par M. Michaux-Chevry, secrétaire d'Etat chargé de la francophonie.

Un autre hebdomadaire, Sept magazine, avait également largement évoqué cette affaire, mais un accord était intervenu à la veille de sa diffusion entre M. Adélard et son directeur de publication pour remplacer cet article par une page de publicité.

Plusieurs hommes politiques de gauche et des organes de presse locaux ont commenté cette affaire.

«Fin de la grève à la Montagne...» Un accord est intervenu, jeudi 5 mai, dans le conflit qui opposait le personnel de fabrication de la Montagne à la direction du quotidien de Clermont-Ferrand (Le Monde du 5 mai). Le journal était de nouveau dans les kiosques le vendredi 6 mai après deux jours de grève.

dont le journal Lendipandans, qui a même publié le fac-similé de la page supprimée.

ANDRÉ LÉGER.

EDITION

M. Henry Marcellin directeur des éditions Denoël

Nommé il y a un mois à la tête des éditions Gallimard où il succède à son père, M. Antoine Gallimard vient de prendre les premières mesures de restructuration du groupe éditorial. Elles concernent les éditions Denoël, filiale à 100 % de Gallimard.

M. Henry Marcellin, quarante ans, remplace à la direction de Denoël M. Gérard Bourgaudier qui est appelé à de nouvelles fonctions éditoriales à l'intérieur de la maison mère. Entré il y a huit ans chez Gallimard, M. Marcellin y a occupé des fonctions essentiellement commerciales. Proche collaborateur de M. Antoine Gallimard, il dirigeait la SODIS, la société de distribution du groupe.

Gallimard renforce d'autre part son secteur des sciences humaines dans lequel existe un nouvel éditeur, M. Eric Vigne. Celui-ci était jusqu'à présent directeur littéraire chez Fayard (groupe Hachette) où il s'occupait particulièrement des publications de sciences et de philosophie.

On apprend d'autre part le départ des éditions Payot-Rivage gauche de M. Samuelson qui, l'autisme dernier, en avait pris la direction avec M. Olivier Cohen. M. Cohen assume donc désormais seul la responsabilité de cette maison, jusqu'à présent spécialisée dans les ouvrages de connaissance et que ses propriétaires suisses désirent largement ouvrir à la littérature générale.

ANTALYA 1650 F*

*Départ Paris. Prix A/R à partir de...

Avec Air Charter,
filiale d'Air France
et d'Air Inter.



MINITEL 3615 + JUMBO. PARIS : 46 34 19 79/45 42 03 87
ET TOUTES AGENCES DE VOYAGES.

Spectacles

théâtre

SPECTACLES NOUVEAUX

LES DÉLICES DU BAISER. Comédie italienne (43-21-22-22), 20 h 30.
NOUS LES TIZIANES. Magador (42-45-28-80), 21 h.
LES GALANTRIES DU DUC D'OSMONNE. Th. National de Chailot (47-27-81-15), 20 h 30.
BÉRÉNICE. Crypte Sainte-Agathe (47-00-19-31), 20 h 30.
LE CHARIOT DE TERRE CUITE. Corbail-Escamot. Centre Patho-Normandie (50-89-00-72), 20 h 45.

Les autres salles

ANTOINE - SIMONE-BERTRIAU (43-08-77-71). Les Cahiers tango : 20 h 30.
ARLEQUIN - RESTAURANT-THÉÂTRE (45-99-43-22). L'Assommoir : 20 h 30.
ARTS-HERBERTOT (43-87-23-23). Le Malade imaginaire : 20 h 30.
ATELIER (46-06-49-34). La Double Inconstance : 21 h.
ATHÈNE-LOUIS JOUVET (47-42-07-27). Sate C. Bérard. O. Tous en ligne (Conversations d'artistes) : 18 h 30. Sate Louis Jovet. O. Outrage blanc ou conversation imaginaire entre Vincent van Gogh et un musicien : 18 h 30. O. Phrasés pour un homme qui ne se doute de rien (Conversations d'artistes) : 18 h 30. O. Entretien avec le professeur Y (Conversations d'artistes) : 18 h 30. O. Succubation d'incube (Conversations d'artistes) : 18 h 30.

BERRY (43-57-51-55). Péluse : 18 h 30. O. Burt Goddard : 20 h 30. O. Le Caisne : 22 h 15.

BOUFFES PARISIENS (42-96-60-24). O. La petite chanteuse est morte : 18 h 30. Baccus : 20 h 30.

CARTELOCHERIE (43-57-05-33). O. Lectures de lettres d'amour : 18 h 30. O. La Nuit de la veuve : 20 h 30. O. A Monsieur O. : 22 h.

CARTOUCHE (42-26-36-36). Salle L. Un mouton à l'entrain suivi de la Pièce de chambre : 20 h 30. La Pièce de chambre : 20 h 30.

CARTOUCHE (42-26-36-36). Salle L. Un mouton à l'entrain suivi de la Pièce de chambre : 20 h 30. La Pièce de chambre : 20 h 30.

CARTOUCHE (42-26-36-36). Salle L. Un mouton à l'entrain suivi de la Pièce de chambre : 20 h 30. La Pièce de chambre : 20 h 30.

CARTOUCHE (42-26-36-36). Salle L. Un mouton à l'entrain suivi de la Pièce de chambre : 20 h 30. La Pièce de chambre : 20 h 30.

CARTOUCHE (42-26-36-36). Salle L. Un mouton à l'entrain suivi de la Pièce de chambre : 20 h 30. La Pièce de chambre : 20 h 30.

CARTOUCHE (42-26-36-36). Salle L. Un mouton à l'entrain suivi de la Pièce de chambre : 20 h 30. La Pièce de chambre : 20 h 30.

CARTOUCHE (42-26-36-36). Salle L. Un mouton à l'entrain suivi de la Pièce de chambre : 20 h 30. La Pièce de chambre : 20 h 30.

CARTOUCHE (42-26-36-36). Salle L. Un mouton à l'entrain suivi de la Pièce de chambre : 20 h 30. La Pièce de chambre : 20 h 30.

CARTOUCHE (42-26-36-36). Salle L. Un mouton à l'entrain suivi de la Pièce de chambre : 20 h 30. La Pièce de chambre : 20 h 30.

CARTOUCHE (42-26-36-36). Salle L. Un mouton à l'entrain suivi de la Pièce de chambre : 20 h 30. La Pièce de chambre : 20 h 30.

CARTOUCHE (42-26-36-36). Salle L. Un mouton à l'entrain suivi de la Pièce de chambre : 20 h 30. La Pièce de chambre : 20 h 30.

CARTOUCHE (42-26-36-36). Salle L. Un mouton à l'entrain suivi de la Pièce de chambre : 20 h 30. La Pièce de chambre : 20 h 30.

CARTOUCHE (42-26-36-36). Salle L. Un mouton à l'entrain suivi de la Pièce de chambre : 20 h 30. La Pièce de chambre : 20 h 30.

CARTOUCHE (42-26-36-36). Salle L. Un mouton à l'entrain suivi de la Pièce de chambre : 20 h 30. La Pièce de chambre : 20 h 30.

CARTOUCHE (42-26-36-36). Salle L. Un mouton à l'entrain suivi de la Pièce de chambre : 20 h 30. La Pièce de chambre : 20 h 30.

CARTOUCHE (42-26-36-36). Salle L. Un mouton à l'entrain suivi de la Pièce de chambre : 20 h 30. La Pièce de chambre : 20 h 30.

CARTOUCHE (42-26-36-36). Salle L. Un mouton à l'entrain suivi de la Pièce de chambre : 20 h 30. La Pièce de chambre : 20 h 30.

CARTOUCHE (42-26-36-36). Salle L. Un mouton à l'entrain suivi de la Pièce de chambre : 20 h 30. La Pièce de chambre : 20 h 30.

CARTOUCHE (42-26-36-36). Salle L. Un mouton à l'entrain suivi de la Pièce de chambre : 20 h 30. La Pièce de chambre : 20 h 30.

CARTOUCHE (42-26-36-36). Salle L. Un mouton à l'entrain suivi de la Pièce de chambre : 20 h 30. La Pièce de chambre : 20 h 30.

CARTOUCHE (42-26-36-36). Salle L. Un mouton à l'entrain suivi de la Pièce de chambre : 20 h 30. La Pièce de chambre : 20 h 30.

CARTOUCHE (42-26-36-36). Salle L. Un mouton à l'entrain suivi de la Pièce de chambre : 20 h 30. La Pièce de chambre : 20 h 30.

CARTOUCHE (42-26-36-36). Salle L. Un mouton à l'entrain suivi de la Pièce de chambre : 20 h 30. La Pièce de chambre : 20 h 30.

CARTOUCHE (42-26-36-36). Salle L. Un mouton à l'entrain suivi de la Pièce de chambre : 20 h 30. La Pièce de chambre : 20 h 30.

CARTOUCHE (42-26-36-36). Salle L. Un mouton à l'entrain suivi de la Pièce de chambre : 20 h 30. La Pièce de chambre : 20 h 30.

CARTOUCHE (42-26-36-36). Salle L. Un mouton à l'entrain suivi de la Pièce de chambre : 20 h 30. La Pièce de chambre : 20 h 30.

CARTOUCHE (42-26-36-36). Salle L. Un mouton à l'entrain suivi de la Pièce de chambre : 20 h 30. La Pièce de chambre : 20 h 30.

CARTOUCHE (42-26-36-36). Salle L. Un mouton à l'entrain suivi de la Pièce de chambre : 20 h 30. La Pièce de chambre : 20 h 30.

CARTOUCHE (42-26-36-36). Salle L. Un mouton à l'entrain suivi de la Pièce de chambre : 20 h 30. La Pièce de chambre : 20 h 30.

CARTOUCHE (42-26-36-36). Salle L. Un mouton à l'entrain suivi de la Pièce de chambre : 20 h 30. La Pièce de chambre : 20 h 30.

CARTOUCHE (42-26-36-36). Salle L. Un mouton à l'entrain suivi de la Pièce de chambre : 20 h 30. La Pièce de chambre : 20 h 30.

CARTOUCHE (42-26-36-36). Salle L. Un mouton à l'entrain suivi de la Pièce de chambre : 20 h 30. La Pièce de chambre : 20 h 30.

CARTOUCHE (42-26-36-36). Salle L. Un mouton à l'entrain suivi de la Pièce de chambre : 20 h 30. La Pièce de chambre : 20 h 30.

CARTOUCHE (42-26-36-36). Salle L. Un mouton à l'entrain suivi de la Pièce de chambre : 20 h 30. La Pièce de chambre : 20 h 30.

CARTOUCHE (42-26-36-36). Salle L. Un mouton à l'entrain suivi de la Pièce de chambre : 20 h 30. La Pièce de chambre : 20 h 30.

CARTOUCHE (42-26-36-36). Salle L. Un mouton à l'entrain suivi de la Pièce de chambre : 20 h 30. La Pièce de chambre : 20 h 30.

CARTOUCHE (42-26-36-36). Salle L. Un mouton à l'entrain suivi de la Pièce de chambre : 20 h 30. La Pièce de chambre : 20 h 30.

CARTOUCHE (42-26-36-36). Salle L. Un mouton à l'entrain suivi de la Pièce de chambre : 20 h 30. La Pièce de chambre : 20 h 30.

CARTOUCHE (42-26-36-36). Salle L. Un mouton à l'entrain suivi de la Pièce de chambre : 20 h 30. La Pièce de chambre : 20 h 30.

CARTOUCHE (42-26-36-36). Salle L. Un mouton à l'entrain suivi de la Pièce de chambre : 20 h 30. La Pièce de chambre : 20 h 30.

CARTOUCHE (42-26-36-36). Salle L. Un mouton à l'entrain suivi de la Pièce de chambre : 20 h 30. La Pièce de chambre : 20 h 30.

CARTOUCHE (42-26-36-36). Salle L. Un mouton à l'entrain suivi de la Pièce de chambre : 20 h 30. La Pièce de chambre : 20 h 30.

CARTOUCHE (42-26-36-36). Salle L. Un mouton à l'entrain suivi de la Pièce de chambre : 20 h 30. La Pièce de chambre : 20 h 30.

CARTOUCHE (42-26-36-36). Salle L. Un mouton à l'entrain suivi de la Pièce de chambre : 20 h 30. La Pièce de chambre : 20 h 30.

CARTOUCHE (42-26-36-36). Salle L. Un mouton à l'entrain suivi de la Pièce de chambre : 20 h 30. La Pièce de chambre : 20 h 30.

CARTOUCHE (42-26-36-36). Salle L. Un mouton à l'entrain suivi de la Pièce de chambre : 20 h 30. La Pièce de chambre : 20 h 30.

CARTOUCHE (42-26-36-36). Salle L. Un mouton à l'entrain suivi de la Pièce de chambre : 20 h 30. La Pièce de chambre : 20 h 30.

CARTOUCHE (42-26-36-36). Salle L. Un mouton à l'entrain suivi de la Pièce de chambre : 20 h 30. La Pièce de chambre : 20 h 30.

CARTOUCHE (42-26-36-36). Salle L. Un mouton à l'entrain suivi de la Pièce de chambre : 20 h 30. La Pièce de chambre : 20 h 30.

CARTOUCHE (42-26-36-36). Salle L. Un mouton à l'entrain suivi de la Pièce de chambre : 20 h 30. La Pièce de chambre : 20 h 30.

CARTOUCHE (42-26-36-36). Salle L. Un mouton à l'entrain suivi de la Pièce de chambre : 20 h 30. La Pièce de chambre : 20 h 30.

CARTOUCHE (42-26-36-36). Salle L. Un mouton à l'entrain suivi de la Pièce de chambre : 20 h 30. La Pièce de chambre : 20 h 30.

CARTOUCHE (42-26-36-36). Salle L. Un mouton à l'entrain suivi de la Pièce de chambre : 20 h 30. La Pièce de chambre : 20 h 30.

CARTOUCHE (42-26-36-36). Salle L. Un mouton à l'entrain suivi de la Pièce de chambre : 20 h 30. La Pièce de chambre : 20 h 30.

CARTOUCHE (42-26-36-36). Salle L. Un mouton à l'entrain suivi de la Pièce de chambre : 20 h 30. La Pièce de chambre : 20 h 30.

CARTOUCHE (42-26-36-36). Salle L. Un mouton à l'entrain suivi de la Pièce de chambre : 20 h 30. La Pièce de chambre : 20 h 30.

CARTOUCHE (42-26-36-36). Salle L. Un mouton à l'entrain suivi de la Pièce de chambre : 20 h 30. La Pièce de chambre : 20 h 30.

Vendredi 6 mai

RENAISSANCE (42-08-18-30). 20 h 45 : Gout.

SAINT-GEORGES (48-78-63-47). Drole de couple : 20 h 45.

SENTIER DES HALLES (42-36-37-27). Divas sur canapé : 20 h 30.

SPLENDID SAINT-MARTIN (42-08-21-93). Jango Edwards explose au Splendid : 20 h 30.

THÉÂTRE DE DIX HEURES (42-64-35-90). Enfin Bérard : 20 h 30. 22 h. 21a du film : 22 h.

THÉÂTRE DE FORTUNE (43-56-76-34). La Petite Sirène : 21 h.

THÉÂTRE DE L'EST PARISIEN (43-64-80-80). Père : 20 h 30.

THÉÂTRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-89). Sate L. O. L'Eranger : 20 h 30. O. L'Ecume des jours : 22 h.

THÉÂTRE NATIONAL DE CHAILLOT (47-27-81-15). Grand Foyer. Paroles en voyage : 14 h 30 et 10 h. Grand Théâtre. O. Les Galantries du duc d'Osmonne : 20 h 30. O. Les Galantries du duc d'Osmonne : 20 h 30. O. Les Galantries du duc d'Osmonne : 20 h 30.

THÉÂTRE NATIONAL DE LA COLLINE (43-66-43-60). Grande salle. L'Inconnu : 20 h 30. Petite salle. Les Chaises : 21 h.

THÉÂTRE RENAUD-BARRAULT (42-56-60-70). Petite salle. O. Fibre romaine : 20 h 30.

TINTAMARRÉ (48-87-33-82). Mr. B. : 20 h 15.

TOURTOUR (48-87-82-88). Istanbul Hô : 19 h. Les Fous du jour : 20 h 30. O. Le Diderot : 21 h 30.

TRISTAN-BERNARD (45-22-08-40). El Secundo (Bill Baxter) : 20 h 30.

VARÈTES (42-33-05-77). C'est encore mieux l'après-midi : 20 h 30.

ZINGARO (CHAPITEAU CHAUFFÉ) ALEXANDRE-DUMAS (43-71-28-28). Zingaro : 20 h 15.

cinéma

La cinémathèque

PALEIS DE CHAILLOT (47-04-24-24). Les Amants de Verone (1948), d'André Cayatte. 16 h : Riches et Célèbres (1981, v.o.s.), de George Cukor. 21 h : Cinéma britannique documentaire (v.o.), 19 h.

CENTRE GEORGES POMPIDOU (42-78-35-57). Le Bonheur en ménage (1924), de King Vidor avec Laurette Taylor. Pat O'Malley. Hedda Hopper. Cyril Cusack. Opéra. 16 h : Les Amants de Verone (1948), d'André Cayatte. 16 h : Riches et Célèbres (1981, v.o.s.), de George Cukor. 21 h : Cinéma britannique documentaire (v.o.), 19 h.

CENTRE GEORGES POMPIDOU (42-78-35-57). Le Bonheur en ménage (1924), de King Vidor avec Laurette Taylor. Pat O'Malley. Hedda Hopper. Cyril Cusack. Opéra. 16 h : Les Amants de Verone (1948), d'André Cayatte. 16 h : Riches et Célèbres (1981, v.o.s.), de George Cukor. 21 h : Cinéma britannique documentaire (v.o.), 19 h.

CENTRE GEORGES POMPIDOU (42-78-35-57). Le Bonheur en ménage (1924), de King Vidor avec Laurette Taylor. Pat O'Malley. Hedda Hopper. Cyril Cusack. Opéra. 16 h : Les Amants de Verone (1948), d'André Cayatte. 16 h : Riches et Célèbres (1981, v.o.s.), de George Cukor. 21 h : Cinéma britannique documentaire (v.o.), 19 h.

CENTRE GEORGES POMPIDOU (42-78-35-57). Le Bonheur en ménage (1924), de King Vidor avec Laurette Taylor. Pat O'Malley. Hedda Hopper. Cyril Cusack. Opéra. 16 h : Les Amants de Verone (1948), d'André Cayatte. 16 h : Riches et Célèbres (1981, v.o.s.), de George Cukor. 21 h : Cinéma britannique documentaire (v.o.), 19 h.

CENTRE GEORGES POMPIDOU (42-78-35-57). Le Bonheur en ménage (1924), de King Vidor avec Laurette Taylor. Pat O'Malley. Hedda Hopper. Cyril Cusack. Opéra. 16 h : Les Amants de Verone (1948), d'André Cayatte. 16 h : Riches et Célèbres (1981, v.o.s.), de George Cukor. 21 h : Cinéma britannique documentaire (v.o.), 19 h.

CENTRE GEORGES POMPIDOU (42-78-35-57). Le Bonheur en ménage (1924), de King Vidor avec Laurette Taylor. Pat O'Malley. Hedda Hopper. Cyril Cusack. Opéra. 16 h : Les Amants de Verone (1948), d'André Cayatte. 16 h : Riches et Célèbres (1981, v.o.s.), de George Cukor. 21 h : Cinéma britannique documentaire (v.o.), 19 h.

CENTRE GEORGES POMPIDOU (42-78-35-57). Le Bonheur en ménage (1924), de King Vidor avec Laurette Taylor. Pat O'Malley. Hedda Hopper. Cyril Cusack. Opéra. 16 h : Les Amants de Verone (1948), d'André Cayatte. 16 h : Riches et Célèbres (1981, v.o.s.), de George Cukor. 21 h : Cinéma britannique documentaire (v.o.), 19 h.

CENTRE GEORGES POMPIDOU (42-78-35-57). Le Bonheur en ménage (1924), de King Vidor avec Laurette Taylor. Pat O'Malley. Hedda Hopper. Cyril Cusack. Opéra. 16 h : Les Amants de Verone (1948), d'André Cayatte. 16 h : Riches et Célèbres (1981, v.o.s.), de George Cukor. 21 h : Cinéma britannique documentaire (v.o.), 19 h.

CENTRE GEORGES POMPIDOU (42-78-35-57). Le Bonheur en ménage (1924), de King Vidor avec Laurette Taylor. Pat O'Malley. Hedda Hopper. Cyril Cusack. Opéra. 16 h : Les Amants de Verone (1948), d'André Cayatte. 16 h : Riches et Célèbres (1981, v.o.s.), de George Cukor. 21 h : Cinéma britannique documentaire (v.o.), 19 h.

CENTRE GEORGES POMPIDOU (42-78-35-57). Le Bonheur en ménage (1924), de King Vidor avec Laurette Taylor. Pat O'Malley. Hedda Hopper. Cyril Cusack. Opéra. 16 h : Les Amants de Verone (1948), d'André Cayatte. 16 h : Riches et Célèbres (1981, v.o.s.), de George Cukor. 21 h : Cinéma britannique documentaire (v.o.), 19 h.

CENTRE GEORGES POMPIDOU (42-78-35-57). Le Bonheur en ménage (1924), de King Vidor avec Laurette Taylor. Pat O'Malley. Hedda Hopper. Cyril Cusack. Opéra. 16 h : Les Amants de Verone (1948), d'André Cayatte. 16 h : Riches et Célèbres (1981, v.o.s.), de George Cukor. 21 h : Cinéma britannique documentaire (v.o.), 19 h.

CENTRE GEORGES POMPIDOU (42-78-35-57). Le Bonheur en ménage (1924), de King Vidor avec Laurette Taylor. Pat O'Malley. Hedda Hopper. Cyril Cusack. Opéra. 16 h : Les Amants de Verone (1948), d'André Cayatte. 16 h : Riches et Célèbres (1981, v.o.s.), de George Cukor. 21 h : Cinéma britannique documentaire (v.o.), 19 h.

CENTRE GEORGES POMPIDOU (42-78-35-57). Le Bonheur en ménage (1924), de King Vidor avec Laurette Taylor. Pat O'Malley. Hedda Hopper. Cyril Cusack. Opéra. 16 h : Les Amants de Verone (1948), d'André Cayatte. 16 h : Riches et Célèbres (1981, v.o.s.), de George Cukor. 21 h : Cinéma britannique documentaire (v.o.), 19 h.

CENTRE GEORGES POMPIDOU (42-78-35-57). Le Bonheur en ménage (1924), de King Vidor avec Laurette Taylor. Pat O'Malley. Hedda Hopper. Cyril Cusack. Opéra. 16 h : Les Amants de Verone (1948), d'André Cayatte. 16 h : Riches et Célèbres (1981, v.o.s.), de George Cukor. 21 h : Cinéma britannique documentaire (v.o.), 19 h.

CENTRE GEORGES POMPIDOU (42-78-35-57). Le Bonheur en ménage (1924), de King Vidor avec Laurette Taylor. Pat O'Malley. Hedda Hopper. Cyril Cusack. Opéra. 16 h : Les Amants de Verone (1948), d'André Cayatte. 16 h : Riches et Célèbres (1981, v.o.s.), de George Cukor. 21 h : Cinéma britannique documentaire (v.o.), 19 h.

CENTRE GEORGES POMPIDOU (42-78-35-57). Le Bonheur en ménage (1924), de King Vidor avec Laurette Taylor. Pat O'Malley. Hedda Hopper. Cyril Cusack. Opéra. 16 h : Les Amants de Verone (1948), d'André Cayatte. 16 h : Riches et Célèbres (1981, v.o.s.), de George Cukor. 21 h : Cinéma britannique documentaire (v.o.), 19 h.

CENTRE GEORGES POMPIDOU (42-78-35-57). Le Bonheur en ménage (1924), de King Vidor avec Laurette Taylor. Pat O'Malley. Hedda Hopper. Cyril Cusack. Opéra. 16 h : Les Amants de Verone (1948), d'André Cayatte. 16 h : Riches et Célèbres (1981, v.o.s.), de George Cukor. 21 h : Cinéma britannique documentaire (v.o.), 19 h.

CENTRE GEORGES POMPIDOU (42-78-35-57). Le Bonheur en ménage (1924), de King Vidor avec Laurette Taylor. Pat O'Malley. Hedda Hopper. Cyril Cusack. Opéra. 16 h : Les Amants de Verone (1948), d'André Cayatte. 16 h : Riches et Célèbres (1981, v.o.s.), de George Cukor. 21 h : Cinéma britannique documentaire (v.o.), 19 h.

CENTRE GEORGES POMPIDOU (42-78-35-57). Le Bonheur en ménage (1924), de King Vidor avec Laurette Taylor. Pat O'Malley. Hedda Hopper. Cyril Cusack. Opéra. 16 h : Les Amants de Verone (1948), d'André Cayatte. 16 h : Riches et Célèbres (1981, v.o.s.), de George Cukor. 21 h : Cinéma britannique documentaire (v.o.), 19 h.

CENTRE GEORGES POMPIDOU (42-78-35-57). Le Bonheur en ménage (1924), de King Vidor avec Laurette Taylor. Pat O'Malley. Hedda Hopper. Cyril Cusack. Opéra. 16 h : Les Amants de Verone (1948), d'André Cayatte. 16 h : Riches et Célèbres (1981, v.o.s.), de George Cukor. 21 h : Cinéma britannique documentaire (v.o.), 19 h.

CENTRE GEORGES POMPIDOU (42-78-35-57). Le Bonheur en ménage (1924), de King Vidor avec Laurette Taylor. Pat O'Malley. Hedda Hopper. Cyril Cusack. Opéra. 16 h : Les Amants de Verone (1948), d'André Cayatte. 16 h : Riches et Célèbres (1981, v.o.s.), de George Cukor. 21 h : Cinéma britannique documentaire (v.o.), 19 h.

CENTRE GEORGES POMPIDOU (42-78-35-57). Le Bonheur en ménage (1924), de King Vidor avec Laurette Taylor. Pat O'Malley. Hedda Hopper. Cyril Cusack. Opéra. 16 h : Les Amants de Verone (1948), d'André Cayatte. 16 h : Riches et Célèbres (1981, v.o.s.), de George Cukor. 21 h : Cinéma britannique documentaire (v.o.), 19 h.

CENTRE GEORGES POMPIDOU (42-78-35-57). Le Bonheur en ménage (1924), de King Vidor avec Laurette Taylor. Pat O'Malley. Hedda Hopper. Cyril Cusack. Opéra. 16 h : Les Amants de Verone (1948), d'André Cayatte. 16 h : Riches et Célèbres (1981, v.o.s.), de George Cukor. 21 h : Cinéma britannique documentaire (v.o.), 19 h.

CENTRE GEORGES POMPIDOU (42-78-35-57). Le Bonheur en ménage (1924), de King Vidor avec Laurette Taylor. Pat O'Malley. Hedda Hopper. Cyril Cusack. Opéra. 16 h : Les Amants de Verone (1948), d'André Cayatte. 16 h : Riches et

Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-lundi. Signification des symboles : S : Signalé dans « Le Monde radio-télévision » ; F : Filin à émettre ; O : On peut voir ; N : Ne pas manquer ; M : Chef-d'œuvre ou classique.

Vendredi 6 mai

TF 1

20.40 Variétés : L'heure de l'humour. Emission présentée par Jean-Luc Lahaye. La haine d'humour aux Médias du monde ; coups de cœur à Achille Zavatta, et à l'Association de lutte contre la maculature ; Variétés : Pierre Bachelet, Françoise Hardy, Bonnie Tyler, La Compagnie créole, Herbert Léonard, Gérard Lemaire, Black, Eric Chelmon, Sapho, Mory Kanté, LNA, 22.35 Magazine : Usama. Le magazine de l'extrême, présenté par Nicolas Hult et Geneviève Bruno. 23.40 Le Rébelle : L'histoire de l'homme qui a défié le monde. 23.45 Journal. 0.00 Le Bonsoir. 0.05 Série : Les enlèvement. 0.55 Documentaire : Histoire naturelle. Petite mer, grand lac.

A 2

20.35 Fictions : La valise en carton (5^e épisode). 21.30 Apostrophes. Magazine littéraire de Bernard Fivet. Sur le thème « Le début et la fin des temps », sont invités : Alain Bouaud, 0.05 Série : Les enlèvement. 0.55 Documentaire : Histoire naturelle. Petite mer, grand lac.

FR 3

20.30 Série : Néo-solar. Un père anonyme, de Daniel Mommann, d'après l'œuvre de Marc Villard, avec Florent

Madame, Monsieur
Actionnaires de PARIBAS
Rendez-vous sur FR3
le Samedi 7 Mai
à 11h.

Pagny, Thierry Tervin, Greg Germain, Souad Amidon, Pater psychologique. 21.30 Magazine : Thalass. De Georges Perroud. Jean, pêcheur aux Abrolhos. Les deux passions de Jean : la pêche à la langoustine, et la pêche à la carpe. 22.45 Série : Un été dans la Mafia. 22.50 Documentaire : Karnak sur le Nil. De Michel Marie. 23.55 Météo. Les jardins du bel canto : Rossini, Bellini, Donizetti. Extraits de Condiolo, Le barbare de Séville, Les Capulet et les Montaigu, Lucia di Lammermoor, Elisir d'amour. 0.50 Météo du Tour de Corse.

CANAL PLUS

20.30 Football. En direct du Stade vélodrome de Marseille, match du championnat de France : Marseille-Niort. 22.40 Flash d'informations. 22.45 Série : Un été dans la Mafia. 22.50 Documentaire : Karnak sur le Nil. De Michel Marie. 23.55 Météo. Les jardins du bel canto : Rossini, Bellini, Donizetti. Extraits de Condiolo, Le barbare de Séville, Les Capulet et les Montaigu, Lucia di Lammermoor, Elisir d'amour. 0.50 Météo du Tour de Corse.

LA 5

20.30 Téléfilm : La vengeance de Tony Chao. Un jeune homme décide de venger son père assassiné, abattu par un braqueur. 22.15 Mission impossible (rediff.). 23.10 Magazine : Bains de minuit. 0.00 Journal de minuit. 0.05 Magazine : Bains de minuit (suite). 0.45 Série : Kojak (rediff.). 1.35 Série : Thriller. 2.45 Le journal de la nuit. 2.50 Arête de verre. 3.05 Série : Les glorieux. 3.30 Série : Doctor Carrière. 4.05 Les dossiers de l'Agence O.

M 6

20.30 Série : Le Saint. 21.20 Fictions : La clinique de la Forêt-Noire. 22.10 Série : Addams Family. 22.40 Six minutes d'informations. 22.50 Scy. 23.20 Magazine : Ombres de choc. Sommaire : Fautes de rime, ça peut porter gros ; Mourir de rire ; L'Andinot se fait la boîte ; Zigzagant intercontinent. 23.50 Série : Columbo. Faux (rediff.). 0.40 Magazine : Méditerranée (rediff.). 1.10 Bonheur. Méditerranée : Boulevard des clips.

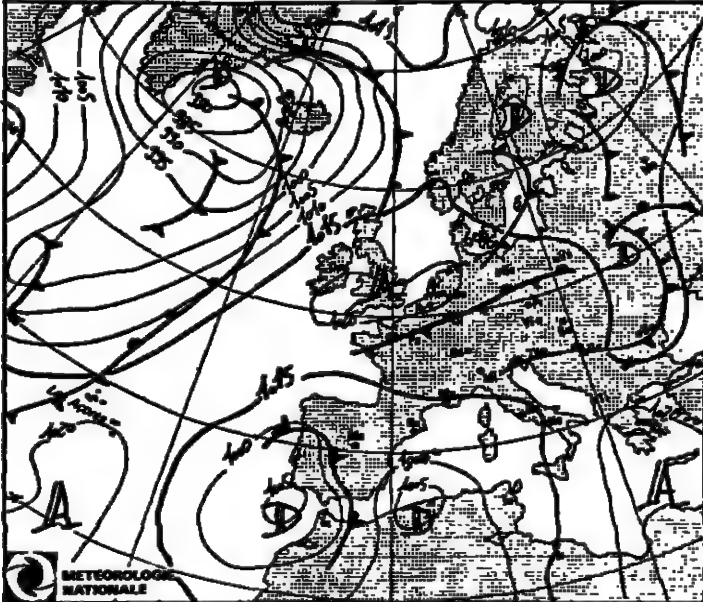
FRANCE-CULTURE

20.30 Radio-archives. Opérette d'André Messager, Le petit chapeau de paille. 21.30 Météo. 21.40 Série : Les trois mousquetaires. 21.50 Météo. 22.00 Météo. 22.10 Météo. 22.20 Météo. 22.30 Météo. 22.40 Météo. 22.50 Météo. 23.00 Météo. 23.10 Météo. 23.20 Météo. 23.30 Météo. 23.40 Météo. 23.50 Météo. 0.00 Météo. 0.10 Météo. 0.20 Météo. 0.30 Météo. 0.40 Météo. 0.50 Météo. 1.00 Météo. 1.10 Météo. 1.20 Météo. 1.30 Météo. 1.40 Météo. 1.50 Météo. 2.00 Météo. 2.10 Météo. 2.20 Météo. 2.30 Météo. 2.40 Météo. 2.50 Météo. 3.00 Météo. 3.10 Météo. 3.20 Météo. 3.30 Météo. 3.40 Météo. 3.50 Météo. 4.00 Météo. 4.10 Météo. 4.20 Météo. 4.30 Météo. 4.40 Météo. 4.50 Météo. 5.00 Météo. 5.10 Météo. 5.20 Météo. 5.30 Météo. 5.40 Météo. 5.50 Météo. 6.00 Météo. 6.10 Météo. 6.20 Météo. 6.30 Météo. 6.40 Météo. 6.50 Météo. 7.00 Météo. 7.10 Météo. 7.20 Météo. 7.30 Météo. 7.40 Météo. 7.50 Météo. 8.00 Météo. 8.10 Météo. 8.20 Météo. 8.30 Météo. 8.40 Météo. 8.50 Météo. 9.00 Météo. 9.10 Météo. 9.20 Météo. 9.30 Météo. 9.40 Météo. 9.50 Météo. 10.00 Météo. 10.10 Météo. 10.20 Météo. 10.30 Météo. 10.40 Météo. 10.50 Météo. 11.00 Météo. 11.10 Météo. 11.20 Météo. 11.30 Météo. 11.40 Météo. 11.50 Météo. 12.00 Météo. 12.10 Météo. 12.20 Météo. 12.30 Météo. 12.40 Météo. 12.50 Météo. 13.00 Météo. 13.10 Météo. 13.20 Météo. 13.30 Météo. 13.40 Météo. 13.50 Météo. 14.00 Météo. 14.10 Météo. 14.20 Météo. 14.30 Météo. 14.40 Météo. 14.50 Météo. 15.00 Météo. 15.10 Météo. 15.20 Météo. 15.30 Météo. 15.40 Météo. 15.50 Météo. 16.00 Météo. 16.10 Météo. 16.20 Météo. 16.30 Météo. 16.40 Météo. 16.50 Météo. 17.00 Météo. 17.10 Météo. 17.20 Météo. 17.30 Météo. 17.40 Météo. 17.50 Météo. 18.00 Météo. 18.10 Météo. 18.20 Météo. 18.30 Météo. 18.40 Météo. 18.50 Météo. 19.00 Météo. 19.10 Météo. 19.20 Météo. 19.30 Météo. 19.40 Météo. 19.50 Météo. 20.00 Météo. 20.10 Météo. 20.20 Météo. 20.30 Météo. 20.40 Météo. 20.50 Météo. 21.00 Météo. 21.10 Météo. 21.20 Météo. 21.30 Météo. 21.40 Météo. 21.50 Météo. 22.00 Météo. 22.10 Météo. 22.20 Météo. 22.30 Météo. 22.40 Météo. 22.50 Météo. 23.00 Météo. 23.10 Météo. 23.20 Météo. 23.30 Météo. 23.40 Météo. 23.50 Météo. 0.00 Météo. 0.10 Météo. 0.20 Météo. 0.30 Météo. 0.40 Météo. 0.50 Météo. 1.00 Météo. 1.10 Météo. 1.20 Météo. 1.30 Météo. 1.40 Météo. 1.50 Météo. 2.00 Météo. 2.10 Météo. 2.20 Météo. 2.30 Météo. 2.40 Météo. 2.50 Météo. 3.00 Météo. 3.10 Météo. 3.20 Météo. 3.30 Météo. 3.40 Météo. 3.50 Météo. 4.00 Météo. 4.10 Météo. 4.20 Météo. 4.30 Météo. 4.40 Météo. 4.50 Météo. 5.00 Météo. 5.10 Météo. 5.20 Météo. 5.30 Météo. 5.40 Météo. 5.50 Météo. 6.00 Météo. 6.10 Météo. 6.20 Météo. 6.30 Météo. 6.40 Météo. 6.50 Météo. 7.00 Météo. 7.10 Météo. 7.20 Météo. 7.30 Météo. 7.40 Météo. 7.50 Météo. 8.00 Météo. 8.10 Météo. 8.20 Météo. 8.30 Météo. 8.40 Météo. 8.50 Météo. 9.00 Météo. 9.10 Météo. 9.20 Météo. 9.30 Météo. 9.40 Météo. 9.50 Météo. 10.00 Météo. 10.10 Météo. 10.20 Météo. 10.30 Météo. 10.40 Météo. 10.50 Météo. 11.00 Météo. 11.10 Météo. 11.20 Météo. 11.30 Météo. 11.40 Météo. 11.50 Météo. 12.00 Météo. 12.10 Météo. 12.20 Météo. 12.30 Météo. 12.40 Météo. 12.50 Météo. 13.00 Météo. 13.10 Météo. 13.20 Météo. 13.30 Météo. 13.40 Météo. 13.50 Météo. 14.00 Météo. 14.10 Météo. 14.20 Météo. 14.30 Météo. 14.40 Météo. 14.50 Météo. 15.00 Météo. 15.10 Météo. 15.20 Météo. 15.30 Météo. 15.40 Météo. 15.50 Météo. 16.00 Météo. 16.10 Météo. 16.20 Météo. 16.30 Météo. 16.40 Météo. 16.50 Météo. 17.00 Météo. 17.10 Météo. 17.20 Météo. 17.30 Météo. 17.40 Météo. 17.50 Météo. 18.00 Météo. 18.10 Météo. 18.20 Météo. 18.30 Météo. 18.40 Météo. 18.50 Météo. 19.00 Météo. 19.10 Météo. 19.20 Météo. 19.30 Météo. 19.40 Météo. 19.50 Météo. 20.00 Météo. 20.10 Météo. 20.20 Météo. 20.30 Météo. 20.40 Météo. 20.50 Météo. 21.00 Météo. 21.10 Météo. 21.20 Météo. 21.30 Météo. 21.40 Météo. 21.50 Météo. 22.00 Météo. 22.10 Météo. 22.20 Météo. 22.30 Météo. 22.40 Météo. 22.50 Météo. 23.00 Météo. 23.10 Météo. 23.20 Météo. 23.30 Météo. 23.40 Météo. 23.50 Météo. 0.00 Météo. 0.10 Météo. 0.20 Météo. 0.30 Météo. 0.40 Météo. 0.50 Météo. 1.00 Météo. 1.10 Météo. 1.20 Météo. 1.30 Météo. 1.40 Météo. 1.50 Météo. 2.00 Météo. 2.10 Météo. 2.20 Météo. 2.30 Météo. 2.40 Météo. 2.50 Météo. 3.00 Météo. 3.10 Météo. 3.20 Météo. 3.30 Météo. 3.40 Météo. 3.50 Météo. 4.00 Météo. 4.10 Météo. 4.20 Météo. 4.30 Météo. 4.40 Météo. 4.50 Météo. 5.00 Météo. 5.10 Météo. 5.20 Météo. 5.30 Météo. 5.40 Météo. 5.50 Météo. 6.00 Météo. 6.10 Météo. 6.20 Météo. 6.30 Météo. 6.40 Météo. 6.50 Météo. 7.00 Météo. 7.10 Météo. 7.20 Météo. 7.30 Météo. 7.40 Météo. 7.50 Météo. 8.00 Météo. 8.10 Météo. 8.20 Météo. 8.30 Météo. 8.40 Météo. 8.50 Météo. 9.00 Météo. 9.10 Météo. 9.20 Météo. 9.30 Météo. 9.40 Météo. 9.50 Météo. 10.00 Météo. 10.10 Météo. 10.20 Météo. 10.30 Météo. 10.40 Météo. 10.50 Météo. 11.00 Météo. 11.10 Météo. 11.20 Météo. 11.30 Météo. 11.40 Météo. 11.50 Météo. 12.00 Météo. 12.10 Météo. 12.20 Météo. 12.30 Météo. 12.40 Météo. 12.50 Météo. 13.00 Météo. 13.10 Météo. 13.20 Météo. 13.30 Météo. 13.40 Météo. 13.50 Météo. 14.00 Météo. 14.10 Météo. 14.20 Météo. 14.30 Météo. 14.40 Météo. 14.50 Météo. 15.00 Météo. 15.10 Météo. 15.20 Météo. 15.30 Météo. 15.40 Météo. 15.50 Météo. 16.00 Météo. 16.10 Météo. 16.20 Météo. 16.30 Météo. 16.40 Météo. 16.50 Météo. 17.00 Météo. 17.10 Météo. 17.20 Météo. 17.30 Météo. 17.40 Météo. 17.50 Météo. 18.00 Météo. 18.10 Météo. 18.20 Météo. 18.30 Météo. 18.40 Météo. 18.50 Météo. 19.00 Météo. 19.10 Météo. 19.20 Météo. 19.30 Météo. 19.40 Météo. 19.50 Météo. 20.00 Météo. 20.10 Météo. 20.20 Météo. 20.30 Météo. 20.40 Météo. 20.50 Météo. 21.00 Météo. 21.10 Météo. 21.20 Météo. 21.30 Météo. 21.40 Météo. 21.50 Météo. 22.00 Météo. 22.10 Météo. 22.20 Météo. 22.30 Météo. 22.40 Météo. 22.50 Météo. 23.00 Météo. 23.10 Météo. 23.20 Météo. 23.30 Météo. 23.40 Météo. 23.50 Météo. 0.00 Météo. 0.10 Météo. 0.20 Météo. 0.30 Météo. 0.40 Météo. 0.50 Météo. 1.00 Météo. 1.10 Météo. 1.20 Météo. 1.30 Météo. 1.40 Météo. 1.50 Météo. 2.00 Météo. 2.10 Météo. 2.20 Météo. 2.30 Météo. 2.40 Météo. 2.50 Météo. 3.00 Météo. 3.10 Météo. 3.20 Météo. 3.30 Météo. 3.40 Météo. 3.50 Météo. 4.00 Météo. 4.10 Météo. 4.20 Météo. 4.30 Météo. 4.40 Météo. 4.50 Météo. 5.00 Météo. 5.10 Météo. 5.20 Météo. 5.30 Météo. 5.40 Météo. 5.50 Météo. 6.00 Météo. 6.10 Météo. 6.20 Météo. 6.30 Météo. 6.40 Météo. 6.50 Météo. 7.00 Météo. 7.10 Météo. 7.20 Météo. 7.30 Météo. 7.40 Météo. 7.50 Météo. 8.00 Météo. 8.10 Météo. 8.20 Météo. 8.30 Météo. 8.40 Météo. 8.50 Météo. 9.00 Météo. 9.10 Météo. 9.20 Météo. 9.30 Météo. 9.40 Météo. 9.50 Météo. 10.00 Météo. 10.10 Météo. 10.20 Météo. 10.30 Météo. 10.40 Météo. 10.50 Météo. 11.00 Météo. 11.10 Météo. 11.20 Météo. 11.30 Météo. 11.40 Météo. 11.50 Météo. 12.00 Météo. 12.10 Météo. 12.20 Météo. 12.30 Météo. 12.40 Météo. 12.50 Météo. 13.00 Météo. 13.10 Météo. 13.20 Météo. 13.30 Météo. 13.40 Météo. 13.50 Météo. 14.00 Météo. 14.10 Météo. 14.20 Météo. 14.30 Météo. 14.40 Météo. 14.50 Météo. 15.00 Météo. 15.10 Météo. 15.20 Météo. 15.30 Météo. 15.40 Météo. 15.50 Météo. 16.00 Météo. 16.10 Météo. 16.20 Météo. 16.30 Météo. 16.40 Météo. 16.50 Météo. 17.00 Météo. 17.10 Météo. 17.20 Météo. 17.30 Météo. 17.40 Météo. 17.50 Météo. 18.00 Météo. 18.10 Météo. 18.20 Météo. 18.30 Météo. 18.40 Météo. 18.50 Météo. 19.00 Météo. 19.10 Météo. 19.20 Météo. 19.30 Météo. 19.40 Météo. 19.50 Météo. 20.00 Météo. 20.10 Météo. 20.20 Météo. 20.30 Météo. 20.40 Météo. 20.50 Météo. 21.00 Météo. 21.10 Météo. 21.20 Météo. 21.30 Météo. 21.40 Météo. 21.50 Météo. 22.00 Météo. 22.10 Météo. 22.20 Météo. 22.30 Météo. 22.40 Météo. 22.50 Météo. 23.00 Météo. 23.10 Météo. 23.20 Météo. 23.30 Météo. 23.40 Météo. 23.50 Météo. 0.00 Météo. 0.10 Météo. 0.20 Météo. 0.30 Météo. 0.40 Météo. 0.50 Météo. 1.00 Météo. 1.10 Météo. 1.20 Météo. 1.30 Météo. 1.40 Météo. 1.50 Météo. 2.00 Météo. 2.10 Météo. 2.20 Météo. 2.30 Météo. 2.40 Météo. 2.50 Météo. 3.00 Météo. 3.10 Météo. 3.20 Météo. 3.30 Météo. 3.40 Météo. 3.50 Météo. 4.00 Météo. 4.10 Météo. 4.20 Météo. 4.30 Météo. 4.40 Météo. 4.50 Météo. 5.00 Météo. 5.10 Météo. 5.20 Météo. 5.30 Météo. 5.40 Météo. 5.50 Météo. 6.00 Météo. 6.10 Météo. 6.20 Météo. 6.30 Météo. 6.40 Météo. 6.50 Météo. 7.00 Météo. 7.10 Météo. 7.20 Météo. 7.30 Météo. 7.40 Météo. 7.50 Météo. 8.00 Météo. 8.10 Météo. 8.20 Météo. 8.30 Météo. 8.40 Météo. 8.50 Météo. 9.00 Météo. 9.10 Météo. 9.20 Météo. 9.30 Météo. 9.40 Météo. 9.50 Météo. 10.00 Météo. 10.10 Météo. 10.20 Météo. 10.30 Météo. 10.40 Météo. 10.50 Météo. 11.00 Météo. 11.10 Météo. 11.20 Météo. 11.30 Météo. 11.40 Météo. 11.50 Météo. 12.00 Météo. 12.10 Météo. 12.20 Météo. 12.30 Météo. 12.40 Météo. 12.50 Météo. 13.00 Météo. 13.10 Météo. 13.20 Météo. 13.30 Météo. 13.40 Météo. 13.50 Météo. 14.00 Météo. 14.10 Météo. 14.20 Météo. 14.30 Météo. 14.40 Météo. 14.50 Météo. 15.00 Météo. 15.10 Météo. 15.20 Météo. 15.30 Météo. 15.40 Météo. 15.50 Météo. 16.00 Météo. 16.10 Météo. 16.20 Météo. 16.30 Météo. 16.40 Météo. 16.50 Météo. 17.00 Météo. 17.10 Météo. 17.20 Météo. 17.30 Météo. 17.40 Météo. 17.50 Météo. 18.00 Météo. 18.10 Météo. 18.20 Météo. 18.30 Météo. 18.40 Météo. 18.50 Météo. 19.00 Météo. 19.10 Météo. 19.20 Météo. 19.30 Météo. 19.40 Météo. 19.50 Météo. 20.00 Météo. 20.10 Météo. 20.20 Météo. 20.30 Météo. 20.40 Météo. 20.50 Météo. 21.00 Météo. 21.10 Météo. 21.20 Météo. 21.30 Météo. 21.40 Météo. 21.50 Météo. 22.00 Météo. 22.10 Météo. 22.20 Météo. 22.30 Météo. 22.40 Météo. 22.50 Météo. 23.00 Météo. 23.10 Météo. 23.20 Météo. 23.30 Météo. 23.40 Météo. 23.50 Météo. 0.00 Météo. 0.10 Météo. 0.20 Météo. 0.30 Météo. 0.40 Météo. 0.50 Météo. 1.00 Météo. 1.10 Météo. 1.20 Météo. 1.30 Météo. 1.40 Météo. 1.50 Météo. 2.00 Météo. 2.10 Météo. 2.20 Météo. 2.30 Météo. 2.40 Météo. 2.50 Météo. 3.00 Météo. 3.10 Météo. 3.20 Météo. 3.30 Météo. 3.40 Météo. 3.50 Météo. 4.00 Météo. 4.10 Météo. 4.20 Météo. 4.30 Météo. 4.40 Météo. 4.50 Météo. 5.00 Météo. 5.10 Météo. 5.20 Météo. 5.30 Météo. 5.40 Météo. 5.50 Météo. 6.00 Météo. 6.10 Météo. 6.20 Météo. 6.30 Météo. 6.40 Météo. 6.50 Météo. 7.00 Météo. 7.10 Météo. 7.20 Météo. 7.30 Météo. 7.40 Météo. 7.50 Météo. 8.00 Météo. 8.10 Météo. 8.20 Météo. 8.30 Météo. 8.40 Météo. 8.50 Météo. 9.00 Météo. 9.10 Météo. 9.20 Météo. 9.30 Météo. 9.40 Météo. 9.50 Météo. 10.00 Météo. 10.10 Météo. 10.20 Météo. 10.30 Météo. 10.40 Météo. 10.50 Météo. 11.00 Météo. 11.10 Météo. 11.20 Météo. 11.30 Météo. 11.40 Météo. 11.50 Météo. 12.00 Météo. 12.10 Météo. 12.20 Météo. 12.30 Météo. 12.40 Météo. 12.50 Météo. 13.00 Météo. 13.10 Météo. 13.20 Météo. 13.30 Météo. 13.40 Météo. 13.50 Météo. 14.00 Météo. 14.10 Météo. 14.20 Météo. 14.30 Météo. 14.40 Météo. 14.50 Météo. 15.00 Météo. 15.10 Météo. 15.20 Météo. 15.30 Météo. 15.40 Météo. 15.50 Météo. 16.00 Météo. 16.10 Météo. 16.20 Météo. 16.30 Météo. 16.40 Météo. 16.50 Météo. 17.00 Météo. 17.10 Météo. 17.20 Météo. 17.30 Météo. 17.40 Météo. 17.50 Météo. 18.00 Météo. 18.10 Météo. 18.20 Météo. 18.30 Météo. 18.40 Météo. 18.50 Météo. 19.00 Météo. 19.10 Météo. 19.20 Météo. 19.30 Météo. 19.40 Météo. 19.50 Météo. 20.00 Météo. 20.10 Météo. 20.20 Météo. 20.30 Météo. 20.40 Météo. 20.50 Météo. 21.00 Météo. 21.10 Météo. 21.20 Météo. 21.30 Météo. 21.40 Météo. 21.50 Météo. 22.00 Météo. 22.10 Météo. 22.20 Météo. 22.30 Météo. 22.40 Météo. 22.50 Météo. 23.00 Météo. 23.10 Météo. 23.20 Météo. 23.30 Météo. 23.40 Météo. 23.50 Météo. 0.00 Météo. 0.10 Météo. 0.20 Météo. 0.30 Météo. 0.40 Météo. 0.50 Météo. 1.00 Météo. 1.10 Météo. 1.20 Météo. 1.30 Météo. 1.40 Météo. 1.50 Météo. 2.00 Météo. 2.10 Météo. 2.20 Météo. 2.30 Météo. 2.40 Météo. 2.50 Météo. 3.00 Météo. 3.10 Météo. 3.20 Météo. 3.30 Météo. 3.40 Météo. 3.50 Météo. 4.00 Météo. 4.10 Météo. 4.20 Météo. 4.30 Météo. 4.40 Météo. 4.50 Météo. 5.00 Météo. 5.10 Météo. 5.20 Météo. 5.30 Météo. 5.40 Météo. 5.50 Météo. 6.00 Météo. 6.10 Météo. 6.20 Météo. 6.30 Météo. 6.40 Météo. 6.50 Météo. 7.00 Météo. 7.10 Météo. 7.20 Météo. 7.30 Météo. 7.40 Météo. 7.50 Météo. 8.00 Météo. 8.10 Météo. 8.20 Météo. 8.30 Météo. 8.40 Météo. 8.50 Météo. 9.00 Météo. 9.10 Météo. 9.20 Météo. 9.30 Météo. 9.40 Météo. 9.50 Météo. 10.00 Météo. 10.10 Météo. 10.20 Météo. 10.30 Météo. 10.40 Météo. 10.50 Météo. 11.00 Météo. 11.10 Météo. 11.20 Météo. 11.30 Météo. 11.40 Météo. 11.50 Météo. 12.00 Météo. 12.10 Météo. 12.20 Météo. 12.30 Météo. 12.40 Météo. 12.50 Météo. 13.00 Météo. 13.10 Météo. 13.20 Météo. 13.30 Météo. 13.40 Météo. 13.50 Météo. 14.00 Météo. 14.10 Météo. 14.20 Météo. 14.30 Météo. 14.40 Météo. 14.50 Météo. 15.00 Météo. 15.10 Météo. 15.20 Météo. 15.30 Météo. 15.40 Météo. 15.50 Météo. 16.00 Météo. 16.10 Météo. 16.20 Météo. 16.30 Météo. 16.40 Météo. 16.50 Météo. 17.00 Météo. 17.10 Météo. 17.20 Météo. 17.30 Météo. 17.40 Météo. 17.50 Météo. 18.00 Météo. 18.10 Météo. 18.20 Météo. 18.30 Météo. 18.40 Météo. 18.50 Météo. 19.00 Météo. 19.10 Météo. 19.20 Météo. 19.30 Météo. 19.40 Météo. 19.50 Météo. 20.00 Météo. 20.10 Météo. 20.20 Météo. 20.30 Météo. 20.40 Météo. 20.50 Météo. 21.00 Météo. 21.10 Météo. 21.20 Météo. 21.30 Météo. 21.40 Météo. 21.50 Météo. 22.00 Météo. 22.10 Météo. 22.20 Météo. 22.30 Météo. 22.40 Météo. 22.50 Météo. 23.00 Météo. 23.10 Météo. 23.20 Météo. 23.30 Météo. 23.40 Météo. 23.50 Météo. 0.00 Météo. 0.10 Météo. 0.20 Météo. 0.30 Météo. 0.40 Météo. 0.50 Météo. 1.00 Météo. 1.10 Météo. 1.20 Météo. 1.30 Météo. 1.40 Météo. 1.50 Météo. 2.00 Météo. 2.10 Météo. 2.20 Météo. 2.30 Météo. 2.40 Météo. 2.50 Météo. 3.00 Météo. 3.10 Météo. 3.20 Météo. 3.30 Météo. 3.40 Météo. 3.50 Météo. 4.00 Météo. 4.10 Météo. 4.20 Météo. 4.30 Météo. 4.40 Météo. 4.50 Météo. 5.00 Météo. 5.10 Météo. 5.20 Météo. 5.30 Météo. 5.40 Météo. 5.50 Météo. 6.00 Météo. 6.10 Météo. 6.20 Météo. 6.30 Météo. 6.40 Météo. 6.50 Météo. 7.00 Météo. 7.10 Météo. 7.20 Météo. 7.30 Météo. 7.40 Météo. 7.50 Météo. 8.00 Météo. 8.10 Météo. 8.20 Météo. 8.30 Météo. 8.40 Météo. 8.50 Météo. 9.00 Météo. 9.10 Météo. 9.20 Météo. 9.30 Météo. 9.40 Météo. 9.50 Météo. 10.00 Météo. 10.10 Météo. 10.20 Météo. 10.30 Météo. 10.40 Météo. 10.5

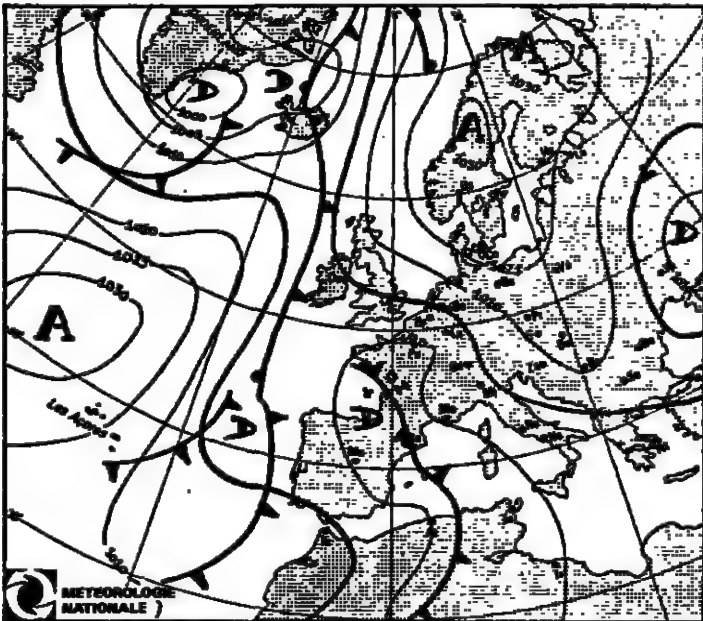
Informations « services »

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 6 MAI 1988 A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 8 MAI A 0 HEURE TU



Évolution probable du temps en France entre le vendredi 6 mai à 0 heure UTC et le dimanche 8 mai à 24 heures UTC.

Des hautes pressions s'établissent sur le nord de l'Europe donnant un courant d'est plus sec de l'Allemagne à la Manche.

La dépression orageuse de péninsule Ibérique remonte lentement vers le sud de la France en s'atténuant sensiblement.

Samedi : orageux dans le Sud, éclaircies au Nord.

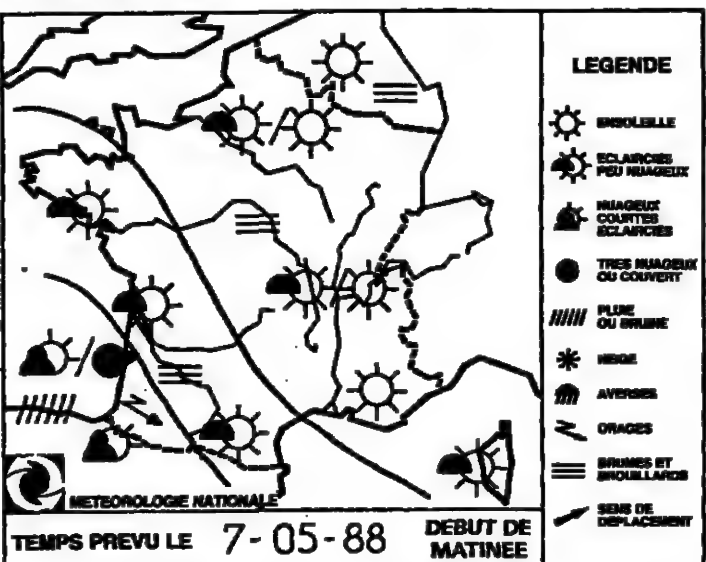
Le matin, ciel clair à peu nuageux sur la moitié nord-est du pays. Localement, quelques sursis de brume ou de brouillard se formeront. Les températures minimales seront entre 5 et 13 degrés de la Manche à la Méditerranée. De la côte atlantique aux Pyrénées, temps nuageux. Il fera 8 à 14 degrés de la Bretagne au Pays basque. Des ondées sont probables sur les Pyrénées.

Dans la journée, sur la moitié sud-ouest, ciel très nuageux à couvert avec pluies locales et orages isolés. Sur la moitié nord-est, le ciel se roulera mais il continuera à y avoir des éclaircies.

Les températures maximales seront en général comprises entre 18 et 22 degrés du Nord au Sud, selon les côtes de la Manche auront localement 15 degrés.

Dimanche : nuages et éclaircies.

Le matin, de la Manche orientale aux frontières de l'Est et aux Alpes, le ciel sera voilé, les nuages s'éclairciront. De la Bretagne et du Cotentin aux régions méditerranéennes, temps brumeux, très nuageux avec des pluies locales. Sur le Sud-Ouest et les Pyrénées, nuages très brumeux. Dans la journée, sur la plupart des régions, temps nuageux avec éclaircies. Des ondées orageuses menaceront encore les Alpes, la vallée du Rhône, la Provence et la Corse, mais resteront isolées. Les températures seront stationnaires.



TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observés		le 6-5-1988 à 6 heures TU et le 6-5-1988 à 6 heures TU	
FRANCE			
ALGER	20	11	D
BARCELONE	21	15	P
BORDEAUX	22	13	N
BREST	20	11	D
CAEN	18	6	D
CHERBOURG	13	5	N
CLERMONT-FERRAND	20	7	N
COGNAC	20	9	D
CRETEIL	25	11	N
LILLE	18	5	B
LYON	19	12	N
MARSEILLE	22	11	D
NANCY	20	6	D
NANTES	20	11	D
NICE	21	16	D
PARIS-MONTAIGNE	20	11	D
PERPIGNAN	22	14	N
RENNES	19	8	D
STRASBOURG	19	7	D
ÉTRANGER			
ALGER	24	15	N
AMSTERDAM	15	4	B
ATHÈNES	22	19	C
BANQUE	32	27	N
BELGRADE	26	10	D
BERLIN	22	7	N
BUDAPESTE	17	-5	D
CAEN	26	16	D
CHERBOURG	13	5	N
CLERMONT-FERRAND	20	7	N
COGNAC	20	9	D
CRETEIL	25	11	N
LILLE	18	5	B
LYON	19	12	N
MARSEILLE	22	11	D
NANCY	20	6	D
NANTES	20	11	D
NICE	21	16	D
PARIS-MONTAIGNE	20	11	D
PERPIGNAN	22	14	N
RENNES	19	8	D
STRASBOURG	19	7	D
LES ANGLAIS			
LOS ANGELES	18	12	D
MADRID	16	11	P
MARSEILLE	25	12	A
MEXICO	29	11	E
MONTREAL	21	13	N
MOSCOW	24	7	N
NAGANO	22	9	N
NEW YORK	26	17	N
OSLO	20	11	P
PALMIRA	11	5	C
PANAMA	27	17	C
PARIS	26	13	C
ROME	26	13	C
SINGAPOUR	33	26	N
STOCKHOLM	13	6	C
TOKYO	26	16	D
TUNIS	39	16	N
VAROVI	22	7	C
VERSE	20	15	C
VIENNE	23	14	P

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

PHILATÉLIE

Un même dessin pour plusieurs pays de la CEE

Jean Monnet, citoyen d'honneur de l'Europe

La Poste mettra en vente générale, le mardi 10 mai, un timbre de 220 F consacré à Jean Monnet, dessiné et gravé en taille-douce par Mario-Noël Goffin. Son dessin a été retenu par les postes d'Allemagne, de Belgique, du Luxembourg, d'Espagne et d'Italie pour célébrer par un timbre le « Père de l'Europe ». Enfin, le Portugal a préféré choisir un tout autre dessin. Et la Grande-Bretagne, les Pays-Bas ? Ces pays ont sans doute de bonnes raisons pour ne pas se laisser aller à une philatélie communautaire.

A noter qu'en France un timbre en hommage à Jean Monnet a déjà été émis en 1980.

Jean Monnet est né à Cognac le 9 novembre 1888. Fils d'un négociant en cognac, il sillonne le monde pour commercialiser la production familiale. En 1914, il est réformé pour raisons de santé. Après la guerre, il devient secrétaire adjoint de la Société des nations jusqu'en 1923. C'est chez lui, à Londres, le 17 juin 1940, que le général de Gaulle rédige l'appel lancé sur les ondes de la BBC le 18 juin.

Après la seconde guerre mondiale, Jean Monnet devient président du comité qui a la charge d'élaborer le premier plan de modernisation et d'équipement de la France dit Plan Monnet. Le second plan, présenté le 9 mai 1950, aboutit au traité de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA). Le Plan Schuman. Il préside la CECA de 1952 à 1955. Il fonde le Comité d'action des États-Unis d'Europe, qui est à l'origine du traité de Rome du 25 mars 1957. Il expose en 1973 l'idée d'un gouvernement européen. L'élection de



L'Assemblée européenne au suffrage universel a lieu pour la première fois en 1979, quelques semaines après sa disparition, le 16 mars 1979 à Bazzoches (Yvelines). Les chefs d'État et de gouvernement de la CEE, réunis en conseil européen à Luxembourg les 1^{er} et 2 avril 1976 ont décidé de lui conférer le titre de « citoyen d'honneur de l'Europe ».

Le timbre, d'un format vertical 26 x 40 mm (n° PTT 1988-18), est imprimé en taille-douce en feuilles de cinquante.

★ Vente anticipée le lundi 9 mai à Cognac (Charente) de 9 heures à 18 heures, au bureau de poste temporaire « premier jour », ouvert à la salle de réunion La Salamandre, rue du 14-Juillet, de 8 heures à 12 heures, au bureau de poste de Cognac.

★ Souvenirs philatéliques : Cercle philatélique de Cognac, R. Moreau, 5, rue de Constantine, 16100 Cognac.

★ Un club : Cercle d'études philatéliques d'Europe-Nations unies, 4, route de la Meinau, 67100 Strasbourg.

En filigrane

● Jean Delpech et l'Atlantide. — Le peintre-graveur Jean Delpech, que les philatélistes connaissent bien pour ses créations de timbres-poste, expose jusqu'au 28 mai à la bibliothèque municipale de Sens (7, rue René-Binet) sur le thème, qui lui est cher, de l'Atlantide. Entrée libre.

● Expositions en Suisse et au Luxembourg. — La commission thématique de la Fédération des sociétés philatéliques du Luxembourg organise sa saison de timbres, le samedi 14 mai, au Centre culturel Henri à Walferdange (Luxembourg). Renseignements : Paul Os, 143, route de Mondorf, L-3260 Bettendorf, principauté du Luxembourg.

Le Salon du livre et de la presse de Genève accueille une exposition philatélique du 13 au 15 mai. Une bourse du timbre aura lieu le samedi 14, de 10 heures à 18 heures. Également au programme, des expertises, une animation vidéo et la présence de nombreux professionnels du timbre. Renseignements auprès du secrétariat de l'exposition, 29, rue de Bourg, CH-1002 Lausanne, Suisse. Tél. : 021/22-10-88.

● « Le Monde des philatélistes » de mai. — Le mensuel Le Monde des philatélistes, daté mai, vient de paraître. À son sommaire : les candidats à l'élection présidentielle et la philatélie, une thématique sur les moulins, le point sur le marché philatélique et une rencontre avec Pierre Aloussier, créateur de timbres. (Le Monde des philatélistes, 15 F en kiosque.)

● Philatélie à la télévision. — L'émission de télévision de Jean Offredo sur TF1 « Bonjour la France » honore l'Europe d'accueillir une rubrique philatélique tous les dimanches, vers 7 h 40, présentée par Pierre Julien, du Monde des philatélistes. Au programme de dimanche : l'Europe.

LOTO		TRANCHE DU MARCHÉ 4 MAI 1988	
4	5	7	14
15	17	20	
PRÉVISION TRANCHE EN DIRECT 5 MAI 1988			
RÉPÉTÉ 7 MAI 1988 À 20 H 30			
POUR LES JEUX TRANCHE DE LA VALÉNCIENNE (SÉRIE 1000000000)			
NOMINALE 100 000 000 F			
5	10	15	20
25	30	35	40
45	50	55	60
65	70	75	80
85	90	95	100

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4738

HORIZONTALEMENT

I. Susceptibles de nous valoir un abattement. — II. Eau. Vivait avec le premier venu. Un spécialiste des bas-fonds. Dépression. — III. Peut faire tache. Circule en Iran. Plat en Auvergne. — IV. Ses fruits volent au vent. Doublé à la queue. — V. Une colonie de Phocéens. Dans l'Oise. — VI. A la campagne, n'était pas un agrément. Peut briller dans la nuit. — VII. Quand elle est dure, on ne fait pas de cadeaux. Pronom. VIII. Une particularité chez les Grecs. — IX. La preuve qu'on y voit clair. Redevient neuf quand on arrive au bout. — X. Ouvrages réglementaires. Une femme d'ordre. — XI. Refus de se charger. Servie dans un pub. Une famille de peintres. XII. Le vol caractéristique de la grue. A de bonnes mâchoires quand elle est anglaise. Le tiers de la ration. — XIII. Symbole. Ils écrivirent, mais ne signent pas. Élément d'une collection. — XIV. Ne nous apporte aucune lumière. Point de départ. Possessif. — XV. Où il n'y a pas mèche. Certaines sont rares. Orientation.

VIENNENT APRÈS LES PARENTS. PAS DANS LA ROTURE. — 11. Où il n'y a rien à prendre. Sanguinaires, en Corse. Coule en Afrique. — 12. Est bonne pour la corde. De coq, ne sont pas charnus. — 13. Peut remplacer le cachet. Pronom. N'a pas de mouvements brusques. — 14. De bons herbes. Peuvent être tirées d'une cruche. — 15. Peut être convoitée par un coq. Qui a fait l'objet de plusieurs répétitions. Nom de sœur.

VERTICALEMENT

1. Qui peuvent faire reculer ceux qui regardent. — 2. Qui se présente comme une voile. Coule à l'étranger. — 3. C'est un véritable agrément. D'un auxiliaire. — 4. Source de ragots. Servait pour un échange. Faisons des observations. — 5. Son culte se développa à Héliopolis. Des lettres qui peuvent former un chiffre. — 6. Parfois dans les prés. Courbé. Fait quelque chose. — 7. Inscription sur un effet. Quand on le met, c'est qu'il y a du tirage. Bien reçu. — 8. Vieille cocotte. Écrivain latin. — 9. Roman pour Gide. Fait briller. Pas aléatoire. — 10. Un vieu

Solution du problème n° 4737

Horizontalement

I. Glacier. — II. Regard. F8. — III. Ace. Elder. — IV. Item. Tain. — V. Nu. Etienne. — VI. Eriger. T8. — VII. Témérité. — VIII. Ar. Au. — IX. Gôlier. — X. Rue. Luc. — XI. Essartés.

Verticalement

1. Grainetier. — 2. Lecture. Us. — 3. Agée. Images. — 4. Ça. Mégère. — 5. Ire. Ter. Or. — 6. Editorial. — 7. Dan. Tuile. — 8. Feinte. Eue. — 9. Corée. Grés. — 10. Un vieu

GUY BROUTY.

LE WEEK-END D'UN CHINEUR

Samedi 7 mai

Paris, Drouot, 14 heures : affiches de mai 68.

Corbail, 14 heures : orfèvrerie, mobilier, objets d'art ; Meaux, 14 heures : timbres.

Agès, 14 h 30 : vins ; Asch, 10 heures et 14 h 30 : livres ; Anzère, 14 h 30 : livres ; Blois, 14 heures : monnaie, argenterie, objets d'art ; Cahors, 14 heures : affiches ; Lille, 14 heures : mobilier, tableaux, objets d'art ; Marseille (Frado), 14 h 30 : art primitif, bijoux ; Orléans, 14 h 30 : uniformes ; Saint-Brieuc, 14 heures : objets d'art, mobilier ; Saint-Dié, 14 heures : émaux, argenterie, mobilier.

Dimanche 8 mai

Le Raincy, 14 heures : tableaux, mobilier, objets d'art ; Provins, 14 heures : tapis d'Orient, mobilier ; Sens, 14 heures : affiches, mobilier, livres ; Verrières-le-Basois, 11 heures : argenterie, bijoux ; 14 heures : tableaux, mobilier, objets d'art.

Avranches, 14 h 30 : mobilier, céramiques ; Dijon, 14 heures : tableaux, icoles, mobilier ; Issoudun, 14 heures : mobilier, objets d'art.

FOIRES ET SALONS

Paris-Bastille, Saint-Germain-Laye, Bordeaux-Quinconces, Troyes et Laon en Armagnac.

« Le Monde » au Salon du livre de Genève

Le Monde sera présent au Salon du livre et de la presse à Genève, du mercredi 11 au dimanche 15 mai.

Des collaborateurs du journal participeront aux divers débats : — mercredi 11 mai, de 17 h 30 à 19 heures : L'internationalisation des médias.

— Jeudi 12 mai, de 17 h 30 à 19 heures : Le libéralisme contre les libéraux.

— Vendredi 13 mai, de 17 h 30 à 19 heures : L'argent de la communication.

— Samedi 14 mai, de 14 h 30 à 16 heures : Le nouveau paysage politique en France ; de 17 h 30 à 19 heures : Le pouvoir de l'information.

Palaeo-le Monde, stand 18-10, allée A-Christie.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel daté du jeudi 5 mai :

UN ARRÊTÉ

● Du 22 avril 1988 relatif à l'identification par tatouage des animaux de l'espèce feline.

UNE CIRCULAIRE

● Du 13 avril relative au modèle de contrat pour la concession ou l'affermage du service de restauration scolaire du premier degré.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

ACTIONNAIRES DE TELEMECANIQUE

FRAMATOME FAIT UNE OFFRE SÉRIEUSE

PARLONS CLAIR

TELEMECANIQUE et FRAMATOME, leaders mondiaux dans leur domaine d'activités, ont bâti ensemble un projet industriel ambitieux.

Le projet a reçu le soutien massif de la Direction et du Personnel de TELEMECANIQUE (Referendum du 19-4-1988).

FRAMATOME vous propose de prendre 100 % des actions TELEMECANIQUE à 4 500 F par action.*

C'EST CLAIR

L'offre de FRAMATOME est la meilleure et la plus sûre, pour vous, car elle vous protège du risque de réduction.

SCHNEIDER ne vous garantit de prendre que 710.000 actions. Or, 1.129.000 actions** environ peuvent encore être apportées à l'offre. Il existe donc un risque important de réduction.

**FAITES VOS COMPTES et
APPORTEZ VOS TITRES A FRAMATOME.**

NOUS OFFRONS AU MARCHÉ 6,2 MILLIARDS DE FRANCS.

SCHNEIDER N'OFFRE QUE 3,9 MILLIARDS DE FRANCS

SCHNEIDER le sait bien puisqu'il a déposé le 23 mars 1988 une nouvelle surenchère dont l'examen a été différé par la Chambre Syndicale des Agents de Change...

RESTONS CLAIR

 FRAMATOME
LE FUTUR EN TÊTE.

* Une note d'information présentée conjointement par FRAMATOME et LA TELEMECANIQUE ELECTRIQUE (visa COB N° 88-63 du 26.02.88) est disponible sans frais au siège des deux sociétés.
Les termes de la surenchère de FRAMATOME ont fait l'objet d'un avis n° 88-649 de la Chambre Syndicale des Agents de Change en date du 21.03.88.
Dans le cadre de cette dernière surenchère, si le nombre de titres présentés est inférieur à 610.000, FRAMATOME se réserve la faculté de se porter acquéreur de tout ou partie des titres présentés ou de renoncer à son offre.
** Solde d'actions susceptibles d'être apportées : 1.129.000 actions environ (1.626.000 — 352.000 (Coparec) — 145.000 (Cofitel) — 1.129.000)

Économie

ETRANGER

Mise au point de M. Karl Otto Pöhl

La Bundesbank juge prématurée la mise en place d'une banque centrale européenne

BONN
de notre correspondant

Que la Banque centrale ouest-allemande tienne à son indépendance vis-à-vis du pouvoir politique comme à la prunelle de ses yeux n'est un mystère pour personne. Son président, M. Karl Otto Pöhl, et son adjoint, M. Helmut Schlesinger, qui ne sont pas toujours sur la même longueur d'onde, ont cependant jugé utile de réaffirmer solennellement ces principes au cours d'une conférence de presse tenue, le jeudi 5 mai, à Francfort. Le débat en cours en RFA autour de l'idée d'une banque centrale européenne, et celui qui va se dérouler la semaine prochaine au Bundestag sur la ratification du traité instituant le Conseil économique et financier franco-allemand sont l'occasion, pour les sceptiques, de faire valoir leurs arguments. « Hâtons-nous lentement », tel est le fond de la philosophie des autorités monétaires ouest-allemandes face à l'enthousiasme européen d'un Jacques Delors, relayée de ce côté-ci du Rhin par l'ancien chancelier Helmut Schmidt. « Nous sommes sur la voie d'une plus grande intégration des politiques monétaires », a

déclaré M. Pöhl qui, néanmoins doute fort que les gouvernements européens soient disposés à abandonner leurs prérogatives et leurs droits souverains à une institution supranationale nommée « Banque centrale européenne ». Après le ministre des finances, M. Gerhard Stoltenberg, M. Pöhl a mis l'accent sur les préalables nécessaires pour effectuer ce pas décisif dans la construction européenne. Il s'agit de la libéralisation totale de la circulation des capitaux au sein de la CEE, de la réforme du système monétaire européen (intégration de la livre sterling, réduction du taux de flottement de certaines monnaies) et surtout d'une convergence plus grande des politiques économiques des pays de la Communauté. La mise en place d'une banque centrale pourrait alors constituer le couronnement d'un édifice dont les fondations stables auraient été assurées. « Nous verrions très bien, une fois toutes ces conditions remplies, une institution monétaire européenne où le nom de l'unité de compte serait français (ECU), le siège à Luxembourg, et naturellement le président allemand », déclarait, mi-ironique, un membre du conseil

d'administration de la Bundesbank à qui l'on reprochait de vouloir imposer une « zone deichemark » à la Communauté.

M. Pöhl, par ailleurs, n'a pas jugé pertinente l'idée de M. Delors de vouloir faire du Fonds européen le germe d'une future banque centrale. « Il manque à cette institution la nécessaire indépendance vis-à-vis des gouvernements et de la Commission », a souligné le président de l'institut d'émission. En revanche, il s'est prononcé pour le renforcement du rôle du conseil des gouverneurs des Banques centrales qui se réunit chaque mois à Bâle. Cette instance pourrait même, selon M. Pöhl, décider des variations des taux de change à la place des ministres de l'économie et des finances.

Le gouvernement fédéral a pris bonne note des remarques de M. Pöhl. Le secrétaire d'Etat aux finances, M. Hans Tietmeyer, s'est engagé au nom du gouvernement à ce que le texte de loi portant création d'un Conseil économique et financier franco-allemand comporte « sous une forme ne prêtant pas à confusion » la réaffirmation de l'indépendance de l'institut d'émission.

L. R.

Demande intérieure et investissements en hausse

L'OCDE met en garde le Portugal contre les dangers d'une forte expansion

A l'extrême rigueur de la période 1982-1984 ont succédé, au Portugal, trois années de forte expansion. Si cette expansion n'est pas mieux contrôlée, elle pourrait faire perdre au pays une part des bienfaits de l'austérité, estime l'OCDE dans son dernier rapport annuel sur l'économie portugaise.

En 1986 comme en 1987, la demande intérieure a progressé à un rythme annuel de 9 %, deux fois plus rapide que la moyenne des pays membres de l'Organisation. Longtemps déprimés, les investissements ont, eux aussi, repris une vive courbe ascendante. Un double phénomène qui a permis de réduire le chômage à 7,3 % de la population active en 1987 mais qui alimente une poussée de 20 %, en volume, des importations, et s'est traduit par un quasi-doublement du déficit commercial entre le premier semestre 1986 et le premier semestre 1987.

Le triplement des recettes touristiques entre 1983 et 1987, l'augmentation des transferts des travailleurs émigrés et les 264 millions de dollars de financement, dont le Portugal a

bénéficié l'an dernier du fait de son adhésion à la Communauté européenne, ont partiellement compensé cette détérioration. Mais la balance des paiements courants, encore excédentaire de 700 millions de dollars en 1987, risque de faire apparaître un léger déficit en 1988, appelé à se creuser par la suite.

Les experts du Château de la Muette n'accablent pas les dirigeants portugais. L'inflation, excessive, selon les normes européennes actuelles, a malgré tout été ramenée de 25 % en 1983 à 9,5 % en 1987. La politique des revenus, relâchée après les rudes sacrifices du début des années 80, a une chance de trouver un meilleur équilibre si le nouveau cadre de concertation sociale limitant les hausses de salaires à la hausse probable des prix (6,5 % pour 1988) est appliqué.

Mais les impératifs restent nombreux et difficiles. « Indispensable », la réduction du déficit budgétaire qui représentait encore 9,1 % du produit intérieur brut en 1987, passe par un meilleur contrôle des dépenses des collectivités locales, par la diminution des sureffectifs dans la fonction publique, et par une

réforme fiscale « de grande

urgence ». Reprendre en main la politique monétaire entre également dans les priorités fixées par l'OCDE, qui estime insuffisante la dépréciation de l'escudo, dont la dévaluation glissante sera poursuivie. Quant à l'entrée du Portugal au sein de la CEE, elle constitue « une chance et un défi ». Un défi, car l'ouverture du pays accroît sa vulnérabilité, notamment commerciale. Une chance, dans la mesure où Lisbonne peut espérer grâce à cette adhésion, améliorer son infrastructure comme la qualification des salariés.

A une réserve près, la promotion intérieure des investissements et l'afflux de capitaux étrangers, essentiellement européens, risquent de favoriser des projets peu rentables. Un appel à la vigilance justifié en outre par les insuffisances de la Banque de Lisbonne. La volonté de privatisation du gouvernement, jugée opportune pour réduire le poids excessif du secteur public, ne pourra porter ses fruits que si s'instaure un « marché des valeurs mobilières sain et stable ». On ne peut être plus clair.

F. Cr.

Semi-conducteurs, soja, importations de pétrole

Le GATT prend position sur trois dossiers intéressants la CEE

BRUXELLES
(Communautés européennes)
de notre correspondant

La Communauté était partie prenante dans trois des dossiers qui ont été examinés le mercredi 4 mai par le conseil du GATT, l'accord qui réglemente le commerce international, lors de sa réunion mensuelle.

● **SEMI-CONDUCTEURS.** — La Communauté avait porté plainte contre le Japon. Elle contestait la clause de prix contenue dans l'accord conclu l'été 1986 par celui-ci avec les Etats-Unis. Il y était prévu que les prix à l'exportation des semi-conducteurs japonais seraient fixés par Tokyo à un niveau suffisamment élevé pour ne pas gêner les producteurs américains. Le panel, c'est-à-dire un groupe d'experts constitué au sein du GATT afin d'arbitrer ce différend, a donné raison à la Communauté, indiquant qu'un tel accord bilatéral de prix susceptible de porter préjudice aux autres clients du Japon était contraire aux règles du GATT. Le représentant japonais a déclaré que son gouvernement acceptait les conclusions du panel.

« C'est un premier pas satisfaisant », a commenté le porte-parole de la Commission européenne, ajoutant que celle-ci « suivrait avec attention la manière dont le Japon mettrait sa législation en conformité avec les conclusions du panel ».

● **AIDES A LA PRODUCTION DE SOJA.** — Les Etats-Unis, relayant une plainte de leur association de producteurs, reprochent à la Communauté de fortement subventionner ses propres producteurs de soja, ce qui, ajoutent-ils, a entraîné une chute spectaculaire des exportations américaines vers la CEE. Ils demandaient la constitution d'un panel. La Commission européenne s'y est opposée, expliquant que les consultations en cours avec les Américains n'étaient pas achevées et que ceux-ci n'avaient pas répondu aux questions posées par la CEE sur la réalité et sur l'origine du préjudice subi par leurs exportateurs. Les consultations constituent dans la procédure du GATT la première étape du règlement d'un différend avant la formation d'un panel. La Communauté fait notamment valoir que ses importations totales de soja

n'ont pas diminué. Si la part des Etats-Unis s'est réduite, c'est que d'autres fournisseurs, en particulier le Brésil et l'Argentine, ont pris partiellement leur place, parce que moins chers.

● **TAXE SUR LES IMPORTATIONS DE PÉTROLE.** — Un panel constitué à la demande de la Communauté a conclu en juillet 1987 que la taxe sur le pétrole importé, appliquée par les Etats-Unis, était contraire aux règles du GATT. Le manque à gagner résultant de cette taxe est évalué par la Communauté à 7 millions de dollars. Depuis, les Etats-Unis, malgré les conclusions du panel, n'ont en rien modifié leur réglementation. La Communauté, conformément aux dispositions du GATT, demande donc l'autorisation de procéder à un « retrait de concession », c'est-à-dire à se faire justice elle-même en augmentant ses propres droits de douane sur les produits pétroliers importés des Etats-Unis. Le GATT a refusé, invitant la CEE à poursuivre son dialogue avec les Américains. Le porte-parole de la Commission européenne a jugé cette position « illogique ».

PHILIPPE LEMAITRE.

Modeste inflation et revers industriel outre-Rhin

Deux indices sont venus alimenter la polémique, outre-Rhin, sur la nécessité de relance de l'économie. Les chiffres définitifs de l'inflation en avril, 0,2 % par rapport à mars, confortent l'analyse du président de la Bundesbank, M. Karl Otto Pöhl, selon lequel « les dangers inflationnistes sont faibles ». En glissement annuel, la hausse des prix s'inscrit à 4,9 %, contre une moyenne de 0,2 % pour l'ensemble de 1987 et une baisse de 0,2 % en 1986. Mais cette remontée était prévisible et reste conforme aux objectifs gouvernementaux, même si elle inquiète, de toute évidence, certains membres du conseil d'administration de la Bundesbank.

L'annonce d'un recul de 2,5 % en mars de la production industrielle donne, par contre, un argument supplémentaire à l'opposition social-démocrate, qui réclame des mesures de

relance de l'économie. Le ministre de l'économie, M. Martin Bangemann, a refusé, le jeudi 5 mai, une telle possibilité, en soulignant que l'expansion s'était « renforcée » durant les premiers mois de l'année.

De fait, durant la période janvier-février, la production industrielle a été supérieure de 3,4 % aux données correspondantes de 1987, les commandes du marché intérieur progressant de 7,4 % en volume et les contrats à l'exportation de 13,7 %. Mais la plupart des économistes estiment qu'il s'agit d'un feu de paille. Les cinq principaux instituts de conjoncture tablent sur un ralentissement de l'activité durant le second semestre. Le revers de la production industrielle en avril pourrait en être le premier signe, si les chiffres provisoires sont confirmés.

Annulation de la rencontre franco-canadienne sur la pêche

Un nouveau signe de tension est apparu, le vendredi 6 mai, dans les relations franco-canadiennes, lorsque, la veille au soir, Ottawa eut décidé d'annuler in extremis la rencontre prévue à Paris entre les représentants des deux pays pour tenter de résoudre le conflit sur la pêche.

Au cours de cette rencontre, devait être annoncé le nom du médiateur choisi par les deux pays. La décision canadienne a été motivée par le fait qu'un navire de la marine nationale, le remorqueur de haute mer le *Tenace*, a surpris le 5 mai un petit chalutier canadien immatriculé à Terre-Neuve qui pêchait, selon les autorités françaises, dans les eaux territoriales (12 miles) de Saint-Pierre-et-Miquelon. Le chalutier a été conduit à Saint-Pierre avec son équipage.

Un porte-parole canadien avait affirmé pour sa part que le chalutier pêchait hors des eaux françaises lorsqu'il a été détourné, mais le patron du chalutier, plus tard, a reconnu qu'il était bien dans les eaux françaises.

La crise franco-canadienne s'était aggravée le 14 avril avec l'arrestation et l'emprisonnement temporaire à Saint-Jean de Terre-Neuve des 21 membres d'équipage du chalutier saint-pierrais *Croix-de-Lorraine*.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFECTURE DE LA SEINE-MARITIME

AVIS AU PUBLIC

Ligne électrique à 4 circuits 225 KV
CAUMONT - GRAND-COURONNEEnquête publique préalable
à la déclaration d'utilité publique

Il est porté à la connaissance du public que, en application de l'arrêté interpréfectoral du 8 avril 1988 de M. les Préfets des départements de la Seine-Maritime et de l'Eure, une enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique des travaux d'établissement de la ligne électrique à 4 circuits 225 KV CAUMONT - GRAND-COURONNE se déroulera du mardi 2 juin 1988 à 14 heures, à la demande d'ÉLECTRICITÉ DE FRANCE - Service national.

L'ouvrage projeté doit traverser les territoires des communes suivantes :

Département de la Seine-Maritime : GRAND-COURONNE, MOULINEAUX, LA BOUILLE et LA LONDE.

Département de l'Eure : SAINT-OUEN-DE-THOUBERVILLE, CAUMONT et LA TRINITÉ-DE-THOUBERVILLE.

Le public pourra consulter le dossier d'enquête et présenter ses observations sur le registre ouvert à cet effet aux lieux, jours et heures précités ci-dessous :

— DÉPARTEMENT DE LA SEINE-MARITIME

● Préfecture de la Seine-Maritime : Direction de la réglementation générale et de l'environnement - 1^{er} bureau : du lundi au vendredi de 9 heures à 16 heures.

● Mairie de GRAND-COURONNE : du lundi au vendredi de 8 h 30 à 17 heures et le samedi de 9 h 30 à 12 heures.

● Mairie d'ELBEUF : le lundi de 8 h 45 à 12 h 15 et de 13 h 30 à 17 heures et du mardi au vendredi de 8 h 30 à 12 h 15 et de 13 h 30 à 17 heures.

● Mairie de MOULINEAUX : les lundi et mardi de 14 h 30 à 17 heures, le mercredi et le vendredi de 14 h 30 à 18 h 30.

● Mairie de LA BOUILLE : les lundi, mardi, jeudi et vendredi de 16 h 30 à 18 h 30 et le samedi de 10 h 30 à 12 heures.

● Mairie de LA LONDE : du lundi au vendredi de 10 heures à 11 h 30 et de 16 heures à 18 heures.

— DÉPARTEMENT DE L'EURE

● Préfecture de l'Eure : du lundi au vendredi de 9 heures à 12 heures et de 13 heures à 16 heures.

● Sous-préfecture de BERNAY : du lundi au vendredi de 8 h 30 à 11 h 30 et de 13 heures à 17 heures.

● Mairie de ROUITOT : les lundi et mardi de 10 heures à 12 heures, le mercredi et le vendredi de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures et le samedi de 10 heures à 12 heures.

● Mairie de SAINT-OUEN-DE-THOUBERVILLE : les lundi, mardi, jeudi et vendredi de 14 h 30 à 18 h 30, le mercredi et le samedi de 9 heures à 12 heures.

● Mairie de CAUMONT : les lundi, mercredi et vendredi de 17 heures à 19 h 30.

● Mairie de LA TRINITÉ-DE-THOUBERVILLE : le lundi et le jeudi de 17 heures à 19 heures.

Pendant la durée de l'enquête, des observations écrites pourront également être adressées aux commissaires-enquêteurs à la mairie de GRAND-COURONNE, siège de l'enquête, où elles seront annexées au registre d'enquête.

Le commissaire-enquêteur désigné pour conduire l'enquête est M. Gérard GROS, géomètre expert, domicilié 85, chemin de CLÈRES à MONT-SAINT-AIGNAN.

M. GROS se tiendra à la disposition du public pour y recevoir ses observations aux lieux, jours et heures suivants :

— Mairie de GRAND-COURONNE : le mardi 2 juin, le mercredi 7 juin et le jeudi 9 juin 1988 de 14 heures à 17 heures.

A l'expiration du délai d'enquête, toute personne pourra prendre connaissance du rapport et des conclusions motivées du commissaire-enquêteur pendant un an, à compter de la date de clôture de ladite enquête dans tous les lieux où un registre a été ouvert au public.

Communication de ce document pourra également être obtenue dans les préfectures de la Seine-Maritime et de l'Eure.

Votre 405 Diesel en livraison immédiate c'est possible chez NEUBAUER

405

Plus vite, moins cher!

NEUBAUER PEUGEOT

*sous réserve de la motorisation et des options choisies

227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎48.21.60.21
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎42.85.54.34

(Publicité)

LE GRAND PRIX TRIOMPHE DE L'EXCELLENCE EUROPÉENNE DÉCERNÉ À LA SOCIÉTÉ DEL PRETE EUROPE SA

DEL PRETE EUROPE SA, leader européen de la distribution de verrerie, vaisselle et articles de ménage, a reçu le 25 février 1988 à son PDG, M. Armen Ghazarian.

En présence de nombreuses personnalités, parmi lesquelles M. Vigouroux, maire de Marseille, Armen Ghazarian s'est vu récompensé de son respect d'une tradition de qualité, du dynamisme du réseau de distribution qu'il a su développer et qui contribue avec talent à la défense d'un « art de vivre » européen.

Del Prete Europe regroupe 300 personnes, réparties entre le siège de Marseille et les agences de Paris, Lille, Strasbourg, Bordeaux, Rennes et bientôt Lyon. 50.000 tonnes de marchandises ont été exportées en 1987, 65.000.000 de verres, 50.000.000 d'assiettes, représentant un CA de 500.000.000 de F dont 15 % à l'exportation.

Ses clients portent l'enseigne des leaders de la grande distribution (Carrefour, Auchan, Euromarché, Cora, Rallye, Record, Leclerc, Intermarché, Métro, Monoprix, Prisunic...)

Ses produits proviennent des plus grands fabricants français en verrerie, vaisselle et articles de ménage (Aroclap, Cristal d'Arques, Pyrex, Verreco, Duralex, Seb, Tefal, Guy Degrenne, Email Plus, Inox Plus).

Se résume : recherche des meilleurs produits de marques connues. Apporter un service par une logistique appropriée. Etre partenaire efficace et sûr auprès de ses fournisseurs et de ses clients.

Sa volonté d'entreprendre : DEL PRETE EUROPE déjà distributeur dans 53 pays du monde compte développer son activité en Europe (avec des implantations en RFA, Italie et Espagne), aux Etats-Unis et en Extrême-Orient.

Son objectif : promouvoir les produits français dans l'Art de la Table à travers le monde.

DEL PRETE EUROPE SA fait partie du groupe familial DEL PRETE dont les autres branches d'activité sont :

- l'hôtellerie de luxe : 3 hôtels à Marseille, 1 à Cannes et 1 à Paris.
- La fabrication : 2 usines de faïence à Varages dans le Var.
- 2 galeries de 40 boutiques au centre de Marseille.

DEL PRETE EUROPE - 32 bd. de la Fabrique
13009 Marseille - Tél : 91-77-00-72

ACTIONNAIRES DE TÉLÉMÉCANIQUE

LE JUSTE PRIX : 5.500^F

SCHNEIDER vous offre 1.000 Francs de plus que Framatome.
Dans tous les cas de figure, notre offre est la meilleure pour les actionnaires.

L'offre de SCHNEIDER à 5.500 F porte sur 710.000 actions sans restriction alors que Framatome peut renoncer s'il n'obtient pas au moins 610.000 actions.

Nous détenons déjà 352.000 actions. Les titres susceptibles d'être apportés à notre offre ne dépasseront pas 900.000 actions*. Votre risque de réduction est donc très faible.

De plus, SCHNEIDER conserve la possibilité de vous racheter au même prix de 5.500 F tout ou partie du solde restant soit 190.000 actions au maximum (900.000 - 710.000).

*NOMBRE TOTAL D'ACTIONS TÉLÉMÉCANIQUE: 1 626 000

A DÉDUIRE:

Actions déjà détenues par Schneider (Coproec)	352 000
Actions Télémécanique de Cofitel	145 000
Actions détenues par Télémécanique elle-même	14 000
Actions du Fonds Commun de Placement Télémécanique	128 000
Actions souscrites par les salariés dans le cadre du Plan d'Options d'Actions Télémécanique	34 500
Actions détenues par le Conseil de Surveillance de Télémécanique	8 500
Actions en déséchéance (estimation 2%)	32 500
Actions détenues par des personnes physiques et morales affiliées de Framatome dont la CCE (estimation)	43 500

Total des actions à déduire: 758 000

Reste un solde de: 868 000

SCHNEIDER

Pour une alliance Merlin Gerin Télémécanique

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



CIMENT D'ORIGNY

Exercice 1987 : croissance et rendement

Le Conseil d'Administration réuni le 19 Avril 1988 a arrêté les comptes de l'exercice 1987.

RÉSULTATS DU GROUPE CONSOLIDÉS

(Valeurs en Millions de F)	1987	1986	% 87/86
Chiffre d'affaires consolidé	1.033	905	+ 14%
Cash flow consolidé	171	135	+ 27%
Résultat net, part du Groupe	105	86	+ 22%
Résultat net/CA (en %)	10,1%	9,5%	

Le résultat net (part du Groupe) franchit la barre des 100 MF et les 10% du chiffre d'affaires.

Cette nouvelle progression des résultats s'explique par le niveau élevé de l'activité dans le secteur "ciment" et par une réduction significative des coûts énergétiques et des charges financières. Elle résulte en outre, de la croissance interne et externe des secteurs "béton" et "granulats" (+19%), et de l'amélioration sensible des résultats de toutes nos filiales.

RÉSULTATS DE LA SOCIÉTÉ

Le Résultat net progresse de 31% à 81,5 MF, tandis que le cash flow progresse de 26% à 147,1 MF pour un chiffre d'affaires de 744 MF (+2,8%). A méthodes comptables comparables, la croissance du résultat net aurait été de 39%.

L'endettement a été ramené à moins d'une année de cash flow, malgré un effort accru d'investissements industriels et financiers (montant total engagé : 140 MF contre 78 MF engagés en 1986).

RÉSULTATS PAR ACTION ET DIVIDENDE

Le Conseil proposera à l'Assemblée du 23 Juin 1988 la distribution d'un dividende net de 18 F par action (soit 27 F avant fiscalité) ainsi que l'instauration d'un plan d'option d'achat d'actions pour certains collaborateurs du Groupe.

(Chiffres ramené à une action)	1987	1986	% 87/86
Résultat net Groupe/action	62,98 F	51,46 F	+ 22%
Dividende + avoir fiscal/action	27 F	22,50 F	+ 20%

Le revenu global par action dégage un rendement compris entre 8% sur le cours le plus bas depuis l'introduction en Bourse du 2 Juillet 1987, et 4% sur le cours le plus haut.

CIMENT D'ORIGNY, filiale française du premier cimentier européen et mondial.

CIMENT D'ORIGNY : L'EXIGENCE INDUSTRIELLE



NOTRE MÈTRE : VOS FINANCES

Dans l'avis financier SOVAC - paru dans les éditions du Monde du 3 mai 1988, - il fallait lire au paragraphe intitulé "Résultats sociaux" :

"Le bénéfice net d'exploitation de SOVAC s'élève, en 1987, à 274,7 millions de francs, contre 225,4 millions de francs en 1986, soit une augmentation de 22 %. A ce bénéfice net s'ajoutent, en 1987, des plus-values nettes à long terme de 16,1 millions de francs pour former un bénéfice total de 290,8 millions de francs, contre 225,4 millions de francs en 1986."

PLACEMENT COURT TERME

SOCIÉTÉ D'INVESTISSEMENT A CAPITAL VARIABLE

Situation au 31 mars 1988

SICAV court terme classique, placement court terme, au 31 mars 1988, a vu son actif net atteindre 392 180 355,73 F et sa performance, depuis le début de l'année, s'établir en base annuelle à 11,54 %.

Les actionnaires peuvent se procurer le bulletin trimestriel d'information auprès des guichets des établissements chargés de

recueillir les souscriptions et les rachats : la Société marseillaise de crédit, le Crédit Lyonnais, la Banque de Bretagne, la Banque Comtoise et l'Union des banques de Paris.

Le détail du portefeuille de placement court terme ainsi que tout renseignement complémentaire peuvent être obtenus en s'adressant à :

Général de placement banque 4, rue Anbert, 75009 Paris

BANQUE COMMERCIALE POUR L'EUROPE DU NORD (EUROBANK)

79-81, boulevard Haussmann 75382 Paris Cedex 08

En présence de M. Y.S. Moskowsky, président de la Banque pour les affaires extérieures économiques de l'URSS, et de M. V.A. Pektsev, vice-président de la Banque d'Etat de l'URSS, l'Assemblée générale ordinaire de la Banque commerciale pour l'Europe du Nord (Eurobank) réunie le 4 mai 1988, sous la présidence de M. Bernard Dupuy, a approuvé les comptes de l'exercice 1987.

Le bilan au 31 décembre 1987 s'élevait à 34 milliards de francs, contre 38,3 milliards au 31 décembre 1986.

Les résultats de l'exercice s'inscrivent en recul d'environ 15 % sur ceux de 1986 en raison, notamment, de la contraction des marges sur les opérations de crédit international. Le produit net d'exploitation bancaire s'élève à 364 millions de francs. Les dotations nettes aux comptes de provisions, constituées essentiellement pour faire face aux risques "pays", représentent 140 millions de francs, ce qui porte à 38 % le taux de couverture global de nos provisions sur les pays en restructuration de dette. Le bénéfice net après amortissements, provisions et impôts s'élève à 47 millions de francs.

L'Assemblée générale a décidé de mettre en distribution un dividende de 19 950 000 F, soit 133 F par action (hors avoir fiscal) et de porter le solde en réserves.

Enfin, la banque va contracter un emprunt subordonné d'un montant de 280 millions de francs auprès de la Banque internationale d'investissement à Moscou dans le but de consolider ses capitaux permanents. Les fonds propres stricto sensu de la Banque dépassent déjà 1 milliard de francs.



PALUEL-MARMONT S.A.

Le directeur de Paluel-Marmont S.A. (anciennement S.P.I.) s'est réuni le 26 avril 1988 sous la présidence de Roger Paluel-Marmont et a arrêté les comptes consolidés 1987 de la société qui font apparaître un résultat net de 28,3 MF contre 31,7 MF en 1986 en raison des plus-values exceptionnelles enregistrées dans les comptes sociaux de 1986, dont le résultat était de 11,4 MF contre 4,5 MF en 1987.

Le 24 mars dernier, le directeur de P.M. S.A. a décidé de solliciter de l'Assemblée la distribution d'un dividende de 7 F par action contre 6 F en 1986.

Les comptes consolidés sont tenus à la disposition du public au siège social de Paluel-Marmont S.A., 26, rue Murillo à Paris 8.

Le directeur a présenté son rapport sur la marche de la société au cours du premier trimestre 1988 au conseil de surveillance réuni le même jour sous la présidence de M. Jean-Pierre Brunet. Ce conseil a approuvé les comptes présentés par le directeur et a pris acte du renforcement de la participation de Paluel-Marmont S.A. dans la C. Lebon.

Conformément à l'avis à paraître le 23 mai 1988 au Bulletin des Annonces légales obligatoires, l'Assemblée générale ordinaire se réunira le 23 juin 1988, à 11 h 30, à Paris 8, 26, rue Murillo.



ATTRIBUTION GRATUITE D'UNE ACTION NOUVELLE POUR UNE ACTION ANCIENNE

Jouissance du 1^{er} janvier 1987

Le conseil d'administration avait, en 1987, différé l'augmentation de capital par incorporation des primes d'émission et réserves.

- Cette augmentation se réalisera le 1^{er} juin 1988 ;
- par la création de 976 300 actions nouvelles de 100 F nominal ;
- Date de jouissance : 1^{er} janvier 1987 ;
- Attribuées aux actionnaires à raison d'une action nouvelle gratuite pour une action ancienne.

RÉSULTATS FINANCIERS 1987 - MAJORETTE SA

Le chiffre d'affaires de l'exercice 1987 ressort à 412 342 KF contre 400 010 F en 1986, soit avec une progression de 3,06 %.

Malgré cette faible progression, le profit net de l'exercice 1987 s'accroît de 48,38 % (21 934 KF en 1986).

- Cet accroissement des marges provient essentiellement :
- de nouveaux gains de productivité ;
- d'une politique d'approvisionnement en matière première judicieuse ;
- d'une réduction sensible des frais généraux et notamment de l'absence de charges exceptionnelles qui avaient été passées en totalité dans les comptes de l'exercice 1986.

Des chiffres clés de l'exercice sont les suivants :

	1987	% S/CA	1986	% S/CA
Chiffre d'affaires	412 342	-	400 010	-
Ensemble d'exploitation	387 169	93,92	393 199	98,29
Résultat d'exploitation	69 471	16,85	51 437	12,85
Après une dotation aux amortissements de	49 784 KF	12,08	50 560	12,63
Une dotation aux provisions pour investissements construite en franchise d'impôt de	834 KF	0,20	277	0,07
Une participation des salariés aux fruits de l'expansion de	4 256 KF	1,03	3 345 KF	0,84
Et un impôt sur les bénéfices de	18 173 KF	4,54	12 795 KF	3,20
Le bénéfice net ressort à	32 546 KF	7,89	21 934 KF	5,41

RÉSULTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 1987

	1987	1986	VARIATION en %
Le chiffre d'affaires réalisé par l'ensemble des sociétés du groupe a été de	504 755	496 559	1,65
L'exercice s'est achevé sur un bénéfice de	30 175	24 211	24,63
Part du groupe	(27 555)	(21 542)	27,91
Hors groupe	(2 620)	(2 669)	-

A l'extérieur de cette consolidation, les filiales industrielles ont obtenu les résultats suivants :

SA SOLIDO			
Chiffre d'affaires	44 197	44 337	(0,32)
Résultat net	3 784	3 498	8,18
SARL MAJORETTE PUBLICITÉ			
Chiffre d'affaires	4 060	3 128	28,15
Résultat net	185	(17)	-

PERSPECTIVES 1988

Dans un marché en faible croissance au niveau mondial et marqué par une concurrence internationale très vive, MAJORETTE n'a pas prévu de croissance significative de son chiffre d'affaires.

Toutefois, la société poursuivra ses efforts pour améliorer encore sa rentabilité tant au niveau de la maison mère que du groupe. L'implantation en Thaïlande, opérationnelle depuis le début de l'année, contribuera à cette évolution.

Cette stratégie d'ensemble s'accompagne d'un certain recentrage des productions sur ce que la société considère le mieux : les voitures miniatures. MAJORETTE se met en position de profiter pleinement, le moment venu, de la reprise.

FRAMATOME : COMPTES 1987 ET AUGMENTATION DE CAPITAL

Le Conseil d'Administration de

FRAMATOME, réuni le 20 avril

1988 sous la Présidence de

Monsieur Jean-Claude LENOY,

a arrêté les comptes de

qui seront soumis à

l'Assemblée Générale

des Actionnaires.

Ces comptes peuvent être caractérisés de la façon

suivante :

- chiffre d'affaires : 11,4 milliards de francs

- bénéfice après impôt : 913,4 millions de francs

- capacité d'autofinancement : 213,2 millions de francs

Il sera proposé à l'Assemblée Générale des Actionnaires :

- de fixer à 450 millions de francs le montant global du

dividende attribué au titre de l'exercice 1987, soit un

montant par action de 75 F qui, augmenté de l'avoir fiscal

de 37,50 F, fait un total de 112,50 F.

- de porter le capital social de 600 millions à 1 milliard

de francs par incorporation de réserves.



SICAV du Groupe des Banques Populaires

L'Assemblée Générale Extraordinaire de FRUCTI-CAPI, qui s'est tenue le 25 avril 1988, a décidé de réduire la valeur unitaire des actions de cette SICAV.

A cet effet, il a été échangé une action ancienne contre dix nouvelles. Cette opération intervient sur la valeur liquidative du 5 mai 1988.

Cette décision permettra de faciliter l'emploi de la totalité des sommes investies dans le cadre d'un plan d'épargne à versements réguliers et de respecter le ratio de liquidités de 15 % fixé pour le P.E.R.

Rappelons que FRUCTI-CAPI est une Sicav composée d'obligations françaises dont la gestion est orientée vers la valorisation du capital investi à moyen et long terme. En effet, depuis sa création en décembre 1985, la performance de FRUCTI-CAPI en taux annuel ressort au 31/03/1988 à 11,48 %.

Les souscriptions et rachats directs ou au travers du P.E.R. sont reçus auprès des 1851 guichets des Banques Populaires.

BANQUE POPULAIRE

Division de la valeur de l'action

Économie

SOCIAL

Manifestation de salariés de Michelin à Clermont-Ferrand

« Des gros billets pas de la monnaie »

CLERMONT-FERRAND de notre correspondant

Six mille agents de fabrication des usines de la Manufacture française des pneumatiques Michelin ont manifesté jeudi 5 mai après-midi dans les rues de Clermont-Ferrand. Les salariés des usines clermontoises constituaient la plus grosse partie du cortège, mais des délégations des autres usines étaient également présentes.

A l'issue de cette démonstration, les syndicats CGT, CFDT et Force ouvrière ont souligné qu'ils entendaient maintenir la mobilisation pour obtenir des négociations salariales.

« Ce ne sera pas un bouquet final... », dit le militant de la CFDT de quarante-six ans, qui totalise vingt-six ans d'ancienneté chez « Bib » à Clermont. « Dès demain, nous poursuivrons l'action sur le principe de brefs arrêts de travail afin de ne pas pénaliser les salariés, qui le sont déjà bien assez... »

Sur la place des Carmes, noire de monde, devant la plus ancienne usine Michelin, il doit presque hurler pour parler. Depuis une demi-heure, les discussions, amplifiées par les haut-parleurs, traînent en longueur. M. François Duteil, secrétaire confédéral de la CGT, M. Jean-Marie Spaeth, secrétaire national de la CFDT, et M. François Grandazzi, secrétaire général de la Fédération FO de la chimie, sont venus apporter leur soutien. Parmi la foule des manifestants, les Dunlop de Montluçon avec M. Alain Clavaud, ce salarié réintégré après avoir été licencié à la suite d'une interview à l'Humanité.

Calmer le jeu ?

Il règne sur le meeting une atmosphère de kermesse lorsque les « Bibs » quitteront la place pour manifester en ville jusqu'à 18 heures. Les slogans repris en

choeur : « François des sous ! bien sûr, Michelin doit négocier ! mais surtout, par allusion à l'augmentation de 20 centimes, cause de tout, - Des gros billets, pas de la monnaie - ! »

La question se pose désormais de savoir si l'action entreprise depuis trois semaines va se poursuivre. La direction note pour sa part un essoufflement certain. Elle souligne que, le vendredi 29 avril, lors de la dernière manifestation, les grévistes étaient plus nombreux que ce 5 mai, où l'on comptait 43 % d'ouvriers en arrêt de travail.

Dans ce climat, la direction a décidé de ne pas rendre public le montant des augmentations individualisées qui devraient intervenir en mai et représenteraient globalement 1 % de la masse salariale. « C'est peut-être, disent certains, pour les réajuster afin de calmer le jeu... » Il n'y aura pas de nouvelles négociations, maintient de son côté la direction. Tout a été dit sur ce chapitre. La masse salariale globale des agents de la fabrication augmentera en 1988 de 3,80 %.

JEAN-PIERRE ROUGER.

● Réparation automobile : signature de l'accord sur la transformation de la prime d'ancienneté. — FO, la CFDT, la CGC et un syndicat autonome (le CSNVA) viennent de signer avec le patronat l'accord sur la transformation de la prime d'ancienneté dans le commerce et la réparation automobile (le Monde du 3 mai). La CGT et la CFTC ont rejeté ce texte. Pour M. Jean-Pierre Chaffin, secrétaire général de la Fédération de la métallurgie CGC, « nous avons recherché non le maintien des dispositions conventionnelles existantes au mépris des évolutions sociales mais, au contraire, le maintien voire le développement du niveau global des garanties conventionnelles en vue de déployer la politique contractuelle ».

Le Monde

UN NUMÉRO EXCEPTIONNEL

(en deux cahiers séparés)

LUNDI 9 MAI (DATÉ MARDI 10)

Le deuxième cahier est diffusé uniquement en France métropolitaine

TOUS LES RÉSULTATS DU SECOND TOUR :

- Les résultats département par département et ville par ville
- Les premières réactions politiques • Les commentaires et analyses de la rédaction.

SUPPLÉMENT SPÉCIAL :

- Les syndicats face au nouveau président • Les retards du patronat français • Comment affronter le marché unique de 1992 ?

ET DES PAGES D'OFFRES D'EMPLOI POUR LES CADRES

ATTENTION Ce numéro exceptionnel du Monde sera vendu, au prix habituel de 4,50 F, en deux cahiers séparés. N'oubliez pas de les demander à votre marchand de journaux.

36.15 LEMONDE code ELEC

DES DIMANCHE 20 h SUR MINITEL

- Les résultats ville par ville
- Les commentaires du MONDE
- Les résultats de 81 et du 1^{er} tour 88.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Le Simco UNION POUR L'HABITATION

Le montant des loyers émis par la société au cours du premier trimestre de l'année 1988 est le suivant comparé à celui de 1987 :

1987 : 70 497 354 F.
1988 : 77 481 038 F.

Ces montants ne tiennent pas compte des indemnités compensatrices dues par l'Etat.

Le Monde ABONNEZ-VOUS RÉABONNEZ-VOUS

LE MONDE ET SES PUBLICATIONS

Gérez vos abonnements sur minitel 24 heures sur 24 7 jours sur 7

ABONNEMENTS

36.15 LE MONDE

Économie

SOCIAL

« Des gros billets pas de la monnaie »

PROTECTION SOCIALE

En France : les comptables en défaut

Le régime général de la Sécurité sociale vient à nouveau de connaître une bonne surprise. Les rentrées de cotisations enregistrées par l'Agence centrale des organismes de Sécurité sociale (ACOSS) au 31 mars étaient supérieures de 3,5 milliards de francs aux prévisions de décembre 1987. Déjà, aux tout premiers jours de 1988, on avait constaté un gain de l'ordre de 2,5 milliards de francs par rapport aux prévisions sur la fin de l'année 1987 (le Monde du 13 janvier). Cette nouvelle amélioration permettra à la trésorerie du régime général de passer le premier semestre de l'année 1988 sans recourir à des avances de la Caisse des dépôts, alors que les comptes prévisionnels de décembre annonçaient des déficits d'environ 3 milliards de francs entre le 12 et le 15 juin, et à nouveau vers les 12 et 28 septembre.

Ces gains correspondent à une baisse des « restes à recouvrer » : les cotisations non versées sur l'année, passées en 1987 de 1,99 % du total à 1,82 % ; une baisse de 15 centimes de point qui représente des millions de francs et traduit l'amélioration de la santé des entreprises. Mais ils sont dus surtout à une progression de la masse salariale : celle-ci augmente actuellement au rythme de 4,3 %, alors que les comptes de décembre étaient fondés sur un chiffre de 3,6 %.

L'évolution porte en effet à la fois sur les rémunérations - ce qui pourrait résulter d'une simple avance électorale - et à moindre degré sur les effectifs, qui semblent croître légèrement, sur un rythme annuel d'environ 0,1 %, alors que les comptes de la nation prévoyaient une baisse de 0,2 %.

Semer le doute

Déjà les experts des comptes de la Sécurité sociale estiment, comme ceux de l'UNEDIC, que les effectifs salariés ont légèrement progressé (d'environ 0,1 %) en 1987, contrairement aux conclusions de l'INSEE (le Monde du 16 avril 1988). Les rentrées enregistrées au premier trimestre 1988 laissent penser que le mouvement continue, notamment dans les petites entreprises, sous l'effet des mesures d'aide à l'embauche des jeunes : 40 % des remboursements de cotisations à ce titre concernent des établissements de moins de dix salariés, alors que ceux-ci ne représentent que de 17 % de la masse des cotisations.

En tout état de cause, le constat contredit les calculs des comptables nationaux, qui, paradoxalement, viennent en mars dernier de réviser à la baisse leurs prévisions pour 1988, ramenant de 3,6 % à 3,3 % la croissance de la masse salariale en 1988 !

Considérable en chiffres absolus (8 milliards de francs), la différence avec les prévisions ne représente qu'une variation de 1,7 % du total des cotisations : cela illustre une fois de plus la faiblesse relative des mouvements annuels au regard de l'énormité des sommes perçues et versées par le régime général. Par comparaison, on peut signaler que le gain constaté sur l'impôt sur le

revenu en 1987 dépasserait d'un quinzaine de milliards de francs les prévisions de la loi de finances.

Néanmoins, cette différence irrite fort les experts des comptes de la Sécurité sociale, qui fondent leurs prévisions sur les chiffres des comptes de la nation. Ces rectifications répétées en cours d'année finissent, estiment-ils, par jeter le doute sur la valeur de leurs comptes prévisionnels, aussi bien chez les partenaires sociaux et les responsables politiques que dans le grand public. Elles peuvent laisser croire que les choses s'arrangeront toujours et qu'il suffit d'attendre pour que, la croissance et le temps aidant, l'équilibre se rétablisse.

Les experts mettent en cause le système de prévision de la comptabilité nationale : celui-ci enregistre mal l'effet des primes périodiques (en fin d'année) et les évolutions à court terme, en particulier celles des petites entreprises. Or c'est là que se produisent les mouvements aujourd'hui (la croissance des cotisations est deux fois plus élevée dans celles de moins de dix salariés que dans celles de plus de quatre cents) ; c'est là qu'on embauche.

Le souci paraît justifié, même à court terme : si réjouissante soit-elle, l'amélioration des rentrées de cotisations ne suffira vraisemblablement pas à résoudre les difficultés du régime général à la fin de 1988. Difficultés pour la trésorerie d'abord : les besoins du régime pourraient dépasser les 10 milliards de francs dès le début de décembre et attein-

dre les 15 ou 20 milliards vers le milieu du mois. Difficultés pour les comptes de l'exercice 1988 ensuite : car, parallèlement, les dépenses d'assurance-maladie semblent augmenter plus vite que prévu.

Cette remontée a trois raisons : la fin de l'« effet report » sur 1988 de certaines mesures du plan Séguin (notamment la réduction du remboursement des médicaments à vigenté bleue, qui s'est commencée qu'en février-mars 1987) ; une reprise de l'activité médicale, favorisée en partie par une épidémie de grippe ; enfin, de revalorisations d'honoraires assez importantes qui n'avaient pu être incluses dans les comptes prévisionnels de décembre. Avec quelques autres mesures de fin d'année (par exemple le plan mères de famille), tout cela pourrait bien, sans inflation sensible, consommer la moitié du gain prévisible d'ici à la fin de l'année. Moins (14-15 milliards de francs) que prévu (19 milliards), le déficit ne serait cependant pas négligeable.

Bref, le gouvernement, quel qu'il soit, devra prévoir de nouvelles mesures de financement sans trop tarder. Le maintien sur le second semestre 1988 du dispositif d'« agences » adopté en juin 1987 (augmentation de 0,4 point de la cotisation maladie, de 0,2 point de la cotisation vieillesse, prélèvement social exceptionnel de 1 % sur les revenus du capital), ne rapportant au maximum que 7 milliards, ne suffirait sans doute pas. Triste perspective.

GUY HERZLICH.

Économie

En RFA : les médicaments en première ligne

BONN
de notre correspondant

« Chacun doit porter une part du fardeau de l'assurance-maladie », M. Norbert Blum, ministre du travail du gouvernement du chancelier Helmut Kohl, portait déjà le sien en venant présenter à la presse son projet de réforme du financement de l'assurance-maladie en République fédérale d'Allemagne : un rapport de plus de quatre cents pages pesant 1,9 kilo, où l'on trouve le détail des mesures destinées à contenir la croissance exponentielle des coûts dans ce secteur.

En 1987, les mille trois cent dix-neuf caisses d'assurance-maladie de RFA ont dépensé au total 123 milliards de deutschemarks (11,3 % de plus qu'en 1986 et presque l'équivalent de la moitié du budget fédéral (270 milliards de deutschemarks). Entre 1960 et 1987, les dépenses de santé ont été multipliées par 14, alors que les salaires quinquuplaient (2). En moyenne, les assurés sociaux ouest-allemands payent une cotisation correspondant à 13 % de leur salaire brut, et les employeurs une part équivalente.

Le ministre du travail a décidé de prendre à bras-le-corps ce problème, et de risquer l'impopularité non seulement auprès des usagers, mais aussi des puissants lobbys pharmaceutiques et des professions médi-

cales, qui se sont engraissées pendant plusieurs décennies en puisant dans la manne mise à leur disposition par les caisses d'assurance-maladie. Ce qui était supportable en période d'expansion continue du « miracle économique » allemand ne l'est plus lorsque l'activité est stagnante, le chômage en hausse, et surtout lorsque la structure démographique est en déséquilibre du fait de la proportion de plus en plus grande de personnes âgées, grosses consommatrices de soins et ne versant qu'une cotisation minimale. Des projections apocalyptiques indiquent que dans cent ans l'ensemble du produit national brut de la RFA serait englouti dans les dépenses de santé.

« Bons de maladie »

Non sans un certain courage, M. Norbert Blum a décidé d'élargir quelque peu les mailles du « filet de protection sociale » créé par Bismarck à la fin du siècle dernier et qui n'avait cessé, au fil du temps, de se perfectionner. Le système du « tiers payant » est, par exemple, généralisé : muni de son carnet de « bons de maladie » délivrés par sa caisse, le patient ne débourse rien pour sa consultation médicale, et les médicaments qui lui sont prescrits lui sont délivrés par le pharmacien contre un ticket modérateur forfaitaire de 2 deutschemarks, quel que soit le prix de la spécialité.

Le plan de M. Blum vise à économiser 14 milliards de dépenses en année pleine, dont la moitié serait consacrée à diminuer le taux des cotisations sociales, et l'autre à améliorer la prise en charge des grands malades et invalides soignés à domicile. La principale modification proposée concerne le taux de remboursement des médicaments. Celui-ci se fera dorénavant sur la base de la spécialité la moins chère existant dans un groupe de médicaments. Pendant une période transitoire jusqu'en 1990, les autres spécialités seront soumises à un ticket modérateur de 3 deutschemarks, et, au-delà de cette date, le coût supplémentaire sera payé par l'assuré.

Cette mesure a été vivement combattue par l'industrie pharmaceutique, qui avait pris l'habitude de substituer régulièrement de nouveaux produits aux anciens, avec une substantielle augmentation de prix, ou de changer les conditions de vente pour pousser à la consommation. M. Blum a tenu bon, estimant qu'il « n'y avait pas de raison de faire porter à l'assurance-maladie le paiement de médicaments chers quand ceux qui sont bon marché sont aussi efficaces ». En revanche, il a dû céder au lobby des pharmaciens d'officine sur la rémunération de leurs services.

Le ministère avait songé à payer la marge bénéficiaire du pharmacien forfaitairement par emballage vendu, quel que soit le prix du produit. Cette petite révolution a fait long feu devant la levée de boucliers des pharmaciens, qui craignaient une réduction importante de leurs revenus. Le gouvernement a senti qu'il y avait dans cette grogne des commerçants en blouse blanche un danger politique : cette corporation, dans sa grande majorité favorable aux chrétiens-démocrates, avait commencé une campagne de dénigrement du gouvernement auprès de sa clientèle, particulièrement auprès des personnes âgées.

Taxis et pompes funèbres...

Deux autres corporations ont réussi à faire partiellement reculer M. Blum : celles des chauffeurs de taxi et des entrepreneurs de pompes funèbres. Les premiers s'insurgeaient contre le projet de suppression du remboursement des trajets entre le domicile d'un malade et les centres de consultation, qui était garanti à tous les patients, même lorsqu'ils étaient en état de se déplacer par leurs propres moyens. Le projet prévoyait simplement de ne pas rembourser les trajets en taxi dont le montant serait inférieur à 20 deutschemarks. Ainsi pourra se perpétuer un usage maintenant bien établi dans les campagnes, où l'on profite de la consultation hebdomadaire du grand-père ou de la grand-mère chez le médecin à la ville pour aller faire ses courses aux frais de la caisse d'assurance-maladie.

Le ministère envisageait également de supprimer le « forfait obsèques » de 2 300 deutschemarks accordé à chaque assuré social qui passait de vie à trépas. C'était une mesure prise juste après la guerre, dans une période de difficultés économiques, pour assurer des enterrements décents aux gens dont le patrimoine avait été détruit par la guerre. Les patrimoines se sont reconstruits, mais le « forfait obsèques » était devenu une institution intouchable. Les entrepreneurs de pompes funèbres ont gagné, à force de pressions, un sursis : les personnes nées avant le 1^{er} janvier 1938 conserveront cet avantage. Les autres devront penser, avant de quitter ce monde, à mettre de côté les sommes qui leur éviteront l'humiliation de l'enterrement des pauvres.

Le projet de réforme doit maintenant subir l'épreuve du Parlement. Le Parti social-démocrate a déjà fait connaître son opposition à un plan jugé par lui profondément antisocial, mais on peut compter aussi sur les porte-parole des professions médicales et paramédicales, nombreux dans la majorité conservatrice, pour mener le combat au nom des intérêts de leurs mandants. M. Blum, qui bénéficie du soutien du chancelier, devra faire face à la tribune du Bundestag s'il ne veut pas se retrouver en bout de course avec un projet déformé.

LUC ROSENZWEIG.

(1) Un deutschemark vaut environ 3,4 francs.

(2) En RFA, selon les dernières statistiques de l'OCDE, 78,1 % des dépenses de santé sont prises en charge par des systèmes publics, contre 71,2 % en France.

TWA

567^F Pour découvrir l'Amérique dans tous ses Etats.

Découvrir les USA, c'est pouvoir en parcourir tous les États au gré de son humeur.

TWA vous offre cette liberté. En effet, votre billet transatlantique TWA vous donne accès au Westpass TWA. Le Westpass, c'est un forfait composé de 3 coupons minimum d'un coût unitaire de 567 F.

Chaque coupon vous permet de relier deux villes de votre choix, quelle que soit la distance qui les sépare.

Et TWA dessert plus de 100 villes américaines.

Sourer de la Nouvelle Orléans à la Californie, de Las Vegas à la Floride, de Boston au Colorado et même, pour un tout petit supplément, à Hawaï ou aux Caraïbes, c'est vraiment l'Amérique. C'est vraiment TWA.

Pour en savoir plus, contactez votre agence de voyages ; à Paris, TWA au 16 (1) 47.20.62.11 ; en province, notre agent général Worldship.

TWA

Pour le meilleur de l'Amérique.

*Acheter de billet 7 jours à l'avance. Validité 60 jours - 3 coupons minimum, 12 coupons maximum - Coupon complètement au-delà de 500 F.

TWA

Le Monde

UN NUMERO EXCEPTIONNEL

LUNDI 9 MAI DATE MAR

TOUS LES RESULTATS
DU SECOND TOUR

SUPPLEMENT SPECIAL

ET DES PAGES D'OFFENSE
POUR LES CROQUES

20.15

LE MONDE

0000 ELEC

Le Simco

Marchés financiers

Dow Chemical porte à 5% sa participation dans Montedison

Une OPA se prépare-t-elle sur le groupe milanais Montedison? Rien n'est moins sûr, mais les manœuvres singulières auxquelles se livre actuellement Dow Chemical, deuxième chimiste américain et septième mondial (environ 77,5 milliards de francs de chiffre d'affaires), éveillent de sérieux soupçons. Le mois dernier, ce groupe avait, en effet, annoncé avoir racheté en Bourse 2% des actions Montedison (le 20 du 13 avril). Interrogé sur ses intentions, sa direction avait répondu qu'il s'agissait d'une «excellente opportunité pour [son] portefeuille d'investissement».

Le 5 mai, a Midland (Michigan), siège de la société, son porte-parole révélait que Dow détenait maintenant entre 4% et 5% des actions Montedison et que la direction avait demandé à la Commission anti-trust l'autorisation de porter sa participation aux alentours de 10%.

D'après les informations circulant dans les milieux financiers, l'investissement initial de Dow se situait entre 50 et 60 millions de dollars (285 à 342 millions de francs). Il dépasserait maintenant 130 millions de dollars (740 millions de francs). Manifestement, le rapprochement envisagé entre la Montedison et EniChem (filiale chimique du groupe public italien ENI) donne peut-être à Dow Chemical des idées de faire

un «come-back» remarqué en Europe.

À la fin des années 70, le groupe se trouvait dans toutes les grandes opérations d'investissements dans la chimie lourde sur le Vieux Continent, y compris dans les pays de l'Est. Avec la crise pétrolière, il s'était prudemment replié sur son marché pour y recueillir ses activités et se diversifier. Le renouveau assez fantastique dont profite depuis plus d'un an l'industrie chimique européenne plaide, semble-t-il, en faveur d'une telle incursion, qui survient, si l'on en croit M. A. Giacco, nouveau responsable de la Montedison, une quinzaine de jours avant la signature d'une lettre d'intention avec EniChem en vue d'une fusion prévue en principe à l'automne.

L'arrivée de ce troisième larron américain, dont on murmure en outre qu'il renaisse des cendres des actions Initiativa Mea, filiale (services financiers) du groupe Ferruzzi, nouveau propriétaire de la Montedison, pourrait bien remettre en question ce mariage à l'italienne. A moins que Dow Chemical n'agisse que par pure spéculation, ce qui n'est pourtant pas son genre. Le groupe ne cache pas que les deux filiales Himont (polypropylène) et Erbamont (pharmacie) de la Montedison l'intéressent beaucoup.

A. D.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

FIAT

FIAT FRANCE : résultats de l'exercice 1987

L'assemblée générale ordinaire de Fiat France SA, qui s'est réunie le 28 avril 1988, sous la présidence de Giorgio Frasca, a approuvé les comptes de l'exercice 1987, qui font apparaître un bénéfice net de 24 779 506 F, après impôts, amortissements et provisions.

Le dividende, fixé à 4,80 F par action, augmenté d'un avoir fiscal de 2,40 F, soit un revenu global de 7,20 F, est mis en paiement à partir du 5 mai 1988.

Le chiffre d'affaires global réalisé en 1987 par les quarante-cinq sociétés du groupe Fiat en France a dépassé 22 milliards de francs.

PLACEMENT A

SOCIÉTÉ D'INVESTISSEMENT A CAPITAL VARIABLE

Situation au 31 mars 1988

SICAV MONORY CEA, Placement A, au 31 mars 1988, a son actif net atteignant F 116 952 120,47 et sa performance, depuis le début de l'année, s'établit en données brutes à -1,49 %, chiffre à rapprocher de l'indice CAC qui est passé de 280,70 à 284,10 durant la période de référence, soit une progression de 1,21 %.

Les actionnaires peuvent se procurer le bulletin trimestriel d'information auprès des guichets des établissements chargés de recueillir les souscriptions et les rachats : la Société marseillaise de crédit, dépositaire, et la Banque de Bretagne.

Le détail du portefeuille de Placement A ainsi que tout renseignement complémentaire peuvent être obtenus en s'adressant à :

Général de placement banque 4, rue Auber, 75009 Paris

PLACEMENT PREMIER

SOCIÉTÉ D'INVESTISSEMENT A CAPITAL VARIABLE

Situation au 31 mars 1988

SICAV long terme première catégorie, placement premier, au 31 mars 1988, a vu son actif net atteindre 336 382 773,97 F et sa performance, depuis le début de l'année, s'établit en base annuelle à 11,82 %.

Les actionnaires peuvent se procurer le bulletin trimestriel d'information auprès des guichets des établissements chargés de recueillir les souscriptions et les rachats : la Société marseillaise de crédit, dépositaire, la Banque de Bretagne, la Banque La Rénée, la Caisse centrale de récompte et l'Union des banques à Paris.

Le détail du portefeuille de placement premier ainsi que tout renseignement complémentaire peuvent être obtenus en s'adressant à :

Général de placement banque 4, rue Auber, 75009 Paris

SOVABAIL

Les actionnaires de SOVABAIL, Sicom du groupe SOVAC, réunis en assemblée générale ordinaire et extraordinaire le 3 mai 1988, ont approuvé les comptes de l'exercice 1987.

Le montant du bénéfice net comptable s'établit à 83 535 225 F, contre 83 048 765 F au titre de l'exercice 1986.

L'assemblée a décidé la distribution, à compter du 16 mai 1988, d'une somme de 72 150 000 F; le dividende unitaire correspondant s'élève à 55,50 F, contre 53,50 F pour l'exercice précédent.

Le conseil d'administration qui s'est réuni à l'issue de l'assemblée a pris connaissance des nouveaux engagements pris depuis le début de l'exercice, qui s'élèvent à près de 250 MF en crédit-bail immobilier et à 80 MF en location simple.

Il a, par ailleurs, nommé MM. Bernard Fringuel et Michel Parlat en qualité de censeurs.

PLACEMENT J

SOCIÉTÉ D'INVESTISSEMENT A CAPITAL VARIABLE

Situation au 31 mars 1988

SICAV monétaire investie en réméré et en obligations à taux variable, Placement J, au 31 mars 1988, a vu son actif net atteindre 2 215 177 330,90 F et sa performance s'établit à 7,33 % en base annuelle depuis le début de l'année. Cette performance est voisine de l'évolution du TMR sur la même période, ce qui est son objectif de gestion.

Les actionnaires peuvent se procurer le bulletin trimestriel d'information auprès des guichets des établissements chargés de recueillir les souscriptions et les rachats : la Société marseillaise de crédit, dépositaire; la Banque La Rénée, la Banque Martin Maurel, la Caisse centrale de récompte, la Société financière et foncière et l'Union des banques à Paris.

Le détail du portefeuille de Placement J ainsi que tout renseignement complémentaire peuvent être obtenus en s'adressant à :

Général de placement-banque 4, rue Auber, 75009 Paris

ASSURANCES DU GROUPE DE PARIS AGP SA

Le conseil d'administration, lors de sa réunion du 4 mai 1988, s'est félicité de l'aboutissement des négociations menées avec le groupe Axa en vue du rapprochement de ses intérêts avec ceux que détiennent la Compagnie du Midi dans l'assurance.

Il a approuvé le projet de traité de fusion entre AGP SA et Axa Assurances Holding et décidé la convocation des actionnaires d'AGP SA le 22 juin 1988 en une assemblée générale extraordinaire qui statuera sur cette opération.

La parité de fusion proposée est de 9 actions nouvelles Axa Assurances Holding pour 10 actions AGP SA contre 1987 détaché. La société résultant de la fusion adopterait la nouvelle dénomination d'Axa Midi Assurances.

NEW-YORK, 6 mai

Nouveau recul

En deux séances, mercredi et jeudi, les gains enregistrés en début de semaine à Wall Street ont été effacés, les investisseurs devenant de plus en plus nerveux à l'approche de la publication des statistiques américaines sur le chômage pour avril.

Jeudi, l'indice Dow Jones a abandonné 16,08 points, à 2 020,23, son plus bas niveau depuis deux semaines. En fin de séance, on dénombrait 904 baisses pour 557 hausses, dans un marché où 171 millions d'actions ont été échangées. «Aux seules, les échanges sur General Motors ont porté sur 24 millions d'actions, à la veille du détachement du coupon par ce groupe».

Les opérateurs étaient donc anxieux à la veille de la publication des chiffres du chômage, redoutant notamment une réaction sensible du marché si les chiffres sont trop bons. En effet, cela vivifierait les craintes d'une reprise de l'inflation, immédiatement sanctionnée par une hausse des taux d'intérêt, entraînant la plupart des observateurs. Les taux fédéraux ont redressé en fin de séance autour de 9 1/8 %.

«Stille moment d'attente, le marché des actions en attendant le réajustement des statistiques», déclarait encore des analystes.

Le dollar s'est nettement redressé en fin d'après-midi face à toutes les monnaies à la suite d'achats de couverture.

Parallèlement, le pétrole, qui avait baissé, a rebondi, et le marché des métaux a gagné près de 3 dollars et Kraft 1 dollar et demi.

VALEURS	Cours du 4 mai	Cours du 5 mai
Alcoa	45	44 5/8
Alcoa (ex-UAL)	88 1/2	87 3/8
A.T.T.	110 1/4	109 3/4
B.T.T.	48 1/8	48 3/4
Chem. Manhattan Bank	24 1/2	24 1/4
De Pont de Nemours	41 3/4	42 1/8
Eastman Kodak	44 1/8	43 7/8
Exxon	42 7/8	40
General Motors	76	75 3/4
Goodyear	65 5/8	65 3/8
IBM	110 1/4	109 3/4
I.T.T.	48 1/4	48 1/4
Mobil Oil	45 5/8	45 1/2
Rockwell	72 1/8	71 1/8
Schlumberger	38 3/4	38 3/8
Texas	48 3/4	48 1/8
Union Carbide	51 1/8	51 1/8
U.S.X.	31 1/4	31 5/8
Westinghouse	82 3/8	81 1/2
Yale Corp.	54 3/8	53 1/8

LONDRES, 5 mai

Faiblesse

Après une évolution en dents de scie durant une grande partie de la séance, la Bourse de Londres a terminé la journée de jeudi en baisse : l'indice Financial Times a cédé 7,4 points, à 1 430,7, et le «Footsie» 5,2 points, à 1 789,5.

L'ambiance était très calme avec 454 millions de titres échangés. La cote avait commencé à baisser après le recul de Wall Street la veille. Puis une tentative de reprise en mi-journée a rapidement avorté, les investisseurs institutionnels se tenant à l'écart du marché, qui était d'ailleurs partiellement sous le coup de l'examen demandé à la Commission des monopoles au sujet de la participation du Kewitt dans BP.

Sur les marchés européens, l'attention des opérateurs. Romyer Macdonald n'a pas varié après que le groupe suisse Jacobus Schuchard ait annoncé avoir augmenté sa participation dans la firme britannique à plus de 25,4 %. Le groupe pharmaceutique Wellcome, qui commercialise notamment un médicament pour soigner le SIDA, a également progressé après l'annonce de résultats semestriels conformes aux prévisions.

Les titres immobiliers et ceux de l'industrie ont sensiblement baissé, tandis que les assurances et les banques progressaient. Les fonds d'Etat, faibles en début de journée, se sont redressés par la suite, pour gagner plus d'un quart de point. Les titres d'Etat étaient également très fermes.

FAITS ET RÉSULTATS

«Bridgestone a acquis 96 % du capital de Firestone». — Le japonais Bridgestone a annoncé, le 6 mai, avoir acquis 96 % des actions ordinaires de la firme américaine Firestone. L'apport de ces actions, payées 80 dollars chacune, permet de considérer Firestone — qui continue à être une filiale à 100 % — comme une filiale à 100 % du numéro un japonais des pneumatiques et troisième mondial, proche désormais des deux premiers, l'américain Goodyear et le français Michelin. Les titres Firestone non portés pendant l'OPA ont été transformés en certificats donnant droit à un versement en liquide de 80 dollars.

«Wolverine accepte l'OPA de Saint-Gobain». — La société américaine Wolverine Technologies Inc. (produits en vinyle) a annoncé, le 5 mai, que son conseil d'administration a accepté l'offre publique d'achat (OPA) lancée par le groupe français Saint-Gobain. L'OPA de Saint-Gobain, qui proposait 23 dollars par action, était en concurrence avec celle d'une société américaine Ply-Gem, qui offrait seulement 18,50 dollars par action. Wolverine a souligné que l'offre du groupe français était «équitable pour les actionnaires», et précisé qu'un accord définitif de fusion devait être signé avec SG Acquisition Corp., filiale de Saint-Gobain, à l'issue de l'OPA.

«Souriau dans le rouge en 1987». — Le groupe Souriau, deuxième constructeur européen de connexions électriques et électroniques, a viré au rouge en 1987 : il affiche une perte de 79 millions de francs, contre un bénéfice de près de 62 millions en 1986. Cette perte, selon l'entreprise, est due à un résultat exceptionnel négatif de 46 millions de francs, qui intègre le coût de deux plans sociaux. Le chiffre

PARIS, 6 mai

Attentisme

Jour «J» à moins deux, vendredi, à la Bourse de Paris, où, d'une façon générale, les investisseurs ont jugé préférable de se réfugier dans l'attentisme. Non point qu'ils aient vu les jeux ne soient déjà faits pour le second tour de la présidentielle. Mais beaucoup préfèrent juger sur pièces les scores réalisés par les deux candidats. Encore un peu de temps dans la routine, le marché est redevenu ensuite très résilient. Et en repli de 0,64 % à l'ouverture matinale, l'indice a instantanément progressé de 0,15 % à la clôture de la séance officielle.

Un ancien agent de change était catégorique : «Si Mitterrand passe, le marché baissera lundi et mardi. Si c'est Chirac, alors on sera ferme. Dans toutes les manières, les pendules seront remises à l'heure mercredi». Cette opinion reflète une peu de sentiment général. Tout le monde, rue Vivienne, ou presque, table sur une réaction du président-candidat, mais avec une plus faible avance que celle pronostiquée, donc sur la constitution d'un gouvernement de centre-gauche. On revient au «rac-roc», c'est-à-dire à une victoire de Jacques Chirac créant une divine surprise. Mais personne sous les verrières n'est même à penser.

Phénomène plutôt déconcertant : quel que soit le vainqueur, une majorité était plus optimiste pour les mois à venir, ne serait-ce qu'avec le retour à l'excédent de la balance commerciale. De l'avis général, New-York étant de moins en moins appelé à tenir le rôle de «leader», la zone européenne, où la situation économique est plutôt bonne, pourrait servir de refuge pour les capitaux américains notamment.

Dans l'immédiat, beaucoup attendaient de connaître les chiffres du chômage aux Etats-Unis, publiables en début d'après-midi, pour juger de l'état de la croissance outre-atlantique. Réserve à la baisse dans la matinée, à 627 F, l'action Midat est ensuite remontée à 1 730 F.

Sur le marché obligataire, mieux orienté, le plus grand calme a régné.

TOKYO, 6 mai

Repli

Après trois jours fériés en raison de la «Golden Week», la Bourse de Tokyo a ouvert ses portes sur une baisse assez sensible, l'indice Nikkei cédant 135,33 points, à 27 534,92. Les opérateurs, très optimistes la semaine précédente, s'interrogeaient après le recul, ces derniers jours, de Wall Street et des autres places financières, reculé lié notamment à une crainte de remontée des taux d'intérêt. Certains professionnels évoquaient même la possibilité d'un relèvement du taux de l'acompte américain prochainement.

Le marché obligataire a, d'ailleurs, anticipé cette augmentation, accusant une baisse assez sensible. Les valeurs fortement capitalisées telles les sidérurgiques, les électriques, les automobiles, ainsi que celles des instruments de précision, ont cédé du terrain.

Le dollar était également en baisse, cotant 124,88 yens à la mi-journée, contre 125,33 yens lundi dernier en clôture.

VALEURS	Cours du 5 mai	Cours du 6 mai
Alfa	640	638
Bridgestone	1 470	1 450
Firestone	1 440	1 430
Fuji Bank	3 380	3 350
Honda Motors	1 850	1 840
Marubishi Bank	2 830	2 770
Midat	1 730	1 710
Sony Corp.	5 950	5 900
Toyota Motors	2 410	2 410

FAITS ET RÉSULTATS

d'affaires consolidés s'inscrit en recul de 8,7 %, à 1 393 milliard de francs, en raison d'une concurrence accrue des constructeurs américains, ainsi qu'en raison de la baisse du dollar. L'entreprise table, pour cette année, sur un net redressement de ses résultats. Fraternités, rappelle-t-on, a 167,63 millions de francs de francs, contre 125,33 yens lundi dernier en clôture.

«Bénéfice en hausse pour Magneti-Marelli». — Le bénéfice de la société Magneti-Marelli, filiale de Fiat spécialisée dans les composants automobiles, a progressé de 52 % en 1987, à 30,4 milliards de francs (141,36 millions de francs), contre 20 milliards de francs l'année précédente (93 millions de francs) en 1986. Le chiffre d'affaires a fortement progressé en raison de l'intégration d'importantes sociétés acquises et passe ainsi de 597 milliards de francs en 1986 à 2 641 milliards en 1987, et le bénéfice net consolidé ressort à 68,2 milliards de francs (317,13 millions de francs).

«Hausse en 1987 du résultat de la SEL (groupe Alcatel)». — La SEL (Standard Elektrik Lorenz), la plus grosse filiale d'Alcatel NV (groupe CEG), affiche, pour 1987, un bénéfice en hausse de 77 %, à 167,63 millions de francs (570 millions de francs). Le chiffre d'affaires a reculé de 1,6 %, à 5,31 milliards de deutschemarks (18 milliards de francs). Pour 1988, la SEL table sur un chiffre d'affaires d'environ 4 milliards de deutschemarks, après la cession au finlandais Nokia des activités audiovisuelles de l'entreprise, qui pesaient pour 1,4 milliard de deutschemarks (4,7 milliards de francs) en chiffre d'affaires. Cette branche avait perdu environ 40 millions de deutschemarks (200 millions de francs) en 1987. Après cette opération, les effectifs de SEL s'établissent à 23 556 salariés.

PARIS :

Second marché (réélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.B.P.S.A.	300	304	RIE	138	138
Assurances	400	400	St. Michel Service	250	251 40
B.A.C.	225	227	La Compagnie des	180	187 20
B. Demachy & Assoc.	415	415	Le gât. des cols	240	240
B.L.C.M.	380	386	Lucas Investissement	228	228
B.L.M.	620	620	Locam	134 40	130
B.P.F.	422	422	Martin Immobilier	257	257
Bolton	283	280	Montargis, Montargis	112 50	117
Bolton Technology	705	710	Motocycle Intermot	310	310
Bolton	740	740	Motocycle Intermot	136	130
Bolton de Lyon	1150	1150	M.M.M.M.	444	428 30
Calsonic	632	628	Motocycle Intermot	210 10	210 10
Castel	480	488	Motocycle Intermot	460	440
Cedif	1111	1111	Novelty-Delmas	275	275
CA I-de-Fr. (E.C.I.)	250	250	Novelty-Delmas	300	310
C.A.T.C.	127 20	127 20	Novelty-Delmas (N. & F.)	98 50	97
C.D.M.E.	745	744	Novelty-Delmas	810	820
C. Ego. B.	578	578	Novelty-Delmas	1184	1184
C.E.R.I.D.	580	578	Novelty-Delmas	182	182
C.E.R.F.	155	155	Novelty-Delmas	144 20	144 20
C.E.P.-Communication	1133	1138	S.C.P.M.	240	240
C.E.I. Information	548	548	Sagat	333	327
Chem. d'Orge	402	402	Sagat	630	630
C.H.I.M.	288	288	S.E.P.	1123	1123
Compag	275	275	S.E.P.R.	1130	1125
Conformis	610	611	Sigat	1385	1405
Cordis	343	341	S.M.T. Group	220	228 80
Dalton	144 20	144 20	Société	714	710
Dauvot	3450	3450	Société	282	280
Develco	398	1000	T.F.	180	189
Doville	625	643	Union	118	118
Dumont-Lafit	630	632	Union Financ. de Fr.	449 80	462
Edison Bell	108 80	112 80	Valeurs de France	314	307
Edison Bell	20 70	20 70			
Finco	461	468			
Finco	580	559			
Finco	880	880			
L.C.C.	218	227			
RA	178	178			
S.F.	120	115			

LA BOURSE SUR MINITEL

36-15 TAPEZ LEMONDE

Marché des options négociables le 5 mai 1988

Nombre de contrats : 7 534

VALEURS	PRIX exercice	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
		juin	septembre	juin	septembre
Accor	400	47	69	14	-
COE	240	12	20	-	-
EN-Aquitaine	280	12,10	18,25	9,99	-
Lafarge-Capelle	1 100	73	185	37	-
Michelin	160	28	-	2,30	7
Midi	1 400	430	520	39,50	-
Paribas	320	49	53	8,10	18,50
Pegmat	920	140	165	13,40	38
Saint-Gobain	440	6,50	14	-	-
Thomson-CSF	152	23	-	3,50	-

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 5 mai 1988

Nombre de contrats : 45 065

COURS	ÉCHÉANCES		
	juin 88	sept. 88	déc. 88
Dernier	100,35	99,45	98,85
Précédent	100,75	99,85	99,35

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	juin 88	sept. 88	juin 88	sept. 88
100	1,21	1,73	0,45	1,77

INDICES

CHANGES	BOURSES
Dollar : 5,70 F ↑	PARIS
	(INSEE, base 100 : 31 déc. 1985)
	4 mai 5 mai
	Valeurs françaises ... 111,3 114,7
	Valeurs étrangères ... 107,4 107,5
	Cy des agents de change
	(Base 100 : 31 déc. 1981)
	Indice général ... 313,2 314,3
	NEW-YORK
	(indice Dow Jones)
	4 mai 5 mai
	Industrielles ... 2 036,30 2 028,23
	LONDRES
	(indice Financial Times)
	4 mai 5 mai
	Industrielles ... 1 438,1 1 430,70
	Mines d'or ... 198,6 199,29
	Fonds d'Etat ... 89,72
	TOKYO
	Nikkei Dow Jones ...

Marchés financiers

BOURSE DU 6 MAI

[illegible]**Comptant** (sélection)[illegible]**SICAV** (selection)

VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS		
	Cours préc.	Dernier cours		Emission Prête incl.	Rachet net		Emission Prête incl.	Rachet net		Emission Prête incl.	Rachet net
Unif.Ét.Éd.	394	385	A.A.A.	738 18	720 18	Foranont	110912 51	110912 51	Parmaux-Vale	1070 87	1069 59
Thierr S.M.D.	500	498	Action	200 34	194 98	Proctor	245 13	241 51	Parmouze-Parmouze	1470 87	1466 53
U.T.A.	296	294	Action Paris	388 21	374 18	Proctor	661 93	645 78	Parmaux	545 28	529 40
U.S.P.	1020	1020	Actions multifonction	495 55	491 40	Proctor	235 15	232 35	Parmaux Placements	242 26	241 45
U.S.P. Génér.	3250	3250	Assicuré	543 18	523 55	Proctor	4189 92	4189 92	Paris Invest.	867 07	827 95
Unif. Vainc.	1350	1350	A.G.E. Assur. Inc. C.P.	885 10	942 54	Proctor ECU	580 54	550 29	Parmaux A.	942 08	942 08
Vainc.	1017	1016	A.G.E. SUD	488 33	472 42	Proctor-Franco	11086 42	11012 73	Parmaux cr.éto	75791 55	75791 55
Vainc. 95	95	95	A.G.E. ECU	1042 02	1001 70	Proctor	300 91	307 94	Parmaux J.	57800 31	57800 31
Wassermann S.A.	855	885	A.G.E. Interale	408 05	398 14	Quintin	60936 34	60467 20	Parmaux Premier	50889 77	50889 77
Banq. du Maroc	125		A.G.E. Invest	104 50	98 01	Quintin-Sainton	11120 55	11012 42	Pédicelle	768 97	753 81
			A.G.E. O.R.L.	1918 57	1973 50	Quintin-Méditerranée	145 18	135 07	Proctor Obligations	30418 50	30396 10
			A.G.E. World	10259 24	10000 29	Quintin Méditerranée	559 15	535 95	Proctor Global	100 15	103 31
				538 06	526 71	Quintin Méditerranée	1175 35	1175 35	Proctor Global	21957 81	21957 81
				207 77	199 50	Quintin Méditerranée	1182 22	1182 22	Quintin	308 92	308 92
				175 05	168 72	Quintin Méditerranée	1364 55	1364 55	Quintin Capital Récup.	1 04	1 01
				4726 81	4511 51	Quintin Méditerranée	1829 28	1829 28	Rentier	555 98	555 98
				618 68	603 59	Quintin Méditerranée	3034 70	3034 70	Rentier-Vincennes	6576 32	6524 06
				478 14	462 27	Quintin Méditerranée	1329 89	1329 39	Rentier-Vin	1136 43	1137 29
				5523 71	5382 07	Quintin Méditerranée	1384 42	1344 21	Rentier Action Invest.	379 29	374 21
				351 34	340 28	Quintin Méditerranée	1025 13	875 86	Rentier Plus	1114 29	1083 68
				1130 38	1100 38	Quintin Méditerranée	12234 92	11734 25	St-Honoré Aenc.	33823 39	33750 59
				262 50	254 25	Quintin Méditerranée	381 63	360 22	St-Honoré B.éto	715 05	692 83
				1349	1309 71	Quintin Méditerranée	14598 62	14689 38	St-Honoré Pacific	5179 46	496 22
				117 82	112 52	Quintin Méditerranée	17962 62	17952 61	St-Honoré P.A.E.	1142 20	102 40
				108 37	101 56	Quintin Méditerranée	169 179	178 34	St-Honoré R.	13073 59	11826 28
				2548 78	2541 17	Quintin Méditerranée	239 13	226 50	St-Honoré Rémouart	11155 73	11100 23
				79 37	77 81	Quintin Méditerranée	235 82	228 18	St-Honoré Services	461 40	443 40
				1684 32	1684 32	Quintin Méditerranée	255 29	234 02	St-Honoré Toulon	886 88	857 19
				25 17	25 04	Quintin Méditerranée	259 84	245 13	St-Honoré Vin	11914 38	11814 38
				108 33	103 23	Quintin Méditerranée	278 91	265 28	Sécluse	14	14763 81
				108 33	103 23	Quintin Méditerranée	222 83	212 73	Sécluse Tax.	10405 14	10400 74

Étrangères		
A.E.G.	750	
Alco	330	348
Alco Alcan	182	
Aluminium Ind.	110	110 20
Alusuisse	232	
Alusuisse Transal.	315	
Alusuisse	375	380
Alusuisse	245	
Autofin	127	
Autofin Alcan	320	450 10
Banq. de Saint-Paul	452	
Banq. de Saint-Paul	210	
B.N.P. Interm.	42500	42010
B. Lambert	489	490
Chemical-Pac.	104	
Chrysler corp.	129	129 10
C.N.	234	24 40
Couac	75	75
Dell. and Kraft	236	230
De Beers (P.)	52	
Dow Chemical	475	
Elf. Belgium	781	765
Elf.	1102	1074
Glaxo	100	100 50

Cote des changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS		COURS DES BILLETS		MONNAIES ET DEVISES	COURS	
	préc.	6/5	Achat	Vente		préc.	6/5
Etats-Unis (51)	6 704	6 706	5 800	5 900	Or (à la onces)	81000	81000
ECU	7 052	7 047	...	...	Or (en lingots)	81000	81000
Allemagne (100 DM)	240 280	240 280	...	...	Franc suisse (100)	504	503
Autriche (100 S)	16 100	16 263	11 660	16 600	Franco français (10 F)	570	570
Brésil (100 R)	303 360	303 200	293	313	Franco suisse (20 F)	512	521
Canada (100 C)	88 370	88 140	85	...	Franco belge (100 F)	486	488
Danemark (100 L)	92 542	92 530	98	...	Swiss franc	503	503
Hongrie (100 H)	10 646	10 652	10 300	11 100	...	2780	2770
Indonésie (100 Rp)	4 240	4 238	3 800	4 050	Franco de 10 dollars	1380	1410
Italie (1 000 lire)	4 558	4 563	4 300	...	Pièces de 5 dollars	...	...
Japon (100 ¥)	408 730	407 800	386	419	Pièces de 10 dollars	3115	3105
Korea (100 Won)	97 060	97 040	...	...	Pièces de 50 pesos	477	...
Malaisie (100 M)	46 400	46 380	46 850	46 850	Pièces de 10 Roubles	445 95	445 95
Népal (100 Np)	5 148	5 136	4 800	...	Or Londres	445	445
Portugal (100 esc)	4 151	4 150	3 800	4 050	Or Zurich	445 95	445 95
Canada (50 c)	4 622	4 628	4 650	4 650	Or Hong Kong	445 05	445 95
...	...	...	...	...	Argent Londres	...	...

Marché libre de l'or

Cogitator	121	123 50	Floord Processor	66778 10	59003 28	Odatic Nations	1000 84	1077 17	Viking	1956 17	1054 32
C. Oculi. Forensic	180		Floord Videolink	135748 14	131 16	Odatic Consent	389 04	378 08	Volant	78944 17	78904 72s
Cogitator	347		Floord Film per 10	10709 02	10705 02	Odig. notes comp.	100 12	140 20	Vision	2288	22875 30
Cogitator Inc. (Plant)	60		Floord	233 19	229 65	Odilon	1000 34	1070 24			
Coilair	85		Floord-Gem	5536 76	8044 76	Ondation	172 57	169 26			
Hogropan	250		Floord-Seminar	267 02	265 49	Opinion	1128 62	1087 54			
Microservices Brazil	12	14 30 d	Floord	279 03	282 37	Orator	5648 00	530 16			
Nicola	750		Floord Odigilite	620 31	620 03	Orator	155 26	151 79			
Revelin	350		Floord	246 09	235 91	Orator Springs	16482 20	15451 60			
Romex K.V.	174 80	174 50	Floord-Pane	91 92	90 24	Orator Privacy	82 35	79 90			
S.P. Equip. Vah.	55 30		Floord Regions	910 14	883 63	Orator Outreach	984 18	983 84			
S.P. Equip. Vah.	340		Floord-Facilities	27 18	27 96	Orator Opportunities	105 43	105 42			
Sol. Services de l'Arche	702	700	Floord-Equip	28 26	26 82	Orator Personal	412 80	472 80			
Ulfant	380		Floord	31 41	30 95	Orator Renew	50 50	52 00			
Union Insurance	118 90										

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

45-56-91-82, poste 4330

e : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ☆ : marché continu

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
55-91-82, poste 4330

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - † : marché continu

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	MINITEL
3-4 La libération des trois otages français du Liban. 5 Pologne : l'état se resserre autour des grévistes de Gdansk. 6 Le voyage du pape en Amérique latine.	7-8 La situation en Nouvelle-Calédonie. 9 à 12 La campagne présidentielle : « Journal d'un amateur », par Philippe Boucher. 2 DÉBATS : « Le pouvoir du possible », par Daniel Sibony ; « Aux portes de la violence », par Alain Touraine.	16 Le Canada doit choisir ses sous-marins nucléaires : un contrat disputé par Paris et Londres. — Le conflit entre la chancellerie et le ministère des finances sur le choix des sous-marins. 21 SPORTS : la jeune gloire d'Eric Cantona.	22 Théâtre : Les galeries du duc d'Orléans, de Jean Mairat ; les « Acteurs Producteurs Associés », à l'Athénée. 23 Marcel Maréchal joue Sganarelle. — COMMUNICATION : polémiques autour du plurilinguisme audiovisuel.	29 L'élection présidentielle n'a pas ébranlé le franc. 30 La Bundesbank et la Banque centrale européenne. — La GATT et la CEE. 32 Le conflit Michelin à Clermont-Ferrand. 34-35 Marchés financiers.	Abonnements 2 Annonces classées 27 Campus 26 Carnet 27 Mots croisés 26 Loto 28 Météorologie 26 Philatélie 25 Radio-télévision 25 Spectacles 24	LA NUIT DE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE • Dimanche 8 mai, 20 heures : tous les résultats ville par ville, les reports de voix, les analyses, les commentaires du Monde. 3615 Tapez LEMONDE 3615 Tapez LM

Les suites de l'affaire du « Rainbow-Warrior »

Le retour en France du capitaine Dominique Prieur a été annoncé par la Nouvelle-Zélande

Le capitaine Dominique Prieur, un des deux agents français impliqués dans l'attentat contre le *Rainbow-Warrior*, en 1985, a quitté l'atoll de Hao, où elle vivait depuis 1986, et se trouve à bord d'un avion qui la ramène à Paris. Le ministre de la défense a confirmé, vendredi 6 mai, l'information donnée plus tôt à ce sujet par le premier ministre néo-zélandais. Selon le porte-parole du ministère, la décision de rapatrier M^{me} Prieur a été prise sur la base d'un « dossier précis » ; en fait, M^{me} Prieur serait enceinte. Jeudi soir, avant l'annonce de cette nouvelle, M. Pasqua, ministre de l'Intérieur, avait déclaré au cours d'une réunion électorale à Paris : « J'en ai assez des conseils, des observations, des remontrances de tous ordres que nous donnent les Néo-Zélandais et Australiens... ».

M. David Lange avait affirmé, dans une déclaration, que Paris lui avait fait connaître, vendredi matin, sa décision de rapatrier « immédiatement » M^{me} Prieur, qui est attendue en France avec son mari samedi.

« Ce départ n'a pas reçu [notre] consentement », a ajouté M. Lange. Si elle part, ce sera une infraction pénale aux obligations de la France dans le cadre de la législation internationale. [—] Après l'élection présidentielle de dimanche, le gouvernement néo-zélandais discutera de cette affaire avec les

autorités françaises. « Le secrétaire général des Nations unies « a été informé de ce développement », a conclu M. Lange.

Après le retour controversé en France, le commandant Mafart, le second agent impliqué dans l'affaire, pour raisons de santé, Paris avait tenu à rassurer Wellington sur la présence du capitaine Prieur à Hao, où elle était assignée à résidence pour trois ans, en vertu d'un accord en bonne et due forme signé entre Paris et Wellington, sous les auspices des Nations unies, en juillet 1986. Un médiateur néo-zélandais, choisi d'un commun accord entre les deux parties, est même allé s'assurer personnellement, il y a quelques semaines, que M^{me} Prieur se trouvait bien à Hao.

Après une période de soins, surveillés par un médecin choisi par les Néo-Zélandais, le commandant Mafart suit actuellement les cours de l'École supérieure de guerre de Paris où il est stagiaire. A plusieurs reprises, Wellington a demandé son retour à Hao une fois les soins terminés. Sans succès.

En dépit de cette affaire, les relations franco-néo-zélandaises s'étaient améliorées au début de l'année. « La France a un rôle à jouer dans le Pacifique sud », avait déclaré au Monde le ministre néo-

zélandais des affaires étrangères en mars dernier, lors d'une visite à Paris. Ce qui n'empêchait pas Wellington d'avoir une attitude très critique envers la politique de gouvernement Chirac en Nouvelle-Calédonie.

L'opération « commando à Ouvéa » ne devrait pas faire changer d'avis Wellington, au contraire, même si M. Lange s'est pour le moment abstenu de tout commentaire. Le premier ministre de l'Australie, M. Bob Hawke, a estimé qu'il s'agissait d'une « tragédie » et qu'on « ne résoudra pas l'enfer de la Nouvelle-Calédonie de cette façon ». « Le mieux que nous puissions espérer », a-t-il ajouté, « c'est que cette violence sera abandonnée par les FLNKS et que les autorités françaises agissent avec compréhension et compassion et acceptent de dialoguer ».

Depuis des mois, Australiens et Néo-Zélandais se dissimulent plus leur inquiétude devant l'évolution de la situation en Nouvelle-Calédonie. Ils ont soutenu le plan Pisani, dont M. Lange a encore fait l'éloge le 29 avril. Ils craignent que

cette crise qui se prolonge ne déstabilise le Pacifique sud où la France n'est guère populaire actuellement. A mots couverts, ils se cachaient pas avant le début de la campagne électorale leur préférence pour MM. Barre ou Mitterrand.

P. de B.

M. Chirac : ce retour est « conforme aux accords franco-néo-zélandais »

M. Jacques Chirac a affirmé vendredi que le retour imminent à Paris du capitaine Dominique Prieur est « conforme aux accords franco-néo-zélandais ». Le premier ministre-candidat, qui s'exprimait à Agen, a déclaré : « Ce retour, je l'ai décidé conformément aux accords franco-néo-zélandais. Lorsque j'ai signé un accord, il faut savoir que je le respecte ».

« M^{me} Prieur est actuellement enceinte et l'accord prévoyait que, dans cette circonstance, elle devait être rapatriée à Paris. Moi, je respecte ma signature. Son état a été officiellement constaté par la jacté ».

Fin de la tension entre les deux Yémens

Sanaa et Aden décident de créer une zone démilitarisée dans une région frontalière

Les dirigeants des deux Yémens ont décidé de retirer, à partir de samedi 7 mai, leurs troupes aux frontières et de créer une zone démilitarisée de 200 kilomètres carrés dans la région située entre Maarib et Chabwa pour faciliter l'exploitation commune de gisements pétroliers, désamorçant ainsi une crise qui avait provoqué, fin mars, une tension militaire entre les deux pays, qui avaient massé des troupes autour de la zone litigieuse.

Dans une déclaration faite mercredi soir à Radio-Aden, M. Fadi Mohsen, membre du bureau politique du Parti socialiste du Yémen, a précisé que cette décision avait été prise dans le cadre de l'accord conclu mardi à Sanaa entre le président nord-yéménite, M. Ali Abdallah Saleh, et le secrétaire général du parti sud-yéménite, M. Ali Salem al-Baid. Cet accord prévoit l'exploitation commune des gisements de Maarib-Chabwa.

Les champs pétroliers nord-yéménites de Maarib sont mis en valeur par la compagnie américaine Hunt et ont commencé à être productifs en décembre 1987, au rythme de 150 000 à 200 000 barils/jour. Ceux de Chabwa sont exploités depuis avril 1987 avec l'assistance de l'URSS, mais la production n'a pas dépassé, jusqu'à présent, les quelques milliers de barils/jour. Selon des études préliminaires, les gisements situés entre ces deux champs pétroliers seraient très prometteurs. — (AFP.)

L'Inde aurait acquis clandestinement 15 tonnes d'eau lourde norvégienne

Quinze tonnes d'eau lourde norvégienne ont disparu en décembre 1983 au cours d'un transport et seraient probablement parties vers l'Inde. La nouvelle avait filtré dans la presse norvégienne et vient d'être confirmée à Oslo par le ministère des affaires étrangères. L'importance de cette disparition tient au fait que l'eau lourde est un bon modérateur (matériau freineur de neutrons) pour des réacteurs nucléaires transformant de l'uranium naturel en plutonium de qualité militaire.

Une société allemande, Rohstoff Einfuhr, serait impliquée dans ce détournement. Elle avait acheté les quinze tonnes d'eau lourde et devait les faire transporter par avion à Francfort. En dernière minute, la destination fut changée et l'avion atterrit à Bâle. La trace de l'eau lourde a été ensuite perdue.

L'Inde est présumée être la destination finale. Ce pays a procédé en 1974 à une explosion nucléaire unique en utilisant le plutonium produit par un réacteur expérimental. C'est ce qui avait fourni le Canada. Ce réacteur utilise l'eau lourde comme modérateur. A la suite de cette explosion, le Canada avait mis fin aux échanges entre les deux pays et mis sous embargo toute expédition d'équipements nucléaires vers l'Inde. Le réacteur contient en gros quinze tonnes d'eau lourde.

Sur le vif

On solde

C'est y est ! J'ai gagné ! Je l'avais parié ! Une bouteille de whisky. Dominique Prieur, vous savez ? M^{me} au Turenne, l'agent secret mêlé à l'attentat du « Rainbow-Warrior », eh ben, elle rapatriée. Elle a quitté son atoll de croûte sur les talons de son faux époux Mafart. Normal. A l'enseigne de mon Jacquot, on brade, on liquide les stocks avant la fermeture de la boutique le 8 mai. On regarde pas au prix. Les otages, la libération des gardes à Ouvéa, et puis, là, ce retour en fanfare, si ça fait pas rentrer des voix, c'est à désespérer des soldes.

Et qui c'est qui va me l'offrir, cette bouteille de J & B ? Vous ne devinez jamais. Les Néo-Zélandais ! Ouais, des confrères de la télé, venus enquêter sur la libération de Mafart et son admission à l'Ecole de guerre. Faut dire, ils sont d'un lourd, ces mecs, c'est pas croyable ! Des naïfs, des grands enfants.

A peine débarquée, où elle va planter ses caméras, l'équipe ? A l'hôpital du Val-de-Grâce : vous auriez pas, parmi vos

malades, un étudiant, un certain commandant Mafart ? Il a mal au ventre. Grosse rigolade au bureau d'accueil, et prière d'aller se faire voir ! C'est ce qu'elle a fait. Elle a fait du micro trottoir dans les rues de Paris. Qu'est-ce que vous en pensez, de l'affaire Mafart ? Croyez pas qu'il devrait retourner purger sa peine à Hao, comme l'y oblige la loi ? La loi internationale.

Qu'est-ce que vous dites de ça ? C'est pas trop trognon ? Le respect des accords, la médiation des Nations unies, nous, ici, on en a rien à foutre, de ces conneries. C'est pas Mafart qui va repartir, c'est Prieur qui va revenir. Combien vous pariez ? Ils étaient prêts à parier n'importe quoi, ces idiots-là. J'ai été bien bête. Le whisky, j'aurais dû en exiger une caisse entière. D'autant qu'elle attend un bébé, le capitaine Prieur. C'est une future maman. Alors si lui, Mafart, a été rapatrié rapport à son ventre, elle, pensez... !

CLAUDE SARRAUTE.

Après l'opération d'Ouvéa

« On a demandé la négociation on nous a donné le sang »

NOUMÉA de notre correspondant

Ce sont des scènes mille fois vues et revues, des images-refrains, des incantations lancinantes. C'est un retour à la case départ, un carcé d'horreur à l'ombre des tours du ghetto de Montreuil, à la lisière de Nouméa, où le même mégaphone grésille les mêmes mots de l'impuissance. On se croirait au lendemain de l'acquiescement des auteurs de la fusillade de Hienghène, en octobre 1987, avec ces regards embués et ces mâchoires serrées.

Il y a toujours un « vieux » pour bredouiller : « Aujourd'hui je suis un vieux qui pleure ses enfants. On a demandé la négociation, on nous a donné le sang... » Il y a aussi toujours un lycéen pour interpellier le « pouvoir colonial » : « Vous pouvez massacrer tous les kanaks que vous voulez. Mais alors n'en laissez aucun, parce que tant qu'il restera un seul kanak, la lutte pour la Kanaky libre continuera. » Comme toujours, il y a des fourgonnettes de CRS garées en retrait. Comme toujours, au-delà de l'usine métallurgique de la Société Le Nickel (SLN), le centre commercial de Nouméa est hors de portée des slogans.

Pierre Vozlinsky quitte l'Opéra-Bastille

Le conseil d'administration de l'Association de préfiguration de l'Opéra-Bastille, qui s'est réuni ce vendredi 6 mai, a confirmé l'engagement de Daniel Barenboim comme directeur artistique pour cinq ans. Mais il a constaté l'impossibilité de se mettre d'accord avec Pierre Vozlinsky sur son contrat de directeur général.

Une nouvelle personnalité sera désignée pour ce poste dans les prochaines semaines. Rappelons que Pierre Vozlinsky est actuellement directeur général de l'Opéra de Paris.

(Publicité)

EN FANELLE, DOUBLÉ
PANTALON
189 f ou 219 f
EN SERGE EXTENSIBLE

Uniquement pour homme, blazer pure laine, 380 F ; à partir de 990 F un costume en tissus Doreuil. Pourquoi ces prix inchangés depuis trois ans ? Parce que les Entrepôts du Marais vendent en direct les créations Guy d'Amber. Rayon spécial grands et forts, jusqu'au 62. Métro Saint-Sébastien-Froissard, 3, rue du Pont-aux-Choux (3), de 10 heures à 19 heures, sauf lundi matin.

FRÉDÉRIC BOBIN.

8 MAI
LA NUIT PRÉSIDENTIELLE
avec IPSOS et Le Monde
ÉLECTION
36.15 LM

8 MAI
LA NUIT PRÉSIDENTIELLE
avec Le Monde et IPSOS
ÉLECTION
36.15 LEMONDE

A B C D E F G H

IL Y A
ENCORE
DES
HOMMES

QUI NE SAVENT PAS
QU'ILS PEUVENT ÉCONOMISER
DE 25 % À 35 %
sur les plus belles marques de prêt-à-porter.

T. LAPROUS - P. BALMAIN - G. LAROCHE
L. FERRAUD - COURRÈGES, etc.

C'est pourquoi j'ai tenu à vous le garantir personnellement. Mais je vous invite surtout à venir le vérifier, par vous-mêmes. Vous pourrez ainsi vous rendre compte de la différence de nos prix, mais également de l'importance de notre choix.

De plus, nos magasins sont des « espaces libres » et les vendeurs s'interrogent que vous demandez. Enfin vous avez, chez nous, une semaine pour vous faire rembourser. Voilà les raisons de notre succès et je vous dis... à bientôt.

STEPHANE MEN'S de luxe
Champs-Élysées : 8, rue de Washington
Rue gauche : 130, bd Saint-Germain
en bord de canal : 11, de midi à 19 h 30

Le numéro du Monde - daté 6 mai 1988 a été tiré à 709 796 exemplaires

(Publicité)
CATTOLICA (Adriatique/Italie)
HOTEL BEAURIVAGE***
Tél. : 1939541/963101-962183.
Placé dans un cadre panoramique exceptionnel, dir. sur la plage, l'hôtel Beaurivage offre à sa clientèle les confort les plus modernes et une cuisine recherchée avec spécialités régionales et internationales, buffet, service attentif et discret. Soirée aux chandelles. Prix de pension complète à partir de 196 F.
Demandez des dépliants.

MIKITO
DES JADES
DES PERLES
DES PIERRES...
Transformations de bijoux
Modèles exclusifs en or
9, AVENUE VICTOR-HUGO
Tél. : 45-01-70-11

SCIENCE & TECHNOLOGIE
SPECIAL
L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE AU QUOTIDIEN
Le 1^{er} inventaire des applications opérationnelles, secteur par secteur
BANQUE • INDUSTRIE • GESTION D'ENTREPRISE • MÉDECINE • SPATIAL • TRANSPORTS • INFORMATIQUE • ASSURANCE • AGRICULTURE...
40 F. Science et Technologie • 15, rue Fénélon, 75010 Paris • Tél. : 48.78.11.00